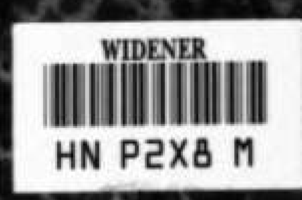

WIDENER
HN P2X8 M



# MARIE-THÉRÈSE

## IMPÉRATRICE

1744-1746

PAR

LE DUC DE BROGLIE

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

I

DEUXIÈME ÉDITION




PARIS

CALMANN LÉVY, ÉDITEUR

RUE AUBER, 3, ET BOULEVARD DES ITALIENS, 15

A LA LIBRAIRIE NOUVELLE

1888



# MARIE-THÉRÈSE

## IMPÉRATRICE

## I

CALMANN LÉVY, ÉDITEUR

## DU MÊME AUTEUR

Format in-8°

| | |
|---|---|
| Le secret du roi, correspondance secrète de Louis XV avec ses agents diplomatiques | 2 vol. |
| Frédéric II et Louis XV | 2 — |
| Frédéric II et Marie-Thérèse | 2 — |
| Questions de religion et d'histoire | 2 — |

Format in-18

| | |
|---|---|
| Le secret du roi | 2 vol. |
| Frédéric II et Louis XV | 2 — |
| Frédéric II et Marie-Thérèse | 2 — |
| La diplomatie et le droit nouveau | 1 — |
| Questions de religion et d'histoire | 2 — |

Imprimerie P. Mouillot, 13, quai Voltaire, Paris. — 80356



# MARIE-THÉRÈSE

## IMPÉRATRICE

1744 — 1746

PAR

LE DUC DE BROGLIE

DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE

I




PARIS
CALMANN LÉVY, ÉDITEUR
ANCIENNE MAISON MICHEL LÉVY FRÈRES
3, RUE AUBER, 3

1888






HARVARD COLLEGE
JAN 1904
LIBRARY

# MARIE-THÉRÈSE IMPÉRATRICE

## CHAPITRE PREMIER

### MORT DE LA DUCHESSE DE CHATEAUROUX
### ARRESTATION DE BELLE-ISLE
### MORT DE CHARLES VII

Départ de Louis XV de Metz. — Son passage à Strasbourg. — Il préside aux opérations du siège de Fribourg-en-Brisgau. — Succès de Frédéric en Bohême. — Mission du marquis Du Mesnil auprès de lui. — L'Empereur Charles VII se rend en Bavière, malgré les observations du ministre de France. — Prise de Fribourg. — Louis XV quitte Paris. — Richelieu travaille à se rapprocher de la duchesse de Châteauroux. — Lettres de la duchesse à Richelieu. — Entrée de Louis XV à Paris. — La duchesse de Châteauroux est rappelée à la cour. — Sa mort. — Émotion de l'opinion publique. — Douleur de Louis XV. — Frédéric est obligé d'évacuer la Bohême. — Le maréchal de Belle-Isle est envoyé à Berlin pour combiner avec le roi de Prusse le plan de la campagne prochaine. — Son entrée en Allemagne. — Il passe à Munich pour conférer avec l'empereur. — Inquiétude de la cour de Munich, et supplication de l'Empereur pour qu'on lui vienne en aide.

— Belle-Isle, se rendant de Munich à Berlin, prend une route qui l'amène à Elbingerode, par le territoire de Hanovre. — Il est arrêté et retenu à Osterode. — Il presse Frédéric de réclamer contre son arrestation. — Frédéric s'y refuse. — Belle-Isle est emmené captif en Angleterre. — Désolation de l'Empereur en apprenant son arrestation. — Il implore de nouveau le secours de la France. — Refus de Louis XV. — Mort de l'Empereur. — Belle-Isle, débarquant en Angleterre, est enfermé à Windsor.

## I

Ce fut seulement dans les derniers jours de septembre 1744 que Louis XV, dont la convalescence exigeait encore de grands ménagements, quitta Metz et se mit lentement en route pour rejoindre son armée, qui campait déjà devant Fribourg-en-Brisgau. Il passa quelques jours à Lunéville, chez son beau-père le roi Stanislas, puis traversa l'Alsace, savourant avec délices la jouissance d'être accueilli partout par l'enthousiasme des populations. Le 5 octobre, il fit son entrée à Strasbourg, où une réception magnifique lui était préparée. Il y avait soixante-trois ans presque jour pour jour (le 24 octobre 1681) que Louis XIV était venu prendre possession

de la vieille cité impériale, tout récemment réunie à sa couronne, et depuis lors aucune personne royale n'y avait reparu. On se piqua de reproduire exactement le cérémonial observé pour faire honneur au roi conquérant, et les acclamations unanimes attestèrent avec quelle rapidité, malgré les murmures des jurisconsultes et des chancelleries d'outre-Rhin, le patriotisme français s'était implanté pendant ce demi-siècle dans le cœur de nos nouveaux concitoyens.

Sur un seul point, cependant, un dernier regret parut être donné aux anciennes franchises républicaines. Le premier magistrat de Strasbourg demanda à n'être point astreint, en présentant son adresse de félicitation, à s'agenouiller devant le souverain. Louis XV s'informa si son aïeul avait exigé cet hommage, et, sur la réponse affirmative, il ne consentit point à déroger à l'étiquette. Rien ne fut épargné, d'ailleurs, pour lui montrer qu'il était là, comme ailleurs, un maître absolu et chéri. Parmi les divertissements de la journée, il y eut une grande pêche faite sous les yeux du

roi lui-même, et préparée de manière qu'à chaque coup de filet les plus beaux poissons du Rhin étaient déposés à ses pieds, comme pour lui faire voir que le fleuve et tout ce qu'il roulait dans ses ondes était également soumis à son empire [1].

Le 20, à son arrivée devant Fribourg, où l'armée l'attendait avec impatience, il reçut un témoignage, qui ne dut pas lui être moins sensible, du prestige qui l'entourait : ce n'était pas moins qu'un messager venu de Paris pour lui remettre une épître en vers de Voltaire lui-même. Le poète poussait l'audace jusqu'à reprocher en face au roi l'imprudence qu'il commettait de se laisser emporter par son courage et de compromettre une vie si précieuse au salut de l'État. Boileau, le *flatteur de Louis*, dont Voltaire a parfois souri, plaignait son roi d'être enchaîné par sa grandeur ; c'est un lien dont Voltaire osait accuser le sien de s'affran-

1. Lettre du magistrat de Strasbourg, 3 octobre 1744. (Ministère de la guerre. — *Correspondances diverses.*) — *Souvenirs du marquis de Valfons*, publiés par son petit-neveu, p. 114.

chir. Du reste, c'était même exaltation, même attendrissement dans les louanges :

Vous dont l'Europe entière aime et craint la justice,
Brave et doux à la fois, prudent sans artifice,
Roi nécessaire au monde, où portez-vous vos pas?
Vous volez à Fribourg; en vain La Peyronie
Vous disait : Arrêtez, ménagez votre vie,
Il vous faut du régime et non des soins guerriers;
Un héros peut dormir, couronné de lauriers.
Le zèle a beau parler, vous n'avez pu le croire :
Rebelle aux médecins et fidèle à la gloire,
Vous bravez l'ennemi, les assauts, les saisons,
Le poids de la fatigue et le feu des canons;
Vos ennemis, grand roi, le craignent davantage.
Ah! n'effrayez que Vienne et rassurez Paris!
Rendez, rendez la joie à vos peuples chéris!
Rendez-nous un héros qu'on admire et qu'on aime!

Peu de jours cependant suffirent pour faire voir qu'aucun exploit digne de mémoire ne devait venir cette fois justifier ce panégyrique. Le siège commencé depuis plusieurs semaines était mal engagé, mollement poussé et n'avança qu'avec peine. Le roi, j'ai déjà eu occasion de le dire, avait tenu à commander seul, tout en autorisant à le suivre tous ceux qui s'étaient flattés de le remplacer. Aussi avait-il

autour de lui, outre le vieux Coigny, qui avait ouvert les opérations, Belle-Isle, Noailles et Maillebois, tous accourus pour faire preuve de zèle, en tout quatre maréchaux de France, formant un conseil de guerre où l'on s'entendait assez mal. La place, sans être très forte, était difficile à investir. Son immense pourtour était protégé sur le côté le plus étendu par une rivière que les pluies d'automne rendaient torrentielle. Avant d'ouvrir la tranchée, il fallut creuser un canal pour détourner et partager les eaux. Puis le chemin couvert fut très malaisé à établir, dans un sol détrempé qui s'éboulait à tout instant sur le dos des travailleurs. Ces difficultés naturelles étaient habilement exploitées par le commandant de la citadelle, un officier hongrois choisi par Marie-Thérèse elle-même et qui se battait, dit le chroniqueur Barbier, comme un diable. A plusieurs reprises, on tenta d'ouvrir la brèche sans y réussir. Deux officiers supérieurs, destinés à devenir très diversement célèbres, le prince de Soubise et le comte de Lowendahl, Danois engagé au service de France et ami personnel du maréchal

de Saxe, y furent blessés grièvement. Bref, à la fin d'octobre, au bout de cinq semaines de travail, rien n'était encore terminé, les maladies se multipliaient dans les rangs, et on comptait déjà plus de cinq mille morts. L'inquiétude devenait assez grande, car on craignait également et le danger que pourrait courir le roi dans ce foyer d'infection et le découragement qui se mettrait dans l'armée s'il se retirait [1].

Ces lenteurs, auxquelles on ne s'attendait pas, causaient aussi une vive impatience chez tous les alliés de la France, qui s'irritaient de lui voir perdre son temps et concentrer toutes ses forces sur un point dont l'importance, pas plus au point de vue de la stratégie que de la politique, ne semblait mériter un pareil effort. Pour Frédéric, en particulier, c'était une cause de mécontentement qui redoublait celui que lui avait déjà causé le passage du Rhin, trop facile-

1. *Souvenirs de Valfons*, p. 115-116. — *Mémoires du duc de Luynes*, t. VI. — *Journal* de Barbier, novembre 1744. — Chambrier à Frédéric, 30 octobre, 2 novembre 1744 (Ministère des affaires étrangères).

ment opéré par le prince Charles de Lorraine, sous les yeux ou, comme il disait, à la barbe du maréchal de Noailles.

A la vérité, on aurait pu croire que le succès de ses premières opérations militaires en Bohême devait le consoler de ce mécompte, car la fortune avait répondu à son appel plus rapidement encore qu'il n'osait l'espérer. La ville de Prague, surprise d'une attaque imprévue, avait capitulé au bout de six jours, et une garnison de douze mille hommes qui y était renfermée se voyait emmenée en Silésie tout entière comme prisonnière de guerre, tandis que les Prussiens n'avaient à pleurer que quarante morts, parmi lesquels, il est vrai, il fallait compter un frère du roi, le prince Guillaume. Quand on se rappelait toutes les péripéties dont cette cité avait été le théâtre deux années auparavant, pendant la longue résistance de Belle-Isle et des Français, il n'y avait assurément pas de quoi se plaindre. Aussi Frédéric, plus ravi de son succès que touché de sa perte, en chargeant Podewils d'annoncer à la reine douairière la mort de son frère : « Jetez, disait-il, un vernis

sur cette histoire et habillez-la comme vous pourrez... Mais Prague est à nous, cette ville que je n'aurais pas (disiez-vous) aussi facilement que j'imaginais; cette ville qui me coûterait tant de monde, cette ville dont on faisait tant de bruit... La noix n'était pas si dure que l'imaginait notre petit freluquet de Vienne[1]. » Et, quelques jours après, annonçant encore la prise d'un point important à quelques lieues de Prague, il écrivait à Valori : « J'ai fait prendre Tabor par un détachement, et nous sommes en pleine marche pour l'Autriche. Ce n'est pas, assurément, agir en poule mouillée[2]. »

Mais, tout en faisant sonner très haut, avec une fierté légitime, ces premiers succès, il n'en conservait pas moins un grand fonds d'inquiétude; il sentait, comme il l'explique très bien lui-même dans l'*Histoire de mon temps*, que sa position en avant de Prague, si brillamment conquise, était toujours aventurée et précaire. Il voyait déjà déboucher sur sa droite le prince

1. *Histoire de mon temps*, ch. x. — *Pol. Corr.*, t. III, p. 280-288.
2. *Pol. Corr.*, t. III, p. 290. Frédéric à Valori, 26 septembre 1744.

Charles, ramenant son armée à grandes marches vers la Bohême, à travers le haut Palatinat; de vastes magasins de munitions et de subsistances, formés à Pilsen, annonçaient la prochaine arrivée du prince. Sur sa gauche, il pouvait apercevoir les éclaireurs d'un autre corps d'armée autrichien, commandé par le comte Batthyani et formé principalement des hussards, des pandours, de toutes les troupes légères levées par l'*insurrection* hongroise, et qui battaient la campagne du côté de la Moravie. Irait-il au-devant de l'une ou de l'autre de ces attaques? et, en ce cas, par laquelle commencer? Les attendrait-il, au contraire, sous les murs de Prague, au risque d'avoir affaire à leur effort combiné?

Puis il ne pouvait oublier qu'il n'avait pu arriver jusqu'à sa nouvelle conquête qu'en se frayant violemment un passage à travers la Saxe épouvantée. Mais Auguste III, avisé du retour du prince de Lorraine, avait eu le temps de se rassurer, et, s'il prenait fait et cause pour l'Autriche, comme ses derniers engagements diplomatiques paraissaient lui en faire un devoir, c'était l'armée prussienne prise à dos, cernée

de toutes parts et coupée de sa base d'opérations. Ces perspectives, qu'il roulait dans son esprit, lui causaient une inquiétude trahie, comme d'habitude, par de violents accès d'humeur. Il ne se gênait pas pour dire tout haut que ce n'était pas là sur quoi il aurait dû compter, et qu'engouffrer l'armée française dans un entonnoir, sur les bords du haut Rhin, n'était pas du tout pour lui la même chose que de la lancer, comme on le lui avait promis, à la poursuite et sur les derrières du prince Charles. « Et voilà ce que c'est, ajoutait-il, que de faire des traités avec des jean-f... »

Aussi, un officier général français, le marquis Du Mesnil, étant venu le trouver dans son camp, de la part du maréchal de Noailles, pour lui faire prendre patience et conférer de ce qu'on devrait faire après la prise de Fribourg, il l'accueillit avec ce ton de hauteur ironique et insultante auquel son entourage n'était que trop habitué. Du Mesnil, qui en faisait pour la première fois l'expérience, eut quelque mérite à en soutenir l'assaut avec fermeté et à rendre compte de l'entrevue au maréchal de Noailles

avec une tranquillité d'esprit assez amusante.

Après quelques phrases de compliments : « Vous voyez, monsieur, me dit le roi, que je » tiens mes engagements. Je souhaite que l'on » tienne aussi ceux que l'on a pris avec moi, » mais je ne m'y attends pas. » Et, là-dessus, sans me donner le temps de répondre, il passa dans le derrière de sa tente; ce début m'a paru farouche. » Le soir, on se retrouve à dîner, et, en se mettant à table, Frédéric débute par cette brusque question : « Pouvez-vous me dire, » monsieur, ce que devient le quadruple Xéno- » phon? » Du Mesnil, ne comprenant pas, ne répondait rien. « Mais répondez, monsieur, » répondez? — Sire, je ne connais pas son nom. » — Eh! c'est le maréchal de Broglie, qui s'est » retiré de Bavière avec quarante mille hom- » mes, tandis que Xénophon n'en eut jamais » que dix mille. » Et de là, poursuit Du Mesnil, il partit en se répandant en propos sur la guerre de Bohême et de Bavière, ajoutant qu'il profiterait des mémoires de cette guerre et qu'il n'en ferait pas la troisième édition; et, comme toutes les fois qu'il m'adressait la parole je prétextais

cause d'ignorance, il me dit que ces mémoires étaient imprimés dans sa tête et qu'ils y étaient profondément gravés... Enfin, après avoir fini, pour répéter ses propres termes, « l'analyse de » toutes les sottises que les généraux ont faites » en Bohême et en Bavière », dont le détail fut long et circonstancié, en me disant souvent : « Je ne ferai pas de même. — Eh bien, mon- » sieur, qu'avez-vous à dire? Voilà vos géné- » raux; répondez, parlez! » Pressé et forcé de répondre, je lui dis : « Sire, nous sommes dans » l'usage, en France, de respecter le choix du » roi, notre maître, quand il a honoré quelqu'un » de sa confiance et du commandement de ses » armées. » Il se tut un moment; et, l'instant d'après, il se mit à parler de l'Académie française des spectacles, de ses troupes, de leur discipline, des différents gouvernements de l'Europe, de ce qui se passait en Piémont, de son aversion pour les moines, pour les prêtres, etc. De là, il me parla du roi d'Angleterre, du roi de Pologne, de la reine de Hongrie, du prince Charles, et personne ne fut épargné. Il eut la satisfaction de ne dire du bien de qui que

ce soit, de désapprouver tout le monde et de s'applaudir à soi-même. Il parut fort content de lui ; je le fus très peu. Le dîner étant heureusement fini, il monta à cheval, et je me retirai à mon village. Avant que de sortir du camp, le prince Charles, margrave de Brandebourg, son cousin, me dit : « Monsieur Du Mesnil, le roi » aime à plaisanter; mais soyez sûr qu'il aime » votre roi, votre maître, et les Français, dont » je suis bien aise. Vous vous êtes bien conduit ; » continuez à garder le silence, et ne faites usage » de ce que vous entendrez que de ce qui pourra » être utile pour le bien de la cause commune... » Il faut le laisser dire, et vous faites bien de » ne point entrer en discussion avec lui devant » le monde. » Je lui répondis que je m'en garderais bien, et que l'on regarderait en France un homme comme un fou si, assistant à un sermon, il voulait prendre parti contre le prédicateur, même quand il dirait des choses contraires à la religion. « Ainsi, comptez, Monseigneur, » sur ma sagesse. » Le prince sourit, et je me retirai. »

Du Mesnil tient parole, quoique mis encore

plusieurs fois à forte épreuve, et trouvant à propos des reparties qui, sous une apparence inoffensive, avaient pourtant une pointe assez piquante. « A propos de la bataille de Dettingue, dont il parla assez bien, il badina d'un ton ironique sur les Français, en les taxant de ne point aimer à livrer des batailles. Je ne crus pas devoir laisser sans réponse une attaque aussi vive. Je lui dis : « Sire, nous n'avons pas » perdu l'usage d'en gagner ; ce qui s'est passé » en Flandre, en Piémont et récemment en » Alsace en sont des preuves ; et, à présent que » nous sommes vos alliés, les bons exemples » que nous donnera Votre Majesté augmente- » ront notre émulation. » Cette réponse resta sans réplique et produisit pour un moment un silence absolu. Peu après, il revint à des réflexions personnelles qui m'obligèrent à me renfermer dans le plus grand sérieux et dans le plus grand silence ; mais, comme le prince m'interpellait souvent en me disant : « N'entendez- » vous pas, monsieur ? » je lui dis : « Sire, il » m'est ordonné par mes instructions de n'en- » tendre que les choses auxquelles je dois et je

» puis répondre... » Le roi n'oublia pas non plus de me parler des batailles qu'il avait gagnées, et surtout de celle de Molwitz, dont il fit le détail. Je pris la liberté de lui dire qu'elle m'avait été racontée précisément de la même manière par une personne qui avait été bien à portée de le savoir. « Par qui? » me demanda-t-il ; je lui répondis que c'était par M. de Neuperg (le général autrichien), et qu'il m'avait dit qu'il n'oublierait jamais la belle manœuvre que M. le maréchal de Schwerin fit faire à son infanterie. Je m'aperçus que le roi de Prusse rougit, et que ma réponse, plus avantageuse à M. de Schwerin qu'il ne l'aurait voulu, ne lui avait point été agréable[1]. »

Le lendemain, à la vérité, comme s'il eût craint d'avoir trop laissé voir, par la maussaderie de son langage, le fonds d'inquiétude qui le tourmentait, il prit Du Mesnil à part, l'entretint en tête à tête sur un ton moins hargneux, et, par moments même, assez amical. Mais ce

1. *Mémoire sur ce que j'ai fait auprès du roi de Prusse*, par M. Du Mesnil, 12-17 septembre 1744. (Ministère des affaires étrangères. — *Correspondance de Prusse*.)

changement de ton à lui seul, et de plus quelques plaisanteries de très mauvais goût et d'étranges confidences auxquelles il s'abandonna, attestèrent encore le trouble de son esprit. « Je pris occasion de cette conversation, dit Du Mesnil, pour lui représenter avec respect combien le roi était fidèle dans l'exécution de ses engagements et l'embarras où il m'avait mis lorsque j'avais eu l'honneur de l'approcher pour la première fois, et ensuite, lorsqu'il m'avait admis à sa table, par les discours qu'il m'avait tenus en présence de tout le monde. Il me dit : « Oubliez tout ce qui s'est passé et » qu'il n'en soit plus question... Je compte sur le » roi votre maître ; je ne compterais pas également sur tous ses ministres... » Il me parla ensuite de la puissance et de la grandeur d'un roi de France ; combien il se reposait sur la bonne foi et sur l'amitié du roi, qu'il était aimé de ses peuples, et que c'était une justice due au roi et à ses sujets ; et il s'étendit beaucoup sur l'estime et l'attachement qu'il a pour le roi... Il était informé des bruits qui avaient couru... Il me parla longtemps des cabales qu'il crut

exister à la cour, et il s'étendit longuement sur les inconvénients qui en résultaient : intrigues, tracasseries, soit des femmes, soit des hommes; commerces de galanteries qui ont obtenu de grandes et de petites choses, affaires domestiques; en un mot, il sait des détails sur tout le monde et dans tous les genres, et j'ai été fort surpris de trouver que ses connaissances s'étendaient jusqu'à moi. Il m'a fait à ce sujet la plaisanterie de me dire que je pourrais réussir auprès de la tsarine par des qualités qui ne sont pas ordinairement celles des négociateurs. *Il m'a parlé même de ses propres goûts avec une franchise dont j'ai peine à revenir*... On peut juger, par ce qu'il m'est permis de rapporter ici, que la conversation que j'ai eue avec ce prince a été composée d'un mélange de sujets bizarrement assortis; mais, du côté de la confiance, de l'ouverture et de l'aisance, elle a été diamétralement opposée à ce que j'ai dû essuyer dans les propos de table... Ses idées sont fort grandes; il ne se propose rien moins que d'écraser le fantôme de la maison d'Autriche; ce sont ses expressions favorites. Au milieu de la

confiance dont il est rempli, la méfiance perce néanmoins, et il lui est échappé que, si l'on manquait à ce qui lui est promis et qu'on ne le mît pas en état de faire vigoureusement la guerre, il ne serait pas embarrassé et saurait bien se retourner. »

Du Mesnil ne crut donc pas prudent de partir sans prendre à peu près l'engagement qu'une fois Fribourg rendu, une division française viendrait se joindre à la petite armée impériale et bavaroise placée sous les ordres du maréchal Seckendorf, pour aider cet officier général à faire une diversion indispensable, soit par une pointe sur l'Autriche à travers la Bavière, soit en inquiétant les derrières du prince de Lorraine. Le reste de l'armée française prendrait alors ses quartiers sur le bas Rhin, dans le voisinage de Mayence, pour tenir en respect les petits souverains de ces contrées, de jour en jour plus inclinés à prendre parti pour l'Autriche [1].

Ce plan ne pouvait déplaire à Francfort, où

1. *Pol. Corr.*, t. III, p. 283. Frédéric au maréchal de Noailles, 16 septembre 1744.



Du Mesnil, tant à l'aller qu'au retour, dut s'arrêter pour s'entendre avec l'Empereur, qui y était toujours réfugié. Là, le difficile n'était pas de faire accepter un secours très désiré, mais bien de faire attendre qu'il fût disponible. L'honnête prince, en effet, ne tenait réellement plus en place. Le séjour de Francfort, dans des conditions à la vérité incommodes et presque misérables, lui était devenu insupportable. Puis, depuis qu'il voyait les souverains de France et de Prusse à la tête de leurs armées, il se sentait piqué d'émulation, ne rêvait plus que de guerroyer, de commander à son tour et de rentrer en triomphe dans sa capitale, le casque en tête et le sabre en main. A peine avait-il su Frédéric à Prague, qu'il voulait à tout prix et à tout risque partir pour Munich. Vainement lui objectait-on que le prince Charles arrivait, et que, comme on ne savait encore quelle route il suivrait pour atteindre la Bohême, on courait risque, en se lançant à l'aventure, de se rencontrer sur son chemin et de se faire écraser par lui. Vainement ajoutait-on que rien n'était préparé pour une campagne

agressive en Bavière, ni subsistances ni logements. « C'est le moment, au contraire, disait-il, puisque le prince Charles n'est pas encore arrivé et que l'Autriche ne sait plus où elle en est. » — « Ce serait à merveille (répondait, sans pouvoir se faire écouter, l'ambassadeur de France) avec une armée qui ne mange point : alors on pourrait faire la conquête du monde, parce que, n'incommodant personne, on serait sûr d'être bien reçu partout; et si, avec cela, on pouvait encore ajouter à cette armée triomphante qu'elle ne dormît pas et qu'elle ne sentît pas les rigueurs de la saison, le coup serait immanquable. »

Rien n'y faisait : une lettre autographe de Louis XV ne fut pas mieux accueillie que les conseils de son ambassadeur, et l'intendant Séchelles, accouru exprès de Fribourg pour signaler les difficultés de l'opération, ne put pas même obtenir audience. « Suis-je donc en tutelle? s'écriait le prince avec emportement. Ne me parlez point d'attendre. Je me reproche chaque jour que je passe ici. Si l'on me proposait de risquer ma vie dans une noble cause,

j'y consentirais; mais de mourir de chagrin dans un trou comme Francfort, c'est ce que je ne ferai pas et à quoi on ne peut me forcer. » — « Enfin, écrivait Chavigny découragé, j'y emploie inutilement le vert et le sec, rien ne peut arrêter ce fanatisme de départ : on me cache les arrangements que l'on prend, et je m'attends qu'il va nous échapper à la sourdine [1]. »

Chavigny ne se trompait pas : le maréchal Seckendorf, qui manœuvrait toujours sur la frontière bavaroise, ayant remporté quelques succès et mis la main sur la place de Donawerth, l'Empereur, confirmé dans ses espérances, n'y tint plus, et annonça brusquement qu'il partait le lendemain. Il n'était d'ailleurs pas fâché (il en convient lui-même dans son journal), en s'aventurant de sa personne, de compromettre la France, dont il craignait toujours, le moment venu, quelque hésitation à

1. (Ministère des affaires étrangères. — *Correspondance de Bavière, passim*, 16, 20, 22 septembre, 10, 12, 15 octobre 1744.) — Cette correspondance contient les dépêches du comte de Bavière, ambassadeur ordinaire, et de Chavigny, envoyé en mission spéciale auprès de Charles VII.

tenir sa parole. « J'ai réfléchi, dit-il, qu'ils pourraient jouer le tour à Seckendorf de lui déclarer qu'il était temps de se reposer et d'empêcher ensuite l'entière délivrance de la Bavière, mais qu'ils n'en useraient pas de la même façon avec moi... J'ai donc déclaré tout net que je partais et qu'il n'y avait plus rien à changer[1]. »

La présomption est quelquefois au début couronnée de succès, et des actes téméraires peuvent réussir précisément parce qu'un ennemi prudent, ne soupçonnant pas qu'on puisse les tenter, néglige de se mettre en garde. Ce fut le cas : les Autrichiens, tout occupés de chasser Frédéric de Bohême, ou ne songèrent pas, ou renoncèrent, pour un temps, à défendre la Bavière, et Charles put y pénétrer sans coup férir, et faire à Munich l'entrée triomphale qu'il souhaitait. Exalté par cette bonne fortune inattendue, le héros improvisé ne se donna pas la peine de réfléchir que, précisément parce que son triomphe était dû à l'ab-

1. *Journal de Charles VII*, p. 136.

sence ou à l'inattention de ses ennemis, un retour offensif de leur part pouvait le lui enlever aussi aisément qu'il l'avait obtenu. La joie de se retrouver dans son royaume lui fit oublier qu'aucune précaution n'était prise pour qu'il y pût rester en sécurité. Le récit qu'il fait lui-même de sa campagne et de son arrivée à Munich, empreint d'une bonhomie touchante, mais mêlé de détails puérils peu dignes de préoccuper une âme héroïque, n'atteste aucune défiance de ce genre. Il s'y étend avec complaisance sur le bon accueil qu'il reçut à Ludwigsbourg, chez le duc de Wurtemberg, le bel appartement qu'il y a occupé, le bon chocolat qu'on lui servit, les précautions qu'il prit, cependant, pour ne déroger en rien à l'étiquette impériale; puis, le bonheur qu'il éprouva à serrer dans ses bras les membres de sa famille, qui ne l'avaient pas suivi dans son exil; enfin, les larmes qui coulèrent de ses yeux au bruit du canon, des cloches et des acclamations dont Munich tout entier retentissait sur son passage. Cette page est la dernière de ce curieux document intime, et le triste

réveil qui allait suivre cette confiance exagérée n'a pas même permis de l'achever[1].

Ce que Charles avait prévu, en effet, et ce qui aurait dû l'arrêter au lieu de le pousser imprudemment en avant, ne pouvait manquer d'arriver. Le 7 novembre, après un assaut qui avait failli manquer comme les autres et qui fut encore plus meurtrier, Fribourg, à bout de vivres et de munitions, finit par se rendre, et la soumission de toutes les possessions autrichiennes riveraines du Rhin, qu'on appelait l'Autriche antérieure, suivit sans difficulté. C'était un assez maigre résultat d'un si grand effort; mais les troupes françaises étaient trop épuisées, la saison trop avancée et Louis XV trop pressé de s'en retourner à Paris pour qu'une nouvelle campagne fût possible. Le secours promis à Frédéric se borna à quelques détachements envoyés pour fortifier le corps auxiliaire français, commandé par le marquis de Ségur et qui servait déjà sous les ordres de Seckendorf, le gros de l'armée allant prendre

1. *Journal de Charles VII*, p. 137-140.

ses quartiers d'hiver avec Maillebois sur les bords du bas Rhin. Et ainsi, cette campagne, commencée avec tant d'éclat, se termina, laissant le prestige des armes françaises de nouveau compromis par la peine que leur avait coûtée un succès aussi léger qu'insignifiant, tandis que l'Autriche se remettait de son trouble et que les deux alliés de la France, Frédéric devant Prague et Charles VII à Munich, l'un se plaignant hautement, l'autre ne se doutant de rien, demeuraient dans une situation également précaire et menacée.

Ce qui, plus encore que la fatigue de l'armée et la rigueur de la saison, rendait toute nouvelle entreprise, pour l'heure présente, impossible, c'était l'incertitude de la politique qui allait désormais présider aux résolutions du cabinet français. Depuis que la maladie du roi avait visiblement affaibli chez lui la faculté de travail et d'attention qui n'avait jamais été très grande, aucun de ceux qui le voyaient de près n'espérait plus qu'il pût sérieusement persévérer dans l'entreprise de gouverner par lui-même. Il était clair que, de guerre lasse, sans

le dire, sans peut-être se l'avouer à lui-même, il ne tarderait pas à retomber sous le despotisme effectif, sinon nominal, de quelque influence toute-puissante. Dès lors, tous les esprits étaient en campagne, et ceux qui se croyaient en passe pour faire pencher la balance de leur côté, et les spectateurs avisés pour deviner où se porterait la faveur royale et se placer à temps sur son passage. C'était un feu croisé d'intrigues, et à Paris, où les ministres, sauf le maréchal de Noailles, étaient retournés attendre la fin du siège, et parmi les hauts personnages militaires qui se pressaient dans l'entourage du roi : une lutte sourde avait recommencé entre les partisans d'une action restreinte, bornée aux frontières de France, et ceux qui, plaçant leur confiance dans Frédéric, consentaient à aller même au fond de l'Allemagne se prêter à ses exigences. C'était si bien là le point en litige que l'envoyé prussien, Schmettau, se mit en devoir, pour veiller de plus près à le faire résoudre dans le sens que désirait son maître, de suivre le roi devant Fribourg, où même, un instant, l'ambas-

sadeur ordinaire, Chambrier, vint le rejoindre.

De là, Schmettau assiégeait Louis XV de notes pressantes, de plans de campagne indiquant tous les mouvements que l'armée devait faire, discutant le mérite des généraux, le tout pour conclure toujours en faveur de Belle-Isle, objet connu des prédilections prussiennes. L'insistance devint même tellement indiscrète que Louis XV s'impatienta, et, dans une lettre à Frédéric, le pria d'inviter son agent à ne pas faire « de liaisons particulières à sa cour ». — « Ce n'est pas, disait-il, le moyen de me plaire », et Frédéric dut promettre d'y mettre ordre. Malheureusement, l'avertissement arriva trop tard, car Schmettau avait déjà envoyé une copie mal chiffrée de ces notes compromettantes par un courrier qui eut la maladresse de se laisser tomber entre les mains des Autrichiens. Marie-Thérèse eut ainsi de première main connaissance de tout le détail intime et des démêlés ministériels de la cour de France, et l'on peut juger le plaisir qu'elle y prit et le bruit qu'elle ne manqua pas d'en faire. Le spectacle d'une si tendre confiance établie entre

un souverain allemand et un étranger était précisément ce qu'il lui fallait pour raviver les susceptibilités très en éveil du patriotisme germanique, d'autant plus que, dans une de ces pièces, Schmettau, pour faire mieux agréer ses conseils, promettait à Louis XV qu'avec la ligne de conduite qu'il lui indiquait on forcerait bien tous les États de l'empire, même ceux qui gardaient encore une attitude de neutralité, à se prononcer en sa faveur, et qu'ainsi le roi de France et sa dynastie seraient toujours les maîtres de l'Allemagne et les arbitres de la *balance de l'Europe*. Cette phrase, publiée et commentée dans un manifeste officiel de la chancellerie de Vienne, où l'on reconnaissait la main de Marie-Thérèse, fit promptement le tour de l'Allemagne, et Frédéric, qui ne le lut pas (dit son secrétaire Eichel) sans un tremblement de consternation, se vit contraint de rappeler l'imprudent correspondant, en le semonçant très rudement, suivant son usage. — « Vous êtes un homme d'esprit, lui disait-il, et vous vous êtes conduit d'une façon si extraordinaire que je n'y comprends rien. C'est à

vous de porter la peine de vos étourderies et de la rage que vous avez d'intriguer à tort et à travers. » — Si Belle-Isle avait compté sur cet appui pour revenir sur l'eau, il fut encore trompé ce jour-là, et, comme on va le voir, dorénavant il jouait de malheur. En revanche, le maréchal de Noailles, traité assez dédaigneusement dans les lettres interceptées si mal à propos, s'en montra assez piqué, et, à partir de ce moment, son zèle pour les intérêts du roi de Prusse et ses impatiences belliqueuses diminuèrent sensiblement [1].

Mais, au fond, ce n'était ni de l'avènement de tel ou tel ministre, ni du commandement donné à tel ou tel général que dépendait, aux yeux des connaisseurs, la direction qui allait être donnée à la politique française; c'était d'une question en apparence moins grave, mais,

1. Chambrier à Frédéric, 24, 27 septembre, 19 octobre, 20 novembre 1744. (Ministère des affaires étrangères.) — Louis XV à Frédéric, 17 septembre 1744. (Ministère des affaires étrangères. — *Correspondance de Prusse.*) — Frédéric à Louis XV, 5 octobre 1744, à Schmettau, 22 novembre 1744. *Pol. Corr.*, t. III, p. 300-322.

en réalité, plus décisive. Il s'agissait tout simplement de savoir si Louis XV resterait fidèle aux promesses de vertu et de continence que la peur, plus que le repentir, avait arrachées de lui sur son lit de souffrance. Si la duchesse de Châteauroux, reparaissant devant sa vue, reprenait son empire sur ses sens et sur son esprit, avec elle aussi reprenaient le dessus les conseils ardents et guerriers dont elle avait toujours été l'interprète. Sa disgrâce prolongée, au contraire, laissait l'influence aux conseillers religieux, par nature plus pacifiques, et qui, d'ailleurs, avaient trouvé un auxiliaire inattendu dans Maurepas, le dernier héritier des traditions prudentes de Fleury. Aussi Chambrier, en témoin attentif et sagace, n'hésitait pas à affirmer à Frédéric que dans cette lutte entre la conscience et la passion était tout le nœud de la situation politique et même militaire. — « Le retour de la duchesse à la faveur, lui écrivait-il, le 6 novembre, doit faire du bien aux intérêts de Votre Majesté ; il n'y a eu, jusqu'à présent, que cette duchesse qui ait pu dire au roi de France les choses comme elles sont

et le déterminer à certains partis de vigueur ; si elle reprend du crédit sur son esprit, elle portera peut-être à nommer un ministre pour les affaires étrangères, ce qui est fort nécessaire dans des affaires aussi capitales que celles d'aujourd'hui... »

... Et, quelques jours après, il ajoutait : « Il faut attendre pour voir clair dans le parti que le roi de France prendra au sujet de la duchesse de Châteauroux, parce que de là dépendront bien des choses pour ou contre le système actuel ; je veux dire, ou pour donner plus de vigueur et d'égalité aux opérations, ou pour que les choses aillent toujours comme par le passé : malgré que le roi de France pense bien, mais comme il n'a pas assez de volonté sur certaines choses, parce qu'il paraît se défier de lui-même, pour forcer son ministère à penser comme lui et à agir en conséquence, ce dernier aura toujours le dessus, parce qu'il est chargé de l'exécution. Voilà ce qui est à craindre et ce que la duchesse de Châteauroux serait seule capable d'empêcher, si son crédit reprenait une certaine supériorité, parce qu'elle dit au

roi des choses qui l'aiguillonnent et le décideront peut-être à agir[1]. »

Se montrer confiant et annoncer le succès qu'on désire a toujours paru, aux yeux des gens experts en intrigue, le meilleur moyen de le faire arriver. Les amis de madame de Châteauroux ne manquaient pas de mettre cet expédient en usage. C'était parmi eux à qui ferait remarquer avec quelle sécheresse Louis XV avait pris congé de la reine, le soulagement qu'il paraissait éprouver à être délivré de sa présence, le soin qu'il mettait à écarter toute allusion aux scènes douloureuses de Metz. De là à conclure que les relations étaient déjà renouées avec la favorite, il n'y avait qu'un pas, et les donneurs d'avis, soi-disant bien informés, dont toutes les cours abondent, racontaient déjà tout bas qu'un commerce de lettres amoureuses était échangé journellement entre le camp de Fribourg et Paris. Le plus empressé comme le plus intéressé à répandre ces rumeurs était aussi le

1. Chambrier à Frédéric, 19 octobre, 6, 10 novembre 1744. Ministère des affaires étrangères.)

moins scrupuleux en fait de mensonges et de fanfaronnades : je veux dire le duc de Richelieu. Ce n'était pas sans surprise, à la vérité, qu'on avait vu ce seigneur, que l'on croyait disgracié et perdu, revenir, comme si de rien n'était, prendre son service à l'armée et même dans l'antichambre royale. Le roi, de son côté, l'ayant reçu comme à l'ordinaire, il ne lui en fallut pas davantage pour laisser entendre à tout le monde qu'il était de nouveau dans la confidence de ses peines de cœur. — « Mon cher Valfons, disait-il à un jeune officier, son protégé (qui venait le trouver sous sa tente pour le consoler de sa défaveur), votre amitié, toujours honnête, sera récompensée par une confidence ignorée de tous et dont je vous demande le secret le plus exact : on me croit noyé et je n'ai pas de l'eau jusqu'à la cheville. Le roi lui écrit tous les jours et j'espère que tout ira bien. » — Ou Valfons ne garda pas bien le secret, ou Richelieu en avait fait encore quelques autres communications, car Chambrier parlait de cette réconciliation dans sa correspon-

dance comme d'un fait avéré et certain [1].

Richelieu se vantait, suivant son habitude, et il en convient lui-même, dans le seul document authentique que nous ayons conservé de lui. Le roi l'accueillait bien effectivement comme s'il n'eût conservé aucun souvenir de ce qui s'était passé entre eux ; mais c'était à la condition que lui-même se gardât de toucher à ce sujet délicat et de lui en rappeler la mémoire. Une seule fois, pendant la durée du siège, il tenta d'y revenir et mal lui en prit. Il était resté dépositaire de toute la correspondance du roi et de la duchesse, que le valet de chambre Lebel, dans le désordre des moments critiques, lui avait en quelque sorte jetée entre les mains, après avoir entassé pêle-mêle toutes les lettres dans une serviette, sans avoir le temps ni de les ranger, ni de les compter, ni de les envelopper. A Fribourg, Lebel fit redemander son paquet. Richelieu, voulant profiter de l'ouverture, s'approcha du roi, au moment du coucher, pour s'informer

1. *Mémoires de Vaifons*, p. 123. — Chambrier à Frédéric, 19 octobre 1744. (Ministère des affaires étrangères.)



si la demande était faite de sa part et si la remise devait avoir lieu entre ses mains. Le roi rougit en le voyant venir, et, passant devant lui sans le regarder, pour entrer dans sa garde-robe, lui dit d'une voix sèche et basse : « Comme vous voudrez, comme vous voudrez. »

Le siège fini, ce fut encore, pour l'adroit courtisan, une suite de nouveaux mécomptes. Il annonça d'abord qu'il allait partir pour le Languedoc, dont il était gouverneur et où il devait présider les États de la province. A Bordeaux, il était à moitié route d'Espagne : c'était autant de chemin fait, pensait-il, pour aller remplir la mission dont on l'avait flatté au temps de sa faveur et chercher à Madrid la future dauphine ; mais le roi ne parut pas avoir gardé le moindre souvenir de cette promesse. Le duc, alors, sollicita au moins la permission de passer par Paris pour mettre ordre à quelques affaires ; l'autorisation lui fut refusée : évidemment, on se méfiait de l'entrevue et des entretiens qu'il allait chercher dans la capitale [1].

1. *Mémoires inédits de Richelieu*, communiqués par M. de Boislisle.



La vérité est que le roi, travaillé à la fois par les scrupules si récemment réveillés de sa conscience et par le retour de sa passion, humilié de l'éclat donné à son repentir, mais sentant le ridicule et l'odieux d'une rechute qui ne serait pas moins publique, partait de Fribourg et s'approchait lentement de Paris sans savoir encore quel parti il allait prendre et lequel de ces sentiments mélangés l'emporterait dans son cœur. La duchesse, de son côté, devinant ses incertitudes, se mourait dans la retraite à Paris d'angoisse et d'impatience. Elle passait par de brusques transitions de l'espérance au découragement. On suit ces alternatives dans les lettres que Richelieu lui-même nous a conservées.

A la première nouvelle du rétablissement complet du roi, ç'avait été d'abord des éclats de joie qu'elle ne pouvait contenir; le drame de Metz n'était plus que l'intermède d'une comédie à caractères, dont le dénoûment heureux était écrit d'avance. — « Je ne reviens pas, écrivait-elle, du compliment fait à madame de Luynes; si c'était dans un autre moment, j'en rirais

comme une folle, car il n'y a rien de si singulier; mais je me meurs de peur que cela ne passe la plaisanterie et que tous les jours je n'apprenne quelque nouveau propos, car je compare la peur qu'il a du diable à celle du page du comte de Clermont qui s'en fut à sept lieues, l'épée à la main, sans s'arrêter. Quand sa tête sera revenue, je ne serai pas en peine; je lui manquerai furieusement, et il se repentira bien de tout ce qu'il a dit et fait, et je vois d'ici qu'il prendra en aversion les gens qu'il aura, comme cela, complimentés à toute outrance. Cette quantité d'amendes honorables est comique et, pour trancher le mot, ridicule. Quand *il* se portera tout à fait bien, comme cela l'impatientera! Je vous ai dit qu'*il* n'en mourrait pas. Je vous dis à présent que nous reviendrons plus brillants que jamais... La reine a été nulle jusqu'à présent; elle commence à vouloir devenir un personnage,... elle mourra à la peine et cela n'ira pas loin. »

Quelques jours après, cependant, les assurances ne sont pas moins positives, mais le ton respire moins de confiance et, pour sauver les

dehors et s'accommoder avec le ciel, l'amante est prête à se contenter, pour un temps du moins, du nom d'amie. — « Je ne connais pas le roi dévot, dit-elle, mais je le connais honnête homme et très capable d'amitié ;... il est bien persuadé que je l'aime pour lui et il a bien raison, mais c'est un grand point qu'il le sache, et j'espère que la maladie ne lui a pas ôté la mémoire. Jusqu'ici, personne n'a connu son cœur que moi, et je vous réponds qu'il l'a bon, et très bon, et très capable de sentiment. Je ne vous nierai pas qu'il y a du singulier parmi tout cela, mais ce n'est pas ce qui l'importe (*sic*). Il restera dévot, mais point cagot... Je l'aime cent fois mieux ainsi... Je n'aurai plus rien à craindre, ni changement, ni maladie, ni le diable, et nous mènerons une vie délicieuse. Ajoutez un peu plus de foi à ce que je vous dis : ce ne sont pas des rêveries. Vous verrez si cela ne se réalisera pas : tout cela est fondé sur la connaissance que j'ai de l'homme à qui nous avons affaire, et je vous assure que je connais tous les replis de son âme. Adieu, mon cher oncle, portez-vous bien ; pour moi, je songe à

me faire une santé de crocheteur pour faire enrager nos ennemis le plus longtemps que je pourrai et avoir le temps de les punir, et ils le seront, vous pouvez en être assuré. »

A cette idée de sa vengeance qui s'apprête, son imagination s'exalte, et ce ne sont plus seulement ses persécuteurs qu'elle veut atteindre, ce sont les amis froids qui l'ont laissée succomber sans la défendre, dont elle veut punir l'indifférence. « Vous me mandez, écrit-elle, que M. le maréchal de Noailles vous a chargé de me faire ses compliments. Qu'est-ce que cela veut dire? Est-ce la façon dont on doit agir avec quelqu'un à qui on a autant d'obligations? Et je puis dire qu'il m'en a beaucoup, et que, si l'on a quelque reproche à me faire, c'est de l'avoir autant soutenu... Franchement, il ne vaut rien, ces gens-là n'aiment guère, aussi bien peu de gens les aiment. Il n'y a que moi qui ai été assez folle pour cela. Aussi, si je reviens jamais, comme je n'en doute pas, comme je le haïrais! Comme je lui nuirais! Comme je le persécuterais!... Vous aurez beau dire, je le perdrai à n'en jamais revenir. Je serai toute différente de ce

que j'étais ; je serai méchante comme un diable, d'une impertinence dont on n'aura jamais eu d'exemple, et je leur ferai voir à qui ils se sont joués... Je voudrais déjà y être, mais il n'y a que de la patience à avoir, et je suis bien sûre que cela sera. *Le roi se porte à ravir et moi aussi; il n'y a qu'à désirer que cela dure, car, pour le reste, je n'en doute pas.* Ce sera charmant, cher oncle, et nous aurons bien du plaisir, et il sera de plus longue durée que celui de nos ennemis, qui périront. Vous savez que je suis heureuse, c'est plaisant à dire dans ce moment, mais pourtant c'est ce qui vous le prouvera... Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait en sa sainte garde, et, en vérité, il y en a grand besoin, car il n'y a sorte de sottises dont vous ne vous avisiez. »

Puis viennent des précautions pour éviter, avec le retour des accidents de santé, le réveil importun de la conscience. Il faut à tout événement se mettre bien avec les médecins. « Je serai bien aise de savoir comment vous êtes avec La Peyronie; faites-lui croire au moins que je ne lui sais nul mauvais gré de tout ce

qui s'est passé, que je ne m'en prends nullement à lui, que vous et moi l'aimons beaucoup : c'est absolument nécessaire et pour cause que vous pouvez deviner aisément. »

Enfin, à mesure que la crise finale approche, l'impatience prend le dessus, et, moins tranquille et plus pressée qu'elle ne veut paraître, elle songe à en finir en s'adressant directement au cœur du roi. Une lettre est déjà prête pour lui être remise par un messager qui va partir pour aller à sa rencontre ; mais madame de Tencin, experte conseillère en ce genre d'affaires, l'arrête au passage : « Vous avez raison, dit la duchesse, il vaut mieux attendre que manquer son coup... Mais je ne sais plus où j'en suis, je ne reconnais plus en moi ni madame de La Tournelle ni madame de Châteauroux, je deviens étrangère à moi-même [1]. »

Le roi était attendu le 14 novembre à Paris ;

1. Madame de Châteauroux au duc de Richelieu, 22 avril, 13, 20 septembre 1744. — De ces lettres, les unes se trouvent en original à la bibliothèque de Rouen, d'autres m'ont été communiquées par M. de Boislisle, en même temps que le fragment des mémoires de Richelieu. — Voir aussi Goncourt, *Maîtresses de Louis XV*, t. Ier, p. 156 et suiv.



quatre jours auparavant, le 10, on eut quelque indice des dispositions dans lesquelles il arrivait, par deux ordres d'exil expédiés de son cabinet à l'adresse: l'un, du duc de Châtillon, gouverneur du dauphin, l'autre, de M. de Balleroy, qui, après avoir rempli les mêmes fonctions dans l'enfance du duc de Chartres, était resté auprès du prince sur le pied de secrétaire intime. Pour le duc, sa disgrâce était expliquée par un motif ostensible et avoué. C'était lui qui, sans autorisation et contre l'avis même du ministère, avait cru devoir faire partir le dauphin pour Metz au moment de la plus grande inquiétude. Averti de la convalescence du roi à Châlons, il n'avait pas cru devoir suspendre le voyage ; mais, dès le premier moment, la froideur de l'accueil fait par le roi à son fils n'avait que trop fait voir qu'un mourant prend rarement en bonne part les soins trop empressés d'un héritier. Tout le monde fut convaincu cependant que le véritable tort de M. de Châtillon était d'avoir hautement applaudi au renvoi de la favorite et d'avoir même tiré de ce châtiment exemplaire une instruction

morale pour l'édification de son élève. Quant à M. de Balleroy, des commentaires plus plausibles encore allèrent aussi leur train, car on ne connaissait de reproches à lui faire que sa parenté avec la maison de Fitz-James et ses relations avec l'un des princes dont la brusque entrée dans la chambre du malade avait amené toute la crise. Quoi qu'il en soit, le parti religieux tout entier se sentit atteint dans la personne de ces deux seigneurs, et Maurepas, chargé de l'exécution de l'ordre d'exil, ne le transmit qu'avec consternation [1].

L'inquiétude et la curiosité, devenues générales à la cour, se répandirent bientôt dans la ville, et des propos, des nouvelles contradictoires, des rumeurs de toutes sortes se propagèrent et s'échangèrent à voix basse pendant toute la durée des fêtes d'une pompe inusitée qui accueillirent le roi à Paris. Quelques semaines seulement auparavant, le retour dans sa capitale du prince victorieux et miraculeusement échappé à la mort aurait excité des trans-

1. *Mémoires de Luynes*, t. VI, p. 133-135. — *Journal* de Barbier, novembre 1744.

ports d'enthousiasme; aujourd'hui, une sourde et sombre préoccupation tempérait l'expression de la joie populaire. La reine avait quitté Versailles pour venir au-devant de son époux; elle le reçut aux Tuileries, où ils durent passer ensemble les deux jours qui suivirent. La présence des souverains à Paris, leur séjour dans la demeure de leurs ancêtres, abandonnée depuis près d'un siècle, étaient un fait si inaccoutumé pour la génération nouvelle, que non seulement l'avocat Barbier, qui voyait passer la cérémonie de la rue, mais le duc de Luynes, qui en réglait l'ordre et la disposition dans l'intérieur du palais, croient devoir en donner des descriptions circonstanciées et minutieuses, comme d'une rareté qu'on n'a jamais vue et qu'on ne reverra plus.

Grand couvert aux Tuileries mêmes, où la foule est admise à défiler devant la table royale; dîner de gala le lendemain à l'Hôtel de Ville, servi par le prévôt des marchands et les échevins en robe rouge; *Te Deum* splendide à Notre-Dame; pèlerinage d'actions de grâces non moins solennel à Sainte-Geneviève; compliments

débités par tous les prélats au parvis de toutes les églises; cantates composées par tous les poètes du jour et récitées sur tous les théâtres ; arcs de triomphe sur toutes les places ; illuminations des rues éclairant la promenade du cortège royal; distribution de vivres et d'argent au populaire; fontaines de vins et de liqueurs répandues sur les voies publiques; les comptes rendus ne nous font grâce d'aucun détail; mais pas plus le courtisan que le bourgeois ne peuvent se défendre de marquer discrètement au passage les observations qu'ils ont entendu murmurer à leurs oreilles. Si Luynes nous décrit la configuration des deux appartements contigus occupés par le roi et la reine, l'un donnant sur le Carrousel et l'autre ouvrant sur le jardin, c'est pour ajouter quelques lignes plus loin que, pendant la nuit, les femmes de chambre ont cru entendre gratter à la porte de la reine, mais que, ne s'étant pas assez empressées d'ouvrir, elles n'ont plus trouvé personne. S'il mentionne la distribution et l'ordre des services entre les divers officiers de la cour, ce n'est pas sans faire remarquer que le roi, à plusieurs

reprises, a paru calculer à quelle époque le duc de Richelieu reprendrait le sien, et que le duc de La Rochefoucauld, un de ceux qui s'étaient signalés à Metz par la hardiesse de leur langage, n'a pas été appelé à son tour. Barbier, de son côté, fait observer que le grand chambellan, le duc de Bouillon, n'était point à sa place ordinaire dans le carrosse du roi. « Si c'est, dit-il, pour s'être querellé à Metz avec La Peyronie, on le lui a gardé longtemps!... » Enfin, il n'a pas vu sans surprise passer côte à côte dans la procession l'ami de la duchesse, le cardinal de Tencin, et Fitz-James, son proscripteur, qu'on ne s'attendait plus à y voir. « Toutes ces nouvelles se font, dit-il, sur madame de Châteauroux, au sujet de laquelle chacun tient des propos de toute sorte, sur lesquels il est nécessaire pourtant d'être circonspect pour éviter la Bastille [1]. »

Une résolution très importante, que le roi fit connaître en arrivant à Versailles, aurait dû fixer les incertitudes et ne fit que les accroître.

1. *Mémoires de Luynes*, t. VI, p. 140-145-154 et suiv. — *Journal* de Barbier, novembre 1744.

On se souvient qu'après la mort de Fleury et le renvoi d'Amelot, Louis XV, pour bien montrer qu'il voulait tout diriger lui-même, n'avait confié à personne le ministère des affaires étrangères, se réservant d'en faire le travail directement avec les premiers commis. Cette vacance, qui, pendant la maladie de Metz et le siège de Fribourg, causait une véritable stagnation des affaires, était l'objet des réclamations les plus vives de la part des ministres et des ambassadeurs étrangers ; aussi, à son retour de l'armée, le petit-fils de Louis XIV, s'apercevant un peu tard qu'il ne pouvait, comme son aïeul, mener la France à lui seul, se résigna enfin à se faire aider par un ministre. Dans un moment où le conseil était divisé entre deux tendances contraires, dont l'une fondait tout son espoir sur le retour de madame de Châteauroux, le choix devait être significatif, et chacun regarda s'il pouvait y trouver la trace de la main qui l'avait dicté ; mais les juges les plus habiles furent en défaut, et le roi, cette fois encore, sembla prendre plaisir à déjouer toutes les interprétations. Il eut

pourtant deux nominations successives à faire, car, par un désintéressement assez singulier en tout temps, mais parfaitement inattendu à Versailles, le premier titulaire désigné n'accepta pas. C'était un vieux diplomate du nom de Villeneuve, qui avait presque fait toute sa carrière en Orient : il revenait depuis peu de Constantinople, après s'être acquitté avec habileté des fonctions d'ambassadeur auprès de cette cour, où la situation d'un agent français était toujours délicate[1]. On ne pouvait donc être plus étranger aux intrigues du jour. Villeneuve, craignant sans doute d'y être mêlé, allégua son âge et sa fatigue pour supplier le roi d'être déchargé du fardeau. Il était si contraire aux usages d'alors de se dérober, même par modestie, à une commission royale, que ce refus fit presque scandale. Les chroniques du temps racontent que, quand Villeneuve fit son entrée à Versailles, chacun le croyant en fonction,

1. Un jeune écrivain, dont j'ai déjà eu l'occasion de signaler le mérite, M. Albert Vandal, vient de raconter, dans un volume très intéressant, l'ambassade de M. de Villeneuve à Constantinople et la situation brillante que ce diplomate avait su rendre à la France en Orient.

c'était à qui se presserait autour de lui pour lui faire compliment et se recommander à son patronage. Mais, à sa sortie du cabinet du roi, sa désobéissance étant connue, tout le monde s'écartait pour ne pas être atteint par la contagion de sa défaveur, et le vide se fit à l'instant sur son passage.

A défaut de Villeneuve, ce fut le marquis d'Argenson, frère du ministre de la guerre, qui fut appelé. Cette désignation, qui surprit encore plus que la première, n'en apprit pas davantage. Le marquis était à peine connu à la cour, où son humeur taciturne et la gaucherie de ses manières lui avaient fait peu d'amis, et quoiqu'on le sût très lié avec des gens qui devaient se connaître en fait d'esprit, puisqu'ils en faisaient métier — Voltaire entre autres — ce défaut d'usage du monde faisait douter de son intelligence, et on l'appelait familièrement *d'Argenson la bête*, pour le distinguer de son frère, qui brillait au contraire par l'art de plaire et l'agrément de sa conversation. Luynes, toujours prudent, dit seulement : « M. d'Argenson l'aîné a de l'esprit, mais non pas tant

que son frère, ni de la même espèce; il est aussi d'une figure beaucoup moins agréable. » C'était le comte assurément (quoiqu'il s'en défendît) qui avait sollicité et obtenu cette grandeur nouvelle pour sa famille. Mais le comte lui-même qu'était-il, et que voulait-il ? Ami dévoué de madame de Châteauroux pendant ses jours de faveur, c'était lui pourtant qui avait été chargé de lui communiquer son ordre d'exil ; mais il l'avait fait avec tant de ménagement et une si touchante apparence de douleur qu'elle ne paraissait pas lui en vouloir. On se perdait en conjectures et il fallait encore attendre.

L'attente se prolongea plusieurs jours. Comment elle fut enfin terminée et ce qui se passa dans les jours qui suivirent, c'est ce qu'il est assez difficile à démêler au milieu des innombrables récits, tous plus ou moins faits à plaisir, que nous transmettent des mémoires eux-mêmes plus ou moins authentiques. Le plus digne de foi est assurément celui qui porte le nom de la vieille duchesse de Brancas, alliée, comme je l'ai dit, à madame de Châteauroux,

par le mariage de son fils M. de Lauraguais, de plus, amie intime du duc de Richelieu et désignée à ce moment-là même comme dame d'honneur de la future dauphine. Il en faut retrancher cependant quelques circonstances d'une inexactitude évidente, qui font craindre ou que la vieille dame, en écrivant ses souvenirs, n'ait été trahie souvent par sa mémoire, ou que son petit-fils, en les publiant, pour donner plus de relief aux anecdotes, ne se soit permis d'en altérer le texte. Sous réserve de ces détails, le fond même de la narration parait vraisemblable. Il n'est pas douteux, en effet, que, dès son arrivée à Versailles, le roi sut se ménager une entrevue secrète avec la duchesse ; rien ne nous empêche de croire que ce fut à Versailles même, et que, pour pénétrer inaperçue dans le palais où elle se croyait sûre de rentrer le lendemain en souveraine, l'orgueilleuse favorite ne refusa pas, peut-être même trouva plaisant de s'y faire conduire dans une de ces modestes voitures de service que, dans le langage des valets et des gens de cuisine, on appelait du nom grotesque de *pot*

*de chambre.* La rencontre fut pleine de tendresse et d'émotion, et la duchesse, prête à se trouver mal, garda pourtant assez de sang-froid pour s'écrier : « Comme ils *nous* ont traités », indiquant ainsi par ce pronom collectif qu'offense, ressentiment et désir de vengeance, tout était redevenu commun entre les deux amants. Aussi (raconte toujours madame de Brancas), lorsque la duchesse rentra chez elle, des serviteurs de confiance vinrent l'avertir que sa maison était surveillée par des gens suspects qu'on croyait des envoyés de Maurepas : « C'est bien, dit-elle d'un ton assuré, il ne m'importunera pas longtemps [1]. »

1. *Fragments de mémoires de la duchesse de Brancas*, p. 238-239. — La vraie difficulté, qui peut faire révoquer en doute l'exactitude des mémoires de madame de Brancas, c'est la part qu'elle attribue dans toute cette intrigue au duc de Richelieu lui-même, dont elle fait l'intermédiaire et même le témoin de la première entrevue du roi et de la duchesse. Or, il résulte du récit de Richelieu lui-même (tel que je le tiens de M. de Boislisle) et des documents authentiques du temps, que le duc de Richelieu était absent à ce moment, occupé à présider les États de Languedoc, et ne revint à la cour qu'après la mort de la duchesse. — Quant aux détails donnés dans les compositions, faites à plaisir par Soulavie, sous le nom de mémoires de Richelieu et de Maurepas, et auxquels beaucoup d'historiens, entre autres

Effectivement, le lendemain, au sortir du conseil, le roi fit signe à Maurepas de le suivre dans un cabinet qu'on appelait le cabinet des perruques, probablement parce que c'était le lieu où, comme le raconte Saint-Simon, dans les jours de chaleur, les ministres se débarrassaient de cette forêt de cheveux postiches dont la mode du temps chargeait leur tête. Il lui enjoignit sur-le-champ, sans autre commentaire, de se rendre chez la duchesse de Châteauroux pour lui faire savoir que tout ce qui s'était passé à Metz était non avenu et qu'elle devait reprendre son rang à la cour. Maurepas, interdit, demanda la permission de mettre par écrit les termes de la commission royale, afin de ne point être exposé à les altérer. « C'est inutile, dit le roi en lui tendant un papier déjà préparé, les voilà tout écrits[1] ».

MM. de Goncourt et Michelet ont eu la faiblesse d'ajouter foi, ils ne méritent (pas plus que les recueils dont ils sont tirés) aucune confiance.

1. *Mémoires de Luynes*, t. VI, p. 102. — A partir de cet entretien du roi avec Maurepas, tous les faits qui vont suivre sont mentionnés dans son journal par le duc de Luynes et par conséquent parfaitement certains.



Maurepas n'eut qu'à s'incliner et partit sur-le-champ pour Paris. Il était six heures du soir quand il vint frapper à la porte de la duchesse. Le valet de service répondit qu'elle était absente. Il déclina son nom; autre réponse : la duchesse ne recevait personne. « Mais je viens de la part du roi », dit Maurepas. A ce mot, toutes les portes s'ouvrirent, et il fut introduit jusque dans la chambre où était couchée la duchesse, souffrant, depuis le matin, d'un léger mouvement de fièvre. Près de son lit se tenait le duc d'Ayen, fils du maréchal de Noailles, dépêché probablement par son père pour faire, en prudent courtisan, sa paix à tout événement. Dès qu'il entendit prononcer le nom du roi, le jeune duc se retira, et Maurepas, tirant son papier de sa poche, commença son compliment : « Le roi m'ordonne, madame, y était-il dit, d'avoir l'honneur de vous mander qu'il est bien fâché de tout ce qui a eu lieu à Metz et de l'indécence avec laquelle vous avez été traitée, et qu'il vous prie de l'oublier... » A ces mots, qu'elle attendait sans doute, la duchesse l'interrompit : « Oh! je sais

bien, dit-elle, que le roi n'a aucune part à ce qui s'est passé. — Et pour vous en donner une preuve, reprit Maurepas, il espère que vous voudrez bien reprendre vos appartements à Versailles ; il vous donnera en toute occasion des preuves de sa protection, de son estime et de son amitié, et vous rendra vos charges. » — « Après s'être acquitté de sa commission, ajoute le duc de Luynes, M. de Maurepas voulut dire quelque chose à madame de Châteauroux sur la prévention qu'on avait pu lui donner contre lui et l'embarras où il se trouvait de paraître devant elle par cette raison, et lui demanda sa main à baiser. » Sur ce mot d'embarras, madame de Châteauroux répondit qu'elle le croyait bien, et lui donna sa main à baiser en lui disant : « Cela n'est pas cher » — D'autres prétendent qu'elle répondit : « Cela est sans conséquence... »

« Le soir, dit toujours Luynes, madame la duchesse de Modène et madame la duchesse de Boufflers (deux amies bien connues de madame de Châteauroux) jouaient chez moi; on vint annoncer à madame de Modène une lettre qu'on

dit lui être venue par courrier : ce courrier était un laquais de madame de Châteauroux. Madame de Modène lut la lettre avec empressement ; elle se leva aussitôt et donna son jeu à tenir ; elle passa dans un cabinet, où elle écrivit un mot, et alla ensuite dans l'antichambre parler au courrier, à qui elle donna huit louis. Le courrier montra cet argent à ceux de sa connaissance, en disant qu'il fallait qu'il eût apporté une bonne nouvelle, puisqu'il était si bien payé. » — Effectivement, le billet contenait la reproduction, à peu près textuelle, du papier lu par Maurepas, et, dès le soir même, un grand nombre de copies circulaient dans Paris, ce qui prouvait que la matinée avait été employée à les préparer[1].

La nouvelle se répandit donc avec la rapidité de l'éclair. Les dames reviennent ! Ce fut le cri arraché de toutes les poitrines par le sentiment de l'honneur, de la décence et de la religion également outragées. La stupeur fut assez générale pour troubler même la

1. *Mémoires de Luynes*, t. VI, p. 162-163.

docile complaisance des gens de cour, en même temps qu'autour d'eux se révoltait la droiture du bon sens populaire. « Les dames reviennent, je ne sais où j'en suis », écrivait, dans une lettre que j'ai sous les yeux, l'évêque de Mirepoix, Boyer, le distributeur officieux de la feuille des bénéfices. — « Puisqu'il reprend sa *catin*, disaient les dames de la halle, nous ne dirons plus un *Pater* pour lui! »

Des écrivains superficiels, moitié libertins, moitié philosophes, ont pu sourire de cette émotion ressentie partout pour un caprice royal. Mais, si le maintien de la loi morale est le plus sacré des dépôts que la Providence ait confiés à la garde des pouvoirs publics, c'était le peuple qui avait raison, et son instinct ne le trompait pas. C'était un jour fatal pour la royauté française que celui où elle donnait elle-même, au moindre de ses sujets, le droit de remplacer dans son cœur l'amour par le mépris. Jamais l'anathème porté par l'Évangile contre celui par qui le scandale arrive ne parut plus justement atteindre un établissement humain.

L'avertissement de la justice divine ne sembla, du reste, pas se faire attendre. Dans les fragments de lettres de madame de Châteauroux que j'ai cités, j'ai souligné cette phrase vraiment prophétique : *Le roi se porte à ravir, et moi aussi ; il n'y a qu'à souhaiter que cela dure, car, pour le reste, je n'en doute pas.* Cela ne dura pas même un jour. Dans la nuit qui suivit son entrevue avec Maurepas, la duchesse éprouva un redoublement de l'accès de fièvre qui la tenait alitée. Elle se leva pourtant et reçut quelques visites de compliment; mais le lendemain le mal s'aggrava, compliqué de violentes douleurs de tête, et prit rapidement des caractères assez analogues à ceux dont le roi avait souffert à Metz. Trois saignées consécutives, pratiquées suivant la mode médicale du temps, n'amenèrent qu'un soulagement momentané ; et, avant la fin de la semaine, on apprit que, sans même avoir passé publiquement le seuil de Versailles pour y recevoir les hommages qui l'attendaient, la femme orgueilleuse, dont le nom était dans toutes les bouches, gisait sur un lit de souffrance, en proie à des convulsions vio-

lentes et voyant s'avancer la mort à grands pas.

On peut juger de l'impression causée par cette nouvelle et sinistre péripétie, qui ne laissait pas à l'émotion publique même le temps de respirer. — « La circonstance de la maladie dangereuse, dit Luynes, a donné lieu à de nouvelles réflexions; il n'y a personne dans aucun genre qui n'en ait été frappé. On en a parlé presque publiquement partout à Paris, et à Versailles, où ordinairement on parle peu, on n'a pas été absolument exempt de quelques discours sur cette matière. Cependant, comme de pareils propos ne sont utiles qu'à déplaire, et d'ailleurs ne peuvent servir de rien, les plus sages ont gardé le silence [1].

Ces sages n'étaient pas nombreux, et, durant toute une semaine, il ne fut question à Versailles, à Paris et presque dans toute la France, que des progrès et des incidents de la maladie. Que disaient les médecins? Que pensait le roi? La reine avait-elle vraiment daigné faire prendre des nouvelles? Quelles paroles prononçait la

1. *Mémoires de Luynes*, t. VI, p. 168.

mourante dans ses moments de délire? Lui avait-on porté les sacrements, et quel prêtre s'était chargé de la réconcilier avec Dieu? Sa sœur, madame de Flavacour, la seule respectée de la famille, était auprès d'elle; mais son ancienne rivale et sa victime, madame de Mailly, sortant de sa retraite pénitente, assiégeait sa porte, demandant à venir prier auprès de son lit : l'accueillerait-on? Les passants ne s'abordaient même dans les rues que pour s'adresser l'un à l'autre ces questions; quelques-uns même murmuraient que ce mal était étrange et venu singulièrement à propos, et que les temps n'étaient pas si éloignés où le poison venait aisément en aide aux ressentiments des fanatiques ou aux mécontentements des ambitieux. Enfin, le 8 décembre, la mort vint faire taire tous les discours, et, deux jours après, les restes d'une beauté coupable étaient portés à l'église, puis jetés en terre, sans pompe, au petit jour, par une matinée d'hiver, pour éviter les rassemblements et les insultes de la populace [1].

1. *Mémoires de Luynes*, t. VI, p. 175 et suiv. — *Journal* de Barbier, novembre et décembre 1744.

Les regards curieux se portèrent alors sur le roi, dont l'abattement et la douleur étaient extrêmes. Dès que le danger fut sans remède et la fin imminente, il avait quitté Versailles pour aller cacher son trouble dans le pavillon de la Muette ; il y resta plusieurs jours, mangeant peu, parlant à peine, ne s'ouvrant à personne. Il n'en revint que la veille de Noël, pour assister à la messe de minuit. Richelieu était arrivé de Bordeaux ce jour-là même, le roi le fit venir et s'enferma avec lui : la porte était si bien close que, quand la reine fit demander à quelle heure serait le service du lendemain, on lui fit savoir qu'il était impossible de pénétrer. L'entretien, nous dit le duc, dura jusqu'à une heure du matin ; le roi se fit donner lecture de toutes les lettres de la défunte, pleurant à tout moment à chaudes larmes et s'écriant à plusieurs reprises : « Voyez comme elle me disait mes défauts et quelle amie j'ai perdue ! » Son chagrin cependant ne paraissait mêlé d'aucun nouveau retour de repentir, car on remarqua que les fêtes de Noël se passèrent sans aucun témoignage particulier

de dévotion de sa part; aussi, au bout de quelques jours, tout le monde trouvait que le deuil avait duré assez longtemps, et qu'après tout, la santé du roi étant précieuse à l'État, ce qu'il y avait de mieux à faire était de l'engager à reprendre à la vie, en lui fournissant le plus tôt possible les moyens de se distraire. L'avis ne devait pas tarder à être suivi, car, dans les cœurs dépravés, la douleur peut être vive, mais ne fait pas long séjour [1].

## II

Une âme virile aurait pourtant trouvé aisément dans les devoirs de la royauté une distraction plus noble que la recherche de nouveaux plaisirs. Il était temps, d'ailleurs, d'y songer; car, pendant que des jours précieux étaient perdus par le roi de France dans ces indignes soins, la situation de ses alliés en Allemagne, et même en Europe, s'était singulièrement

1. *Mémoires de Richelieu*, communiqués par M. de Boislisle. — *Mémoires de Luynes*, t. VI, p. 180-193 et suiv.



compliquée. L'imprudence commise par Frédéric, en s'avançant au sud de Prague, ne laissant derrière lui, dans cette ville, qu'une garnison insuffisante et sans assurer sa ligne de retraite; la confiance qui avait amené, avec moins de réflexion et de précaution encore, Charles VII à Munich, ces deux fautes, l'une aperçue trop tard par son auteur, l'autre visible dès le premier jour et signalée tout de suite de tous côtés, n'avaient pas tardé à porter leurs fruits.

Frédéric, en particulier, dès qu'il eut établi son camp sur la frontière méridionale de Bohême, entre Budweis, Tabor et Neuhaus, dut reconnaître combien il s'était trompé en comptant qu'il se trouverait en face de la frontière d'Autriche dégarnie et en mesure de marcher sur Vienne sans obstacles. C'était lui, au contraire, qui restait en l'air, en péril à tout moment d'être cerné et séparé de sa base d'opérations. A part les places fortes, dont il avait pu s'emparer par un coup de main, il n'était maître de rien, et le pays tout entier lui échappait. Sa marche était embarrassée à tout mo-

ment, et son pied comme pris dans un réseau de difficultés provenant, soit de la configuration des lieux, soit de l'esprit des populations, soit de la nature même de l'ennemi auquel il avait affaire. — « Quand vous remontez à droite de la Moldau, dit-il dans l'*Histoire de mon temps*, laissant Prague derrière vous, vous traversez un pays montueux et difficile, aussi mal peuplé qu'aride... puis vous traversez des bois et des rochers pendant près de trois milles. » Il ajoute que les habitants de ces régions ingrates, « sous l'empire de sentiments aussi stupides que superstitieux », obéissant aux inspirations de la grande noblesse, des prêtres et des baillis très affectionnés à la maison d'Autriche, se montraient tous, jusqu'au moindre passant, hostiles à l'envahisseur de leur pays... « La cour de Vienne, assure-t-il de plus, avait ordonné aux paysans, qui sont tous serfs, d'abandonner leurs champs à l'approche des Prussiens, d'enfoncer leurs bleds sous terre et de se réfugier dans les forêts voisines, leur ajoutant la promesse de leur bonifier tout le dommage qu'ils pourraient souffrir des Prussiens. »

Tant de précautions n'étaient peut-être pas nécessaires : la Bohême, antique patrimoine de la maison d'Autriche, si sévèrement châtiée la veille d'une défection qui avait au moins pour excuse le rang élevé et la qualité de l'usurpateur, n'éprouvait réellement que de la haine pour un nouveau conquérant qui n'avait avec elle aucune sympathie, ni de religion ni de race, et qui lui imposait le supplice de se voir de nouveau le champ de bataille de toutes les ambitions déchaînées. Aussi l'armée prussienne, opérant pour ainsi dire dans le vide, au milieu de plaines désertes et de villages abandonnés, ne pouvant se procurer de fourrage et de nourriture que par le pillage et à la pointe de l'épée, se trouva-t-elle bientôt à bout de ressources et de subsistances. Cette gêne cruelle était entretenue et accrue par les incursions constantes des détachements de la cavalerie autrichienne, principalement recrutée, comme je l'ai dit, parmi les insurgés hongrois : hussards et pandours sillonnaient à toute heure les campagnes, s'y répandant comme des essaims de guêpes, interceptant les routes, arrê-

tant les convois, massacrant les courriers et les éclaireurs, et se dérobant à toute poursuite grâce à la légèreté et la vitesse de leurs montures. Frédéric se vit ainsi, à plusieurs reprises, privé de toute communication régulière, tant avec ses avant-postes qu'en arrière avec la garnison de Prague. Les courriers mêmes de Berlin lui manquèrent plusieurs jours de suite; « en un mot, dit-il lui-même, l'armée, retranchée à la romaine, était réduite à l'enceinte de son camp »[1].

Le prince Charles, bien conseillé, mit habilement cet embarras à profit. Pendant que son armée regagnait à grandes marches la Bohême par le haut Palatinat, il s'était rendu de sa personne à Vienne pour prendre les dernières instructions de la reine sa belle-sœur; mais il n'avait fait en quelque sorte que toucher barre, car, en descendant sur le perron même du palais de Schœnbrunn : « Me voici, disait-il; vous voyez que je ne suis pas resté dans le Rhin, mais c'est pour remonter à cheval demain

1. Frédéric, *Histoire de mon temps*, ch. x.

matin. » A la vérité, il avait eu quelque peine à se faire conserver son commandement, car son frère le grand-duc, trouvant sans doute l'occasion favorable ou n'aimant pas à se laisser trop éclipser, avait fait mine de vouloir le prendre à sa place. Mais ce fut la reine qui, à aucun prix, n'y voulut consentir. Depuis qu'à l'épreuve elle s'était prise à douter des talents militaires de l'objet de son amour, elle ne comptait plus beaucoup sur la gloire qu'il pourrait acquérir; rien ne compensait plus pour elle le chagrin et l'inquiétude que lui causait son absence. « J'ai été malade de colère, écrivait-elle à sa sœur l'archiduchesse Marianne, et par ma méchanceté j'ai causé la fièvre au vieux (*der Alte*, c'est le nom qu'elle donnait à son mari), car tout d'un coup l'idée lui est venue d'aller à l'armée, mais avec une telle envie qu'il a déjà fait tout cet été, d'abord que la danse allait recommencer dans le pays, raccommoder son équipage, et, après que tout a été fait, il commençait doucement à m'y préparer. Au commencement, je n'ai fait que badiner, mais, à la fin, j'ai vu que c'était tout de bon; je suis revenue à mes ins-

truments ordinaires, les caresses, les pleurs; mais qu'est-ce que ceux-ci peuvent obtenir après neuf ans de mariage? Aussi n'ai-je rien obtenu, quoique du meilleur mari du monde. J'ai enfin repris ma colère, qui m'a si bien servie que moi et lui sommes tombés malades; la saignée m'a remise et je suis à cette heure dans l'état d'espérer plus que de craindre... Mais, s'il partait encore, je le suis ou je m'enferme dans un couvent. »

Le grand-duc s'étant laissé fléchir par ces larmes, la reine n'alla point au couvent et l'armée conserva son général. On lui adjoignit seulement un excellent conseiller dans la personne du maréchal de Traun, vieux militaire très expert et qui venait de se distinguer en Italie par d'habiles manœuvres [1].

L'un et l'autre, arrivés sur le théâtre des opérations, n'eurent pas plutôt vu la situation où Frédéric s'était laissé réduire qu'ils comprirent le parti qu'ils en pouvaient tirer. « Si cet homme n'a pas fait pacte avec le diable, écrivait

1. Robinson à Carteret, 16 septembre 1744. (*Correspondance de Vienne.* — Record Office.) — D'Arneth, t. II, p. 563.

le prince Charles, il est vraiment fou. » Tout d'abord, la jonction entre les deux corps d'armée autrichiens, celui qui venait de France et celui qui était resté en Bohême, s'opéra sans difficulté, en vue et presque sous le canon de l'armée prussienne, qui, toujours renfermée dans ses retranchements, ne se douta que trop tard de ce qui se passait à côté d'elle. Puis de faux avis vinrent persuader à Frédéric que l'attaque dirigée contre lui viendrait le chercher dans son camp pour le déloger des places qu'il avait conquises. Pendant qu'il se préparait à les défendre, il apprit, au contraire, que les Autrichiens, massés sur sa droite à Pisek, s'apprêtaient à passer encore inaperçus derrière lui pour s'établir en force sur la rivière de la Sasawa, dont le libre passage lui était nécessaire afin de communiquer avec Prague. Il lui fallut alors rétrograder en toute hâte pour venir se placer lui-même de l'autre côté de ce petit cours d'eau, et c'est à peine s'il eut le temps de mener à bien ce rapide mouvement de retraite pendant lequel son arrière-garde ne cessa pas d'être harcelée par la cavalerie

hongroise. Ce corps, que Marie-Thérèse appelait sa création propre et personnelle, était animé à la poursuite avec une ardeur inimaginable; plusieurs de ces braves gens, arrivés sur le bord de la rivière, plutôt que de laisser échapper leur proie, se précipitèrent dans l'eau au risque de leur vie, et en périssant ils s'écriaient encore : « Vive Marie-Thérèse[1] » ! A mesure, d'ailleurs, que les Prussiens reculaient, les Autrichiens occupaient les postes abandonnés. Ils firent main basse ainsi sur les places fortes évacuées, où Frédéric s'accusa plus tard d'avoir, par une pitié imprudente, laissé quelques détachements pour prendre soin des malades. Plusieurs milliers d'hommes furent ainsi faits prisonniers sans coup férir.

Ce n'était encore que demi-mal, car les armées mises en présence étaient de forces à peu près égales, et une journée heureuse pouvait tout réparer ; mais, à peine établie dans ses nouveaux quartiers, l'armée prussienne y fut

1. *Histoire de mon temps, loc. cit.* — Robinson à Carteret, 23 octobre 1744. (*Correspondance de Vienne.* — Record Office.) — D'Arneth, t. II, p. 428.



saluée par un fait bien plus grave, celui-là aussi dont la nouvelle longtemps ignorée avait été retardée par la difficulté des communications.

Auguste III, terminant ses longues incertitudes, se déclarait enfin prêt à exécuter les engagements qui le liaient à l'Autriche, et vingt mille Saxons, sous la conduite du duc de Weissenfels, s'avançaient à grandes marches, sans rencontrer d'obstacles, pour venir grossir les rangs de l'armée du prince Charles. Cette complication, que Frédéric avait toujours redoutée, mais qu'il ne désespérait pas de conjurer, le jeta dans une cruelle perplexité. Ce qui l'alarmait, ce n'était pas seulement l'accroissement de force matérielle qui était acquis au prince Charles (il avait gardé de la valeur des soldats et du mérite des généraux saxons une opinion trop médiocre pour s'inquiéter beaucoup de les avoir en tête); mais la Saxe devenue hostile, c'était la route directe de Berlin fermée à ses troupes, à ses convois et à ses courriers. Il ne pouvait plus rester en rapport avec ses propres États ni y rentrer en cas de malheur qu'en faisant un long détour pour rejoindre et traverser la Silésie.

Mis en face de cette douloureuse perspective, Frédéric éprouva un véritable accès de fureur et de désespoir, et on l'entendit s'écrier : « Mais, c'est donc le diable qui m'a amené en Bohême ! » Plus tard, se souvenant de ces mauvais jours, il en tirait la conclusion qu'il avait eu tort, en forçant le passage des États du roi de Pologne, de ne pas profiter de l'occasion pour mettre ce prince, une fois pour toutes, hors d'état de lui résister : « d'où la règle générale qu'il ne faut jamais maltraiter un adversaire à demi ». C'est une moralité dont il devait faire sentir plus tard l'application, dans une conjoncture plus éclatante, au roi de Pologne lui-même.

Nulle hésitation n'était donc plus possible : à moins de vouloir courir le risque d'être enfermé en Bohême après une défaite et de n'en plus pouvoir sortir, il fallait à tout prix couvrir et protéger la seule issue qui restât ouverte. Un nouveau mouvement de recul devint nécessaire, et Frédéric dut venir se concentrer autour de Pardubitz, petite ville située sur le cours de l'Elbe et l'une des places les plus voisines de la

frontière silésienne. Mais en se rapprochant de son ancienne conquête, il s'éloignait par là même de la nouvelle, car Pardubitz était distant de Prague d'environ vingt lieues, et la ligne que l'armée prussienne avait à défendre prenait une étendue qui rendait très difficile de la garder intacte tout entière. Aussi le prince Charles, suivant son adversaire pied à pied, ne manqua pas de venir se placer en face de lui, le menaçant tantôt sur sa droite, tantôt sur sa gauche, pour le couper de l'une ou de l'autre des deux extrémités qu'il lui importait également de conserver libres. « Le dessein du prince Charles, dit l'*Histoire de mon temps*, était de forcer le roi d'opter entre la Silésie et la Bohême, laquelle de ces deux provinces il voudrait soutenir. Si le roi restait auprès de Prague, les ennemis lui coupaient la communication avec la Silésie; si le roi tirait vers Pardubitz, Prague et la Bohême étaient perdus; ce dessein était beau et digne d'admiration ; le maréchal Traun y ajoutait la sage précaution de choisir toujours des camps inattaquables pour ne pas être forcé à combattre malgré lui. »

La précaution était bonne en effet, car Frédéric, toujours confiant dans son génie et dans sa fortune, tenta à plus d'une reprise de sortir par un coup de force de la pénible alternative où il s'était enfermé. Il offrit plusieurs batailles dans des conditions où un ennemi, sûr de sa supériorité numérique, pouvait être tenté de l'accepter. Et, de fait, si le prince Charles n'eût écouté que l'ardeur de son armée et les instructions impérieuses qu'il recevait de Vienne — ne fût-ce que pour éviter les reproches d'inertie et de timidité que lui prodiguait Marie-Thérèse, — il aurait probablement commis cette imprudence. Mais le maréchal Traun mit à l'en préserver par de sages avis une obstination vraiment méritoire. Une fois entre toutes, les deux armées passèrent la nuit si près l'une de l'autre que tout le monde, dans les deux camps, se croyait à la veille d'un conflit. Mais le lendemain, au point du jour, les Autrichiens ne bougeant pas, Frédéric, surpris de leur immobilité, vint lui-même reconnaître leurs positions et dut se convaincre qu'elles étaient inabordables. Il se retira très désappointé.

Le jeu pourtant pouvait se prolonger indéfiniment, tant que les Prussiens restaient maîtres du cours de l'Elbe; car ce fleuve coulant presque en ligne droite de Pardubitz jusqu'au point assez rapproché de Prague, où il vient recevoir la Moldau, qui traverse cette cité, c'était une barrière naturelle que les Autrichiens avaient à franchir pour opérer la manœuvre de séparation dont ils attendaient le succès. Aussi Frédéric avait-il disposé de distance en distance des postes de cavalerie et d'infanterie, dont des patrouilles se détachaient nuit et jour, avec ordre de l'avertir au moindre soupçon qu'on pourrait concevoir d'une tentative de l'ennemi pour passer d'une rive à l'autre.

Grâce à ces précautions, la situation put être maintenue pendant quelques jours, et plusieurs attaques, faites par les Autrichiens pour s'emparer des points où le fleuve pouvait être traversé, furent repoussées avec perte, quoique l'une, entre autres, dirigée contre la ville de Kolin, eût été si bien conduite et si près de réussir que le roi lui-même faillit y être fait

prisonnier. A la fin, cependant, la vigilance des sentinelles fut trompée, et, dans la nuit du 18 au 19 novembre, les Autrichiens réussirent à jeter des ponts entre Kolin et Pardubitz, et quand un bataillon prussien accourut pour s'y opposer, il était trop tard : les grenadiers de Marie-Thérèse avaient pris terre sur la rive droite de l'Elbe, et, malgré une résistance énergique et meurtrière, qui se prolongea près de cinq heures, on ne réussit pas à les déloger.

Dès lors, tout était dit. « Le temps employé, dit Frédéric, à se plaindre du destin, eût été perdu. » Il fallait plier bagage au plus vite et se retirer en diligence vers la Silésie, en avertissant le commandant de la garnison de Prague, le général Einsiedeln, qu'on l'abandonnait et qu'il avait, absolument comme Belle-Isle deux ans auparavant, à se tirer d'affaire comme il pourrait. L'armée royale opéra sa retraite en assez bon ordre et atteignit la Silésie sans encontre. Mais la sortie de la garnison de Prague fut une véritable déroute. Le commandant avait donné l'ordre, avant d'évacuer, de crever sa grosse artillerie, de faire sauter les

ouvrages les plus importants et de jeter à l'eau toutes les armes qu'il ne pourrait pas emporter. Le temps lui manqua pour accomplir complètement ces instructions, et leur exécution imparfaite n'eut d'autre effet que de retarder le moment du départ assez pour que, pendant que les Prussiens défilaient par une porte, les hussards et les pandours fissent irruption par l'autre. Un combat sanglant s'engagea dans les rues mêmes de la ville, et les habitants y prirent part en s'emparant des canons des remparts et en faisant feu sur leurs envahisseurs fugitifs; les femmes et leurs enfants mêmes s'en mêlaient, montant sur les toits pour jeter des pierres et des projectiles de toute sorte.

Une fois hors de la ville, une longue distance restait encore à parcourir par des chemins détestables, encombrés de neige, et à travers des populations très hostiles. Devant des difficultés contre lesquelles aucune précaution n'avait été prise, les troupes, privées de nourriture et ne pouvant reposer une nuit en sécurité, se laissèrent aller au découragement. Les hommes désertaient en masse par compagnies tout

entières, quelques-uns mêmes venaient demander à être admis dans l'armée autrichienne. Près de la moitié de l'effectif avait disparu quand on atteignit, à grand'peine, l'extrémité septentrionale où la Bohême confine avec la Saxe et la Silésie. Là, le passage se trouva tout d'un coup complètement barré par de grands abatis d'arbres et des retranchements de neige, derrière lesquels un gros corps de Saxons s'était embusqué. Ainsi pris au piège, Einsiedeln perdait la tête, tout était compromis et pas un homme n'aurait échappé, si l'ami de Frédéric, le comte de Rottembourg, payant d'audace et suppléant par son sang-froid aux indécisions du commandant, n'eût pris le parti de tourner l'obstacle. Il pénétra hardiment sur le territoire saxon et le traversa au pas de course pour aller rejoindre, quelques lieues plus loin, la frontière, qui ne pouvait être abordée directement. Un dernier désastre fut ainsi épargné ; mais cette fuite, hâtive et désordonnée, n'en faisait pas moins le plus triste contraste avec la retraite intrépide et glorieuse qui avait illustré Belle-Isle, et dont Frédéric, rentrant à Berlin la tête basse,

se repentit peut-être d'avoir porté un jugement si dédaigneux [1].

Le coup, à vrai dire, était des plus rudes et atteignait au vif le vaincu dans son orgueil en même temps que dans sa puissance. Lui-même a constaté, dans ses *Mémoires*, l'étendue de son désastre, s'accusant franchement de toutes ses fautes à une époque où, ayant eu plus d'une occasion de les réparer glorieusement, il lui coûtait peu d'en faire l'aveu. Il a comparé le sort de sa brillante armée, qui devait engloutir la Bohême et inonder l'Autriche, à celui de l'invincible *Armada* brisée par le naufrage sur les côtes d'Angleterre : assimilation un peu fastueuse, dont la conséquence avouée était de rejeter encore sur la destinée une partie des torts dont il consentait à se reconnaître coupable. Mais ce qu'il ne fait point entrer en ligne de compte, même dans sa confession la plus complète de ses disgrâces, c'est le déchaînement d'opinion publique qui soulevait en quelque sorte le sol germanique sous les pas de l'armée

1. *Histoire de mon temps.* — Droysen, t. II, p. 360 et suiv.

fugitive et aggravait pour elle toutes les amertumes de la déroute. La mauvaise fortune trouve en général peu de défenseurs, et les actes que la conscience a peine à justifier ont besoin d'être couverts par le prestige de la victoire. Aussi c'était un cri de réprobation unanime contre l'ambition insatiable qui, peu contente d'un premier succès obtenu par ruse et par violence, s'était plu à rejeter de nouveau la patrie allemande dans tous les maux de la guerre civile et de l'invasion étrangère. « Voilà le châtiment de Dieu! » s'écriait-on, non seulement dans les conciliabules ecclésiastiques, où depuis longtemps on trouvait que la justice divine tardait trop à châtier un usurpateur hérétique, mais à côté du maître, dans sa propre armée, et même dans ses conseils. Rien n'égalait la consternation des ministres prussiens recevant à Berlin la succession de ces douloureux messages. — « Le cœur me saigne, s'écriait le pauvre Podewils en levant les yeux et les bras au ciel avec désespoir, quand j'entends et je lis les nouvelles qui nous viennent de toutes parts des progrès de nos ennemis en Bohême...

Selon eux, ils ont passé l'Elbe à notre barbe; ils nous mènent comme des troupeaux de moutons, ils nous chassent de partout... Enfin, à les entendre, c'est comme si nous n'avions plus d'armée à leur opposer, plus de généraux pour les combattre, plus de vainqueurs de Molwitz, de Chotusitz et de Prague à notre tête. Il est temps que nous rompions le silence et que nous tâchions de justifier notre conduite d'une façon ou d'autre, si nous ne voulons pas perdre tout ce que nous avons d'amis et de crédit dans l'empire et dans le reste de l'Europe[1]. »

1. Droysen, t. II, p. 790. — Lettre particulière de Robinson, 1er décembre 1744. (*Correspondance de Vienne*. — Record Office.) — *Histoire de mon temps*, fin du ch. x. — Ce passage est un de ceux où le texte définitif, rédigé en 1775, diffère du manuscrit de 1744. La modification est curieuse : dans le texte primitif, Frédéric impute tous ses revers au destin qui se joue des choses humaines, et qui se plaît à renverser, *par un souffle léger*, *les projets de notre présomption et de notre orgueil*. Dans le texte modifié, il dit expressément : *Aucun général ne fit plus de fautes que n'en fit le roi dans cette campagne... Le roi est convenu lui-même qu'il regardait cette campagne comme son école dans l'art de la guerre, et M. de Traun comme son précepteur*. — On conçoit pourquoi Frédéric, parvenu en 1775 au comble de la renommée, et reconnu comme maître souverain dans l'art militaire, était plus à son aise pour avouer les erreurs de sa jeunesse qu'au lendemain du jour où il venait de les commettre.

Podewils avait raison : l'effet était déplorable, même en Europe, et suffisant pour faire mettre en oubli tout ce qu'on avait espéré ou craint du héros de la veille. Les gazettes de Hollande et de Londres étaient pleines de railleries et d'invectives, où non seulement ses talents, mais son courage même, étaient mis en doute. On y parlait couramment de sa présomption et de sa poltronnerie. J'ai sous les yeux une caricature anglaise qui représente Marie-Thérèse faisant avaler à son rival un flacon d'eau de Hongrie : le remède opère sur l'estomac du patient avec toutes les conséquences d'un vomitif et d'un purgatif à la fois pour lui faire rendre la Silésie et l'or français, et au-dessous on lit ces mots : « Une occupation suivie d'évacuation [1]. »

Le plus troublé peut-être, et le plus malheureux de ceux qui s'agitaient dans les conciliabules de Berlin, c'était, je suis porté à le croire, notre ancienne connaissance, le ministre de France, le gros Valori, que Frédéric, je ne sais pourquoi, ne s'était pas soucié d'emmener cette

1. *Correspondance d'Angleterre*, décembre 1744. — Ministère des affaires étrangères.

année-là avec lui en campagne. Valori s'était plaint assez vivement d'être ainsi oublié, et il n'hésite pas, dans les mémoires qu'il nous a laissés, à imputer à l'absence de ses conseils une partie des fautes commises. Au fond, peut-être, se souvenant des traitements assez durs qu'il avait dû subir dans ce genre d'équipée, était-il moins contrarié de son inaction qu'il ne voulait le paraître. Mais quand arriva la série des mauvaises nouvelles, son alarme devint extrême. Vainqueur, Frédéric s'était montré un allié peu sûr; mais humilié et vaincu, que serait-ce donc? Le moins qu'on pût attendre, c'était, à la première entrevue, quelqu'une des bourrasques qui lui étaient familières, quelques scènes de récriminations amères où tous ses malheurs seraient imputés à l'abandon, peut-être à la trahison de la France. Heureux encore, pensait Valori, si ces colères réelles ou affectées ne servaient pas de prétextes pour conclure encore une fois sous main, à des conditions inconnues, une paix précipitée et égoïste. — « Quel doit être, écrivait le diplomate avec angoisse, l'état d'agitation de

cet esprit que les disgrâces déconcertent? Toutes les passions, pour ainsi dire, concourent à y porter du trouble. Un grand fonds d'amour-propre et un grand esprit d'économie sont les bases du caractère de ce prince : l'un et l'autre sont également blessés. Enfin, il faut l'attendre et l'entendre. » La délicatesse, et même le côté comique de cette situation, n'échappait pas aux spectateurs. « Son entrevue avec le ministre de France, écrivait de Vienne même le ministre anglais Robinson, *ce sera quelque chose d'impayable*. Les Français doivent dire de lui aujourd'hui ce qu'il disait d'eux, il y a deux ans[1]. »

Tout le monde se trompait, cependant, et Valori plus que tout autre : il n'avait pas réfléchi que les hauteurs et les rebuts dont il avait tant de fois souffert ne provenaient que de l'exaltation d'une âme orgueilleuse gâtée par la victoire et se croyant en droit de prodiguer le

1. Valori à d'Argenson, 12 décembre 1744. (*Correspondance de Prusse*. — Ministère des affaires étrangères.) — Lettre particulière de Robinson, 22 décembre 1744. (*Correspondance de Vienne*. — Record Office.)

mépris au reste du genre humain. Pour la première fois, la fortune avait trahi son favori, qui se prenait à douter de lui-même en sentant sa confiance en défaut et son génie mis en cause; aussi, loin d'accuser autrui, son premier soin parut être avant tout de se justifier à ses propres yeux.

« Je l'ai trouvé, écrivait Valori en sortant d'un premier entretien, plus embarrassé qu'irrité. » Effectivement, dans cette conversation, qui fut assez longue, le roi devinant probablement la comparaison que tout le monde faisait tout bas, sembla n'avoir d'autre préoccupation que d'expliquer sous l'empire de quelle nécessité il avait dû ordonner l'évacuation précipitée de Prague. « Enfin, mon ami, dit-il en terminant, je suis loin d'être découragé. Je mourrais de honte d'avoir moins de courage que la reine de Hongrie n'en a montré dans des circontances bien plus fâcheuses. Il se peut qu'elle vienne m'attaquer en Silésie et délier mes sujets de leurs serments, alors j'invoquerai la garantie du traité de Breslau, et il faudra bien que l'Angleterre et la Russie, qui me l'ont promis, s'exécutent. » Et comme Valori, heureux

d'en être quitte à si bon marché, exprimait son admiration pour cette fermeté d'âme : « Comptez donc, répliqua-t-il, que je saurai mettre en usage ce que j'ai toujours recommandé aux autres. » — Deux jours après, il lui remettait une lettre pour Louis XV, à laquelle était joint un récit de sa campagne, fait par lui-même, et qui n'était qu'une longue apologie de sa conduite. « Je félicite Votre Majesté, disait-il dans le billet auquel était annexé ce gros mémoire, de tous les heureux événements qui viennent de lui arriver : une campagne aussi brillante que celle qu'elle vient de faire illustrera son règne et le rendra aussi brillant qu'aucun de ceux de ses prédécesseurs. » Ce compliment fait du bout des lèvres à un émule qu'il jugeait, au fond, si peu digne de lui être comparé, n'était pas sans doute ce qui mortifiait le moins son orgueil.

« Enfin, remarque Valori dans ses mémoires, ce prince justifia, par sa manière de penser et d'agir, qu'il n'appartient qu'à l'adversité de corriger les hommes de leurs défauts ; il eut moins de présomption, il écoutait : ses réponses

étaient plus douces et moins tranchantes. Il n'y eut personne qui ne s'en aperçut. Il venait d'essuyer ses premières traverses. La touche était un peu forte, et il parut s'apercevoir du besoin que les hommes ont les uns des autres [1]. »

A ces bonnes dispositions assez inattendues, Valori fut heureux de pouvoir répondre, sans tarder, par l'annonce d'une nouvelle très propre à les entretenir. La cour de France, partageant les inquiétudes de son ministre et sentant le besoin de ménager un allié dont l'humeur inégale pouvait lui fausser compagnie à tout instant, s'était décidée à lui députer encore un envoyé extraordinaire. Le but de cette mission était de combiner avec lui, pour la campagne prochaine, un plan d'opérations de nature à réparer les maux de celle qui finissait si tristement, et aucun nom ne pouvait lui être plus agréable que celui que Valori dut lui faire connaître; car ce n'était autre que le général, le

1. Valori à d'Argenson, 15 décembre 1744. (*Correspondance de Prusse.* — Ministère des affaires étrangères.) — Frédéric à Louis XV, 18 décembre 1744. — *Pol. Corr.*, t. III, p. 342. — Valori, *Mémoires*, t. Ier, p. 204.

diplomate que Frédéric n'avait cessé de désigner comme le seul qui connût l'Allemagne et fût en état, aussi bien sur le champ de bataille que dans les conseils des princes, de s'y comporter convenablement; mais c'était aussi celui qu'on accusait en France d'avoir subi trop facilement l'influence du jeune vainqueur et le charme de son génie, et que, par cette raison, on hésitait à rapprocher de lui. C'était, en un mot, le maréchal de Belle-Isle lui-même. On peut juger avec quelle satisfaction le prince entendit annoncer sa venue, et il témoigna tout de suite une grande hâte de voir arriver son ancien ami. Du reste, il n'avait pas longtemps à attendre, car Belle-Isle lui-même, n'ayant pas perdu de temps, s'était déjà mis en route. Ainsi le héros de Prague rentrait en scène, on va voir dans quelles déplorables conditions et par quelle triste aventure [1].

1. La correspondance de Frédéric montre que le voyage de Belle-Isle était déjà en projet depuis la fin du siège de Fribourg, mais ne fut tout à fait décidé qu'à la fin de novembre, et Frédéric ne dut en être informé avec certitude qu'à son retour à Berlin.

## III

Était-ce seulement à une illustre amitié que Belle-Isle, à demi disgracié, tenu à distance et presque en suspicion depuis deux années, devait le retour momentané de la confiance royale? Je soupçonnerais volontiers qu'un motif de nature plus intime, le souvenir de la conduite chevaleresque qu'il avait tenue envers madame de Châteauroux et de l'asile qu'il lui avait offert dans son malheur, plaida secrètement en sa faveur, dans l'esprit de Louis XV. Quoi qu'il en soit, travaillé comme il l'était par une infatigable activité d'esprit et par le regret amer d'une grande ambition déçue, Belle-Isle, malgré sa santé défaillante et la rigueur de la saison, accepta avec enthousiasme une mission qui lui semblait rouvrir le cours de ses jours de gloire.

Plein de ces souvenirs, et se rappelant l'effet qu'avait produit l'éclat de sa première entrée

en Allemagne, il se flatta (c'était une illusion un peu puérile) d'en reproduire au moins quelque image par le faste, cette fois aussi déplacé qu'inutile, du cortège dont il s'entoura. Il traversa la frontière dans les premiers jours de décembre, avec trois voitures de poste, un chariot d'équipage escorté par deux cavaliers, et une suite composée de trois gentilshommes, deux secrétaires, deux pages, un chirurgien, un cuisinier, deux fourriers pour préparer les logements et cinq laquais. Son frère le chevalier l'accompagnait, prêt comme autrefois à lui servir de confident et de conseil dans la carrière nouvelle qu'il dévorait déjà en imagination [1].

Mais à peine eurent-ils mis le pied l'un et l'autre sur le sol d'Allemagne qu'ils durent s'apercevoir combien les temps étaient changés. Ils y entraient, en effet, au moment même où les incidents de la campagne de Frédéric en

1. Journal de l'arrestation du maréchal de Belle-Isle, tenu par ses ordres. — Ce document se trouve au ministère de la guerre dans l'un des volumes des *Correspondances diverses*.

Bohême et son issue désastreuse faisaient le sujet de toutes les conversations et causaient une émotion générale. C'était, dans toutes les cours et tous les centres politiques favorables à Marie-Thérèse, un chant de triomphe auquel faisait écho une explosion de patriotisme germanique. Rien n'était mieux fait pour exalter ce sentiment populaire que l'apparence triomphale imprudemment donnée au passage de l'homme en qui s'incarnaient tous les souvenirs de l'invasion et de la domination étrangère : nulle part l'accueil fait à l'envoyé français ne devait être plus hostile que sur les bords du Rhin, dans ces principautés ecclésiastiques qu'il avait su entraîner un jour par intimidation dans l'orbite de sa politique, mais qui s'en échappaient avec passion pour retourner, suivant leur penchant naturel, vers la maison apostolique d'Autriche.

L'arrivée de Belle-Isle coïncidait d'ailleurs avec l'apparition dans ces régions du corps d'armée du maréchal de Maillebois, venant, comme on l'avait promis à Frédéric, y prendre ses quartiers d'hiver pour garder l'entrée de

la Westphalie. On sait quelles sont les exigences des troupes qui prennent leurs cantonnements. C'était une véritable pluie de réquisitions de toute espèce : — vivres, logements et fourrage, — qui fondait inopinément sur les habitants désolés. Le murmure était général en haut comme en bas, dans les villes comme dans la campagne. L'irritation était telle qu'en plusieurs endroits les magistrats durent avertir les officiers français que la sécurité de leurs soldats était menacée et que des violences étaient à craindre. Les diètes locales protestaient contre la violation du territoire de l'empire, les archevêques électeurs réclamaient les privilèges de la neutralité dans laquelle ils avaient le droit de se renfermer. Qu'exigeait-on d'eux? C'était donc une prise de possession indéfinie de l'Allemagne par la France! Les Français se croyaient dorénavant en Allemagne comme chez eux, et, de gré ou de force, ils voulaient contraindre tout le monde à combattre avec eux et pour eux! Aussi bien n'était-ce pas le dessein annoncé dans ces lettres du maréchal de Schmettau qu'avait si à propos

interceptées Marie-Thérèse et dont retentissaient toutes les gazettes? « Voilà donc l'abcès crevé, écrivait à l'électeur de Cologne son confrère de Trèves, ce pauvre personnage que Belle-Isle avait tenu un jour tremblant et presque pleurant à ses pieds : « Si nous subissons cet affront, il ne nous reste plus qu'à enterrer honteusement, aux yeux de tout l'univers, la liberté germanique! » Quand celui-là se révoltait, on peut juger ce que faisaient les autres. « Voyez-vous, disait le jeune duc de Wurtemberg (un des confédérés de Francfort qui continuait à nous rester fidèle), l'Empire, accoutumé à la domination de l'Autriche, est un ours apprivoisé qui ne sait danser que sur un seul air. Si on veut lui en apprendre un nouveau, il commence par grogner et finira par dévorer celui qui lui change sa musique [1]. »

1. L'électeur de Trèves à l'électeur de Cologne, 28 novembre 1744. (Ministère de la guerre. — *Correspondances diverses.*) — Correspondance de Lanoue, ministre résident auprès de la diète de Francfort, novembre 1744, *passim.* — Chavigny au roi, 27 novembre 1744. (*Correspondance de Bavière.* — Ministère des affaires étrangères.) — Correspondance de Laurence, chargé d'affaires d'Angleterre à Berlin, 15 janvier 1745. (Record Office.)

Ce fut au milieu de populations animées de ces sentiments d'irritation, et qui le regardaient passer d'un air sombre et menaçant, que Belle-Isle dut faire route pour arriver à Munich, où il avait à conférer avec l'Empereur. Là, un autre spectacle l'attendait. C'étaient l'effroi et la consternation. Les événements de Bohême arrachaient, par un triste réveil, le pauvre Charles VII à ses rêves de gloire, au plaisir de dormir sous son propre toit, de se promener dans ses beaux jardins et de vivre avec les siens dans son palais. Du moment, en effet, que la Bohême était reconquise et l'Autriche à l'abri de tout péril, le prince de Lorraine, redevenant libre de ses mouvements, pouvait à toute heure reparaître en force sur la frontière bavaroise, et rien ne l'empêchait de marcher droit sur Munich. Charles, regardant autour de lui, reconnaissait, mais trop tard, qu'il était sans défense, dans une ville tout ouverte, protégée seulement par une armée aussi faible moralement que numériquement, et aussi mal équipée que mal commandée. Passant de la présomption au désespoir, le faible prince se voyait déjà obligé

de fuir de nouveau, ne sachant où reposer sa tête, au milieu de l'Allemagne soulevée, et replongé dans toutes les amertumes de l'exil et de l'indigence. Le ministre de France, Chavigny, ne le quittant plus ni jour ni nuit, avait peine à lui faire reprendre ses sens.

Il reçut Belle-Isle comme un sauveur et se jeta en pleurant dans ses bras. Belle-Isle, bien que très surpris lui-même et très alarmé, fort pressé d'ailleurs d'arriver à Berlin et inquiet de l'accueil qui l'y attendait, dut passer plusieurs jours à le réconforter de son mieux. Il tint de longues conférences avec le général bavarois Seckendorf, pour rectifier et préparer les mesures de défense. Mais il avait peine à mener à fin ces conversations, parce que l'Empereur, qui tenait à y assister, les interrompait constamment par une suite incohérente de gémissements et de plaintes. A tout prix, il lui fallait un secours immédiat,—quinze escadrons et quarante bataillons, — pas un homme de moins, — et détachés au plus tôt du corps d'armée le plus voisin, celui qui était resté à Strasbourg avec le maréchal de Coigny. On eut beaucoup de peine

à lui persuader que la première chose à faire était de régulariser, par des lettres de commission impériale, la présence des Français dans l'Empire. C'était, disait-il, le rendre odieux à ses peuples, en le faisant responsable de l'entrée des étrangers, et ensuite on l'abandonnerait, après *avoir terni sa gloire*. Belle-Isle ne réussit à le calmer qu'en lui promettant de s'associer à sa demande de secours et de la transmettre lui-même à Versailles.

En s'acquittant de cette commission, dans une lettre directement adressée au roi, il s'excusait de s'en être chargé en raison de l'étrange état d'esprit où il voyait l'Empereur. Quand on l'entendait pousser de véritables cris de terreur, à la seule pensée de se préparer des moyens de retraite ou d'éloigner, par précaution, l'impératrice et ses enfants, on ne pouvait se défendre, disait Belle-Isle, d'une secrète inquiétude. Si on laissait arriver les Autrichiens victorieux jusqu'aux portes de Munich, il n'était peut-être pas de capitulation si humiliante que cette âme débile ne fût prête à subir plutôt que d'affronter de nouveau les épreuves morales et les souf-

frances matérielles dont le seul souvenir la faisait ainsi frémir. Qui sait même, ajoutait Belle-Isle en *post-scriptum* (car on pouvait tout craindre d'un tel caractère), si une négociation avec Vienne n'était pas déjà entamée, et si l'appel si bruyant fait aux troupes françaises n'était pas un moyen d'en appuyer et d'en accélérer la conclusion? « Enfin, Votre Majesté voudra bien envoyer ses ordres, et je ne puis lui cacher que l'Empereur sera dans un état violent jusqu'à ce qu'ils soient arrivés. »

Il n'était pourtant pas possible de les attendre, car il fallait atteindre au plus tôt le but véritable du voyage : et de Munich à Berlin, c'était l'Allemagne entière à parcourir du sud au nord dans sa plus grande dimension, par des routes défoncées et encombrées de neige, à travers des contrées où régnaient depuis quatre années tous les désordres que la guerre entraîne à sa suite. Avec le train dont Belle-Isle s'était embarrassé, ce n'était pas une petite affaire ; il en sentait lui-même, un peu tard, toute la difficulté, car il écrivait à un de ses amis : « Je dois quitter l'empereur pour rejoindre le roi de

Prusse; *hoc opus, hic labor est.* Je ne sais, en vérité, par où je pourrais passer avec sécurité pour rejoindre ce prince... Si vous voulez regarder la carte, vous verrez l'étendue de cette promenade, et dans quelle saison et par quels chemins! »

Il arriva pourtant sans encombre jusqu'à Hanau, dans le duché de Hesse-Cassel, où il devait rencontrer le prince Guillaume, régent de ce petit État. C'était un des associés de l'union de Francfort, et, grâce à ses six mille soldats, dont il savait faire trafic à tout propos et à tout venant, un homme à ménager. Après l'avoir entretenu des propositions qu'il comptait soumettre à Frédéric, le maréchal lui demanda, par occasion, son avis sur la meilleure voie à suivre pour arriver à Berlin sans délai et sans obstacle. L'itinéraire que le prince lui conseilla ne fut ni le plus direct ni le plus commode, car il l'engagea, au lieu d'entrer en Prusse par Halberstadt et Magdebourg, ce qui eût été suivre la ligne droite, à remonter au nord, à travers les montagnes du Hartz, pour atteindre le point où la province de Brande-

bourg touchait à l'électorat de Hanovre. La raison qu'il donna de cette préférence fut que cette route, servant au roi de Prusse pour communiquer avec les parties détachées de ses États, était desservie par des relais de poste prussiens, et qu'on serait sûr ainsi, en dépêchant d'avance une estafette, d'y trouver à l'heure dite le nombre considérable de chevaux dont le maréchal avait besoin [1].

Seulement, le prince Guillaume n'avait probablement pas présente à la mémoire une circonstance effectivement singulière, c'est qu'en vertu de conventions qui dataient de loin un des relais de poste de cette route était placé sur le territoire même du Hanovre, dans la petite ville d'Elbingerode, qui faisait partie de cet électorat. On pouvait bien oublier cette particularité, car rien ne la rappelait aux voyageurs; la maison de poste, qui était la seule un peu apparente de cette bourgade, appartenait à la couronne de Prusse, comme l'attes-

1. Belle-Isle à Vauréal, ambassadeur de France en Espagne. — (*Correspondance de Bavière.* — Ministère des affaires étrangères.)

tait l'écusson royal qui en surmontait la porte principale.

Aussi, ce fut en pleine confiance que, le 20 décembre au matin, le maréchal, ayant envoyé en avant, comme d'habitude, une chaise qui contenait deux de ses gentilshommes, fit son entrée avec tous ses équipages dans la cour de la maison de poste d'Elbingerode, s'attendant à trouver ses chevaux tout garnis et les postillons prêts à partir. Quelle ne fut pas sa surprise en voyant, au contraire, cette petite enceinte à peu près remplie par cent cinquante hommes de mauvaise mine, dont quelques-uns portaient l'uniforme de gardiens de police; le plus grand nombre étaient des paysans armés de fusils de chasse. A peine la dernière voiture eut-elle passé le seuil que la porte fut fermée avec bruit; et, dans un coin de la cour, Belle-Isle put apercevoir ses courriers arrêtés et gardés à vue. Un homme s'approcha alors de lui d'un air rogue et insolent, et, se faisant connaître pour le bailli d'Elbingerode, lui demanda qui il était et s'il était muni d'un passeport. « Je n'ai que faire de passeport, dit le

maréchal avec indignation, et vous savez bien qui je suis. — Je n'ai rien à savoir, répliqua le bailli ; mes ordres sont d'arrêter toute personne qui essaiera de traverser le pays sans passeport. Si vous n'en avez pas, vous trouverez bon que je fasse ce qui m'est commandé. — Mais je suis Français, prince de l'Empire, maréchal de France et ambassadeur. — Monsieur, un passeport vaudrait mieux que tous ces titres. Si vous n'en avez pas, je vous demande votre épée. — Mon épée, y songez-vous ? — Oui, monsieur, votre épée ; ces gens que vous voyez sont tous chasseurs et très bons tireurs. Je vous avertis qu'il ne visent pas deux fois au blanc : si vous résistez, ils tireront, et je ne réponds de rien. »

La résistance était impossible. « Prenez-la donc, dit le maréchal en tendant l'épée, et me voilà prisonnier de guerre de Sa Majesté Britannique. » C'était un moyen honorable de céder à la force, mais la parole était inexacte et imprudente, car c'était le roi d'Angleterre qui était en guerre avec la France et non l'électeur de Hanovre, prince de l'Empire et neutre en cette qualité. De plus, Belle-Isle avait en poche

des lettres, non seulement du roi de France, mais de l'Empereur, qui l'accréditaient et lui donnaient pouvoir pour traiter avec le roi de Prusse et divers États d'Allemagne ; un ambassadeur ne peut être un homme de guerre, et sa liberté tout au moins est sous la sauvegarde des immunités diplomatiques [1].

Quel que fût le droit, le fait était là; il fallait obéir. Le bailli, ne voulant pas rester chargé de sa capture, enjoignit au maréchal, qui avait mis pied à terre, de remonter en voiture, en donnant tout haut à ses gens l'ordre de l'y placer de force, s'il faisait mine de s'y refuser. La berline où on le fit entrer n'était pas celle qu'il avait occupée, et on ne lui donna le temps de rechercher ni la canne dont sa sciatique lui rendait l'usage nécessaire, ni les couvertures qui le défendaient du froid, ni le chapeau que, dans sa tenue de voyage, il remplaçait par un bonnet de fourrure. Ni son frère,

1. Belle-Isle au roi de Prusse, 24 décembre 1744. — Journal de l'arrestation du maréchal de Belle-Isle, tenu par ses ordres. — Récit de l'arrestation du maréchal de Belle-Isle, dans un mémoire présenté pour sa défense au gouvernement anglais. (Ministère de la guerre.)

ni le chirurgien, qu'une infirmité grave l'obligeait de tenir constamment attaché à sa personne, ni aucun de ses domestiques n'eurent permission de l'accompagner. Ce fut le greffier du bailli qui vint s'asseoir à ses côtés, sur la banquette du fond de la berline, tenant à la main sa carabine tout armée et prête à faire feu à la moindre alerte. En face se placèrent deux estafiers également armés et serrant de si près le maréchal, que la baguette de leurs fusils touchait presque son visage et pouvait le blesser au moindre cahot. Le carrosse, ainsi chargé, se mit en mouvement d'un pas assez lent pour ne pas prendre l'avance sur un chariot bondé de soldats qui suivait en guise d'escorte. Le chevalier, relégué dans une voiture de suite, fut encore plus maltraité. Les gardes, chargés de s'assurer de sa personne, avaient fait venir des vivres et de la bière, et faisaient bombance tout le long de la route, buvant, fumant, envoyant des bouffées de tabac au nez de leur prisonnier et entonnant à ses oreilles des chansons grossières contre la France et les Français. Un détail qui a son prix a été consigné dans les

mémoires rédigés plus tard pour appuyer les plaintes du maréchal. Quinze ducats avaient été consignés d'avance par ses courriers pour les frais de poste des chevaux qu'ils venaient retenir. On refusa de les restituer, sous prétexte que le voyage continuait toujours, bien que dans de nouvelles conditions.

Ce fut dans cet appareil, mieux fait pour des malfaiteurs que pour des prisonniers d'État, que le cortège entier fit route vers la petite ville d'Osterode, où résidait le commandant militaire du district. Le trajet, bien qu'assez court, ne prit pas moins de vingt-quatre heures, parce que, pour le parcourir, il fallut emprunter, pendant quelques lieues, le territoire du duché de Brunswick, petit État indépendant qui ne dépendait pas du Hanovre et où des voisins n'avaient pas le droit de pénétrer en armes. Pour passer dans l'ombre sans être vu, on fit station au milieu des bois, par un froid rigoureux, jusqu'à une heure avancée de la nuit. A plusieurs reprises, il fallut aussi s'arrêter dans de méchantes auberges pour prendre quelque nourriture. Ces maigres repas étaient servis dans

la salle commune du public (le *poêle*, suivant l'expression allemande), au milieu de buveurs attablés, qui ne se dérangeaient que pour venir regarder dans le blanc des yeux des convives tels qu'ils n'en avaient jamais vu. Belle-Isle entendit plus d'une fois demander qui il était, et la réponse ne manquait jamais d'être accompagnée de quelque injurieuse épithète.

A moitié gelés et morts de fatigue, les captifs arrivèrent enfin à Osterode, et leurs gardiens firent remise de leur prise entre les mains du commandant de la place, le baron de Münchausen. Le baron était un gentilhomme de bonne maison et de bonne façon, qui avait connu Belle-Isle à Francfort. Il se montra aussi surpris que contrarié de l'aventure. Très honteux des procédés grossiers de ses compatriotes, il se confondit en excuses ; la main sur la conscience, il jurait qu'il n'avait ni donné, ni reçu, ni transmis aucun ordre pareil. Il fallait que le bailli eût été avisé directement par quelque autorité supérieure, car tout s'était passé sans son concours et même sans sa connais-

sance. L'affaire pourtant était trop importante et trop mystérieuse pour qu'il se crût en droit de mettre en liberté de si grands personnages. D'ailleurs, le maréchal s'était déclaré prisonnier de guerre, et par là même, en quelque sorte, avait régularisé le fait dont il était victime. En tout cas, il fallait en référer à la régence de Hanovre et de là, probablement, au roi d'Angleterre. Mais, en attendant, Münchausen promit que ses prisonniers, gardés dans un logis convenable, n'auraient à se plaindre de manquer d'aucun des égards dus à leur qualité. La preuve que Münchausen était sincère dans ses protestations d'ignorance, c'est qu'il négligea la seule mesure dont l'intérêt eût pu justifier la violence du procédé. Il ne songea pas tout de suite à mettre la main sur le portefeuille de Belle-Isle, où il aurait trouvé pourtant de précieuses correspondances, tout le détail des relations des cours alliées entre elles, leurs plans de campagne et l'état actuel de leurs ressources. Ce ne fut que deux jours plus tard et après réflexion qu'il s'avisa qu'on lui reprocherait peut-être cet oubli, et qu'il ordonna une perqui-

sition qui fut, à la vérité, très rigoureuse, puisqu'on fouilla même les poches des secrétaires. Il était trop tard, et Belle-Isle avait eu le temps d'anéantir tous les papiers compromettants[1].

Mais, si ce n'était pas d'Osterode que partait le coup, d'où était-ce donc? Car on n'avait pu ni à Hanovre, ni encore moins à Londres, prévoir l'imprudente direction donnée au voyage d'un envoyé français. Il faut donc croire que ce fut le maître de poste d'Elbingerode qui, à lui seul et interprétant à sa guise un ordre général de police, se flatta de populariser son nom en Allemagne, en mettant la main au collet de l'ennemi juré de son maître et de sa patrie. Au degré d'irritation où le sentiment public était monté en Allemagne, cet excès d'audace n'a rien d'incroyable.

1. M. Droysen conteste que cette destruction des papiers de Belle-Isle ait été complète, et assure qu'on garde un résumé intéressant de ce qui fut trouvé dans son portefeuille aux archives de Hanovre. Il fallait cependant que les plus importants de ces papiers eussent disparu pour qu'il n'ait été fait aucun usage ni aucun bruit de cette découverte, et que Frédéric lui-même, qui avait témoigné son inquiétude à ce sujet, paraisse l'avoir ignorée,

On peut juger quelles furent, pendant les mortelles journées de détention qui suivirent, les sentiments de Belle-Isle, encore plus mortifié qu'irrité de l'incident tragi-comique qui mettait fin à la reprise de ses espérances. Aucun des maux qu'il avait endurés, pas même les souffrances de Prague, ne le piquait au vif comme une mésaventure qui prêtait à rire. Aussi se mit-il tout de suite à l'œuvre pour épancher sa bile dans une série de dépêches adressées à Versailles, à Berlin et à Munich, où il racontait, avec sa verve et son éloquence accoutumées, les indignités dont il avait été l'objet, et conjurait tous les souverains de venger le droit des gens offensé en exigeant sa liberté immédiate.

Du roi de France directement atteint dans la personne de son ambassadeur, mais en hostilité ouverte avec l'Angleterre, il n'avait guère à attendre que des protestations impuissantes, qui iraient rejoindre le dossier des autres griefs déjà énumérés dans la déclaration de guerre. Il ne doutait ni de l'indignation ni de la sympathie de l'Empereur, mais il se défiait de sa

fermeté et de sa puissance. Frédéric seul, qui avait encore un ministre accrédité à Londres, où on tenait à le ménager, et qui ne plaisantait pas habituellement quand il s'agissait de faire respecter ses droits, pouvait apporter une intervention efficace. Belle-Isle ne négligea, pour l'y presser, aucun genre de moyen oratoire.

A défaut d'une affection sur laquelle, malgré beaucoup d'assurances, il ne pouvait compter qu'à moitié, il pressait Valori de faire valoir sans délai toutes les considérations d'amour-propre et d'intérêt qui pouvaient émouvoir le prince. Après tout, n'était-ce pas dans l'enceinte d'une propriété prussienne que l'arrestation avait eu lieu et sous les yeux d'un employé qui portait la livrée des gens de la maison de Brandebourg? Que ce maître de poste d'Elbingerode eût été complice de l'attentat, ou simplement coupable d'une indiscrétion imprudente, Frédéric pouvait-il souffrir qu'on se jouât ainsi de son nom? « Je ne saurais trop exprimer à Sa Majesté, ajoutait Belle-Isle, combien est fâcheux et nuisible à la cause com-

mune que je ne puisse pas avoir l'occasion d'entretenir le roi de Prusse. Je suis instruit de la volonté du roi et de ses projets, je le suis même de tous ceux de l'Empereur, et j'aurais pu lui faire connaître jusqu'où se portaient la vivacité et la fidélité de Sa Majesté, les dépenses qu'elle fait, et d'autres articles plus importants encore les uns que les autres. »

Une fois la lettre écrite, on eut quelque peine à la faire partir, car Münchausen, toujours inquiet de sa responsabilité, avait interdit toute communication avec le dehors. Mais, soit que sa vigilance fût trompée, soit qu'il ne tînt pas bien sévèrement la main lui-même à l'exécution de ses ordres, on trouva un messager qui se chargea d'aller en droiture à Berlin remettre l'épître soigneusement chiffrée aux mains de l'ambassadeur de France [1].

Quelque hâte que fît le porteur, il trouva déjà Berlin tout rempli de l'étrange nouvelle, répétée par tous les échos de l'Allemagne. Tout ce qui tenait à la cour et au ministère était

1. Belle-Isle à Valori, 24 décembre 1744. (Ministère de la guerre. — *Correspondances diverses.*)



consterné (mais, chose remarquable, qui prouve à quel point le sentiment allemand était surexcité et que les dépêches anglaises font ressortir avec un malicieux plaisir), dans la ville, la surprise était mêlée de joie, et on raillait tout haut, sans se gêner, l'illustre Français, le vieux routier politique qui s'était laissé niaisement prendre au piège comme un écolier. Quant à Valori, il était moins étonné qu'affligé, car, aussitôt qu'il avait connu le détour conseillé à Belle-Isle, il l'avait fait avertir par un avis, malheureusement parti trop tard, de prendre garde de toucher à la frontèire hanovrienne. Il n'eût pas attendu la demande de Belle-Isle pour courir au palais et y faire entendre ses réclamations ; mais, par malheur, le jour où l'arrestation fut connue, Frédéric était absent. Après une semaine seulement passée à Berlin, il venait de repartir pour la Silésie [1].

Le motif de ce prompt départ était l'avis qu'on avait reçu de l'apparition d'un corps autrichien dans cette province. Cette agression, dans une

1. Valori, *Mémoires*, t. Ier, p. 206-207.

saison aussi avancée de l'année, était inattendue et en réalité assez imprudente. Sans doute, si le prince Charles eût été libre de suivre son propre sentiment et les conseils du maréchal Traun, satisfait de son succès, il se fût gardé de le compromettre en venant chercher les Prussiens chez eux, dans des cantonnements où ils étaient pourvus de toutes les ressources qui leur avaient manqué en Bohême; mais Marie-Thérèse ne l'entendait pas de la sorte. Pour elle, la Silésie, violemment arrachée de ses mains dans un jour de malheur, lui appartenait toujours en propre, et l'occasion de rentrer dans son bien lui semblait trop propice pour qu'elle se résignât à la laisser échapper. Elle envoya au prince l'ordre, cette fois tout à fait impérieux, de passer la frontière et d'entrer dans la principauté de Glatz. En même temps, elle y faisait répandre une protestation ardente et passionnée, comme elle savait les écrire, où, faisant appel au dévouement héréditaire de ses anciens sujets, elle les déclarait déliés devant Dieu de tout devoir de fidélité envers leur conquérant, comme elle l'était elle-même de tout

engagement envers le perfide violateur du traité de Breslau. Elle leur promettait de les délivrer au plus tôt du joug odieux de ce régime militaire prussien, véritable esclavage, disait-elle, qui ôtait aux pères le droit de disposer librement de leurs enfants.

Le prince obéit très à regret et en avertissant que l'expédition lui déplaisait; mais elle plaisait moins encore à Frédéric, qui y vit une bravade de son vainqueur propre à mettre le comble à son humiliation. Pour le coup, c'en était trop, et il fallait tenir tête à tant d'audace: « Je défendrai la Silésie jusqu'à la mort, comme le Brandebourg lui-même », s'écriait-il, et il y courut à toute bride, prêt à payer de sa personne. Il se montrait aussi très irrité contre ses généraux, qui ne savaient rien prévoir et ne pouvaient pas se passer de lui: « Que dites-vous de ces gens-là? disait-il à Valori en partant, je n'en ai pas un seul qui vaille ! »

L'alerte était vive, mais elle ne fut pas de longue durée. Il ne fallut pas longtemps à l'œil exercé de Frédéric pour reconnaître que les positions où il avait laissé son armée étaient fortes,

très bien gardées (quoi qu'il en dît) et suffisantes pour assurer la défense, tandis que l'attaque était très mollement poussée et avec une répugnance visible chez les généraux autrichiens comme chez les soldats. Le prince Charles ne disposait même pas de toutes ses forces, la reine, qui voulait reprendre tout ce que la guerre lui avait enlevé, lui ayant enjoint aussi d'en détacher une partie vers la Bavière : on ne lui laissait que les levées hongroises, qui avaient fait à la vérité la principale force de l'armée autrichienne ; mais ces troupes mal réglées, passant de l'ardeur à la défaillance avec cette mobilité d'impression propre aux hommes chez qui l'enthousiasme tient lieu d'expérience et de discipline, ne soupiraient plus qu'après le moment de rentrer dans leurs foyers et ne se prêtaient qu'à regret à toute entreprise qui les en éloignait. Des compagnies tout entières abandonnaient les drapeaux pour reprendre le chemin de la Hongrie. Quand Frédéric eut donné les ordres nécessaires pour prévenir toute surprise, il laissa sans inquiétude le commandement à son cousin, le vieux prince d'Anhalt, en qui il avait

au fond toute confiance, et revint tranquille dans sa capitale [1].

Mais, quoique son absence n'eût guère duré que quelques jours, pendant ce court intervalle, la première impression causée par l'arrestation de Belle-Isle s'était calmée. On avait eu le temps d'apprendre que le gouvernement anglais, tout en déclarant que le fait s'était accompli sans ses ordres, était très résolu à en tirer parti. On s'estimait trop heureux à Londres d'avoir mis la main sur l'instigateur et le confident de tous les desseins ambitieux de la France, le perturbateur du repos public, l'auteur de tous les maux dans lesquels l'Europe se débattait. Non seulement on ne le lâcherait pas, mais on allait s'assurer tout à fait de sa personne en le faisant conduire en Angleterre. « C'est mon ennemi personnel et celui de ma maison, avait dit le roi George ; je connais ses ruses et ses desseins, et je sais comment je dois

1. *Histoire de mon temps*, chap. XI. — D'Arneth, t. II, p. 444-560. — Valori au roi, 22 décembre 1744. (*Correspondance de Prusse*. — Ministère des affaires étrangères.) — Frédéric à Podewils, 20 décembre 1744. *Pol. Corr.*, t. III, p. 370. — Droysen, t. II, p. 368 et suiv.

le traiter. » Tous les ministres de ses alliés à sa cour, et particulièrement celui d'Autriche, insistaient vivement pour qu'il ne se dessaisît pas d'une si bonne prise. Il devenait très grave pour Frédéric de faire, par voie diplomatique, des réclamations qu'il savait repoussées d'avance. Aussi Valori eut-il le regret de trouver que le roi, qu'il avait laissé si désireux, si impatient de voir arriver Belle-Isle, prenait avec une froideur indifférente la déception qui le privait de sa présence. Loin de s'irriter ou de s'attendrir, il s'étendait avec une pointe de raillerie sur les circonstances étranges de l'incident. « Pourquoi donc avoir pris par le Hanovre quand tout le monde l'aurait averti de n'en rien faire ? Et pourquoi s'être déclaré prisonnier de guerre et s'être dépouillé ainsi soi-même du caractère diplomatique ? D'ailleurs, si Belle-Isle était ambassadeur de quelqu'un, c'était de l'Empereur; c'était à l'Empereur à réclamer : lui, roi de Prusse, n'avait pas à s'en mêler. » Et comme Valori, insistant avec chaleur, représentait que le maréchal prisonnier n'était encore qu'à quelques lieues de la frontière prussienne,

et que, pour le conduire à un port d'embarquement, le gouvernement électoral ne disposait probablement que d'une faible escorte qu'il serait aisé d'arrêter au passage, ce qui ne serait, après tout, qu'user de représailles et opposer la force à la force: « J'ai bien assez d'affaires et d'ennemis, dit le roi d'un ton sec; quand on n'est pas en état de frapper, il ne faut pas menacer.» A grand'peine put-on le décider à faire écrire une lettre de chancellerie, très froide, et où le plus grand soin était apporté à ne blesser en rien le roi d'Angleterre; mais en même temps il prenait la plume pour écrire lui-même au roi de France, afin de lui demander, à la place de Belle-Isle, l'envoi d'un autre officier supérieur avec qui il pût concerter leurs desseins communs. « Je suspends, d'ailleurs, mon jugement sur l'affaire du maréchal de Belle-Isle ; Votre Majesté saura mieux que personne comment il lui convient de la prendre [1]. »

1. Valori au roi, 26 décembre 1744. (*Correspondance de Prusse.* — Ministère des affaires étrangères.) — *Mémoires de Valori*, t. Ier, p. 208-209. — Frédéric à Louis XV, 26 décembre 1744. *Pol. Corr.*, t. III, p. 373. — Droysen, t. II, p. 402.

La tournure de cette dernière phrase était singulière, et Valori, qui, en transmettant la lettre, en prit certainement lecture, dut y voir la confirmation d'une idée bizarre qu'il n'hésite pas, dans sa correspondance, à prêter à Frédéric. Quand un acte d'un homme très en vue paraît étrange et ne s'explique pas de lui-même, au lieu de l'imputer tout simplement au hasard ou à l'imprévoyance, il ne manque jamais de profonds politiques pour y découvrir complaisamment un calcul machiavélique. Dans le cas présent, tout le monde s'était demandé pourquoi Belle-Isle s'était détourné de son chemin direct pour aller, comme à plaisir, se faire prendre en terre ennemie. Pour expliquer un acte d'imprudence qui paraissait si peu vraisemblable, plusieurs conjectures, qui l'étaient encore moins, furent mises en avant.

On s'était plu d'abord à supposer qu'en s'approchant du territoire de Hanovre Belle-Isle avait eu le dessein de reconnaître sur quel point la frontière de ce petit État pourrait être le plus facilement accessible à l'attaque que préparait le maréchal de Maillebois, et des gens bien avi-

sés prétendaient même qu'on avait reconnu, dans la suite si nombreuse du maréchal, des officiers et des ingénieurs déguisés prêts à lever des plans et à prendre des notes. Le lieu d'observation, en ce cas, aurait été singulièrement choisi, car de tous les chemins qu'une armée pouvait suivre, pour aborder le patrimoine chéri de George III, les défilés des montagnes du Hartz étaient assurément les moins commodes. Aussi d'autres nouvellistes, plus ingénieux et doués surtout d'une bonne mémoire, en vinrent-ils à se rappeler que, quelque quarante années auparavant, un autre maréchal de France avait été fait prisonnier à la bataille d'Hochstedt, et conduit à Londres comme Belle-Isle allait l'être. Tallard avait profité de sa situation, qui n'inspirait pas d'ombrage, pour entrer en relation avec les principaux personnages de la cour et du parlement, et amener ainsi le revirement de partis qui, en éloignant Marlborough du pouvoir, prépara la paix d'Utrecht. Belle-Isle, instruit par cet exemple, n'avait-il pas conçu le dessein ou reçu l'ordre de le reproduire? Ce prisonnier bénévole n'était-il pas

un négociateur occulte, chargé d'instructions secrètes? Ici encore la supposition ne supportait pas un instant d'examen. On oubliait tout simplement qu'avant d'être emmené captif en Angleterre Tallard y avait résidé plusieurs années comme ambassadeur, et avait même rédigé, avec Guillaume, un projet de partage pour la succession espagnole. C'étaient donc des relations anciennes, faites de longue date, que Tallard avait mises à profit, genre d'avantage que Belle-Isle, qui n'avait jamais mis le pied sur le sol britannique, ne pouvait se flatter de trouver à son service. Il n'importe, l'idée fit fortune par sa singularité même, et trouva rapidement son chemin dans les gazettes de Londres et de Hollande[1].

Frédéric fut-il, comme Valori le suppose, accessible à un soupçon si peu justifié par le caractère de Belle-Isle, qui lui était si bien connu? On peut tout croire d'un esprit naturellement ombrageux et toujours prêt à supposer

1. Valori, *loc. cit. Correspondance* de Lanoue, ministre à Francfort, 21-24 janvier 1745. (Ministère des affaires étrangères.

chez autrui les artifices dont lui-même se sentait capable. Il y a pourtant, à la froideur de son attitude, une explication plus naturelle. Attaqué en Silésie, il venait de faire appel à la garantie promise par l'Angleterre au traité de Breslau, et, par occasion, il avait laissé entendre que, si l'on pouvait remettre toutes choses sur le pied antérieur aux derniers événements militaires, il était disposé à toutes les concessions pour le rétablissement de la paix. A la vérité, cette offre ne lui coûtait pas grand'chose, puisqu'il n'avait rien gagné à la guerre; mais il s'offrait de plus à conseiller à son allié de France de renoncer à ses conquêtes des Pays-Bas. Une modification ministérielle, survenue récemment à Londres, dans un sens qu'on regardait généralement comme pacifique, lui donnait l'espérance de se faire écouter. Ce n'était pas le moment de chercher une nouvelle querelle à George, en paraissant contester ou menacer l'indépendance de son cher électorat[1].

1. Frédéric au roi d'Angleterre et à Andrié, ministre de Prusse à Londres, 20, 29 décembre 1744. *Pol. Corr.*, t. III, p. 370 et suiv.

La raison était bonne, et nul doute que, chez un souverain, l'intérêt politique ne doive l'emporter sur tous les souvenirs de reconnaissance et d'affection particulières. Belle-Isle, d'ailleurs, n'avait à s'en prendre qu'à lui-même de son imprudence ; mais, s'il était permis de l'abandonner, il n'était ni généreux ni même décent de se joindre à ceux qui se raillaient de son infortune. C'est pourtant ce que fit Frédéric, et même, si l'on en croit une dépêche anglaise, avec un éclat vraiment cruel. Peu de jours après l'incident, il y eut à la cour, à l'occasion de la nouvelle année, un de ces divertissements qu'on appelle encore en Allemagne des redoutes, et auxquels les plus grands personnages prennent part sous des déguisements qui rendent difficile de les reconnaître. Frédéric, affublé d'un domino, vint se promener au milieu des danseurs ; et, apercevant un gentilhomme français, il l'arrêta au passage : « Me reconnaissez-vous, monsieur, dit-il? Je suis le bailli d'Elbingerode, celui qui a arrêté M. de Belle-Isle. » Puis, se tournant vers un officier de haute stature qui l'accompagnait : « Et voici, ajoute-t-il, le dragon qui le

garde à Osterode. Demandez-le-lui plutôt, ne dis-je pas vrai[1]? »

Si Frédéric, pourtant, avait pu prendre sur lui de faire trêve un seul jour à sa cruelle habitude de plaisanter de tout, même aux dépens de ses amis, il aurait réfléchi que l'incident où il ne voyait qu'une occasion de se divertir était un coup rude et presque mortel pour tout ce qui, en dehors de Berlin, portait intérêt à sa politique et à sa personne. En France, d'abord, tout le parti belliqueux, c'est-à-dire prussien, à qui la perspective d'une campagne nouvelle à entreprendre en Allemagne faisait perdre chaque jour du terrain dans l'opinion, s'en montra consterné. Belle-Isle était le héros de l'alliance prussienne, et la mauvaise chance qui, dorénavant, s'attachait à lui, semblait la condamnation de la cause elle-même. Le roi, qui, malgré ses tristes distractions, restait plus fidèle qu'il n'en avait l'air à la suite des idées qu'il avait une fois conçues, et dont le coup

1. Correspondance de Laurence, chargé d'affaires d'Angleterre. Berlin, 23 janvier 1745. (*Correspondance de Prusse.* — Record Office.)

d'œil indifférent, mais toujours juste, démêlait très vite la conséquence des événements, ne s'y trompa pas. Le soir du jour où la nouvelle de l'arrestation fut connue, comme on disait devant lui que ce qu'il y avait de plus grave dans ce malheur, c'était la prise par l'ennemi de papiers dont la connaissance pouvait tout compromettre : « Il s'agit de bien autre chose que des papiers, » dit-il. Mais le plus ému de tous fut le cardinal de Tencin, celui qui, dans les derniers conseils, avait opiné le plus résolument, et pour l'action la plus vive, et pour le choix de l'agent le plus actif. « C'est le plus grand malheur, disait-il à Chambrier, qui pût nous arriver, et la perte d'une bataille ne nous serait peut-être pas si fatale. » Et comme le ministre de Prusse paraissait croire qu'à défaut de Belle-Isle on pourrait encore compter sur le concours et le crédit du maréchal de Noailles, le nom de ce collègue, qui ne lui plaisait guère, parut accroître encore le chagrin du cardinal. « Ne vous y trompez pas, dit-il, le temps passé n'est plus : on se trompe si on croit que le roi a la même confiance dans ce

maréchal qu'il a eue ci-devant... Le roi aurait cinq cents armées qu'il n'en donnerait pas une à conduire à M. de Noailles. — Le cardinal, ajoute Chambrier, me dit cela avec vivacité et du rouge sur les joues [1]. »

Mais, où la plaisanterie de Frédéric aurait été particulièrement mal reçue, c'était à Munich : là, le souverain désolé perdait avec Belle-Isle son consolateur et sa suprême espérance. « Cet événement est un coup de foudre pour l'Empereur », écrivait Chavigny. Aussi les réclamations que la chancellerie impériale s'empressa d'envoyer à l'adresse du cabinet britannique avaient-elles tout le caractère d'un véritable cri de douleur ; mais en Bavière même, et jusque dans l'antichambre du prince, elles ne trouvaient aucun écho. Là comme ailleurs, peuple aussi bien que courtisans et ministres, non moins que généraux, la passion antifrançaise envahissait tout le monde, et on n'était pas éloigné de penser que Belle-Isle de moins, c'était une chance de plus en faveur de la paix,

1. *Journal de Luynes*, t. VI, p. 257. — Chambrier à Frédéric. 5 janvier 1745. (Ministère des affaires étrangères.)



ardemment et à tout prix sollicitée. C'était chez les uns lassitude de souffrir et de combattre ; et, chez les autres, sympathie pour des compatriotes gémissant sous le poids de l'invasion étrangère. L'Empereur, assourdi de ces plaintes, qu'on ne se gênait pas pour faire arriver à ses oreilles, se voyait déjà voué à l'exécration de la postérité, comme le traître qui avait vendu sa patrie. « Il me montre, disait encore Chavigny, les notes véritablement empoisonnées qu'il reçoit. Lui et le comte de Torrins sont les seuls Français que nous ayons ici [1]. »

Comment le trouble d'ailleurs n'eût-il pas été général, quand le plus empressé à le répandre était le commandant même de l'armée bavaroise, le maréchal Seckendorf, Autrichien de naissance — éloigné de son pays par une disgrâce, toujours désireux d'y rentrer — et peu confiant (non sans raison), soit dans la valeur de ses troupes, soit dans les ressources qu'il pouvait trouver en lui-même pour en tirer

1. Chavigny à d'Argenson, 26, 30 décembre 1744, 17 janvier 1745. (*Correspondance de Bavière.* — Ministère des affaires étrangères.)

parti. Celui-là poussait tout au noir et déclarait tout haut que tout était perdu et qu'il faudrait capituler sans merci, si le secours réclamé de la France n'arrivait pas à marches forcées. Ses pronostics durent paraître réalisés quand, dans les premiers jours de janvier, le général autrichien Thüngen, avec un petit corps détaché, comme je l'ai dit, de l'armée du prince de Lorraine, passa la frontière bavaroise et vint mettre le siège devant la petite ville d'Amberg. Les forces dont disposait Thüngen n'étant pas considérables, si Seckendorf s'était porté à sa rencontre, il l'aurait assez aisément fait reculer; mais, se croyant nécessaire pour la défense de Munich, il laissa le marquis de Ségur, avec le petit corps français qu'il commandait, tenter seul de faire lever le siège. Ségur fut repoussé avec perte, et les Autrichiens restèrent maîtres d'Amberg et de la contrée environnante [1].

Ce premier revers, qui semblait justifier les plus sinistres pressentiments, fut appris à l'Empereur au moment où une lettre de Louis XV

1. D'Arneth, t. II, p. 405.



lui refusait positivement, en s'appuyant, il faut bien le dire, sur d'assez bonnes raisons, l'aide que Belle-Isle avait implorée en son nom. « Si j'écoutais, disait le roi, toutes les demandes qui me sont faites, je n'aurais plus d'armée au printemps prochain... Je ne dois pourtant pas négliger la sûreté de mes frontières, et quand j'en aurais écarté tous les moyens de défense, s'il arrivait quelques revers, elles demeureraient exposées aux effets de la fureur de mes ennemis... On n'a fait que trop souvent des pointes qui ont toutes mal réussi. Le roi de Prusse, notre allié, reconnaît qu'il vient de faire cette faute et projette de faire la guerre dans une autre méthode... J'entre dans la prédilection que Votre Majesté marque pour le séjour de sa capitale, mais je voudrais qu'elle n'en fût pas si absolument et si uniquement affectée. Les affections les plus fortes doivent quelquefois céder à ce qu'exigent les principes de guerre, de politique et les besoins pressants [1]. »

1. Louis XV à Charles VII, 3 janvier 1745. (*Correspondances diverses de Bavière.* — Bibliothèque nationale. Fonds de nouvelles acquisitions.)





Ce langage était un peu dur et touchait sans ménagement à la plaie sensible du cœur de l'Empereur, en ne lui laissant apercevoir d'autre ressource que l'horrible extrémité d'une nouvelle fuite. Ce fut un coup trop rude, après tant d'autres, pour sa santé déjà ébranlée par ces émotions successives; un accès de goutte dont il était atteint remonta violemment vers le cœur et présenta bientôt des caractères très alarmants. Bien que se sentant défaillir, il voulut encore, de son lit de souffrance, dicter une dernière prière au roi de France, afin d'arracher de sa compassion pour un mourant ce qu'il n'avait pu obtenir même des conseils et de la puissante intervention de Belle-Isle.

« L'habitude, disait-il, où je suis de parler à cœur ouvert à Votre Majesté ne me permet pas de lui cacher la vérité. Les moments sont précieux, et, si elle veut prévenir les conséquences affreuses de l'entreprise des ennemis, elle n'a pas un moment à perdre. Je prie Votre Majesté, au nom de son amitié pour moi, dont j'ai ressenti tant de fois les effets, de ne pas me refuser le secours que je lui demande. Je suis bien

fâché que l'état de ma santé ne me permette pas d'écrire de ma main à Votre Majesté, je m'expliquerais encore avec une plus grande effusion. » Quand on lui présenta la plume pour apposer sa signature, il eut à peine la force de la prendre. Le lendemain, la mort approchant à grands pas, il fit venir près de lui son jeune fils à peine sorti de l'enfance; il l'engagea à rester fidèle à l'alliance de la France; puis, se tournant vers son médecin, il lui dit : « Allez trouver Chavigny et dites-lui, mais à lui seul, de se ressouvenir que j'ai mis toute ma confiance en lui et dans son cher roi, et que j'espère qu'il continuera à mon fils son attachement et ses conseils. »

Puis, il recommanda au prêtre qui lui donnait les derniers secours religieux de faire demander publiquement, du haut de la chaire, pardon pour lui, à ses peuples, des maux dont il n'avait pas su les défendre. Le 21 janvier au matin, il expira. Il n'avait pas achevé sa quarante-huitième année, et cette dignité impériale, objet depuis plus d'un siècle de l'ambition de sa race, il ne l'avait portée que trois ans,

au travers des plus douloureuses épreuves [1].

Presque à la même heure, par une étrange et instructive coïncidence, celui qui avait posé sur son front cette couronne d'épines s'acheminait lentement, gardé à vue par des soldats, vers les côtes de la Baltique, où l'attendait un vaisseau de guerre sous pavillon britannique. Le voyage, bien que conduit cette fois avec convenance, grâce aux soins d'un seigneur anglais, lord Douglas, envoyé tout exprès pour y veiller, fut cependant encore long et pénible. On dut faire station toute une semaine dans la petite ville de Cuttenberg, le maréchal souffrant d'un redoublement de sa goutte sciatique, dû aux mauvais traitements qu'il avait subis, et qui l'empêchait de supporter le mouvement de la

1. Charles VII au roi, 17 janvier 1745. — Chavigny à d'Argenson, 20 janvier 1745. (*Correspondance de Bavière.* — Ministère des affaires étrangères.) Le ministre anglais à Vienne, Robinson, affirme que sur son lit de mort Charles VII recommanda à son fils de renoncer à l'ambition qui l'avait perdu et de se réconcilier avec l'Autriche. Le récit de Chavigny, présent à Munich, contredit cette opinion, et si elle avait été répandue autour de lui, il en aurait eu connaissance et l'aurait mentionnée dans sa correspondance, au moins pour la combattre.

voiture. Arrivé à Neuhaus, petit port situé à l'embouchure de l'Elbe, un nouvel arrêt fut nécessaire : l'encombrement des glaces charriées par le fleuve rendit, pendant plusieurs jours, l'accès de la haute mer impossible. La traversée, qui eut lieu ensuite, ne dura pas moins de treize jours, par un temps détestable, et ne fut pas exempte de périls, car le bâtiment, avarié par le choc des glaçons, faisait eau de plusieurs côtés. Enfin on ne put entrer dans la Tamise ni atteindre le port de Greenwich, où le vaisseau de guerre était attendu : une embarcation fut mise à flot et alla prendre terre sur les côtes du comté d'Essex, dans le petit port d'Harwick. Les habitants, surpris de cette visite et ne sachant pas bien à qui ils avaient affaire, rendirent, par une courtoisie qui pouvait paraître dérisoire, les honneurs militaires au prisonnier.

Mais, averti de l'arrivée des voyageurs, le ministère anglais envoya sur-le-champ une escorte de cavalerie pour les conduire à Windsor, où leurs logements étaient préparés. La précaution fut nécessaire encore plus pour protéger que pour garder leurs personnes ; car, dès

que leur qualité fut connue, on vit, ce jour-là, dit une correspondance du temps, *toute la férocité de la populace anglaise*. Dans toutes les petites villes où passait le cortège, et à Windsor à l'arrivée, la foule ameutée l'accueillit avec des huées et (suivant la mode anglaise) des grognements sinistres. Des pierres, des ordures et de la boue étaient lancées contre les équipages, et dans le carrosse où était le maréchal, une glace fut brisée en morceaux. Les ministres, au nombre desquels figuraient, avec leur chef, le duc de Newcastle, plusieurs membres de l'aristocratie anglaise qui avaient connu Belle-Isle à Paris, honteux de ces manifestations indécentes, s'efforcèrent d'en atténuer le compte rendu dans les journaux; mais eux-mêmes étaient intimidés par ce déchaînement de passions populaires. Le souvenir des intrigues de Tallard, si sottement rappelé, mais très facilement accepté par la crédulité publique, leur faisait craindre d'être accusés à leur tour, comme l'avaient été les conseillers de la reine Anne, de négociations clandestines avec l'ennemi de la patrie. C'était le thème favori de la presse oppo-

sante. « Belle-Isle arrive, disait l'un de ces écrits dont on se disputait la lecture, c'est le cheval de bois qui entre dans Troie et qui porte notre ruine dans ses flancs. — Point de ménagement pour l'espion, disait un autre; si l'honnête bailli qui l'a arrêté l'avait fait pendre au premier arbre du chemin, il n'aurait fait que justice. » Dans une caricature intitulée : *Cortège funèbre de l'Empereur*, et où tous les souverains d'Europe paraissent ridiculement travestis, Belle-Isle est représenté montant un grand cheval de Hanovre dont son frère est occupé par derrière à couper la queue, et de sa bouche sort une bande portant ces mots : « Je saurai bien les *entallarder* » (*I'llentallard' them*), et au-dessous : « Belle-Isle est-il un assassin ou un espion? C'est ce qui n'est pas clair; mais, ce qui est sûr, c'est que sa présence ne nous apporte rien de bon [1]. »

1. Belle-Isle whether bravo or spy is not clear, but this is certain, he'll do not good here. (*Correspondance de Londres*, 26 février, 2, 5, 9 mars 1745. — Ministère des affaires étrangères.) — Il n'y a point, pour cette année, de dépêches d'Angleterre au ministère des affaires étrangères, la guerre étant déclarée et les communications diplomatiques interrompues; mais un agent secret, La Touche, faisait passer

On avait fait espérer au maréchal qu'une fois rendu à Windsor il serait mis en liberté sur parole; mais, dans la crainte de surexciter le sentiment public, on n'osa pas lui témoigner cette confiance. On le renferma, au contraire, très étroitement au secret dans la grosse tour du palais, dont la garde fut confiée à un officier qui ne le quittait ni jour ni nuit, et on avait choisi ce surveillant sachant le français, de manière que pas un mot ne fût perdu de tout ce que l'illustre captif pouvait dire, soit à son frère, soit à ses domestiques. Des fournisseurs de Londres, qu'il fit demander pour renouveler sa garde-robe fort endommagée par le voyage, durent se soumettre à être fouillés à l'entrée comme à la sortie. En revanche, on lui prodigua sous main tous les ménagements qui pouvaient adoucir matériellement sa détention. Un crédit de cinquante livres sterling par jour était alloué pour sa dépense et celle de ses gens.

La correspondance dans laquelle je lis ces détails affirme qu'en arrivant à Windsor Belle-

régulièrement à l'abbé de La Ville, en Hollande, un bulletin hebdomadaire relatant tous les événements de la semaine.

Isle ne savait rien de ce qui s'était passé dans le monde depuis le 20 décembre, jour de son arrestation, et que la première faveur qu'il demanda fut d'avoir connaissance des papiers publics qui avaient paru à partir de cette date. Si le fait est vrai (et malgré la rareté et l'insuffisance des moyens de publicité d'alors, il paraît si peu croyable, que je ne voudrais pas le garantir), la première nouvelle qui dut frapper ses yeux fut celle de la mort du souverain qu'il avait placé sur le trône. Ainsi tout était dit, et c'en était fait de l'œuvre dont il attendait sa gloire.

Belle-Isle en captivité et Charles VII dans la tombe, la Bohême reconquise, la Bavière menacée, la dignité impériale de nouveau promise à l'ambition de Marie-Thérèse, que restait-il du grand dessein qui avait mis l'Europe en feu et coûté tant de sang à la France? A peine un souvenir dans l'esprit de celui qui l'avait conçu, et qui s'en allait maintenant, condamné à l'impuissance et rongeant son frein, languir sur la terre étrangère. Jamais naufrage ne fut plus complet; jamais erreur politique ne fut

plus cruellement châtiée. Ceux qui remplaçaient Belle-Isle dans les conseils de la France sauraient-ils du moins profiter de la leçon[1] ?

1. Journal de l'arrestation de Belle-Isle. (*Correspondances diverses.* — Ministère de la guerre.)

# CHAPITRE II

## VACANCE DE L'EMPIRE. — MINISTÈRE DU MARQUIS D'ARGENSON

Impression causée en France par la mort de l'Empereur. — Politique que le gouvernement de Louis XV aurait dû suivre. — Impossibilité de prétendre à la fois intervenir dans la nouvelle élection impériale en Allemagne, et poursuivre la guerre dans les Pays-Bas et en Italie. — Nécessité de choisir : Louis XV et son ministre ne la comprennent pas. — Le marquis d'Argenson ministre des affaires étrangères. — Son caractère. — Ses antécédents. — Ses plans de constitution. — Ses rapports avec Voltaire. — Son embarras à la mort de l'Empereur. — Il veut consulter Frédéric, qui, à son tour, fait semblant de demander conseil à Louis XV, et négocie en sous main avec l'Angleterre. — Dispositions pacifiques du ministère anglais. — D'Argenson veut décider le roi de Pologne Auguste III à rechercher la dignité impériale. — Frédéric ne s'associe à ce plan qu'en apparence. — Mission de Valori à Dresde auprès d'Auguste III, qui décline la candidature. — D'Argenson persiste à espérer qu'il l'acceptera. — Il refuse de



prêter foi aux révélations qui lui sont faites de négociations secrètes de Frédéric avec l'Angleterre. — Mission de lord Chesterfield à La Haye. — Entretien de cet envoyé avec Podewils, ministre de Prusse, et Laville, chargé d'affaires de France. — Il appuie les ouvertures de paix faites par Frédéric à Londres, mais ne peut réussir à les faire agréer ni du roi d'Angleterre ni de Marie-Thérèse.

## I

La nuit du vingt au vingt et un,
Monsieur l'Empereur est défunt.
Il est mort d'avoir rendu l'âme ;
Et, par ce coup du sort malin,
Veuve est restée sa pauvre femme,
Et monsieur son fils orphelin.
Savoir s'il a bien ou mal fait,
On en jugera par l'effet :
S'il donne la paix à la France,
Il ne peut qu'en être approuvé;
Mais, s'il doit nous remettre en dépense,
C'est bien le tour d'un réprouvé.

Il n'y a pas au fond grande différence entre cette burlesque oraison funèbre, due à la muse d'un chansonnier inconnu, et le jugement que porte un témoin sagace et bien informé sur l'impression que causa à Paris, aussi bien qu'à Versailles, la mort inattendue de Charles VII.

« Ce grand événement, écrit à Frédéric le ministre de Prusse, Chambrier, a produit à peu près le même effet sur tous les Français, tant de la cour que de la ville : ils ont tous envisagé cette mort comme un moyen qui leur procurerait la paix et qui, par conséquent, leur était plus favorable que contraire. Tous les ministres pensent de la même manière, si on en excepte le cardinal de Tencin... Ils sont tous unanimes sur le sentiment que la France se trouve dégagée d'une alliance qui lui était infiniment onéreuse par la mauvaise conduite de l'Empereur, de ses ministres et de ses généraux; en sorte que tout le fardeau se trouvait sur les épaules de la France, qu'elle était obligée de soutenir avec des dépenses immenses, la plupart à pure perte, par le mauvais usage qui se faisait de l'argent qu'elle donnait et des troupes qu'elle fournissait. On croit donc avoir beaucoup gagné ici par la mort de l'Empereur, et quelques-uns même penchent à croire que la France sera maîtresse de reprendre les premières idées qu'elle avait d'abord après la mort de Charles VI, mais dont elle fut dérangée, dit-elle, malheureu-

sement, par l'entrée de Votre Majesté en Silésie, qui étaient de se tenir simple spectatrice sur les frontières, entretenir le feu qui serait allumé en Allemagne, et laisser en surplus l'Empire se chamailler et s'affaiblir par ses divisions... L'état du jeune prince (le fils de l'empereur) excite une certaine compassion, mais la crainte qu'a ce ministère est de se jeter dans un gouffre aussi profond avec le fils qu'avec le père et de se trouver dans le même embarras... La détention du maréchal de Belle-Isle fait ici un vide immense pour les projets qu'il convient de prendre dans une conjoncture aussi capitale ; personne n'y peut suppléer avec la même supériorité. Ces gens-ci vont d'un jour à l'autre, sans plan ni principe ; aussi ne peut-on savoir ce qu'ils feront [1]. »

La vérité, c'est que l'opinion publique, éclairée par l'expérience et revenue d'un premier enthousiasme, n'hésitait plus à reconnaître qu'en s'aventurant au fond de l'Allemagne pour

1. Chambrier à Frédéric, 29 janvier 1745. (Correspondance interceptée. — Ministère des affaires étrangères.) — Droysen, t. II, p. 423.

y créer à grand'peine et y soutenir à grands frais un Empereur de son choix la politique française s'était engagée dans une voie contraire à ses intérêts, où les embarras et les périls de toute sorte renaissaient sans cesse sous ses pas. Combien n'eût-il pas été (chacun le sentait maintenant) à la fois plus simple et plus loyal, au lendemain de la mort de Charles VI, de tenir fidèlement parole à son héritière et au besoin même de lui venir en aide, sauf à réclamer d'elle, en retour, quelque témoignage de reconnaissance? Cette vérité qui ressortait tardivement des faits, venait même de subir, comme par une opération mathématique, le contrôle de la preuve et de la contre-épreuve. En quatre ans, en effet, trois grandes armées expédiées ou plutôt engouffrées en Allemagne s'y étaient fondues de misère et d'impuissance, et trois généraux estimés, Belle-Isle, Maillebois et Noailles, avaient consumé leurs forces et compromis leur renommée dans cette tâche ingrate. Et voilà qu'en moins de six mois un jeune roi qui n'entendait rien à la guerre, et Maurice de Saxe, un étranger inconnu la veille,

par le seul fait qu'ils combattaient aux portes de la France, avaient relevé l'honneur du nom français, mené à fin une série d'heureuses et brillantes opérations, et mis la main sur d'importantes conquêtes! Rien ne pouvait mieux démontrer que, s'il était dangereux pour la France de s'engager elle-même dans les divisions de l'Allemagne, il lui était aisé de profiter de la défaillance qui en était la suite pour étendre le rayon naturel de son action politique et militaire, et fortifier autour d'elle ses défenses nationales. Et c'est au moment même où le sentiment des fautes commises, comme le regret de s'y être laissé entraîner, était général, où la perspective de nouveaux sacrifices à faire, — probablement aussi peu payés de retour, — entretenait dans les esprits les plus sombres préoccupations, que, par un coup inattendu de la Providence, on se retrouvait subitement reporté de quatre ans en arrière, et la France pouvait se croire délivrée des liens dont elle s'était laissé si imprudemment enchaîner. Quoi d'étonnant, alors, que la fin de cet empereur inerte et impuissant, qu'il fallait, la veille

encore, non seulement faire régner, mais faire vivre, — non seulement protéger, mais nourrir, — parut décharger la conscience publique d'un poids qui pesait sur elle? Puisque le trône impérial était de nouveau vacant, quoi de plus simple et de mieux indiqué que de profiter de l'expérience, et de se tenir cette fois en dehors de toute compétition, en faisant payer à Marie-Thérèse, par une paix avantageuse, une abstention dont, plus que tout autre, le grand-duc, son cher époux, le candidat préféré de son orgueil et de son amour, serait en mesure de profiter!

A certains égards même, il semblait que, si on oubliait un instant le sang versé et l'or prodigué pendant quatre années de souffrances et de combats, la position de la France, pour entamer une négociation pacifique de ce genre, fût plus forte qu'au premier jour. Bien que la fin de la dernière campagne n'eût pas complètement répondu à l'éclat du début, nos armées restaient cependant maîtresses d'une notable partie des Pays-Bas et de toutes les possessions autrichiennes du Rhin. La barrière de forteresses

qu'un traité jaloux avait élevée autour de nous pour contenir l'ambition des successeurs de Louis XIV était entamée, et plusieurs des citadelles qui formaient comme les anneaux de cette chaîne continue restaient entre nos mains. A l'extrémité d'une autre frontière, la prise de Fribourg nous livrait les clefs d'une des portes du saint-empire. Ces succès partiels étaient de peu d'importance et surtout de peu d'efficacité si on s'obstinait à vouloir régenter l'Allemagne : et Frédéric avait raison de dire qu'on ne pouvait conquérir l'Autriche en faisant la guerre sur les bords du Rhin, et qu'on n'arriverait pas à Vienne en passant par Bruxelles. Mais si, au lieu de disputer à Marie-Thérèse le patrimoine de ses aïeux, on ne songeait qu'à traiter avec elle à des conditions honorables et fructueuses, ces conquêtes, en elles-mêmes insignifiantes, étaient pourtant d'excellents gages dont on se trouvait nanti d'avance et qui formaient des objets d'échange nullement à dédaigner. En Italie, les faits d'armes brillants du prince de Conti nous laissaient un avantage, sinon matériellement, au moins moralement égal. L'hiver,

il est vrai, en avait interrompu le cours, et le prince avait dû repasser les Alpes sans pouvoir achever le siège de l'importante place de Coni : mais ce n'était que partie remise, car il restait maître, à l'Argentière, d'une voie de communication ouverte qui lui permettait de reparaître, pour reprendre l'œuvre inachevée, au premier souffle du printemps ; et, en attendant, les troupes françaises demeuraient campées dans le comté de Nice et les troupes espagnoles en Savoie, ayant peu souffert et pleines de confiance dans leur supériorité. Entamer une transaction diplomatique en offrant la paix avec des moyens d'action qui auraient pu permettre de l'imposer, c'était, pour emprunter à un politique du temps une expression juridique alors consacrée, plaider *les mains garnies*.

A la vérité, si on était plus fort qu'au point de départ, on était aussi moins libre. La France ne se présentait plus seule, pas plus sur le terrain diplomatique que sur le militaire. Elle avait lié sa partie avec des alliés et ne pouvait se retirer du jeu sans les prévenir : un traité spécial l'obligeait envers Frédéric ; l'honneur et

la loyauté ne lui permettaient pas d'abandonner sans défense le jeune héritier de la Bavière, compromis pour la cause commune et menacé dans sa capitale : l'union des confédérés de Francfort avait été négociée par son ambassadeur et revêtue de sa garantie : c'était là une série d'obligations solidaires l'une de l'autre et dont aucune ne pouvait être isolément répudiée. Mais, quelque respectables que fussent ces engagements, il était possible, cependant, d'en sortir avec honneur sans manquer de parole ni faire tort à personne, car après tout, en les contractant, personne, pas plus la France que ses alliés, n'avait promis autre chose que de défendre les droits de l'Empereur contre ceux qui contestaient la légitimité de son élection.

L'union de Francfort n'était qu'une levée de boucliers de vassaux fidèles répondant à l'appel de leur suzerain légitime. Frédéric, lui-même, avait mis du prix à établir, dans tous ses manifestes, que, s'il entrait en armes sur le sol autrichien, ce n'était pas comme ennemi ni personnel ni déclaré de l'Autriche, mais en qualité de simple auxiliaire de l'Empereur, et comme un

membre loyal du corps germanique tenu de venir en aide à son chef. La gageure, j'en conviens, était assez difficile à soutenir, et personne ne la prenait tout à fait au sérieux ; mais la prétention n'en attestait que mieux le caractère qu'il voulait donner à sa prise d'armes, et c'est sur cette distinction même qu'il se fondait pour invoquer à Londres et à Pétersbourg les garanties du traité de Breslau, au moment où il en violait toutes les dispositions. On pouvait donc le prendre au mot, lui aussi bien que tous ses associés, et soutenir que, par la mort de l'Empereur, le litige étant clos, toutes les alliances tombaient avec l'objet même qu'elles poursuivaient. Pour se servir encore du langage technique des jurisconsultes, tous les contrats étant devenus nuls et caducs par défaut de cause, chacun pouvait se dire en droit de rentrer dans sa liberté.

Laissant même de côté ces questions de forme qui, devant les chancelleries diplomatiques comme devant les tribunaux, ont pourtant leur valeur, et en allant au fond des choses avec le coup d'œil juste de la politique, on eût aisément

aperçu que la vraie difficulté pour la France n'était pas de se dégager des alliances qu'elle avait conclues, c'était, au contraire, de les maintenir et d'empêcher le lien qui les retenait de se dissoudre par une série de défections individuelles. La situation, en réalité, pesait sur tout le monde, et, le soulagement intérieur que causait aux politiques de Paris l'espoir de s'en affranchir, il n'était personne en Allemagne qui, au fond de l'âme, ne le partageât. Toute la question était de savoir qui serait le premier à confesser ce sentiment tout haut et à y donner libre cours. Il n'était pas un des confédérés de Francfort qui n'eût trouvé, à l'épreuve, très incommode de défendre un empereur si maladroit à se défendre lui-même, et qui, à peine sa tombe ouverte, ne fût tenté de porter ses regards du côté de l'horizon si visiblement favorisé par ce coup de fortune. Tous allaient songer tout de suite (il fallait s'y attendre) au moyen de faire, chacun pour son compte et à son profit, sa paix particulière avec Marie-Thérèse. Ne disait-on pas que Charles VII lui-même, à la veille de sa mort, ouvrait l'oreille à quelque

capitulation de ce genre, et Belle-Isle, à son passage à Munich, n'en avait-il pas conçu le soupçon et exprimé la crainte? Pouvait-on espérer plus de fidélité et de constance d'un enfant de dix-huit ans, soumis à l'influence maternelle d'une fille d'Autriche, entouré des plus lâches conseils, et pénétré lui-même des terreurs qui avaient assiégé le lit de mort de son père? La suite ne fera que trop voir qu'à Munich la France n'avait pas à craindre de n'être point suivie par le jeune électeur dans des voies pacifiques, mais, au contraire, à le détourner de s'y précipiter tête baissée et sans conditions. Restait Frédéric, de tous nos compagnons d'armes le plus exigeant, le plus impérieux, le plus âpre à sommer à tout moment Louis XV de tenir sa parole, et le plus résolu, en général, à ne pas lâcher prise. Mais celui-là, non plus, si récemment éprouvé par le sort des armes, n'était pas cette fois inaccessible aux conseils de la prudence : là aussi, ce qu'on avait le plus à redouter du caractère qu'on lui connaissait, c'est que, pour peu qu'il y trouvât son avantage, il faussât compagnie à tout le monde sans prévenir personne; et ses

correspondances qu'on va lire nous montreront, par des preuves irrécusables, que la France, en réclamant de lui sa liberté, aurait, non pas devancé, mais simplement pressenti et deviné l'exemple qu'en cachette et à son insu il avait déjà donné lui-même.

Il est donc permis d'affirmer que si, à ce moment critique, le cabinet français eût pris sans précipitation, sans défaillance, en réservant tous ses avantages, l'initiative d'une proposition de paix générale dont la base eût été l'abandon, de sa part, de toute prétention à intervenir dans le choix du nouvel Empereur, cet acte d'abnégation eût été approuvé par tous les vrais politiques d'Europe, et sa voix généreuse eût trouvé de l'écho dans le cœur de toutes les populations souffrantes. Loin que la France eût à encourir le reproche d'un égoïste abandon, tous ses alliés lui auraient su gré de les diriger elle-même dans le sens où ils étaient pressés de se porter et d'acquérir, par un sacrifice personnel d'amour-propre, le droit de plaider la cause commune avec plus d'autorité. Ils l'eussent vue figurer bien plus volontiers à

leur tête dans un congrès pacifique que sur un champ de bataille. Les conditions d'une telle paix semblaient d'ailleurs (une fois la question épineuse de l'élection impériale écartée) préparées et comme posées d'avance par les événements mêmes de la guerre, et la situation respective des puissances comme des armées belligérantes. La Prusse et l'Autriche restaient campées en face l'une de l'autre, après avoir éprouvé leur impuissance, celle-ci à conquérir la Bohême, et celle-là à reprendre la Silésie. La fortune des combats prenait soin ainsi de confirmer et de consacrer le partage fait entre elles par le traité de Breslau. C'était, pour parler le langage des chancelleries, un *uti possidetis* tout naturellement préparé. En restituant à Marie-Thérèse Fribourg et l'Autriche antérieure, nul doute qu'on eût obtenu d'elle de respecter la sécurité et l'intégrité de la Bavière. On aurait eu plus de peine, sans doute, à trouver quelque satisfaction en Italie pour l'ambition maternelle d'Élisabeth Farnèse; et ni l'Angleterre, ni la Hollande n'auraient accepté sans murmurer une extension de notre frontière de Flandre, que

les succès de la dernière campagne nous donnaient pourtant le droit d'exiger. Mais de telles difficultés se rencontrent au début de toutes les négociations et finissent toujours par être surmontées quand ceux qui sont chargés de les résoudre savent apporter, à l'appui du droit et de l'intérêt commun, un suffisant degré d'adresse et de fermeté. Depuis le commencement du siècle, on avait vu à plusieurs reprises des complications bien plus graves dénouées par l'habileté des diplomates. Il n'était pas même nécessaire, pour trouver de tels exemples, de remonter jusqu'au souvenir des négociateurs d'Utrecht, qui, à travers le feu des passions les plus ardentes et le jeu des intérêts les plus complexes, avaient pourtant su renouveler, par une série de transactions équitables, toute la répartition des territoires en Europe. Il suffisait de se rappeler la paix beaucoup plus modeste conclue dix années auparavant, après la guerre de la succession de Pologne, et qui avait assuré la Lorraine à la France; ce souvenir, qui honorait la mémoire de Fleury, n'était pas fait pour décourager ses successeurs.

Si, cependant, le roi de France et ses conseillers, au lieu de suivre les avis de la raison, de la politique et même de l'humanité, n'écoutaient que le faux point d'honneur qui pouvait les détourner de reconnaître leur erreur, — s'ils persistaient à vouloir continuer ou plutôt renouveler la tentative que la mort, en se jouant, venait de mettre à néant, — alors, un autre devoir bien plus sérieux encore leur était imposé : c'était d'envisager en face toutes les conséquences d'une résolution si hasardeuse pour les aborder ensuite avec fermeté. Pour en mesurer toute la gravité, il fallait commencer par se rappeler par quels efforts de courage, d'habileté et presque de génie Belle-Isle était parvenu à déplacer pour un jour l'axe de l'empire germanique, et quels sacrifices d'hommes et d'argent il n'avait cessé de réclamer pour atteindre ce but, en se plaignant toujours de ne les obtenir jamais dans une mesure suffisante. Puis, ce compte fait, il fallait se bien mettre en tête que tout ce labeur, maintenant dépensé en pure perte, n'était rien auprès de ce qu'allait coûter la même opération, reprise à nouveau

dans des conditions bien moins favorables.

Le temps était passé, en effet, où Belle-Isle, faisant sa première tournée électorale dans le majestueux appareil de son ambassade, captivait tous les suffrages par le double ascendant de la force et de l'éloquence. Depuis lors, candidat aussi bien qu'électeurs avaient bien changé de situation comme de sentiments. Le prince, que Belle-Isle prenait ce jour-là par la main pour le porter au trône impérial, était dans la force de l'âge, préparé de longue date à cette haute prétention, issu d'une race illustre et guerrière dont on se plaisait encore à croire qu'il avait hérité le courage en même temps que l'ambition et le pouvoir. En face de lui se présentait timidement un jeune homme inconnu, étranger à l'Allemagne par sa naissance, n'ayant d'autres titres à invoquer que la tendresse et les larmes de son épouse; genre d'intercession plus propre à lui attirer la compassion que l'estime. Aujourd'hui, tous les rôles étaient renversés; c'était le pupille de la France qui n'était qu'un enfant, et si François de Lorraine n'avait pas beaucoup grandi dans l'opinion de ses compatriotes, l'éclat

des vertus viriles déployées par sa compagne rejaillissait sur lui; en plaçant la couronne sur son front, on pouvait être assuré de trouver, à ses côtés, une main ferme qui saurait l'y maintenir.

En se bornant même à établir matériellement un calcul de suffrages (très aisé à faire, dans l'auguste mais petit collège dont l'élection impériale dépendait), non seulement l'unanimité obtenue par Charles VII ne pouvait plus être espérée, mais la majorité numérique semblait perdue d'avance. Les deux rois électeurs de Pologne et de Hanovre, — dont Belle-Isle avait arraché le concours en flattant l'ambition de l'un, en assurant à l'autre la sécurité de son patrimoine, — s'étaient décidément émancipés. Des conventions expresses les liaient à l'Autriche; leurs armées réunies combattaient ensemble contre les nôtres, soit en Flandre, soit en Bohême. Des trois sièges ecclésiastiques, Mayence, le plus important, puisque la présidence de la diète y était attachée, était dévolu à une créature de Marie-Thérèse : les titulaires des deux autres se renfermaient dans une neutralité de jour en jour

plus malveillante et qui déguisait à peine l'hostilité. La Bohême étant définitivement rentrée sous la main de ses anciens maîtres, il n'y avait plus de prétexte pour tenir en suspens la voix électorale de ce royaume, comme on s'y était décidé, non sans peine, à la précédente épreuve. Mais, ce qui était bien plus décourageant que le hasard d'une majorité toujours mobile, c'était la défaveur qui s'attachait désormais à toute recommandation de la France. Sa protection avait si mal servi ceux qui s'y étaient confiés, que personne ne se souciait plus d'y faire honneur et encore moins de s'en prévaloir. Les actes avaient si peu répondu aux paroles, que ni promesses ni menaces de sa part ne comptaient plus. L'idée même s'était généralement répandue que si la France retrouvait encore quelque trace de sa vertu guerrière quand elle combattait chez elle (*sur son fumier*, comme disait dédaigneusement l'évêque de Cologne), en Allemagne, ses armées avaient désespéré non seulement de pouvoir vaincre, mais de pouvoir vivre, et loin de chercher à s'y maintenir avaient peine à s'y supporter. Le joug et même l'appui de la France

avaient toujours été acceptés à regret en Allemagne, mais pour la première fois son nom y était méprisé. Tout avait contribué à ce discrédit, dont nos dernières victoires n'avaient pas réussi à nous relever : les souffrances prolongées de Prague ; l'évacuation désastreuse et précipitée de la Bavière ; les plaintes, les gémissements de nos soldats dans leurs longues stations d'hiver; les récriminations et les lamentations de Charles VII; plus que tout, peut-être, les plaisanteries acérées dont Frédéric, à toute heure, devant tout le monde, à sa table, dans son camp, dans sa cour et par des lettres qui circulaient dans toute l'Europe, ne cessait de harceler les généraux, les politiques et même le souverain de la France.

Un puissant effort militaire, promptement suivi d'une rapide série de victoires, pouvait seul faire renaître la confiance perdue, en rabattant les discours orgueilleux des adversaires et en remontant le cœur des clients découragés. S'emparer hardiment de Francfort pour retarder l'élection jusqu'à l'heure de sa convenance, monter la garde à la porte des petits électeurs rhénans qu'on avait sous la main pour les

empêcher de bouger, puis marcher hardiment sur Vienne en tendant la main à Frédéric, faire trembler Marie-Thérèse à Schœnbrunn et enlever à la pointe de l'épée le désistement de son époux, c'était pour la France le violent mais unique moyen de rétablir une situation si compromise, et de racheter par la vigueur de l'exécution la témérité de l'entreprise. Supposez Frédéric à la place de Louis XV, c'est avec cette hardiesse de main et ce défaut de scrupule qu'il n'eût pas manqué de procéder. Seulement, pour tenter une telle aventure et même pour en concevoir la pensée, la première disposition à prendre, c'était de concentrer sur l'Allemagne tout ce qu'on avait de forces et de ressources. La division des armées françaises en trois corps, agissant sur trois champs d'opération différents, prêtait déjà à de justes critiques et nous exposait, même victorieux partout, à n'être maîtres nulle part. Mais si cette dispersion de forces pouvait encore se justifier quand on avait à défendre en Allemagne un souverain en possession, appuyé sur une puissance propre, au moins nominale, et rangeant autour de lui un parti d'amis et d'alliés

tout constitué, c'était une imprudence inexcusable quand il s'agissait, au contraire, d'y créer de toutes pièces une souveraineté et des alliances nouvelles. A l'appui d'une telle prétention, il ne fallait épargner ni un bataillon ni un écu. Donc plus de regards tournés vers les Pays-Bas ou vers l'Italie, dût-on même abandonner les positions déjà prises. C'est sur le Rhin et le Danube qu'il fallait fondre avec tout ce qu'on avait de troupes à mettre en ligne, sous la conduite du meilleur général qu'on pût désigner.

Mais où était-il, le capitaine en état de commander une telle expédition? Où était-il, même le politique en état d'en concevoir le plan? Il est douteux que Belle-Isle lui-même, s'il eût été présent au conseil, au lieu d'être traîné en captif à cette heure décisive, sous la garde de dragons hanovriens, eût eu l'audace d'en réclamer l'honneur et d'en prendre la charge. En tout cas, il n'eût pas joué une telle partie, — éclairé comme il l'était par une douloureuse expérience, — sans se faire munir d'avance de tous les moyens suffisants pour ramener et dompter la fortune, c'est-à-dire sans exiger qu'on mît entre

ses mains, à l'exclusion de tout autre objet, toutes les ressources pécuniaires et militaires que le trésor et la population de la France pouvaient fournir et que quatre années de guerre n'avaient point épuisées. Il n'aurait pas consenti à franchir de nouveau le Rhin sans qu'on lui eût promis de mettre sous ses ordres Saxe et Conti, ramenant avec eux tout ce qu'il y avait encore de soldats français dans les plaines de Flandre ou au delà des Alpes. Peut-être qu'alors, effrayé de cette perspective, tout le conseil eût reculé devant l'étendue de l'effort et du sacrifice. Mais en l'absence du seul homme qui pût mesurer les difficultés de la tâche, personne ne se trouva pour mettre ainsi, en quelque sorte, le marché à la main à Louis XV et poser nettement l'alternative entre deux lignes de conduite qu'il n'était plus possible de concilier sans les compromettre l'une et l'autre. Ceux qui, au fond, désiraient la paix, n'osèrent pas dire tout haut que le seul moyen de l'acheter à bon compte de Marie-Thérèse, c'était de renoncer tout de suite à lui disputer l'Empire; ceux qui persistaient à vouloir combattre la candidature autrichienne osèrent

peut-être encore moins provoquer l'énergique concentration de forces, qui seule pouvait lui barrer le chemin. Comme, des deux parts, il y avait une responsabilité grave à assumer, personne, pas plus pacifiques que belliqueux, n'osa aller hardiment jusqu'au bout de sa pensée.

Le maréchal de Noailles assure bien, par exemple, dans ses mémoires, qu'il aperçut tout de suite la difficulté de trouver, en place de Charles VII, un autre candidat présentable pour l'Empire et le profit qu'on pouvait tirer de cette impuissance même pour entrer en conversation avec Marie-Thérèse, et il cite une lettre par lui adressée au ministre de France à Munich, Chavigny, où ces considérations sont en effet assez judicieusement exposées. — « Il me paraît bien difficile, y est-il dit, de soutenir sans avoir un Empereur pour chef, un système dont le succès a rencontré de grands obstacles, lorsque l'électeur de Bavière était revêtu de la dignité impériale. Voici un jeune prince qu'on ne doit point abandonner, mais qui est sans troupes, sans argent, sans crédit et peut-être sans conseil. Peut-on espérer de lui former un parti capable

de l'élever et de le maintenir sur le trône?... Reste à examiner s'il ne vaudrait pas mieux concourir à ce qu'on ne pourrait empêcher, et la manière de le faire pour en tirer une paix convenable au roi et à ses alliés. » — C'était le langage du bon sens; mais si Noailles le tint sous cette forme timide et dubitative, il n'est pas surprenant qu'il n'ait pas produit une grande impression sur l'esprit de ses auditeurs. A dire le vrai, pour faire prévaloir un bon conseil, Noailles n'avait plus ni l'assurance ni l'autorité nécessaires. Il ne sentait pas seulement son crédit diminué, il avait perdu la confiance en lui-même depuis que la mollesse de sa conduite en Alsace, si vertement incriminée par Frédéric, le rendait l'objet des railleries de tous les plaisants de Paris. Au moment de plaider une cause qui avait une couleur pacifique, il se souvint peut-être qu'en rentrant à l'hôtel de Noailles il avait trouvé à la porte une épée de bois suspendue, avec cette inscription burlesque : « Homicide point ne seras, » et s'attendant à être combattu par Tencin, qui restait fidèle à l'alliance et à la politique prussiennes, il crai-

gnit de paraître moins belliqueux qu'un cardinal.

Chez Tencin, qui défendit le parti opposé, ce fut la même défaillance en sens contraire. Fidèle au souvenir de Belle-Isle et suivant les conseils de l'envoyé de Frédéric, le prélat continua bien à soutenir que tout devait céder à l'intérêt de prévenir la résurrection de l'influence autrichienne en Allemagne ; mais du changement complet de stratégie et de tactique, que la vacance nouvelle de l'Empire rendait nécessaire, la pensée même ne paraît pas l'avoir traversé. A la vérité, dès qu'il s'agissait d'opérations militaires, il sentait qu'il était ridicule à lui de s'en mêler et sa robe l'embarrassait. Eût-il proposé d'ailleurs au roi des mesures dont lui-même n'apercevait probablement pas bien la nécessité, il n'eût pas réussi à les faire agréer. C'était le roi, en effet, qui, plus que tout autre, flottait entre des partis contraires, ou plutôt entre des préférences et des répugnances dont il n'avait pas le courage de faire le sacrifice. D'une part, sa fierté royale se sentait blessée à la seule pensée de voir un petit prince de Lorraine, la veille son humble voisin, presque son vassal,

devenir Empereur et même Empereur malgré lui, et acquérir par là une dignité dont le titre était supérieur au sien. C'était comme si un des seigneurs de sa cour, qui portaient le manteau de son sacre, fût sorti du rang pour se placer auprès de lui et marcher son égal [1]. Mais, d'un autre côté, rien ne lui tenait plus à cœur que de reprendre lui-même, à la tête de son armée de Flandre, la suite des opérations interrompues l'année précédente par sa maladie. De toutes les prétentions à une action personnelle qu il avait conçues après la mort de Fleury, celle de commander les armées était la seule dont il ne fût pas découragé. L'assistance aux délibérations du conseil et plus encore le travail du cabinet avaient promptement fatigué son indolence. Mais au feu et dans les camps, le fils de tant de héros se sentait à son aise et comme chez lui. Il était donc très impatient de reparaître sur les champs de bataille. Peut-être aussi que le sen-

1. « L'aversion qu'on a ici pour le grand-duc est plus grande dans le maître que dans ses ministres; il y a dans le cœur du roi de France une jalousie et une haine telle que ces deux passions se font sentir dans un supérieur pour un inférieur. » (Chambrier à Frédéric, 22 février 1745.)

timent des justes censures qu'avaient méritées ses faiblesses, le désir de se réhabiliter aux yeux de ses sujets et d'entendre de nouveau le murmure flatteur des acclamations populaires, accroissaient secrètement son impatience. Mais d'aller guerroyer en Allemagne, c'est ce que ni ministre ni courtisan n'auraient osé conseiller au souverain de la France. La guerre de Flandre était la seule à laquelle il pût raisonnablement se proposer de prendre part, et lui demander d'y renoncer, c'eût été le condamner de nouveau à un régime d'obscurité et de repos où il n'était pas encore résigné à rentrer.

Le roi ne voulant ainsi se décider au sacrifice d'aucune prétention et ne trouvant personne devant lui pour lui montrer la nécessité de faire un choix, le parti fut pris tout naturellement, même sans être discuté, de poursuivre tous les genres de succès à la fois, au risque d'aller ainsi à la dérive au-devant de tous les échecs et de tous les périls. La lutte matérielle dut être continuée sur tous les théâtres, tandis qu'une nouvelle lutte électorale allait s'engager à Francfort. Seulement, ce plan ambitieux, adopté

par complaisance plutôt que par conviction, n'était hardi qu'en apparence : on le vit bien à l'exécution, qui ne se trouva dirigée par aucune vue d'ensemble. En Flandre seulement, les préparatifs de guerre durent être poursuivis avec le soin et l'ardeur que mettent des serviteurs travaillant sous les yeux de leur maître à contenter ses passions personnelles; la campagne diplomatique et militaire d'Allemagne allait être menée, au contraire, avec mollesse, avec dégoût par des agents mal secondés dans une tâche ingrate et que décourageait d'avance le sentiment de leur impuissance.

## II

Il y avait pourtant dans le conseil un ministre qui, par le devoir de sa charge, avait un avis à émettre, et dont l'autorité aurait dû être prépondérante, puisque c'était celui qu'une nomination récente venait d'appeler à la direction des affaires étrangères. Si le marquis d'Argenson n'eut pas à ce moment décisif (comme il le con-

fesse lui-même dans ses mémoires) toute l'influence qui appartenait à sa situation, ce n'est pas que depuis le peu de temps qu'il avait pris possession de son ministère, il se fût montré aussi dépourvu de capacité propre et de jugement personnel qu'on l'avait cru à la première heure et que quelques-uns peut-être l'avaient espéré. Si ceux qui l'avaient désigné au choix du roi avaient pensé s'assurer un écho de leur propre voix dans le conseil et un instrument aveugle de leurs volontés, ils devaient déjà être désabusés. Le marquis, sortant de sa retraite, apportait aux affaires des vues qui étaient le fruit de longues réflexions et dont le moindre défaut assurément était de manquer d'originalité. Comme le nom de d'Argenson est du petit nombre des ministres de Louis XV dont la postérité a gardé le souvenir, et que, de nos jours même, des historiens de renom comme Michelet et des critiques sagaces tel que Sainte-Beuve lui ont fait un regain de popularité; comme d'ailleurs un rôle important lui est réservé dans le cours des événements dont le récit va suivre, le lecteur ne sera pas surpris qu'avant de le voir

à l'œuvre, je m'arrête un instant pour essayer de pénétrer un caractère dont la singularité même présente une étude qui n'est pas sans intérêt.

J'ai dit quelle surprise avait causée la nomination, à un poste pour lequel la bonne grâce et la finesse d'esprit ont paru nécessaires, d'un homme connu seulement par la rudesse de ses manières et son humeur sombre. L'étonnement eût été bien plus grand encore si l'on avait su que ce solitaire taciturne venait, depuis des années, de consacrer ses loisirs non seulement à tenir un journal quotidien où tous les événements et les personnages du jour étaient jugés avec une sévérité mordante et chagrine, mais à rédiger un vaste plan de réforme politique, embrassant toutes les parties de l'État. La découverte aurait paru d'autant plus étrange que rien dans l'origine ou dans les antécédents du nouveau ministre n'était fait pour y préparer. Bien qu'issu d'une souche de bonne noblesse de Touraine, Louis-René de Voyer d'Argenson était surtout en relation, par ses alliances et par les derniers emplois qu'avait

remplis sa famille, avec cette haute bourgeoisie, pépinière des secrétaires et des conseillers d'État, où, depuis longtemps, nos rois avaient coutume de recruter leurs instruments les plus dociles et leurs serviteurs les plus dévoués. Son père, lieutenant de police avant d'être garde des sceaux, avait fait régner l'ordre dans la capitale en usant très largement de la Bastille et des lettres de cachet. Lui-même avait exercé quelque temps ce redoutable pouvoir de l'intendance qui tenait à sa discrétion la personne et les biens de tous les Français et réalisait l'idéal même de l'arbitraire. Depuis lors, appelé au conseil d'État, il s'y faisait remarquer par l'assiduité de son travail et la variété de ses connaissances, mais sans que jamais, dans les luttes déjà très fréquentes qui s'élevaient entre cette juridiction administrative et celle des parlements, il eût paru incliner dans le sens de la résistance au pouvoir royal. Le seul symptôme d'un esprit d'indépendance ou d'opposition qu'il eût donné, c'était son assistance à de petites réunions de beaux esprits et de nouvellistes qui se tenaient chez un membre de l'Académie

française, l'abbé Alary, et où l'on discutait assez librement des nouvelles du jour; mais sur un signe de mécontentement du cardinal de Fleury, la société de l'*Entresol*, comme on l'appelait, s'était séparée sans murmure, et d'Argenson, pas plus qu'aucun autre de ses amis, ne se l'était fait dire à deux fois.

Ce n'était pas là, on conviendra, l'apprentissage de ce que nous appellerions aujourd'hui un révolutionnaire, ou seulement un libéral. C'était le fait pourtant : instruit peut-être par l'expérience des inconvénients d'un pouvoir sans contrôle, l'ancien intendant du Hainaut avait conçu à lui seul, dans le silence du cabinet, un projet de constitution qui faisait passer la France, d'un saut et sans transition, de l'état de monarchie absolue à celui d'une démocratie pure, fondée sur la base de libertés municipales illimitées. Assurément, d'Argenson n'était pas le seul qui, frappé de l'affaiblissement visible de l'antique royauté, et craignant son effondrement prochain, eût médité de lui venir en aide en appuyant sa grandeur trop isolée sur des institutions qui auraient pu la sou-

tenir en la contenant. Fénelon avait rêvé longtemps à cette restauration des libertés publiques dans le mélancolique exil de Cambrai, et pendant les jours trop rapides où son royal élève, le duc de Bourgogne, s'était cru à la veille de gouverner la France, il n'avait pas craint de lui soumettre les linéaments d'une nouvelle organisation politique, dont le but était de limiter la puissance royale et de rendre à la nation une part légitime dans le gouvernement de ses destinées. Mais, loin de vouloir rompre avec le passé de la France, Fénelon, dans ses plans, moins chimériques peut-être qu'on ne l'a dit, songeait, au contraire, à rattacher ses projets d'innovation à d'antiques franchises nationales, et, en particulier, à rendre à la noblesse le rôle politique dont elle s'était laissé dépouiller. Tout autre était le plan de d'Argenson, tel que nous le trouvons développé dans un document intitulé : *Considérations sur le gouvernement de la France*, ouvrage déjà rédigé tout entier avant son entrée au ministère, bien qu'il n'ait vu le jour qu'après sa mort. Admirateur enthousiaste de l'œuvre de nivellement accomplie par la main vigoureuse

de Richelieu, il ne s'y montre pressé que de l'achever. Il a hâte de balayer du sol tout ce qui survivait encore de distinctions, de classes et d'immunités privilégiées pour les remplacer par des libertés nouvelles largement puisées à des sources populaires. Assemblées de paroisses, de districts et de provinces librement élues par un suffrage très étendu, et chargées de percevoir les impôts, puis de les répartir proportionellement entre tous les citoyens, — suppression de toute exemption ecclésiastique ou nobiliaire, — abolition de la vénalité des charges de la magistrature, — tous ces points sont abordés de front et toutes les questions tranchées sans hésitation par une solution radicale. En fait d'audace à fouler aux pieds toutes les traditions, en fait de confiance dans la valeur absolue et la puissance logique des principes, les constituants de 1789 n'auraient pu mieux dire et n'ont pas fait plus. Le mot lui-même ne fait pas peur au hardi novateur ; c'est bien la démocratie qu'il veut greffer sur la monarchie de Louis XIV. Seulement, à un point qui pourrait paraître la conclusion du système, la pensée s'arrête et

tourne court; au-dessus des assemblées provinciales, on s'attend à voir élever une assemblée nationale provenant également de l'élection et décidant des intérêts généraux du pays. Ce couronnement manque à l'édifice, et le roi, dans l'écrit de d'Argenson, garde la prérogative de faire les lois en son conseil et de les promulguer sous forme impérative; c'est lui aussi qui fixe le montant des contributions, et à qui même, en certains cas, est attribué le droit de casser les arrêts de la justice.

D'où vient cette inconséquence? Est-ce défaut de logique ou timidité d'esprit? On ne peut guère en soupçonner un penseur qui ne reculait pas devant des exécutions en apparence moins téméraires. Je croirais plutôt que ce fut chez d'Argenson une précaution prise pour rassurer le souverain sur la diminution que l'étendue et l'intégrité de son pouvoir pourraient souffrir de l'introduction du principe démocratique dans l'État; car, on a peine à le croire, mais il n'y a pas à en douter, ce plan gigantesque de réforme, qui touchait à la base de la société monarchique tout entière, ce n'était pas chez d'Argenson une

œuvre d'imagination, une république de Salente ou d'Utopie destinée à rester toujours à l'état de rêve. Très sérieusement, il avait conçu le dessein et n'abandonnait pas l'espérance de le faire adopter de bonne grâce, non seulement par Louis XV, mais par Fleury en personne, qui vivait encore quand le document fut écrit. Tout le travail, en effet, est préparé comme s'il devait être présenté le lendemain à la signature royale. C'est un édit de trente-cinq articles, portant en tête un préambule tout rédigé où Louis, quinzième du nom, roi de France et de Navarre, au nom de l'autorité qu'il tient de Dieu seul, fait connaître à ses peuples ses intentions pour assurer leur bonheur. Le lieu et l'heure de la promulgation solennelle sont également prévus, ce doit être à Reims, dans la cathédrale, avec tout l'éclat et toute la solennité des cérémonies du sacre. Puis une série de notes détachées indique la voie qu'il faudra suivre pour amener le roi, sans lui dire où on le conduit, à souhaiter lui-même l'émancipation de ses sujets. C'est par l'intérêt que le roi prend à l'agriculture qu'il faut le conduire insensiblement à des mesures

dont l'effet sera de la faire fleurir. Viennent ensuite les objections prévues et leur réfutation : entre autres cette difficulté que l'auteur se pose consciencieusement à lui-même : un état quasi républicain, établi sur la surface d'un pays peut-il être compatible avec l'autorité souveraine d'un monarque héréditaire? A quoi l'auteur ne trouve guère à faire d'autre réponse que d'affirmer qu'un roi ne peut jamais souffrir de ce qui fait le bonheur de ses peuples, et que, pour qu'un règne soit florissant, il faut que

Rome soit toujours libre et César tout-puissant[1].

Ce qui prouverait d'ailleurs, au besoin, qu'en s'élevant par l'imagination dans ces régions d'une politique idéale il n'entendait nullement

1. *Considérations sur le gouvernement ancien et présent de la France*, par le marquis d'Argenson, Amsterdam, 1784, p. 196 à 200, et *passim*. — *Mémoires de d'Argenson*, publiés par son petit-neveu chez Janet, 1758, t. V, p. 301 et suiv. — Cette édition, assez fautive, et en général beaucoup moins complète que celle qui a été publiée par la Société de l'Histoire de France, renferme pourtant des notes et des correspondances tirées d'archives de famille qui ne se trouvent pas dans cette dernière.





y passer sa vie, mais qu'il comptait bien, au contraire, en descendre le plus tôt possible pour arriver à l'application de ses idées, c'est le soin qu'il mettait en même temps à se tenir au fait, dans le moindre détail, des affaires courantes et des incidents de la cour. D'une part, grâce à une activité infatigable, il ne laissait passer devant ses yeux aucune question importante de diplomatie, d'administration ou de finance, — ni déclaration de guerre, ni traité de paix, — ni édit d'impôt, ni constitution de rente publique, — ni débats du Parlement avec l'Église ou la royauté, sans en faire l'objet d'un mémoire qu'on retrouve dans ses papiers. Ces documents présentent, comme son plan général, un mélange d'études sérieuses et de solutions aventurées : mais la forme est celle même qu'un commis donnerait à un mémoire destiné à éclairer un ministre en place sur une décision qu'il aurait à prendre. Puis, dans le journal qu'il tenait quotidiennement depuis plus de vingt années, on le voit attentif à toutes les nouvelles de Versailles et à l'affût de tous les changements ministériels, comme s'il attendait à chaque instant qu'une

porte s'ouvrît par où il pourrait passer lui-même.

Dans cette espérance vague, mais toujours en éveil, malgré son humeur grave et frondeuse, il ne laisse fermer devant lui aucune des entrées de la faveur ; il sait à un jour près ce que pense et pour qui penche le valet de chambre Bachelier, de quelles amours le roi s'éprend ou se lasse, et quelle beauté nouvelle réveille sa curiosité et ses sens. Sur ce dernier point, en particulier, il obtint des confidences d'une intimité surprenante qui figureraient à leur place dans les historiettes de Tallemant des Réaux, et qu'il exprime avec une crudité de termes que Rabelais n'eût pas désavouée ; car c'est encore une des singularités de cette nature pleine de contrastes que, tandis que dans ses discours d'apparat il affectait volontiers le beau ton et s'élève même parfois jusqu'à l'emphase, dans ses conversations et dans ses correspondances privées, au contraire, on l'accusait de rechercher les expressions triviales et les gros mots. Probablement il pensait que la philosophie a partout son franc-parler et doit appeler les choses par

leur nom. Cette attitude de liberté philosophique, il y tient parce qu'elle peut être mise à profit non seulement pour l'État mais aussi au besoin pour lui-même. « Je passerai, dit-il quelque part, dans ce siècle-ci, pour un homme modéré, philosophe attaché à mes devoirs, éclairé cependant et capable, plus digne de places que ceux qui y sont. Ce rôle a sa beauté, et, si l'ambition le nourrissait, il pourrait aboutir à une grande élévation. » Quelques pages plus loin, il revient à cette considération, mais c'est pour la faire valoir auprès de son frère devenu ministre et lui faire sentir l'avantage qu'il trouverait à prendre un sage comme lui pour collègue. Je lui ai dit : « Croyez-moi, je vous serai utile dans cette place ; je pourrai vous aider par les endroits qui peuvent vous manquer. Ma petite naïveté, ma petite vérité dont j'ai même quelque réputation manquent aujourd'hui à nos affaires : tout le monde nous attaque parce toute confiance à la France manque aujourd'hui. » Et un peu plus loin vient un véritable rêve où il se croit appelé à gouverner la France et à jouer auprès de Louis XV (les noms y sont en toutes

lettres) le rôle de Sully auprès d'Henri IV[1].

Par malheur, Louis XV ressemblait encore moins à Henri IV que d'Argenson à Sully, et ce n'était ni l'amitié ni la confiance réciproques, mais une rencontre fortuite qui avait rapproché cette fois le souverain et le ministre. Il est plus que douteux que Louis XV, s'il eût bien su à qui il avait affaire, eût fait un tel choix, à une telle date, et pour la tâche à laquelle il avait à pourvoir. Assurément, si l'on examine les écrits de d'Argenson avec nos sentiments d'aujourd'hui et à la lumière des événements qui ont suivi, on y reconnaît des mérites qu'il serait injuste de contester. Ce n'était pas un esprit d'une portée commune que celui qui saluait cinquante ans avant 89, et vingt-cinq ans avant le *Contrat social*, l'avènement de la démocratie, et qui condamnait d'avance toutes les institutions que la génération suivante devait voir disparaître. Savoir faire maison nette, dans son propre cerveau, de toutes ses habitudes d'enfance et de tous ses préjugés héréditaires; offrir

1. *Journal de d'Argenson*, t. IV, p. 55, 75, 107.

généreusement en sacrifice les privilèges dont sa naissance lui assurait une part, c'était aussi, de la part d'un homme bien né et pouvant aspirer à tout, faire preuve d'une largeur d'idées et d'un désintéressement personnel auxquels il convient de rendre hommage. Mais ces qualités, qu'on peut estimer chez le publiciste ou chez le philosophe, si elles ne sont pas incompatibles, n'ont pourtant rien de commun avec celles qui conviennent à l'homme d'État et surtout au négociateur. En dehors de là, que de signes et d'indications contraires! Dans l'agencement même du plan de réforme conçu par d'Argenson, dans cette confusion d'éléments contradictoires — liberté en bas, pouvoir absolu au sommet, — quelle inexpérience, quelle ignorance de la nature humaine, aussi bien de celle des peuples que de celle des princes! Quel mélange de naïveté et de présomption! S'imaginer gravement qu'on pourra amener en douceur, et par la voie de la persuasion, un souverain du tempérament de Louis XV à se lancer à l'aventure dans des voies inconnues! Et un vieux routier comme Fleury, se flatter qu'on pourra le convertir sans même

l'avertir! Puis quelle facilité à se payer de mots et à se débarrasser des objections qui importunent, par des considérations sentimentales doublées de citations classiques! Cette façon de terminer des débats sérieux par des effusions de sensibilité et d'emphase constitue un genre oratoire dont d'Argenson ne devait pas longtemps garder le monopole. On allait le retrouver chez la plupart des écrivains politiques de la fin du siècle : les Raynal, les Mably, chez Rousseau lui-même, et les derniers accents en viendront retentir à la tribune de nos assemblées révolutionnaires. En ce genre, et pour les formes de langage comme pour le tour des pensées, si l'on a voulu voir dans d'Argenson le précurseur de nos philosophes constituants et législateurs, c'est un titre qu'on ne peut pas lui refuser. Mais, en vérité, une chose, pour la beauté du fait, me paraît regrettable : c'est que d'Argenson n'ait pas eu l'occasion de mettre à exécution la pensée qu il paraît avoir conçue de faire confidence à Fleury de ses vues novatrices. Entre le théoricien qui entreprenait de changer la face de la France avec des idées systématiques et le

politique nonagénaire qui, traitant la monarchie comme lui-même, ne songeait qu'à prolonger son existence en la faisant vivre de régime, de silence et de repos, l'entretien, qui n'aurait pas été long, eût été des plus curieux. Depuis le renard et la cigogne de La Fontaine, jamais dialogue n'eût été engagé entre gens moins faits pour s'entendre; et la conclusion la moins sévère que Fleury en aurait tirée, c'est que, le sens pratique et la connaissance du monde étant des dons indispensables à un diplomate, un rêveur qui en était à ce point dépourvu était, de tous les hommes, le dernier à qui il fallût confier le ministère des affaires étrangères.

Au demeurant, sans qu'il fût besoin de cette communication, qui ne pouvait guère avoir lieu, Fleury, avec la divination instinctive, le flair, si on peut ainsi parler, qui était chez lui une qualité naturelle aiguisée par l'exercice jaloux du pouvoir, avait compris de bonne heure le caractère du personnage et s'était mis sans affectation sur ses gardes. Tandis qu'il traitait avec faveur le cadet des d'Argenson, qu'il fit même entrer au conseil, la veille de sa mort, il tenait

l'aîné à distance avec une froideur malveillante. Un instant, le ministre Chauvelin, lié d'amitié et de parenté avec toute la famille, et trouvant chez le marquis une faculté de travail et des connaissances variées dont il faisait cas, l'avait fait désigner pour une ambassade ; mais, Chauvelin lui-même étant tombé en disgrâce, le protégé voulut partager la fortune de son patron, et nul effort ne fut fait pour le retenir. Depuis lors, toutes les fois qu'on prononçait son nom pour un emploi ou une dignité quelconque, le cardinal l'écartait dédaigneusement, et quand on lui demandait le motif de cette défaveur : « Il est l'ami de Voltaire, disait-il, et Voltaire est son digne ami. »

D'intimes relations avec Voltaire, tel était, en effet, le seul indice extérieur que d'Argenson eût donné de son penchant pour les idées nouvelles, dont le travail souterrain agitait déjà la société. Comment cette intimité avait commencé, c'est ce qu'il serait difficile de savoir exactement, aucun biographe de d'Argenson ne donnant de détails à cet égard. Il avait fallu revenir de loin, puisque l'un des premiers poèmes

du jeune Arouet, encore inconnu, contenait une satire virulente contre le lieutenant de police, qui, pour un méfait de jeunesse, l'avait fait claquemurer quelques jours à la Bastille. Il est vrai que, rendu à la liberté, le captif avait écrit à son persécuteur pour le remercier de lui avoir donné une leçon utile dont il promettait de profiter. Mais ces excuses banales faites au père n'expliquent pas l'amitié contractée avec le fils. Je n'oserais affirmer non plus que ce fût à Voltaire que d'Argenson dut la première inspiration de ses projets de réformes politiques. Rien ne le prouve, et je serais même disposé à penser le contraire. Voltaire était à cette époque, comme du reste dans tout le cours de sa vie, moins désireux de faire des révolutions en politique qu'en religion et de réformer l'État que de détruire l'Église. Dans les écrits de d'Argenson, d'ailleurs, règnent un esprit égalitaire et comme une saveur démocratique qu'on ne retrouve nulle part dans ceux du gentilhomme de la chambre de Louis XV, nullement ennemi pour son compte de la cour et de ses grandeurs, et qui n'a jamais témoigné que peu d'attrait

et même un certain dédain pour le populaire. Mais il est certain que le manuscrit du *Gouvernement de la France*, s'il ne fut pas dicté par Voltaire, lui fut communiqué de bonne heure, et que des lectures mystérieuses en furent faites à huis clos, à Cirey, avec madame du Châtelet. L'accueil était assuré d'avance. Dans la situation déjà très brillante, mais encore incertaine et menacée, où était Voltaire, trouver un marquis philosophe, fils et frère de ministre, qui le prenait pour conseiller et pour confident, c'était une bonne fortune qu'il ne pouvait laisser échapper; c'était acquérir, en même temps qu'une relation très flatteuse pour son amour-propre, le plus utile des auxiliaires pour ses idées et, au besoin même, un défenseur pour sa personne. Il n'aurait eu garde de lui chercher querelle sur des principes dont l'application très éloignée n'avait pas besoin d'être examinée de trop près. Aussi, dans les lettres datées de Cirey qui accusent réception du précieux dépôt, c'est d'abord une expression de reconnaissance, puis un élan d'admiration qui s'élève jusqu'à l'enthousiasme. Le marquis est un citoyen doué

des vertus d'Aristide et un penseur qui égale le génie de Platon. On peut dire de cet ouvrage, à plus juste titre que du *Télémaque*, « que le bonheur du genre humain naîtrait de ce livre, si un livre pouvait le faire naître ».

Mais personne n'a jamais égalé, on le sait, Voltaire dans l'art de comprendre les faiblesses humaines et de les caresser quand il voulait plaire. Aussi, avant de fermer la lettre, l'idée lui vient que ce souvenir de Télémaque pourrait ne sourire qu'à moitié à son noble ami, en paraissant mettre son œuvre sur le rang d'une simple vision poétique, sans rapport avec la réalité. Il faut se hâter de le rassurer et lui bien montrer qu'on voit en lui un homme d'Etat et un poète ; aussi Voltaire se hâte d'ajouter :

« Ce ne sont point ici les rêves d'un homme de bien, comme les chimériques projets du bon abbé de Saint-Pierre... Ce n'est pas ici un projet de paix perpétuelle qu'Henri IV n'a jamais eu... Ce n'est pas non plus la colonie de Salente, où M. de Fénelon veut qu'il n'y ait pas de pâtissier et sept façons de s'habiller. C'est ici quelque chose de très réel et que l'expérience prouve

de la manière la plus éclatante ; car, si vous en exceptez le pouvoir monarchique, auquel un homme de votre nom et de votre état ne peut que souhaiter un pouvoir immense, — aux bornes près, dis-je, de ce pouvoir monarchique aimé et respecté par nous, — l'Angleterre n'est-elle pas un témoignage subsistant de la sagesse de vos idées? Le roi avec son Parlement est législateur comme il l'est ici avec son conseil ; tout le reste de la nation se gouverne selon les lois municipales, aussi sacrées que celles du parlement même. »

Voltaire ayant vu à l'œuvre et très bien analysé dans d'autres écrits la constitution anglaise, je ne lui ferai pas l'injure de croire qu'il ne comprenait pas la différence du rôle imposé au roi d'Angleterre par un parlement élu et une Chambre des pairs héréditaire, et celui que d'Argenson assignait au roi de France, législateur tout-puissant dans un conseil de magistrats nommés par lui. L'assimilation à ses yeux mêmes ne pouvait donc avoir aucune valeur. Mais d'Argenson voulait à tout prix passer pour un esprit pratique tenant en poche un plan

prêt à être mis en œuvre du soir au lendemain. Il fallait le flatter à ce point sensible, et, dût-on feindre la confiance sans la partager, le rassurer, par un exemple bien ou mal choisi, sur le côté faible de son œuvre de prédilection.

D'autres compliments non moins vifs, portant sur la grandeur d'âme dont un seigneur faisait preuve en s'élevant au-dessus des préjugés de sa naissance, bien que mieux mérités, ne furent peut-être pas aussi sensibles à d'Argenson que celui-là; mais ce qui dut le toucher plus que toutes choses, ce furent des vœux discrètement exprimés pour que l'auteur d'un plan si généreux fût mis le plus tôt possible en mesure d'en poursuivre l'application. « Plût à Dieu que vous fussiez dans la place que vous méritez! Ce n'est pas pour moi, c'est pour le bonheur de l'État que je le désire... Soyez chancelier de France, monsieur, si vous voulez que j'y revienne. » — De telles exclamations se retrouvent à toutes les lignes, dans une correspondance qui, de 1740 à 1745, ne cessa pas d'être très active entre l'auteur inconnu et son illustre confident. Une autre pensée paraît s'être aussi

emparée de l'esprit de Voltaire et ne l'avait plus quitté : c'était de rapprocher, malgré la distance qui séparait Berlin de Paris, d'Argenson de Frédéric, et d'établir ainsi, sous les auspices des idées philosophiques qui leur étaient communes, un lien d'estime et de correspondance entre les deux grandes amitiés dont il s'honorait. Ce dessein paraît dater même chez lui de l'époque où Frédéric, encore prince royal, lui témoignait toute la déférence d'un écolier pour son professeur. Puis, quand le nouveau roi de Prusse lui fit, comme je l'ai raconté, la galanterie de lui adresser, avant toute autre visite, l'envoyé qui allait faire part à Louis XV de son avènement, Voltaire n'eut rien de plus pressé que de partager cette politesse avec d'Argenson.

« Il n'est pas juste, monsieur, lui écrivait-il, que je laisse partir le digne envoyé de Marc-Aurèle sans saisir cette occasion de dire encore combien je suis enchanté qu'il y ait un tel roi sur la terre, et sans le dire à vous, monsieur, qui étiez né pour être son premier ministre. Je crois que M. de Camas (l'envoyé de Frédéric) aimera mieux la France quand il vous aura

vu. » — Un peu plus tard, revenu d'une entrevue avec Frédéric : « Le Salomon du Nord, écrit-il,... m'a parlé souvent de ceux qui font le plus d'honneur à la France : il a voulu connaître leur caractère et leur façon de penser. Je vous ai mis à la tête de ceux dont on doit rechercher les suffrages ; je voudrais que vous me marquassiez si on ne désire pas qu'après avoir écrit comme Antonin l'auteur vive comme lui. Je voudrais enfin quelque chose que je pusse lui montrer. » — Valori, ami personnel de d'Argenson, entrait volontiers dans la pensée de ce rapprochement, et se fit à plus d'une reprise l'intermédiaire d'un échange de compliments entre ceux que Voltaire nommait ses protecteurs et qu'au fond de l'âme il regardait comme ses élèves. Il ne paraît pourtant pas que ce jugement du poète ait fait grande impression sur l'esprit de Frédéric : j'en ai du moins cherché vainement la trace dans ses mémoires et dans sa correspondance. Quant à d'Argenson, au contraire, il semble bien s'être laissé convaincre qu'avec Frédéric la vertu et le génie étaient montés sur le trône, et Chambrier, au

moment de la nomination, rapporte qu'on lui avait entendu dire qu'il fallait vivre en intimité avec un si grand prince et le regarder comme un oracle [1].

On peut aisément s'imaginer de quelle joie Voltaire fut comblé par le choix imprévu, pour lui comme pour tout le monde, qui chargeait d'Argenson de diriger la politique extérieure de la France. C'était le plus beau de ses rêves subitement réalisé; l'année précédente, il avait essayé de se faire l'intermédiaire d'une alliance entre la France et la Prusse et n'y avait pu réussir : il avait eu ensuite le désagrément de voir cette alliance conclue, dès le lendemain, sans lui et en quelque sorte par-dessus sa tête. Cette fois, les deux États se trouvant gouvernés par des hommes qui l'admettaient dans leur intimité, il devenait par là même leur lien naturel, et allait tenir entre ses mains le nœud de leur union. Ami du roi à Berlin, et d'un ministre

1. Voltaire à Frédéric, à d'Argenson. (*Correspondance générale*, 8 mai 1739, 8 janvier, 18 juin, 6 juillet 1740; 8 janvier 1741; 8 août 1743.) — Chambrier à Frédéric, 20, 27 novembre 1744. (Ministère des affaires étrangères.) — Droysen, t. II, p. 399.





dirigeant à Paris, quel rôle ne lui était pas réservé! Vainement lui aurait-on rappelé ce qu'il avait déjà pu éprouver, c'est que les disciples couronnés changent souvent d'humeur, et ne gardent pas longtemps l'oreille ouverte aux avis de leurs premiers maîtres. Sa joie était trop grande pour être tempérée même par ce fâcheux souvenir, et, d'ailleurs, l'amitié de d'Argenson (je dois le dire par avance) ne lui réservait pas de telles déceptions; aussi quel transport dans ce billet écrit à l'arrivée même de la bonne nouvelle : — « Vous voilà cocher, monseigneur, menez-nous à la paix tout droit par le chemin de la gloire; et quand vous verrez en passant votre ancien attaché dans les broussailles, donnez-lui un coup d'œil... Vous allez embrasser, être embrassé, remercier, promettre, vous installer, travailler comme un chien, mais surtout portez-vous bien et aimez toujours Voltaire. »

Sans partager l'enthousiasme de Voltaire, il est permis de trouver, comme lui, très curieuse la coïncidence inattendue qui livrait le gouvernement de deux grands États à deux sectateurs des doctrines dont il était l'apôtre, avant même

qu'elles eussent complètement prévalu dans l'esprit public; et il sera triste de constater que de ces deux apprentis philosophes, élevés à la même école, celui qui s'est tiré le mieux de l'épreuve toujours redoutable du pouvoir, c'est celui qui se piquait le moins de rester fidèle aux maximes de la philosophie.

## III

Le ministère des affaires étrangères n'offrait pas à d'Argenson l'occasion de mettre en application ses vues de réforme intérieure. Il avait bien, à la vérité, tracé aussi dans ses moments perdus un vaste plan de politique étrangère. L'idée dont il nous fait part lui-même dans ses mémoires c'est que la France, étant parvenue à un point de puissance qui lui permettait de renoncer à toute idée d'agrandissement et à toute visée d'ambition, pouvait jouer, à elle seule, le rôle du tribunal international rêvé par Henri IV et se faire l'arbitre impartial de tous les différends qui diviseraient les autres Etats

d'Europe. Mais au cours d'une guerre engagée, et avec des conquêtes inachevées en Flandre et en Italie, il n'était guère possible de s'élever, du soir au lendemain, à ce rôle suprême de médiateur; d'Argenson devait donc, bon gré mal gré, laisser ses projets tout rédigés en portefeuille et ajourner l'expression complète de ses desseins. Il n'en tint pas moins à signaler son avènement par un certain nombre de déclarations solennelles, rendues sous forme sentencieuse, qui étonnèrent un peu les gens du métier. C'est ce qu'il nous raconte lui-même. J'ai tort de dire lui-même, car ce n'est pas lui, c'est son secrétaire, qui, dans un rapport à lui adressé, a soin de lui rappeler quelles furent ses premières paroles à ce moment solennel de son existence.

Je ne sais, en effet, si c'est pour ressembler davantage à Sully que d'Argenson, à cette date de son journal, croit devoir recourir au procédé de composition employé par le ministre d'Henri IV dans ses *Économies royales*, et qui consiste, comme on sait, à se faire raconter par des serviteurs bien appris les faits et gestes de sa propre administration. Et en réalité, pour un

homme politique qui veut faire connaître sa vie à la postérité, ce détour n'est peut-être pas sans quelque avantage, c'est un moyen ingénieux de se décerner à soi-même, par un intermédiaire dont on est sûr, des témoignages d'approbation, et même des hommages d'admiration qui, exprimés sous la forme directe et à la première personne, pourraient paraître trop dénués de modestie. Laissons donc parler un moment le client, fidèle interprète de la pensée de son patron.

« La première vue que vous vous proposâtes, dit-il, ce fut de rétablir cette réputation de bonne foi et de candeur qui ne devrait jamais abandonner notre nation. La couronne de France est aujourd'hui trop grande, trop arrondie, trop bien située pour le commerce, pour préférer encore les acquisitions à la bonne réputation : elle ne doit plus viser qu'à une noble prépondérance en Europe, qui lui procure repos et dignité. Toutes nos maximes politiques devraient se réduire aux plus justes lois de la morale et de la générosité, de relever les faibles, d'abaisser les tyrans, de faire du bien, d'empêcher le mal,

de ne faire aux autres que ce que nous voudrions qui nous fût fait à nous-mêmes; enfin, de ne régner en Europe que par la justice et par les bienfaits. Il est démontré que, par là, la France parviendrait à une grandeur et à une abondance dont il y a peu d'exemples dans le monde. Rempli de ces maximes, vous ne les avez pas assez dissimulées : vous allâtes peut-être jusqu'à l'exagération. Le siècle et la nation n'y sont point accoutumés, et l'on prit facilement pour manque d'habileté ce qui n'était le fruit que de profondes réflexions... Autre scandale pour les courtisans : vous souteniez qu'il n'y avait que peu de mystères d'État;... vous prétendiez qu'on pouvait négocier tout haut, puisqu'on n'avait que de bonnes vues ; qu'un État pouvait se conduire comme un honnête homme du monde, qui, après avoir bien pourvu à sa sûreté et à ses affaires, augmente sa considération par l'utilité dont il est à ses citoyens, arbitre actif sur leurs différends, n'évoquant que la justice et le bonheur parmi les hommes [1]. »

. *Journal de d'Argenson*, t. IV, p. 135-137.



Ces maximes, d'une honnêteté irréprochable, mais dont la généralité un peu vague pouvait prêter à bien des commentaires et l'application donner lieu à plus d'un mécompte, n'auraient pas suffi pour assurer la considération du nouveau ministre, si, par son zèle et son assiduité à remplir les devoirs de sa profession, il ne s'en fût montré plus véritablement digne. Mais d'Argenson se comporta tout de suite, comme il avait fait d'ailleurs toute sa vie, en travailleur actif et scrupuleux, et le ministère qui, depuis que le roi avait entrepris de le diriger lui-même, se plaignait de n'avoir plus de direction du tout, dut reconnaître que cette fois il avait retrouvé un chef. Levé à cinq heures du matin, d'Argenson prenait connaissance de toutes les dépêches, puis s'en faisait remettre une analyse sur un feuillet à mi-marge, disposé de manière à lui permettre de noter lui-même en regard, paragraphe par paragraphe, la réponse qui devait être faite. Ces notes autographes, précieusement conservées dans nos archives, sont d'une lecture curieuse et véritablement amusante. On y surprend, jetée sur le papier, avec

une vivacité prime-sautière, la pensée qui jaillit d'un esprit original. C'est un mélange, un contraste d'expressions familières, parfois triviales, mais toujours piquantes et de maximes déclamatoires et même légèrement pédantesques. Le canevas ainsi préparé était transmis, pour être converti en dépêche, à l'un des premiers commis que j'ai déjà nommés, Laporte-Dutheil et Ledran, le dernier surtout, que d'Argenson préférait, et qui avait trouvé grâce devant son jugement habituellement assez dédaigneux. « Ledran, dit-il, sait beaucoup, mais il écrit mal. » Ce que d'Argenson appelait mal écrire, c'était probablement mettre en usage le style traditionnel des instructions diplomatiques, style un peu lâche, dépourvu de relief, quelquefois même de précision, mais qui est, par là même, souverainement commode pour laisser à un négociateur la liberté de ses mouvements, lui permettre de reculer ou d'avancer à son gré, suivant les circonstances, sur le terrain mobile où il doit manœuvrer, et de s'exposer même à être désavoué si à la dernière heure un intérêt supérieur l'exige. Rien, en effet, ne devait plus

surprendre un employé, nourri dans de telles habitudes, que le langage heurté et tranchant, tantôt pittoresque, tantôt dogmatique, qu'affectionnait d'Argenson, et dont il tenait à retrouver la trace dans les communications envoyées à ses agents. Aussi parfois un dialogue s'engage, dont le papier a gardé la trace, entre le commis et le ministre. Le commis s'oppose respectueusement à telle expression trop vive, à tel jugement trop précipité, à tel aphorisme rédigé sous une forme trop absolue par le ministre ; le ministre insiste et veut être obéi, et de ce conflit, suivi d'une collaboration entre deux esprits si différents, sort une pièce d'un ordre composite, sorte de marqueterie où les mots qui portent le cachet particulier de d'Argenson ressortent en saillie sur le fond terne et un peu effacé des formules officielles qui l'entourent.

Quelques semaines seulement s'étaient écoulées entre l'entrée de d'Argenson au ministère et la mort imprévue de Charles VII, qui changeait par un coup de théâtre toute la face de la politique. Cet intervalle, trop court pour lui permettre de s'initier à tout le détail des affaires,

lui avait suffi cependant pour qu'il se déclarât hautement, dans le conseil, partisan d'une paix prochaine, et pour qu'il fît connaître au roi lui-même à quelles conditions il croyait possible de l'obtenir. Suivant lui, il aurait fallu adopter sur-le-champ le système d'une *heureuse et prévoyante défensive*, renoncer, par conséquent, à tout mouvement en avant, soit en Flandre, soit au delà du Rhin, soit en Italie, et se borner à garder vigoureusement les positions prises. Dans cette attitude expectante, on pouvait espérer que, de guerre lasse, et grâce à cette démonstration évidente de nos vues modérées et désintéressées, un mouvement se prononcerait de toutes parts en Europe en faveur de la paix. On ne voit pas trop comment cette *prévoyante defensive* eût été compatible avec les engagements pris envers Charles VII, envers Frédéric, envers tous les alliés de la France, en un mot, qui comptaient sur sa parole pour être secondés dans des opérations d'un tout autre caractère. C'est ce que le roi, allant moins vite en besogne que son ministre, lui fit assez sagement remarquer. Dans une pièce écrite de sa

propre main, et qu'il appelait lui-même son *ultimatum* pour la paix, Louis XV établit, non sans raison, qu'il ne lui paraissait pas possible de poser les armes, si l'Empereur, alors encore vivant, n'obtenait pas satisfaction, et si l'infant d'Espagne n'était pas doté en Italie de l'apanage qui lui était promis; et il ajoutait, toujours avec cette justesse de coup d'œil qui ne l'abandonnait jamais, même dans ses jours de paresse et d'indolence, qu'on n'obtiendrait pas de telles conditions en se pressant de les proposer, et qu'une vigoureuse attitude militaire, en effrayant les ennemis, pouvait seule les réduire à venir à composition; c'était là, disait-il, l'utilité de la campagne de Flandre. « Effrayer! dit douloureusement d'Argenson. Pourquoi effrayer? Cessons les injures, diminuons les craintes, et nous ramènerons la paix [1]. »

Ce qui prouve que d'Argenson ne comprenait pas aussi bien que le roi la conséquence du système dans lequel il voulait l'engager, c'est qu'au moment même où il proposait une ligne

1. *Mémoires et Journal de d'Argenson*, t. IV, p. 247-261.

de conduite qui aboutissait directement à l'abandon de tous les alliés de la France, il n'en cherchait pas moins le moyen de continuer et même d'étendre son union avec les princes d'Allemagne. Un de ses premiers soins, en effet, fut de faire composer sous ses yeux une lettre destinée à la publicité, et censée écrite par un *fidèle sujet de l'Empire*, pour presser tous les membres du corps germanique, au nom de l'intérêt de leurs libertés communes, de se resserrer autour du chef que l'élection leur avait donné.

Dans cet écrit, que nos archives conservent et qui porte la trace d'une plume exercée et parfois éloquente, la conduite et la personne de Marie-Thérèse sont qualifiées dans des termes d'une virulence qui n'annonçaient pas les pensées pacifiques dont le ministre était animé; la verve poétique a évidemment entraîné l'écrivain et lui fait oublier, à tout moment, la modération officielle qui sans doute lui était commandée « L'archiduchesse! s'écrie-t-il, ravage la patrie, elle dépouille l'Empereur de ses États héréditaires : elle remplit l'Allemagne de troupes qui

ne connaissent de discipline que le brigandage. Et nous doutons encore si nous devons tous nous unir contre les Huns et secourir notre Empereur et notre Empire! Princes et villes libres qui voulez continuer de l'être, réfléchissez sur ce qui s'est passé et sur ce qui nous menace, et voyez si l'union la plus prompte et la plus durable n'est pas l'unique moyen qui vous reste pour notre sûreté et pour votre gloire... » Ce n'est que vers la fin et dans la péroraison que le Français, déguisé en Allemand, paraît se souvenir qu'on l'a chargé, non de prêcher une croisade et la guerre à outrance, mais de disposer, au contraire, les esprits à une solution pacifique. — « De votre union, dit-il alors, dépend le bonheur de l'Europe;... par elle, les lois régneront à la place des armes, et nous verrons la félicité publique assurée depuis l'Elbe jusqu'au Tibre. C'est ce que tant de peuples, les uns à genoux, les autres les armes à la main, demandent à la reine de Hongrie, et cette paix nécessaire, à laquelle il faudra bien revenir tôt ou tard, n'est pas si difficile à faire qu'on pense : l'histoire des temps anciens et modernes en

fournit de bons modèles. » Avant de livrer la pièce à la publicité, d'Argenson crut devoir la communiquer à un diplomate expérimenté, qui était de ses amis, Bussy, le dernier envoyé qui eût représenté la France en Angleterre. Bussy resta évidemment un peu surpris du ton incohérent et disparate de ce mélange de satire et d'idylle. Il annota la pièce avec soin, signalant plusieurs erreurs de faits et de chronologie qui ne pouvaient manquer d'être relevées par des publicistes allemands et auraient trahi l'origine de la composition, puis il résuma son jugement par ces deux notes mises, l'une en tête et l'autre en queue du manuscrit : « Ce mémoire est du poète Voltaire; c'est une vraie capucinade politique [1]. »

A travers ces inconséquences, les tendances pacifiques de d'Argenson s'étaient pourtant manifestées avec assez d'éclat pour que le roi, qui s'en amusait, dît volontiers qu'il avait dorénavant deux d'Argenson dans son conseil, le d'Argenson de la guerre et le d'Argenson de la

1. *Correspondance d'Allemagne.* — *Diète de Francfort*, décembre 1744. (Ministère des affaires étrangères.)

paix. On peut donc s'étonner que le jour où la vacance du trône impérial faisait disparaître le principal objet du conflit européen et offrait un moyen naturel de le terminer, d'Argenson n'ait pas été de ceux qui bénirent cet événement providentiel et se montrèrent pressés de répondre à cet appel de la fortune. Il y a d'autant plus lieu d'en être surpris qu'on peut voir, par son journal, qu'au début même de la guerre, il avait été du nombre des censeurs les plus sévères du cardinal de Fleury, auquel il reprochait amèrement d'avoir compromis la bonne renommée de la France en manquant aux engagements pris envers la succession autrichienne. Le moment devait donc lui paraître tout à fait opportun pour réparer la faute commise, puisqu'il n'était même plus besoin d'en faire pénitence. Il n'en fut rien cependant : on chercherait vainement dans les premiers écrits qui portent la signature de d'Argenson une indication quelconque de laquelle on puisse conclure qu'il ait aperçu la voie nouvelle qui s'ouvrait devant lui et encore moins qu'il ait eu la tentation d'y entrer. Rien de plus confus, de plus contradictoire que les premières

instructions qu'il envoie après l'événement imprévu de Munich. Là où on chercherait le coup d'œil et la décision de l'homme d'État, on ne trouve que l'émotion d'un esprit systématique arrivé aux affaires plein de confiance dans ses théories, et qui se trouve jeté à l'improviste dans la mêlée confuse de complications pratiques qu'il n'avait pas même soupçonnées; c'est l'éblouissement d'un solitaire qui sort de l'obscurité, et que les jeux inattendus de la lumière aveuglent au lieu de l'éclairer. Toutes les difficultés sont soulevées, aucune n'est résolue. Ce sont des questions qu'il pose et non des indications qu'il donne. L'union de Francfort peut-elle subsister quand elle n'a plus pour objet la défense des droits de l'Empereur? Si elle se dissout, quels engagements reste-t-il à la France envers ses alliés? La présence des troupes françaises dans l'Empire peut-elle être justifiée, quand elle n'est plus appelée par une réquisition impériale? Dans l'intérêt même de la liberté de l'élection future, ne serait-il pas plus convenable qu'elles fussent éloignées? Le jeune électeur de Bavière doit-il se presser de prendre le titre

royal de Bohême? Et puis, avant tout, il faut savoir ce que pense et ce que veut le roi de Prusse. Ce qui n'empêche pas qu'en attendant « il faut que notre conduite et nos démarches témoignent d'une hauteur noble et constante, et ne se sentent d'aucun relâchement dans cette occasion triste et malheureuse où le fruit de nos dépenses et de nos efforts périt tout à coup[1] ».

1. Voir les lettres de d'Argenson à Valori, à Chavigny, à Lanoue, ministre résident auprès de la diète de Francfort, 27, 28 et 29 janvier 1745. — (*Correspondance de Prusse, de Bavière et d'Allemagne.* — Ministère des affaires étrangères.) — Chambrier à Frédéric, 29 janvier 1745.

Toutes ces pièces attestent que la plus grande incertitude régnait en ce moment dans l'esprit de d'Argenson sur le parti à prendre par suite de la mort de Charles VII et de la vacance de l'empire. A la vérité, Flassan, dans l'*Histoire générale de la diplomatie française*, ouvrage justement estimé, insère une pièce qu'il attribue à d'Argenson et dont il résulterait que ce ministre aurait proposé au roi d'abandonner à peu près complètement l'attaque des Pays-Bas pour concentrer toutes ses forces sur l'Allemagne, où il aurait conduit lui-même une expédition afin d'empêcher l'élection du grand-duc. — (Flassan, t. II, p. 244 et suiv.). La plupart des historiens ont adopté de confiance l'assertion de Flassan, et présenté d'Argenson comme ayant à cette époque donné un conseil hardi, que Louis XV, suivant eux, eut le tort de ne pas suivre. J'ai vainement cherché aux archives des affaires étrangères une trace quelconque de la pièce donnée par Flassan. M. E. Zévort, dans sa complète et curieuse étude sur le marquis d'Argenson, que j'ai sou-

Pendant ces hésitations, les délibérations du conseil allaient leur train, comme je l'ai dit, et la continuation de la guerre en Allemagne, ne rencontrant pas d'opposition sérieuse, fut définitivement arrêtée. Force est alors à d'Argenson de donner connaissance de la décision aux cours neutres et alliées, et c'est le sujet d'une de ces curieuses discussions dont j'ai parlé qui s'engagent par écrit entre le ministre et son premier

vent consultée avec profit, ne paraît pas avoir été plus heureux que moi, car il ne mentionne même pas ce document, qu'il n'aurait certainement pas négligé s'il l'avait rencontré. Je suis loin de dire cependant que la pièce n'ait jamais existé : la plus grande partie des papiers laissés par d'Argenson a péri, comme on sait, dans l'incendie de la Bibliothèque du Louvre (où ils étaient déposés) en 1871, et c'est là, sans doute, que Flassan l'avait trouvée, ainsi que d'autres documents qu'il cite et qui ont également disparu Mais ce qui prouve qu'en la rédigeant d'Argenson n'y attachait lui-même que peu d'importance, et qu'il faut n'y voir qu'une des différentes phases par lesquelles son esprit passa dans ce moment critique sans pouvoir s'attacher à aucune idée fixe, c'est qu'il n'en fait aucune mention lui-même dans ses *Mémoires*, et que, notamment, il n'y est question nulle part d'un projet d'expédition à conduire en Allemagne sous le commandement du roi. L'idée d'envoyer le roi au fond de l'Allemagne après les malheurs de l'année précédente, et avec les souvenirs que ces épreuves avaient laissés, était tellement étrange que, si elle fut réellement présentée au conseil, elle dut exciter un véritable soulèvement et ne put obtenir l'honneur même d'un instant de discussion.

commis. Au moment de rédiger la circulaire, Ledran, qui tient la plume, croit devoir présenter quelques observations sur les difficultés qu'il prévoit : « J'aimerais bien mieux, répond le ministre, un projet de dépêche prêt à partir cette nuit, comme on me l'a recommandé, que ces remontrances générales et contradictoires à ce qui a été ordonné hier dans deux conseils après quantité de délibérations... Il en arrivera ce qui pourra : bien, j'espère ; mais pour la paix et un armistice dans le *statu quo,* il n'y faut plus penser... A tout ceci, monsieur, vous voyez plus de doutes que de solutions, ce qui me donnera plus d'inquiétudes et de labeurs jusqu'à ce que vous ayez adopté l'avis du conseil. Il faut écrire à nos alliés et neutres que nous restons dans nos engagements... que nous sommes bien affligés, que nous leur demandons conseil et que nos troupes ne sont dans l'Empire que pour défendre nos alliés [1]. »

La dépêche à peine partie, on dirait pourtant

1. Note de d'Argenson, 20 janvier 1745. — (*Correspondance d'Allemagne, diète de Francfort.* — Ministère des affaires étrangères.)



que d'Argenson y a regret, car, revenant par un détour à ses vues favorites de politique expectante, il se demande si on ne viendrait pas aussi bien à bout d'éloigner l'Autrichien du trône, simplement en faisant le vide en Allemagne et en y laissant aux prises les amis et les adversaires de Marie-Thérèse, sauf à entretenir sous main leurs divisions. « Le moyen, dit-il dans une autre note (qui, cette fois, a le caractère d'un monologue), de tirer finalement quelque profit secret pour nous (de la situation actuelle) est peut-être que les partis se balancent en Allemagne. Pour faire naître ces partis et ces divisions semblables à ceux que la pomme de discorde éleva parmi les déesses, le meilleur moyen est de laisser faire : la jalousie et l'envie suffisent à la discorde, ces ressorts ne sont que trop naturels à l'humanité ! Aujourd'hui, tout s'est réconcilié à la maison d'Autriche, on a oublié ses méfaits, on a été ému de pitié pour la reine de Hongrie : on déteste ses persécuteurs ; on sent les maux qu'ils ont causés et qu'ils causent en Allemagne ; c'est que les progrès de cette discorde ont été menés un peu lourdement

par notre ministère. Une conduite plus délicate serait plus effi cace : ne point presser l'accouchement. La personne du grand-duc est haïe et méprisée dans l'Empire. Il y aura assez de défauts à reprocher à ce dernier : son origine, sa naissance hors d'Allemagne. Faire élever des écrits en quantité contre ce dessein, en appuyer sourdement les difficultés et les rivaux... Par plus de tranquillité et d'apathie, nous serons plus actifs que par la conduite passée. L'air de tranquillité et la contenance de force se feront valoir et nous feront rechercher. Je demande ce qui arriverait si la France n'existait pas? Doute-t-on que l'élection d'un chef ne causât toujours de grands troubles parmi les membres [1] ? »

On aurait difficilement persuadé à personne, soit en France, soit en Allemagne, que le moyen le plus sûr de disputer l'Empire au grand-duc était de ne lui susciter aucun obstacle et de ne lui opposer aucun rival en état de lui faire tête.

1. Note de d'Argenson, février 1745. — (*Correspondance de Bavière*. — Ministère des affaires étrangères.) — Cette note n'est pas comme les autres de la main même du ministre, mais il n'est pas douteux qu'elle vienne de lui, puisqu'il y est parlé des ordres qu'il a reçus du roi.



De gré ou de force, par conséquent, et malgré ces bonnes ou mauvaises raisons pour ne rien faire, il fallait bien chercher un concurrent, et le champ électoral étant très restreint, il n'y en avait au fond qu'un seul possible. Les trois électeurs ecclésiastiques et les deux rois protestants étaient hors de cause : le fils de Charles VII, presque enfant, se reconnaissait lui-même trop jeune pour qu'on pût songer à charger ses épaules d'un fardeau que son père n'avait pas su porter. L'électeur palatin était presque aussi novice. On pouvait sans doute choisir en dehors du collège électoral ; mais aucun des princes qui n'y siégeaient pas n'aurait justifié par un mérite exceptionnel cette dérogation aux habitudes, et c'eût été affaiblir l'argument principal qu'on faisait valoir contre le grand-duc. Le seul nom qu'on pût prononcer, c'était donc celui de l'électeur de Saxe, roi de Pologne, maître à ce double titre de deux grands États, époux d'une archiduchesse comme l'Empereur défunt, et pouvant rallier par là comme lui beaucoup de partisans de la maison d'Autriche.

C'était un prétendant des plus sérieux et la carte forcée pour ceux qui ne voulaient pas du grand-duc. Restait à savoir si Auguste III lui-même accepterait la candidature, au moins dans des conditions qui conviendraient à la politique française, et si la personne conviendrait à ses confrères couronnés, de qui le choix dépendait, en particulier au puissant, à l'illustre, au royal électeur de Brandebourg?

Mais que voulait-il donc et qu'allait-il penser dans cette occurrence inattendue, ce grand et toujours mystérieux personnage, dont l'esprit livré tour à tour à de secrets calculs, ou emporté par la mobilité de ses caprices, tenait constamment en inquiétude ceux qui avaient à traiter avec lui? D'Argenson avait raison de dire que l'opinion de Frédéric était la première chose à connaître; mais c'était là aussi le point qu'il était le plus difficile de démêler, bien qu'il ne fût pas tout à fait impossible de le deviner. Dès le lendemain, en effet, du jour où la mort de Charles VII fut connue à Berlin, Frédéric, s'attendant à la question qu'on allait lui faire, s'était arrangé de

manière à être dispensé d'y répondre, en prenant lui-même les devants pour la poser à Louis XV. — « Monsieur mon frère, lui écrivait-il le 26 janvier, il semble qu'il y a une fatalité singulière qui, depuis quelques mois, se plaît à contrarier et à bouleverser tout ce qu'on édifie ; il n'était point assez de la détention du maréchal de Belle-Isle, voilà l'Empereur mort, et la reine de Hongrie qui, par la supériorité qu'elle a dans le collège électoral, regarde déjà la couronne impériale comme assurée sur la tête de son époux. Je prie Votre Majesté de me dire ce qu'elle pense dans la crise terrible où sont les choses, quelle idée elle a sur l'avenir et sur le remède qu'elle regarde le plus convenable pour rétablir le mal. Je suis si affligé que je ne puis lui en dire davantage. »

L'affliction n'était pas telle que, deux jours après, il ne pût reprendre la plume, cette fois pour dépeindre, sous les plus sombres couleurs, l'état où l'Empire était jeté par la disparition subite de son chef; mais en se gardant bien d'indiquer, même par un mot, le remède qu'il regardait comme de nature au moins à atténuer

le mal. — « Depuis que l'Empereur est mort, disait-il, il me semble qu'il y a un changement prodigieux dans les affaires d'Allemagne, qu'il faut songer à de nouvelles mesures à prendre... Je ne dois pas cacher à Votre Majesté le découragement et l'abattement où la mort de l'Empereur a mis nos alliés. En un mot, il n'y a que Votre Majesté qui puisse porter remède à tout cela... Il est temps de prendre des mesures solides pour l'avenir. J'attends avec beaucoup d'impatience les idées de Votre Majesté. Il est sûr que l'Empereur ne pouvait mourir plus mal à propos pour tous nos intérêts, et que cet événement dérange toutes nos mesures[1]. »

Quelques jours se passent encore et, à la suite d'un entretien avec le ministre de France, Valori, qui, en attendant des instructions plus positives, avait essayé de sonder le terrain et de le faire parler, c'est par des compliments à moitié ironiques et des protestations d'une modestie affectée qu'il persiste à couvrir un silence énigmatique. — « Monsieur mon frère,

1. Frédéric à Louis XV, 26 janvier 1745. — *Pol. Corr.*, t. IV, p. 24.

écrit-il le 8 février, je me trouverais trop heureux si je pouvais servir d'instrument pour rétablir la paix en Europe ; les grandes choses que Votre Majesté a faites auraient dû produire des sentiments pacifiques chez ses ennemis. Je ne sais s'ils pensent ainsi, ou si la fureur du gain leur fera continuer le jeu... Si Votre Majesté le souhaite, je puis leur tâter le pouls et sans la commettre en rien. S'il y a apparence de calmer les esprits, j'emploirai tous mes efforts pour rétablir la paix et l'union. Je ne suis pas à même de pouvoir donner des avis à Votre Majesté, et la supériorité de ses lumières sont autant d'objets qui me réduisent au silence [1]. »

Cette défiance de ses propres lumières et cette confiance dans celles d'autrui n'étant pas des traits habituels du caractère de Frédéric, Valori ne se crut pas obligé d'en être dupe, pas plus qu'il ne se sentit tenté de remettre à un intermédiaire si peu sûr le soin de *tâter le pouls* à l'Europe. « Le roi de Prusse, écrivit-il en rendant compte de la même conversation, me

1. Frédéric à Louis XV, 30 janvier, 6 février 1745. — *Pol. Corr.*, t. IV, p. 31-35.

paraît prendre le même train qu'il a pris après la mort de Charles VII, c'est-à-dire qu'il va négocier pour son compte à peu près partout [1]. »

Valori ne voyait que trop juste, et les éditeurs des dépêches prussiennes prennent soin de nous l'apprendre. C'était bien, en effet, le vieux jeu qui recommençait, et que j'ai eu tant de fois l'occasion de signaler qu'il est presque monotone d'y revenir. Non seulement au même moment, mais le même jour et à la même heure où Frédéric faisait humblement confidence à Louis XV de ses incertitudes en lui demandant de l'éclairer il écrivait à ses deux représentants, à La Haye et à Londres, en les chargeant de sonder sur-le-champ les intentions des deux puissances maritimes, et il ne faisait pas difficulté de leur offrir son concours dans l'élection si inopinément ouverte, dussent même leurs préférences se porter sur l'époux de Marie-Thérèse, pourvu qu'on voulût bien lui tenir équitablement et même généreusement compte de ce sacrifice. — « Vous direz, écrivait-il à Andrié, son ministre

1. Valori à d'Argenson, 30 janvier 1745. (*Correspondance de Prusse*. — Ministère des affaires étrangères.)

en Angleterre, que je me prêterais avec plaisir aux idées que le ministre anglais pourrait avoir pour l'élection d'un *nouveau* (*sic*) Empereur, et que, si nous étions une fois d'accord là-dessus, il ne serait pas difficile d'y faire entrer le reste du collège électoral; que mon intention était sincère de tirer fidèlement la même corde avec l'Angleterre, dès que la paix serait rétablie entre moi et la reine de Hongrie... Vous pouvez même trancher le mot, et faire entendre que si on veut travailler en cette occasion pour les intérêts de la maison d'Autriche, comme cela paraît probable, il faudrait avoir soin de mes intérêts, pour me procurer un *bon morceau* pour m'indemniser pour le présent, et ajouter de fortes clauses d'une sûreté suffisante pour l'avenir. » Enfin, il résumait tout par cette métaphore qu'il affectionnait : « C'est l'heure du berger qu'il ne faut pas négliger, si l'on veut m'avoir[1]. »

Venant de regretter, comme je me suis cru en droit de le faire, que le cabinet français n'ait pas saisi, lui aussi, l'occasion de mettre à

1. Frédéric à Podewils et à Andrié, 26-27 janvier 1745. *Pol. Corr.*, t. IV, p. 26-27.

profit pour son propre compte les prédilections conjugales de Marie-Thérèse, je n'aurais pas le droit de blâmer Frédéric précisément d'avoir fait preuve de l'esprit politique qui manqua, suivant moi, aux ministres de Louis XV. Sans doute, la loyauté exigeait que ce genre de marché ne fût ni conclu ni même engagé sans que tous les alliés fussent prévenus et appelés à y participer; mais à ce reproche près (auquel Frédéric eût été certainement peu sensible), il est impossible de ne pas rendre hommage à la promptitude de coup d'œil qui lui permettait de se retourner ainsi sur place, dans une circonstance aussi imprévue, surtout quand on vient d'être témoin de l'indécision et du trouble qui régnaient à la même heure dans les conseils de Versailles.

Ce qui donnait à Frédéric l'espoir de faire accueillir ses ouvertures du cabinet anglais, c'était, comme j'ai déjà eu l'occasion de l'indiquer, la modification que ce cabinet même venait de subir et qui paraissait inspirée par des sentiments pacifiques. Il faudrait entrer dans des détails qui seraient ici déplacés sur le mou-

vement des partis en Angleterre, et même avoir pénétré plus avant que je n'ai pu le faire dans les coulisses du parlement pour bien faire comprendre quelles étaient la nature et surtout la mesure de cette modification ministérielle. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'en moins de deux ans, un revirement tel s'était opéré dans l'opinion britannique, que, tandis que Walpole avait succombé pour avoir hésité trop longtemps à prendre la défense de Marie-Thérèse, ses successeurs, en butte au reproche contraire, étaient mis violemment en cause pour avoir engagé trop avant, au service d'une politique allemande, les troupes et surtout les finances de l'Angleterre. Le principal accusé était le ministre des affaires étrangères, lord Carteret, appelé, depuis son entrée au cabinet, à la succession du titre de comte Granville. Cet habile courtisan avait su entrer dans la faveur royale presque aussi avant que Walpole lui-même, mais par le même procédé, disait-on, c'est-à-dire en prenant au détriment des intérêts de l'Angleterre ceux du patrimoine de la maison de Brunswick. On lui reprochait en particulier de consacrer à la solde

des troupes hanovriennes la plus grande partie des subsides dont le parlement le laissait disposer, tandis que l'électorat, si cher au cœur de George II, maintenu dans une neutralité prudente, ne contribuait en rien à la défense de sa propre sécurité. Sous l'empire de cette préoccupation, disaient toujours les adversaires passionnés du cabinet, on avait négligé la suite si importante des opérations maritimes, mollement résisté à l'invasion française dans les Pays-Bas, laissé dépérir l'influence britannique à La Haye, en un mot affaibli l'action de l'Angleterre partout où sa propre cause était véritablement en jeu et sa supériorité facile à établir. Vraies ou fausses, ces imputations, dont l'éloquence passionnée du grand Pitt faisait retentir tous les échos de la tribune, avaient tellement ému le sentiment public que les collègues de Granville, les deux Pelham, qui, depuis longtemps, ne l'aimaient guère, durent décider le roi, bien malgré lui, à l'abandonner. Entrant alors en alliance avec leurs adversaires de la veille, ils formèrent un cabinet de coalition dont le programme fut de se retirer le plus tôt possible des

complications d'outre-Rhin pour concentrer son action là où l'Angleterre avait véritablement intérêt à l'exercer. « La guerre, disait une lettre d'une personne bien informée du temps, devra être continuée mais *anglicisée.* » Ces dispositions étaient assez connues pour qu'avant même la mort de l'Empereur, Frédéric eût déjà essayé d'en profiter; mais aujourd'hui, la vacance du trône lui offrant un moyen facile de dégager l'Angleterre de l'Allemagne pour la laisser en tête à tête avec la France, il pouvait raisonnablement se flatter de trouver à Londres des oreilles prêtes à l'écouter.

Le courrier, porteur de ses propositions, était donc déjà parti, et il en attendait le retour avec anxiété, quand Valori, cette fois muni d'instructions officielles, vint lui demander son concours pour appuyer l'élévation du roi de Pologne à la dignité impériale. L'invitation était faite avec instance, et Valori était même autorisé à offrir d'aller en personne porter à Dresde la proposition. On l'autorisait également d'avance à proposer à Auguste un large subside pour tenir lieu de ce qu'il perdrait sans doute en

quittant l'alliance anglaise. Quand même Frédéric n'aurait pas déjà eu un autre dessein en tête, l'idée lui aurait paru médiocrement séduisante. Il avait très pauvre idée de son voisin de Saxe, et ne s'était pas gêné pour lui faire savoir son opinion, en décochant journellement contre lui ces traits sarcastiques dont il était prodigue, et qui allaient toujours blesser au point le plus sensible l'amour-propre de ses victimes. Entre le mépris affiché de l'un des princes et le ressentiment de l'autre, les relations de la Prusse et de la Saxe étaient arrivées à un degré d'aigreur qui se trahissait en toute occasion. Si les deux États n'étaient pas en guerre ouverte, peu s'en fallait, puisque, en moins de six mois, les Prussiens avaient traversé la Saxe en armes sans en demander la permission, et qu'en retour les Saxons étaient venus en Bohême aider le prince Charles à chasser Frédéric; mais ces dissentiments particuliers auraient pu céder aisément à un intérêt plus général, et Frédéric eût été le premier à s'y prêter si le couronnement d'Auguste III fût entré à un degré quelconque dans les vues de sa politique. Par malheur,

c'était précisément le contraire, et peut-être à Versailles aurait-on pu s'en douter, seulement en regardant la carte. Autant, en effet, il pouvait convenir à un roi de Prusse que le centre de l'Empire fût à Munich, autant il devait peu lui plaire de le voir transporté à Dresde. Un électeur de Bavière, par la situation même et la dimension modeste de ses États, ne pouvait menacer la Prusse d'aucune agression, et, au contraire, devait constamment avoir besoin de son appui pour se défendre, soit de la France, soit de l'Autriche. Aussi Frédéric avait-il pris l'habitude de considérer Charles VII comme son client plutôt que comme son suzerain. Mais il ne pouvait voir du même œil le souverain héréditaire de Saxe, souverain également de la Pologne (par élection à la vérité, mais le second pourtant de sa race qui eût régné à Varsovie). Cette double qualité faisait d'Auguste un monarque presque aussi puissant que l'héritier des margraves de Brandebourg. Placé en armes à la porte même de Berlin, tenant les clefs de la conquête encore si récente et si précaire de la Silésie, il pouvait, pour peu qu'il fût appuyé de

la Russie, prendre la Prusse par surprise, à la fois en flanc et à dos. Que ne devait-on pas craindre d'un tel rival, si à l'avantage de la position il joignait la supériorité du rang? — « Nous aurions là un furieux voisin », disait le ministre Borck à Valori; et Podewils, plus discret, ajoutait tout bas : « Du grand-duc ou de celui-là, je ne sais pas qui serait le plus redoutable pour nos intérêts. »

Frédéric, cependant, plus réservé que ses ministres, laissa moins éclater son déplaisir et se contint par une raison qui faisait honneur à sa prudence plus qu'à sa franchise. Il connaissait trop bien Marie-Thérèse pour ne pas prévoir qu'exaltée, comme elle devait l'être, par un événement qui comblait ses espérances — animée plus que jamais de ressentiment à la fois et d'ambition — elle serait peu disposée à l'admettre en grâce et n'y consentirait qu'en lui imposant des conditions humiliantes qu'il était décidé d'avance à ne pas subir. Il n'avait, de plus, nulle confiance dans l'énergie que déploierait, pour la contraindre à se montrer plus accommodante, le nouveau cabinet anglais encore très mal assis

et sourdement contrecarré par son roi. La seule manière, par conséquent, qu'il eût de s'assurer le *bon morceau* qu'il convoitait, c'était de vendre à un prix élevé sa voix électorale au grand-duc. Mais cette denrée n'avait de valeur vénale qu'à la condition qu'il se présentât sur le marché un autre acheteur que le grand-duc lui-même. Aux enchères politiques comme à toute autre, c'est la concurrence qui élève les prix. Il lui convenait donc, non seulement qu'Auguste III se mît en avant, mais que sa candidature fût assez sérieuse pour inquiéter sa rivale et la disposer à faire quelques sacrifices en vue de l'écarter. C'était un objet d'échange qu'il était bon de préparer pour la négociation de la dernière heure [1].

Dans cette pensée, il se garda bien de faire à

1. D'Argenson à Valori, 31 janvier 1745. — Valori à d'Argenson, 17 mars et 3 avril 1745. — C'est dans ces deux dernières dépêches, postérieures de quelques semaines à la première mission de Valori, que cet envoyé rapporte les propos des ministres prussiens; mais il les donne comme la suite et le résumé de plusieurs conversations antérieures. La pensée de Frédéric se trouve, d'ailleurs, dans une lettre de lui à Chambrier, 2 mars 1745. (Ministère des affaires étrangères.)



Valori une réponse trop décourageante ; il se montra même disposé d'assez bonne grâce à se mettre en campagne pour Auguste III : mais le prétendant acceptait-il lui-même la prétention? C'est avant tout ce qu'il fallait savoir, et ce n'était pas lui, fit-il remarquer, qui pouvait se charger de s'en informer. Auguste III nourrissait, dit-il, contre lui un ressentiment qui allait jusqu'à la haine, et toute ouverture qui porterait l'étiquette prussienne paraîtrait un piège contre lequel, d'avance et sans rien écouter, toute la cour de Saxe se *raidirait* et se mettrait en garde. Que la France fît donc la première avance, qu'elle se mît elle-même en mesure de sonder les intentions et d'adoucir l'humeur de son candidat. Rien de mieux imaginé à ce point de vue que le voyage de Valori, et il y donnait les mains de grand cœur. Le ministre de France avait su, pendant les transactions de la guerre précédente, se rendre agréable au roi et surtout à la reine de Pologne. On ne saurait trouver de meilleur porteur de paroles ; « seulement, répéta Frédéric à plusieurs reprises, qu'on ne parle pas de moi, mon nom seul gâterait tout ».



Gagner du temps en éloignant Valori, c'était tout ce que Frédéric pouvait souhaiter. Rien ne pouvait donc mieux lui convenir qu'une mission qui, sans l'engager personnellement, lui laissait le loisir de voir venir la réponse de Londres. En attendant, il était charmé d'être délivré d'un observateur sagace dont la surveillance le gênait, qui connaissait toutes ses finesses et pouvait même au besoin se ménager des intelligences secrètes dans sa chancellerie[1].

Par le même motif, Valori était beaucoup moins pressé de partir que Frédéric de le mettre en voiture. « Je ne ferai rien, écrivait-il à Paris, si le roi de Prusse me défend de parler de lui; à peine pourrai-je rompre la glace. » Le roi insistait pourtant et les ordres de Versailles étant positifs, il fallut bien se décider à se mettre en route; mais auparavant Valori voulut être

1. *Pol. Corr.*, 10 février 1745, t. IV, p. 41. — Mémoire intitulé : Réponse qu'on peut faire au marquis d'Argenson. — Valori à d'Argenson, 9 février 1745. (*Correspondance de Prusse.* — Ministère des affaires étrangères.) — Dans une lettre à ses ministres, Borck et Podewils (*Pol. Corr.*, t. IV, p. 75), Frédéric dit expressément : « Je sais de science certaine que les Français ont eu notre chiffre et que Valori a des espions dans la chancellerie.

admis à une dernière entrevue afin de tâcher d'obtenir quelques paroles dont il pût se servir pour le succès de sa mission. Frédéric, qui était allé à Potsdam soigner une indisposition vraie ou fausse, ne se prêta qu'à regret à cette audience de congé. « Le voyage de Valori me convient beaucoup, écrivait-il à Podewils en fixant l'heure du rendez-vous; mais il s'agit de ne pas me barbouiller trop profondément dans l'affaire du roi de Pologne, c'est-à-dire de me ménager des moyens honnêtes de m'en tirer, vu les négociations où nous sommes avec les Anglais et dont il y a grande apparence que nous nous en tirions à notre honneur... Arrivez avant Valori, afin que nous puissions bien peser les termes et employer toutes les chevilles dont une matière aussi délicate que celle-là est susceptible. »

Valori trouva, en effet, son royal interlocuteur tellement boutonné et redisant sur tant de tons qu'il ne voulait pas qu'on parût venir de sa part, qu'à la fin impatienté : « Eh bien! sire, dit-il, si pour réussir il faut dire autant de mal de vous que j'en entendrai, je vous promets de

ne pas m'en abstenir! — Allez donc, reprit Frédéric, prenant la plaisanterie en bonne part, vous tenez la destinée de l'Europe dans vos mains, et si vous réussissez, je vous dresserai des autels. »

Si Frédéric, en poussant Valori dehors en quelque sorte par les épaules, avait espéré être délivré pour quelques jours au moins de toute conversation avec la France, il fut déçu, car, avant même que Valori eût quitté Berlin, un autre Français y arrivait. C'était l'officier supérieur dont il avait lui-même sollicité l'envoi avec instance, après l'arrestation de Belle-Isle, pour lui faire connaître, à la place du maréchal, les vues du gouvernement français au sujet de la campagne prochaine et établir un plan concerté d'opérations. Le chevalier de Courten (c'était son nom) était l'ami de Belle-Isle et, en cette qualité, il s'attendait à être mis tout de suite sur la sellette et pressé de révéler les desseins qu'avait dû lui confier l'illustre captif. Sa surprise fut grande de trouver, au contraire, que Frédéric évitait, éludait la conversation, ne se laissait entretenir qu'à bâtons rompus,

« m'assommant de questions, dit Courten, et sans donner le temps d'y répondre... Le peu d'intérêt que ce monarque me paraît prendre à nos manœuvres, le peu de concert qu'il me paraît avoir envie d'y apporter, me fait craindre qu'il ne ménage quelque accommodement avec la cour de Vienne et qu'il n'attende pour se déterminer le succès de la négociation de M. de Valori à la cour de Dresde... Il m'a répété à plusieurs reprises : Si M. de Valori ne réussit pas, que ferons-nous ?... Qui faire Empereur ?... Il ne m'a plus parlé de notre armée du bas Rhin, ni de celle de Bavière, ce qui, comme j'ai l'honneur de vous le dire, me donne beaucoup de défiance. Pendant que j'étais dans le cabinet du roi de Prusse, dit Courten en terminant, on lui a apporté un papier qu'il a décacheté avec une grande précipitation. Je l'examinai pendant qu'il en faisait la lecture. Il m'en paraissait extrêmement préoccupé et a relu plusieurs fois la même page avec émotion. Je n'ai pu savoir d'où venait ce paquet [1]. »

1. Courten à d'Argenson, 15 février 1745. (*Correspondance de Prusse.* — Ministère des affaires étrangères.)

Nous en savons peut-être un peu plus que Courten, car ce n'est point s'aventurer de supposer que la lettre, décachetée d'une main nerveuse, venait de Londres ou de La Haye; mais il paraît que la réponse si impatiemment attendue fut évasive et peu concluante, et que Frédéric eut beau la relire à plusieurs reprises, il ne se trouva pas assez édifié sur les intentions obscures et encore timides du nouveau cabinet anglais. Il restait donc dans un embarras dont deux jours après il faisait confidence à son ministre. « La poste de Hollande est arrivée, elle n'a rien apporté d'intéressant; celle de dimanche prochain sera plus décisive sans doute; j'ai presque dessein de me faire malade afin de gagner le jour de poste de dimanche, qui peut-être sera plus catégorique que celui-ci. Quel plan puis-je régler avec le chevalier de Courten? Si nous en ajustons un et que les Anglais fassent ma paix, les Français diront que je les ai trompés; si je n'en fais pas, ils diront que je négocie. Il faut se déterminer cependant, et je ne veux rien leur dire qui puisse m'attirer le reproche de les avoir

trompés. Je ne veux pas non plus m'éloigner d'eux sans être sûr que ma partie est bien liée avec l'Angleterre. Le cas est embarrassant, le remède presse, il faut penser à s'en tirer. Si je me fais malade, j'évite toutes les perquisitions. » Il n'attendit pourtant pas jusqu'à ce dimanche suivant pour envoyer à Andrié un plein pouvoir en règle avec ordre de mettre le successeur de Carteret aux affaires étrangères, lord Harrington, au pied du mur. « Il m'est impossible, disait-il, de rester plus longtemps dans l'incertitude... Insistez auprès de ce ministre, avec toute la politesse imaginable, de finir le plus promptement qu'il est possible... Si c'est tout de bon du ministre anglais de m'avoir et de me détacher de la France, il faut qu'on se dépêche [1]. »

Valori, cependant, arrivait à Dresde pour y trouver (quelle que fût la différence, — et elle était grande, — des deux hommes et des deux caractères) le prince saxon exactement dans les mêmes dispositions où il avait laissé le prince

1. Frédéric à Andrié, 19 février, à Podewils, 21 février 1745. — *Pol. Corr.*, t. IV, p. 55-58.

prussien. Là aussi l'offre de joindre la couronne impériale à celle de Pologne allait être non positivement repoussée, mais accueillie avec une bonne grâce apparente et du bout des lèvres, uniquement afin de s'en servir dans des intentions tout opposées à celles qui déterminaient la France à la proposer.

Frédéric, en effet, connaissait (comme toujours) bien la nature humaine quand il affirmait qu'Auguste III nourrissait contre lui une de ces haines qui ne pardonnent pas. Il n'est rien dont un être à la fois peureux et vain garde un souvenir plus amer que des injures qu'il n'a pas eu le courage de venger et des faiblesses auxquelles il a eu la lâcheté de consentir. Depuis quatre années, Auguste, tour à tour ami ou ennemi de Frédéric, tantôt malmené par lui, tantôt trahi, toujours moqué, n'avait pas cessé d'être son jouet. Il vivait dans une terreur constante de ce voisin incommode, véritable monstre à ses yeux, fait de génie et d'astuce, et dont l'amitié lui paraissait plus à craindre encore que l'hostilité. C'était une vision qui l'obsédait : guerre ou paix, faire quoi que ce soit de

oncert avec un tel homme, c'était toujours se mettre dans ses mains, j'ai presque dit tomber dans ses griffes. Aussi, pour se garantir de ce redoutable contact, venait-il, le 3 janvier précédent, quinze jours avant la mort de l'Empereur, de conclure à Varsovie un traité secret avec l'Autriche, l'Angleterre et la Hollande, par lequel les quatre signataires s'engageaient à se préserver réciproquement de toute attaque; et un subside de 500,000 écus était assuré annuellement par le trésor britannique pour le payement des troupes saxonnes. A la vérité, c'était là un acte purement défensif, dont les ratifications mêmes n'étaient pas encore échangées, et qui ne stipulait rien en vue d'une éventualité qu'on n'avait pu prévoir. En se portant pour successeur de Charles VII, Auguste, à la rigueur, n'eût manqué à aucune parole. Mais il n'en eût pas moins offensé gravement une femme irritable et couru le risque de retourner contre lui la coalition même des États dont il venait d'invoquer le patronage. Que lui resterait-il alors? Les promesses perfides de Frédéric et le mol appui de la France, qui ne passait pas en Allemagne pour

soutenir très énergiquement ses alliés. La seule pensée d'être réduit à une telle extrémité aurait fait frémir un cœur moins débile, et le fantôme de Charles VII, délaissé, bafoué, chassé de ses États, et finissant par mourir de misère et de terreur, était là devant tous les yeux comme un épouvantail fait pour détourner les ambitieux les plus téméraires de se lancer, à son exemple, dans une si périlleuse aventure.

De plus, j'ai expliqué par quelle singulière capitulation de conscience Auguste III en était venu à se laisser gouverner à la fois par un ministre protestant, le comte de Brühl, et un confesseur jésuite, le père Guarini. Ce ménage mixte convenait assez au peuple saxon, qui ne partageait pas la foi religieuse de la famille régnante. Le protestant rassurait les sujets contre les atteintes que le souverain aurait pu porter à la liberté de leur culte, tandis que le confesseur calmait les scrupules du souverain lui-même sur les concessions qu'il devait faire à l'hérésie. Mais l'accommodement conviendrait-il autant à l'Allemagne tout entière, où les divisions religieuses, à peine assoupies, étaient

toujours à fleur de terre, et où la moindre atteinte portée à l'équilibre très instable établi par la paix de Westphalie entre les diverses confessions pouvait soulever des nuages? De quel œil les Etats catholiques verraient-ils un disciple de Luther devenu l'*alter ego* du chef du saint-empire? Et les protestants, à leur tour, se soucieraient-ils de rendre leurs hommages au pénitent d'un jésuite? Le plus sûr, pour l'un comme pour l'autre des deux favoris, était de détourner un surcroît d'honneur, qui, en relevant la dignité de leur maître, aurait compromis leur fortune et leur crédit personnels.

Si donc il eut été nécessaire de faire à l'offre de Valori une réponse catégorique et immédiate, nul doute que souverain et ministres n'eussent été d'accord pour repousser le calice à peine doré qu'on leur présentait. Mais la décision n'était pas si pressante : dans l'état de trouble de l'Allemagne, l'élection impériale ne pouvait avoir lieu avant quelques mois, peut-être avant la fin de l'année courante. D'ici là, qui pouvait savoir ce qu'amèneraient la fortune des armes et les retours souvent imprévus de l'opi-

nion publique? Les peuples, lassés de la guerre, pouvaient, à un jour donné, jeter d'eux-mêmes les yeux sur un choix qui ne serait le triomphe d'aucun parti, mais au contraire un gage de conciliation et de paix. Marie-Thérèse elle-même, ou vaincue ou découragée, pouvait finir par s'y résigner, surtout si on réservait pour l'avenir au jeune archiduc son fils l'espoir d'obtenir la dignité qu'elle n'aurait pu conférer à son époux. Ce rôle d'arbitre accepté de tous et de médiateur suprême aurait sa grandeur, exempte de périls. On pouvait le laisser venir sans se compromettre, et sans se hâter d'y renoncer par avance. En attendant, le traité de Varsovie n'étant pas encore ratifié, la menace d'une candidature rivale dont on ferait peur à Marie-Thérèse pouvait aider à y introduire des stipulations nouvelles contenant, en faveur de la Saxe, des avantages nouveaux qu'on n'avait pas pu obtenir, ou qu'on n'avait pas osé demander.

Dans de telles dispositions, la conduite d'Auguste aurait été concertée avec celle de Frédéric qu'elles n'auraient pas semblé plus exactement calquées l'une sur l'autre. Sans paraître ni séduit

ni flatté, Auguste, d'un ton de désintéressement hautain, fit savoir que, bien que dépourvu lui-même de toute ambition personnelle et ne songeant qu'à finir en repos, en faisant le bonheur de ses sujets, il ne se refuserait pas à se charger du fardeau écrasant de l'Empire, s'il y était contraint par le vœu général et par le désir de servir à la paix commune. Mais il ne lui convenait de faire aucune démarche pour rechercher des suffrages, et celui du roi de Prusse moins que tout autre. Il avait contre son ancien allié trop de griefs légitimes pour que sa dignité lui permît de lui tendre le premier la main. Ses sujets, cruellement maltraités par la récente et brutale invasion de l'armée prussienne, ne lui pardonneraient pas d'oublier si vite la satisfaction due à leurs injures. C'était à la France, puisqu'elle avait la réconciliation à cœur, d'obtenir pour lui les réparations auxquelles il avait droit. On verrait ensuite à marcher d'accord. Dans une série d'entretiens répétés de jour en jour, et presque d'heure en heure, Valori ne put rien obtenir, ni du maître ni des serviteurs, que ces vagues protestations. La reine de Pologne seule

paraissait par moments se laisser toucher par la pensée de porter elle-même la couronne qu'elle n'avait pu voir sans dépit sur la tête de sa sœur cadette de Bavière. Mais Brühl était d'une froideur dont rien ne pouvait rompre la glace, et Valori ayant essayé de le prendre par un genre d'arguments auxquels il passait pour n'être pas insensible : « N'essayez pas de me corrompre, s'écria-t-il avec indignation ; les bontés du roi, mon maître, ne me laissent rien à désirer. » Quant au père Guarini, il y alla plus franchement : « Le roi n'a rien à faire, dit-il, et pas à bouger, il n'y a d'autre Empereur possible que lui : le grand-duc ne peut régner, car il n'est pas Allemand, il faudra donc bien qu'on vienne à nous [1]. »

1. Valori à d'Argenson, 17-26 février 1745. (*Correspondance de Prusse.* — Ministère des affaires étrangères.) — D'Arneth, t. III, p. 30 et suiv. Cet historien croit que Brühl se montrait favorable à la candidature du roi de Pologne. Les dépêches françaises assurent le contraire. — *Mémoires de Valori*, t. Ier, p. 212 et suiv. Je ne sais pourquoi, ce diplomate, dans ses mémoires, se montre beaucoup plus confiant que dans sa correspondance, dans la sincérité de Frédéric. « Ce prince, dit-il, voulait de bonne foi le roi de Pologne pour Empereur. » Ses lettres n'expriment, au contraire, que la méfiance.

Tant de raideur et de hauteur chez des gens ordinairement d'un naturel plus humble et moins inflexible étonnaient Valori, qui n'y voyait d'autre cause qu'un ressentiment aveugle contre le roi de Prusse et le désir de le perdre à tout prix. Les révélations de M. d'Arneth et les dépêches anglaises, qui (comme tout à l'heure celles de Prusse) servent de contre-partie et de commentaire à nos informations françaises nous donnent, de l'attitude d'Auguste et de son conseil, une explication plus simple. Avant même que l'envoyé français fût arrivé à Dresde, comme on se doutait de ce qu'il apportait, et que d'ailleurs l'opinion publique se préoccupait déjà de l'ambition possible du roi de Pologne, un envoyé saxon était parti pour Vienne. Il y apportait les ratifications promises du traité de Varsovie, mais sous une condition nouvelle, à savoir qu'au cas où la fortune des armes rendrait à Marie-Thérèse la possession de la Silésie, cession devait être faite à la Saxe de trois duchés de cette province (ceux de Sagan, de Glogau et de Jauer), qui confinaient au territoire saxon, moyennant quoi on laissait entendre

que toute prétention contraire à celle du grand-duc serait écartée, et que la voix saxonne lui serait assurée dans la diète électorale [1].

Si la proposition eût été acceptée avec autant d'empressement qu'elle était faite, il est possible que Valori eût emporté de Dresde, au lieu de promesses en l'air, un congé en bonne forme. Par bonheur, ou plutôt par malheur (car il eût été préférable d'être arrêté dès le premier pas dans une voie qui ne conduisait qu'à des déceptions), les offres de services conditionnelles de la Saxe vinrent échouer devant la résistance indignée de Marie-Thérèse. Ici encore, Frédéric jugeait bien en pensant que rien n'égalait l'exaltation causée à la hautaine princesse par la mort inopinée qui, en la délivrant d'un rival, semblait combler en sa faveur les bontés de la Providence. Pour le coup, la justice triomphait, et la moindre dérogation au droit n'était plus permise : le trône vacant lui appartenait, même

1. D'Arneth, t. III, p. 33. — Robinson à Harrington et à Villiers, ministre d'Angleterre à Dresde, 3-20 février 1745 (*Correspondance de Vienne.* — Record Office.) Voir aussi dépêche d'Érizzo, ambassadeur de Venise, 26 février 1745.



avant l'élection, et sans avoir besoin de réclamer aucun concours. Elle se croyait déjà impératrice. A ses yeux, les jours de l'usurpateur étaient comptés, et l'antique patrimoine de sa famille lui paraissait rentré en sa possession; ce serait un sacrilège d'en laisser une seconde fois sortir la moindre parcelle. Une altercation très vive eut lieu à ce sujet entre le ministre autrichien Uhlfeld et l'envoyé saxon, le comte de Loos. Le grand-duc lui-même vint déclarer que, la conscience de la reine étant engagée au maintien de la Pragmatique sanction, tout ministre qui consentirait à un nouveau démembrement de l'héritage autrichien serait considéré comme un traître. « Que faire, écrivait à ce sujet, en plaisantant, le ministre anglais Robinson, de ces Autrichiens et de ces Saxons? Ils ont tous deux des confesseurs; mais ces confesseurs, à ce qu'il paraît, n'ont pas les mêmes règles pour les mêmes cas. Si la reine ne peut, en conscience, faire la promesse qu'on lui demande, et si sa conscience est bien dirigée, je ne vois pas comment le roi de Pologne peut, en conscience aussi, en faire la demande, s'il a.

lui aussi, un bon directeur. Mais, d'après ce que je vois, la couronne impériale elle-même ne paraît pas ici suffisante pour compenser le sacrifice de trois petites couronnes ducales [1]. »

Le débat se prolongeant à Vienne, tout resta en suspens aussi à Dresde. Valori ne tarda pas à s'apercevoir qu'il ne gagnait rien à attendre, et dut reprendre, assez peu fier de son succès, le chemin de Berlin, où l'attendait Frédéric, très peu content lui-même des incertitudes prolongées du cabinet anglais. Le roi le laissa raconter sa déconvenue avec un sourire ironique sur les lèvres. Puis, quand le récit fut fini : « Je vois ce que c'est, dit-il en se levant, il veut être Empereur sans que je m'en mêle ; je réponds bien que cela ne sera pas [2]. »

On voit à quel résultat aboutissait, dès le premier pas, le dessein politique auquel le cabinet français accordait étourdiment son patronage. Sa candidature préférée, n'étant prise

1. Robinson à Villiers, 21 février 1745. Lettre particulière, 21 février. (*Correspondance de Vienne*. — Record Office.)
2. Valori à d'Argenson, 27 février 1745. (*Correspondance de Prusse*. — Ministère des affaires étrangères.)

au sérieux par personne, pas même par le principal intéressé, devenait tout simplement un instrument à double tranchant qui servait à engager deux négociations dirigées en sens contraire, mais toutes deux à l'insu et au détriment de la France. La France fournissait ainsi, à Berlin comme à Dresde, un moyen commode pour travailler contre ses intérêts en se servant et en se jouant d'elle. C'étaient les premières armes diplomatiques de d'Argenson : il y en eut rarement de plus malheureuses.

## IV

Aucune démarche n'étant encore publique, il était temps de revenir sur ses pas, et Valori en donnait à plusieurs reprises discrètement le conseil. Mais d'Argenson parut décidé non seulement à ne pas le suivre, mais à ne pas même le comprendre. Persuadé qu'ayant longtemps réfléchi sur le cœur humain, il en connaissait tous les replis, il ne douta pas que derrière la réserve d'Auguste III se cachât une ambition

secrète qui ne demandait qu'à être encouragée pour se produire au jour. Quelques mots de Valori sur les velléités qui avaient paru traverser un instant l'esprit de la reine, — l'attitude confiante du ministre saxon à Versailles, qui, fidèle au mot d'ordre du père Guarini, laissait volontiers entendre que tout le monde aurait besoin de son maître, et qu'on viendrait à lui sans qu'il eût besoin d'aller chercher personne, — ce furent là autant d'indices dans lesquels il crut voir ce qu'on n'osait pas dire tout haut, et, bien loin d'écouter aucun avertissement, ce fut lui qui crut pouvoir en remontrer à son agent et lui assurer qu'il avait mal jugé et trop vite désespéré de sa cause. « Il paraît *clairement*, lui écrivait-il (cet adverbe dut un peu étonner Valori), que le prince, la reine son épouse, sa famille et ses ministres sont touchés de l'ambition de la couronne impériale, et vous avez plus fait et vous nous avez fait plus connaître sur ce point que vous ne l'avez pensé vous-même. Dès qu'une fois ils se flattent de l'espoir séduisant de cette dignité, on peut compter que cet espoir, nourrissant les désirs et les faisant croître tous les

jours, les engagera en même temps à en aplanir les obstacles, surtout quand ces obstacles ne ne sont que volontaires et fondés uniquement sur des vues de rancune et de ressentiment... Qu'il sera beau, dit-il encore, d'être à la fois empereur et pacificateur ! Le roi de Pologne n'a qu'à parler, il n'aura plus d'ennemis, il régnera par amour et non par la force des armes. » Enfin, à Chambrier, qui restait froid en face de tant d'optimisme : » Croyez-vous donc, lui disait-il, que le roi de Pologne renonce volontairement à être Empereur ? Je ne le croirai pas que je ne le voie [1]. »

1. D'Argenson à Valori, 1er-5 mars 1745. (*Correspondance de Prusse.* — Ministère des affaires étrangères.) — Chambrier à Frédéric, 15 mars 1745. — Flassan, *Histoire de la diplomatie française*, t. V, p. 260 et suiv., donne encore, à cette date du mois de mars 1745, l'extrait de plusieurs pièces que je n'ai pas trouvées au ministère des affaires étrangères. C'est en premier lieu un mémoire du marquis d'Argenson adressé au roi de Pologne pour indiquer les conditions auxquelles la France consentirait à la paix, et engager Auguste III à se joindre à elle pour les obtenir, en lui promettant en même temps d'appuyer sa candidature à l'empire. Viennent ensuite deux réponses évasives d'Auguste III et une seconde dépêche plus pressante de d'Argenson. Toutes ces pièces ont dû être communiquées, soit par le maréchal de Saxe à son frère, soit par d'Argenson

En conséquence, et pour achever la tâche que Valori, trop vite découragé, s'était trop pressé d'abandonner, d'Argenson décida de dépêcher coup sur coup deux nouveaux députés à Auguste III, d'abord le ministre qu'il envoyait en Russie, le comte de Saint-Severin, et à qui il recommanda de passer par Dresde, puis un envoyé spécial et devant y résider à demeure, le marquis de Vaulgrenant.

Mais ce n'étaient pas ses propres agents, obligés, quoi qu'ils pussent penser intérieurement, d'obéir sans répliquer, c'était Frédéric, plus rebelle à la persuasion qu'il fallait convaincre de la bonne volonté, si douteuse d'Auguste III. L'étiquette ne lui permettant pas de prendre l'initiative de correspondre directement avec Frédéric, ce fut Louis XV lui-même qui, d'après le conseil de d'Argenson, se décida à prendre la plume à deux reprises, mais le mi-

lui-même au ministre de Saxe à Versailles. J'ignore encore ici de quelle source M. Flassan les tenait; aussi ai-je hésité à m'en servir, bien que je reconnaisse qu'elles présentent un grand caractère d'authenticité. Les lettres de d'Argenson surtout ont bien le cachet particulier de son style et de son tour d'esprit.



nistre sut donner aux lettres royales un tour si conforme à ses propres habitudes de style et à la recherche philosophique de sa pensée, qu'on ne peut douter qu'il les ait à peu près textuellement dictées. « Par tout ce qui revient, dit le roi de France au roi de Prusse, le roi de Pologne est tenté de la couronne impériale ; il a bien reçu Valori : il n'a point rejeté ses offres ; mais nous n'avons dû ni désirer ni attendre qu'il passât subitement, avec la reine de Hongrie, de l'alliance à l'inimitié... Il est tenté, il succombera : sa famille et sa cour y concourent, ils l'exciteront chaque jour davantage : on cache avec soin ce qu'on désire. Laissons faire au temps et à la nature. Je ne laisserai pourtant pas la scène vide. A Valori succède Saint-Severin et à celui-ci Vaulgrenant. Nos ennemis sont avantageux ; c'est une marque de faiblesse ; en effet, nous leur sommes supérieurs de toutes parts. Il ne nous manque que la saison pour agir ; je ne l'ai jamais vue s'avancer avec tant de plaisir et d'impatience. Nous en profiterons, s'il plaît à Dieu, avec le courage et le bonheur que le ciel accorde à la bonne cause. Nous ne voulons qu'une paix

modérée, qui prévienne la guerre à l'avenir et délivre le monde de ses tyrans. Si nous obtenons les plus grands succès, j'exige de Votre Majesté de se souvenir comme moi de la modération qu'elle a voulu apporter aux conditions de paix quand nous avons cru nos affaires moins bonnes. C'est le moyen de rendre nos peuples heureux et de nous mériter une réputation de vertu qui nous rende beaucoup plus forts que nos armes mêmes [1]. »

L'auteur de l'anti-Machiavel devait peut-être reconnaître son propre langage dans ces maximes de générosité politique, qu'on devait qualifier quelques années plus tard de philanthropiques et qu'aujourd'hui nous appellerions humanitaires; mais s'il aimait encore s'en servir dans des documents publics et dans les occasions officielles, il y avait longtemps que, revenu des illusions de sa jeunesse, dans sa diplomatie confidentielle, il avait renoncé à en faire usage. Aussi, en les retrouvant si singulièrement placées dans la bouche de Louis XV, il

1. Louis XV à Frédéric, 6-15 mars 1745. (*Correspondance de Prusse.* — Ministère des affaires étrangères.)

dut reconnaître l'inspiration d'un disciple de Voltaire plus naïf que son maître, et j'imagine qu'il dut en légèrement sourire, à moins pourtant qu'il n'en fût très sérieusement impatienté. Il avait, en effet, quelque lieu de l'être, car, d'une part, sa négociation clandestine avec l'Angleterre, par des raisons sur lesquelles je ne vais pas tarder à revenir, avançait beaucoup moins vite qu'il ne l'avait espéré, et, de l'autre, ses agents, bien mieux informés que les nôtres, lui avaient fait connaître sinon le texte, au moins l'esprit du traité signé par Auguste III à Varsovie. Devinant sur-le-champ ce qui en pouvait sortir, il ne se souciait nullement de faire rire à ses dépens en prenant trop ostensiblement fait et cause pour les prétentions d'un prince qui, peut-être à ce moment-là même, traitait avec ses ennemis de la conquête et du partage de ses États. Sa réponse adressée à Louis XV fut donc sèche et même assez maussade. Avec Valori, il s'expliqua cette fois plus franchement et laissa même, dans des boutades d'humeur, apercevoir le fond de sa pensée : « Ne voyez-vous pas, lui dit-il, que

vous poursuivez une chimère? Ces gens-là sont vendus à l'Autriche; la Russie, d'ailleurs, ne permettra jamais que son voisin et son protégé se fasse Empereur, et les Polonais ne se soucient pas davantage de grandir à ce point leur roi; nos deux voix, d'ailleurs, ne feraient pas encore la majorité du collège électoral. Retournez à Dresde, si vous comptez toujours sur votre éloquence; mais, quant à moi, je ne m'abaisserai pas à *gueuser* ainsi l'amitié du roi de Pologne. Et quelques jours après, revenant sur le même sujet, il ajoutait : « Lisez les relations de nos envoyés en Saxe, et si elles ne vous servent pas d'ellébore, je vous déclare incurable... Adieu, mon bon Valori, faites-vous saigner trois fois par jour, buvez beaucoup d'eau et prenez encore plus de poudre blanche pour vous guérir de la fièvre chaude que vous avez assurément [1]. »

Il n'aurait pas fallu, en vérité, beaucoup de perspicacité pour se douter que du moment où

1. Frédéric à Louis XV, 26 février, 14 mars 1745; — à Valori, 3-9 avril 1745. — *Pol. Corr.*, t. IV, p. 60, 79, 102, 116.

Frédéric ne prenait qu'un médiocre intérêt à une opération dont il jugeait le succès douteux, n'ayant pas l'habitude de laisser sa pensée inactive, il l'avait déjà tournée vers quelque autre adresse ; et le soupçon eût été d'autant plus naturel qu'au même moment le bruit des négociations occultes engagées par le cabinet prussien avec les puissances maritimes se répandait généralement en Europe et revenait par tous les échos de Londres, de La Haye, de Munich et même de Pétersbourg. Il n'en pouvait guère être autrement, aucun secret n'étant jamais longtemps gardé par des gouvernements soumis aux conditions d'une large publicité, comme l'étaient déjà à cette époque ceux d'Angleterre et de Hollande. Les gazettes très bien informées de ces deux contrées ne pouvaient manquer de faire remarquer à leurs lecteurs les assiduités du ministre Andrié auprès de lord Harrington et celles du jeune Podewils, envoyé prussien à La Haye, auprès du pensionnaire et des principaux membres des États généraux ; il n'en fallait pas davantage pour que le très habile chargé d'affaires que la France gardait

encore en Hollande, l'abbé de La Ville, prenant l'éveil, surveillant de près et pressant de questions son collègue, remarquât son air contraint, ses discours embarrassés et entortillés, ses réponses insuffisantes, et signalât à Versailles tous ces indices d'une défection mal déguisée.

A ces indiscrétions inévitables s'en joignaient d'autres calculées, parties de Vienne même, où Marie-Thérèse, qu'il avait bien fallu informer des ouvertures de Frédéric et qui n'avait nulle envie d'y accéder, était, au contraire, très empressée de publier tout ce qui pouvait semer la discorde entre ses ennemis. Elle y était sous main aidée par le roi George très mécontent d'avoir été pour la seconde fois obligé de renvoyer un ministre en qui il avait placé sa confiance, et n'ayant jamais eu de goût pour son neveu de Prusse. L'opinion avait d'ailleurs changé en Angleterre sans qu'il l'eût suivie, et moins porté à la guerre au début que son parlement, c'était lui maintenant qui se montrait le moins disposé à la terminer, et travaillait à contrecarrer les dispositions semi-pacifiques de ses ministres. Dans de telles conditions, si

d'Argenson avait voulu tenir la preuve en main des manœuvres de Frédéric, il n'avait qu'à ouvrir l'oreille et à laisser venir les révélations qui frappaient en quelque sorte de tous les côtés aux portes de son cabinet. Il n'y avait pas jusqu'au ministre saxon, le comte de Brühl, qui, pendant qu'il tenait Valori à distance avec une réserve si hautaine, envoyait son secrétaire de légation à La Haye, auprès de l'abbé de La Ville, pour lui offrir de lui faire connaître le texte même des offres de Frédéric. Il lui demandait en même temps si, au lieu de laisser renouveler la trahison de Breslau, il ne conviendrait pas mieux à la France d'user de légitimes représailles, en ne songeant plus qu'à ses propres intérêts et en abandonnant aux justes rigueurs du sort un homme qui faisait métier de tromper tout le monde. Cet émissaire secret ajoutait (et le fait n'était pas faux) que l'irritation et la méfiance étaient générales en Europe contre Frédéric depuis sa dernière équipée, et le prestige de ses armes très compromis par leur mauvais succès en Bohême; que personne ne se souciait plus de traiter avec lui;

et il finissait par insinuer clairement que la France obtiendrait pour elle et ses protégés de bien meilleures conditions si, au lieu de s'obstiner à garder un si mauvais allié, elle laissait tomber une grandeur improvisée qui semblait ne s'être élevée que pour jeter le trouble chez tous les peuples. Pour la Silésie recouvrée que ne donnerait pas Marie-Thérèse [1]!

Je ne vais assurément pas jusqu'à dire qu'il n'eût été ni loyal ni prudent de se précipiter sur de telles ouvertures, et, changeant de voie sans réflexion, de tourner bride aussi brusquement qu'on s'était engagé; mais l'offre d'être mis au courant des pratiques secrètes de Frédéric n'était pas à dédaigner, ne fût-ce que pour se mettre en garde contre toute surprise et être en droit

1. La Ville à d'Argenson, 30 octobre, 5, 6, 9 novembre 1744, 1er mars 1745. (*Correspondance de Hollande*. — Ministère des affaires étrangères.) — Latouche, agent secret à Londres, 12, 19, 25 février, 2 mars 1745. (*Correspondance d'Angleterre*. — Ministère des affaires étrangères.) — Les ouvertures de l'agent saxon avaient même précédé la mort de l'Empereur. — Les dépêches de l'ambassadeur de Venise à Vienne font voir que les offres de Frédéric étaient publiques dans cette cour, comme aussi le refus de Marie-Thérèse d'y accéder, 16, 17 mars 1745.

de retrouver à l'occasion, à l'égard d'un allié si peu fidèle, toute sa liberté d'action. Inutile précaution, suivant d'Argenson, qui non seulement ne voulait rien croire, mais rien écouter; aux avis qui lui arrivaient de toutes parts, il fermait obstinément les yeux. Quand les indices suspects devenaient trop avérés et que l'inquiétude traversait un instant son esprit, il recourait pour la calmer à un moyen, suivant lui, infaillible. Il interrogeait directement le ministre de Prusse, Chambrier, ou faisait interroger Frédéric lui-même par Valori; les réponses qu'il obtenait, on pouvait en être sûr d'avance, ne manquaient jamais d'être satisfaisantes. Si un courrier était parti en hâte de Berlin pour Londres par La Haye, c'était, s'empressait-on de dire, pour insister de nouveau sur la mise en liberté du maréchal de Belle-Isle. Si le jeune Podewils ou Andrié s'étaient entretenus trop longuement avec les ministres hollandais ou britanniques, c'était pour sonder le terrain et voir quelles bases on pourrait offrir pour une paix générale. Pleinement rassuré, d'Argenson écrivait alors : « Le roi de Prusse ferait mieux sans doute de ne



pas faire d'ouvertures à La Haye, pour la paix ; ce rôle nous conviendrait mieux qu'à lui ; mais une vérité qu'il faut avouer, c'est que les démarches qu'il a faites pour la paix n'ont point eu le caractère de défection, et qu'il a, au contraire, paru vouloir marcher dans la plus étroite union avec le roi. Il écrit très souvent à Sa Majesté ; ses lettres sont remplies d'assurances de fidélité à ses engagements. Il est vrai que la vivacité de ce prince lui fait embrasser toutes les idées qui se présentent à son esprit, et qu'en conséquence il donne ses ordres avec légèreté et pétulance, et que l'empressement de ses ministres à les exécuter peut exciter des soupçons. Désabusez-vous d'aucune trahison de la part de ce prince. » Comment, d'ailleurs, pourrait-il trahir, pensait d'Argenson, quand ses intérêts, la nécessité, la défaveur même dont il est l'objet, lui imposent de rester uni avec la France ? — « Il se laisse emporter par le feu de son imagination et de ses inquiétudes, quand il autorise ses ministres à tâcher d'obtenir de toutes parts, sans la participation de ses alliés, quelque négociation qui puisse conduire à la paix ; mais, comme toutes



les cours paraissent se méfier de sa conduite et de ses principes, nous devons compter que son intérêt le ramènera toujours à être uni avec nous. Il ne faut donc jamais paraître douter de sa bonne foi et *arborer*, au contraire, un grand air de confiance. »

Quant à l'idée de profiter du discrédit momentané de Frédéric pour conclure, à son insu et à ses dépens, une paix plus avantageuse à la France, d'Argenson ne saurait la rejeter avec trop d'indignation. — « Il ne faut pas écouter ni même laisser parler sur ce sujet ; *on me proposerait les Pays-Bas*, s'écrie-t-il quelque part, que je croirais les payer trop cher à ce prix... Vous devez faire entendre clairement que Sa Majesté est bien résolue à ne point souffrir qu'on dépouille ce prince de ce qui lui a été cédé par son traité de Breslau, de juillet 1742, avec la reine de Hongrie, et que *Sa Majesté céderait plutôt les plus chers intérêts de son royaume* que de consentir à jamais permettre qu'on ôte à ce prince la Silésie et le comté de Glatz. Peu à peu, les hommes reviennent au vrai et à la raison quand ils voient de grands obstacles à ce qui fait

l'objet de leurs passions. Il faut donc espérer qu'avec un peu de temps les puissances intéressées à la paix reviendront de cette fureur aveugle contre le roi de Prusse. Plus elles se déclarent contre un prince qui a les mêmes ennemis que le roi, et qui ne se les est attirés que pour avoir embrassé conjointement avec lui la juste cause du feu Empereur et de la maison de Bavière, et plus il est de la sagesse et de l'honneur de Sa Majesté de le soutenir avec toute l'ardeur la plus grande, et de s'y montrer aussi déterminée qu'elle a jamais pu le faire pour aucune autre vue d'état embrassée de sa part. C'est ce dont vous devez donner au roi de Prusse et à ses ministres, en toute occasion, les plus fortes assurances pour les convaincre qu'aucune raison ni considération ne pourra changer ni affaiblir les sentiments de Sa Majesté, et que nous sommes inattaquables sur toutes les mauvaises semences de soupçon qu'on nous jette de toutes parts pour nous diviser. »

Il faut se rappeler que c'était le moment même où Frédéric ne demandait que l'assurance d'un *bon morceau pour se détacher de la France*. D'Ar-

genson dit à plusieurs reprises, dans ses mémoires, que sa maxime favorite était celle-ci : le roi de France aime mieux être trompé que de tromper. On ne peut disconvenir qu'il donnait dans cette occasion une forte preuve de cette préférence [1].

Et ce qu'il y a de plus singulier dans cet état d'esprit de d'Argenson, c'est qu'en même temps qu'il fermait ainsi obstinément l'oreille aux avis éclairés même de ses propres agents, il se fiait, presque sans réserve, à un confident qui ne semblait pas naturellement appelé à être si bien vu, car c'était le ministre que la Hollande, malgré son hostilité à peu près déclarée contre la France, entretenait encore à Paris. Il est vrai que ce ministre était toujours le brave docteur Van Hoey, dont j'ai eu, dans la série de ces études, plus d'une fois l'occasion de parler, ami fidèle de la France, où il était très aimé, et animé des intentions les plus pacifiques. Mais, si ce digne homme était, par sa loyauté, par la

1. D'Argenson à La Ville et à Valori, 12 février, 4, 14, 15, 20 mars 1745. (*Correspondance de Prusse et de Hollande*. — Ministère des affaires étrangères.)



simplicité de ses mœurs et ses sentiments de charité chrétienne, l'objet de l'estime générale, il était aussi, j'ai eu l'occasion de le dire, le point de mire de beaucoup de railleries. Voltaire l'appelait plaisamment le Platon de la Hollande à cause de son habitude de faire intervenir à tout propos, dans les négociations diplomatiques, des maximes philosophiques et des versets de l'Écriture sainte. Tout le monde l'aimait; tout le monde souriait en parlant de lui. D'Argenson seul le prit tout à fait au sérieux; et de fait, malgré la diversité de leurs croyances (Van Hoey était un chrétien zélé, tandis que d'Argenson était suspect de ce qu'on appelait alors le libertinage), une certaine ressemblance existait entre eux : c'était la même élévation de vues, mais aussi la même confiance dans la puissance absolue des principes et l'action des moyens moraux, la même facilité à juger des autres par soi-même et à ne douter jamais de la sincérité ni de ses alliés ni de ses adversaires. Aussi la plus tendre intimité ne tarda-t-elle pas à régner entre eux. Van Hoey, dans le billet de chaque jour, n'appelait jamais d'Argenson que son *très*

*cher marquis*, et d'Argenson, en retour, poussait la confiance jusqu'à communiquer à Van Hoey toutes les pièces qu'il envoyait à La Haye à l'adresse des États généraux, et à prendre parfois même et suivre son avis sur leur rédaction. Ils faisaient ensemble des plans de pacification qu'ils se chargeaient ensuite de faire agréer au-dessus et autour d'eux. Par malheur, Van Hoey était l'homme du monde le moins en mesure d'agir sur l'esprit de ses supérieurs, les politiques de Hollande doutant fort, non sans raison, de sa perspicacité, traitant ses vertueuses intentions de duperie, et mettant tous ses avis en quarantaine. Tout ce qui passait par son canal était condamné d'avance à La Haye. C'est ce dont l'abbé de La Ville avertissait discrètement son ministre, sans parvenir toutefois à le désabuser complètement. — « Rien n'est plus flatteur, écrivait-il, pour M. Van Hoey que les sentiments favorables dont Sa Majesté daigne l'honorer; mais il est si cruellement discrédité dans ce pays-ci que des amis, s'il en conserve, tenteraient vainement de lui ménager la confiance de ses maîtres. Il a toujours eu raison dans le fond,

mais il a constamment péché par la forme[1]. »

S'il était pourtant un lieu où il aurait fallu n'agir que par l'intermédiaire de gens avisés et ne faisant pas rire à leurs dépens, c'était à La Haye, où arrivait au même moment, chargé d'une mission mystérieuse, un connaisseur, très bon juge en fait de travers et de ridicule humain, et le dernier homme du monde à se payer de belles paroles. Ce n'était autre qu'un politique anglais qui a laissé un grand renom dans les lettres, le célèbre lord Chesterfield. On sait quelle place (assez semblable à celle de madame de Sévigné parmi nous) tient dans la littérature anglaise ce grand seigneur devenu auteur classique, moins par le mérite de ses écrits proprement dits que par le goût délicat et par le tour exquis de son style épistolaire. Bien que l'insuffisance de ses talents oratoires ait toujours empêché Chesterfield de prétendre à figurer tout à fait au premier rang sur la scène politique, il n'y jouait pas moins un rôle important. Il

1. Van Hoey à d'Argenson, 15 décembre 1744, 19 mars 1745. — La Ville à d'Argenson, 20 avril 1745 et suiv. (*Correspondance de Hollande*. — Ministère des affaires étrangères.)



venait même de prendre une part active et presque décisive aux derniers conflits ministériels par un pamphlet dont tout le monde lui attribuait l'origine, et qui résumait, en termes mordants et sévères, les griefs de l'opinion britannique contre la politique de Carteret. La victoire remportée, on lui fit une part dans les dépouilles, en lui déférant (au grand déplaisir du roi, qui lui gardait rancune) la vice-royauté d'Irlande. Seulement, avant qu'il allât prendre possession de son gouvernement, il fut invité à remplir une mission diplomatique sur le continent. Il dut se rendre à La Haye pour exhorter les états généraux à se montrer, dans la campagne prochaine, plus actifs et moins timides qu'ils n'avaient fait dans les années précédentes. Ses instructions lui prescrivaient de déterminer la république à augmenter son effectif militaire et naval et, par une déclaration de guerre officielle, à passer de l'état de simple auxiliaire à celui de partie belligérante et principale. Mais, derrière cette mission belliqueuse, le nom même et le caractère connu de l'envoyé faisaient supposer qu'une arrière-pensée paci-

fique était cachée. Chesterfield, en effet, avait fait de longs et fréquents séjours sur le continent, formant partout des relations étendues et affectueuses, et nulle part plus qu'à la cour de France, où il conservait de véritables et même de tendres amitiés; écrivant purement notre langue et la parlant sans accent, il restait Français d'habitude, sinon de cœur. La société française était à ses yeux un type de politesse et d'élégance, dont il accusait volontiers ses compatriotes, mal dégrossis, de ne pas sentir le charme, et dont il professait en toute occasion l'admiration et presque le culte. Malgré la guerre déclarée, il continuait à faire élever à Paris, sous la garde d'une dame du grand monde de ses amies, un fils très chéri, fruit des amours de sa jeunesse, uniquement pour lui faire apprendre les belles manières, espérance qui, pour le dire en passant, a été (comme on sait) complètement trompée. Ce parfait courtisan, cet honnête homme par excellence, ce *grand prêtre des grâces*, comme on l'appelait, n'était donc rien moins qu'un foudre de guerre et ne ressemblait nullement à un missionnaire

pressé de prêcher une croisade, surtout contre son pays de prédilection. Il était clair que, tout en faisant un appel aux armes, il était homme, si des paroles de paix circulaient en l'air autour de lui, à les saisir au passage et à ne pas les laisser tomber à terre.

C'est ce qui fut compris tout de suite et plutôt encore à Berlin qu'ailleurs. Chesterfield n'était pas encore débarqué que le jeune Podewils avait déjà reçu l'ordre de se rendre auprès de lui avec une politesse empressée, afin de l'assurer de l'estime que le roi de Prusse professait « *pour la beauté* de son *génie* et le mérite de son caractère, et du désir qu'il éprouvait d'être de ses amis ». Puis, pour aller vite et droit en besogne, il devait ajouter que, ce qui confirmait le roi dans ces sentiments, « c'était la connaissance qu'il avait de la manière de penser *modérée* et *raisonnable* du lord anglais sur les circonstances présentes ; et enfin il lui était généralement recommandé de faire ces démarches avec assez de discrétion pour que l'envoyé de France n'en fît pas la remarque[1].

1. *Pol. Corr.*, t. IV, p. 15, 19, 20. — Frédéric à Podewils, 18-21 janvier 1745. Comme on le voit par ces dates, les



D'Argenson voyait et traitait les choses de plus haut. « Pour la première lettre que j'écrirai à M. de La Ville (dit-il dans une de ses notes où il résumait d'avance pour lui-même sa propre pensée), il faut dire que milord Chesterfield, qui va arriver à La Haye, n'est point ennemi de la France, à ce qu'on m'assure; au contraire, il est dans le système de nous allier à la nation britannique comme cela a été pendant la régence; que cet Anglais est homme doux et raisonnable; qu'on dit qu'il va à La Haye autant pour raisonner de la paix que pour forcer les états généraux à nous déclarer la guerre ; que, si ces notions sont vraies en tout ou en partie, M. l'abbé de La Ville pourrait se ménager quelque entretien particulier avec lui, en lui parlant comme de lui-même et par *un zèle de cosmopolite;* examiner quels sont les moyens de la pacification générale; l'amener insensiblement, en faisant parler ledit milord, à quelques articles faisant partie de ce que je lui ai écrit touchant la négociation avec le secrétaire

avances de Frédéric à Chesterfield avaient même devancé la mort de l'Empereur.



de Saxe; surtout qu'il s'étende sur les bonnes qualités du roi, sur ses qualités de justice, d'honneur et de bonté qui se développent tous les jours; parlant aussi avantageusement du ministère qui ne cherche qu'à servir le roi, suivant ses véritables intentions, qui seraient de rendre son peuple heureux et le faire aimer de ses voisins pendant un long règne; ce qui n'avait pas été ici depuis Henri IV [1]. »

En recevant ces instructions, La Ville dut se trouver (et il le laisse un peu voir dans ses réponses) assez en peine de les comprendre et plus encore de savoir qu'en faire. D'abord il n'était pas très aisé d'entrer, sans une mission expresse, en conversation avec Chesterfield, les relations officiellement hostiles des deux cours ne permettant au chargé d'affaires de France ni d'aller chercher ni d'attendre chez lui, pour une visite de politesse, un envoyé britannique. Il était moins facile encore de faire parler sans qu'il s'en aperçût un homme que sa bonne éducation et son parfait savoir-vivre préser-

1. Note de d'Argenson, 8 février 1745. (*Correspondance de Hollande.* — Ministère des affaires étrangères.)



vaient des indiscrétions et des écarts auxquels un novice, moins fait aux usages du monde, aurait pu se laisser entraîner. Enfin, le plus embarrassant, c'était, si on réussissait à le faire causer, de n'avoir absolument rien à lui répondre. Or, en prescrivant à La Ville de se tenir sur le même terrain qu'avec le secrétaire de Saxe, à qui on avait refusé toute conversation, on lui interdisait de se prêter à l'ombre d'une transaction sur les deux sujets véritablement en question : l'élection du grand-duc et la réponse à faire aux demandes de Frédéric. Que lui restait-il alors en portefeuille? Des généralités vagues et *cosmopolites* sur les avantages de la paix, et un panégyrique des vertus de Louis XV. Chesterfield était trop poli assurément pour se refuser à faire écho à de bonnes paroles qui, n'engageant à rien, ne menaient non plus nulle part. Mais après?

Cependant, quand des gens d'esprit ont envie de causer ensemble, ils finissent toujours par en trouver l'occasion. C'était le cas de La Ville et de Chesterfield lui-même, qui, se rencontrant assez souvent en maison tierce, sentirent bientôt

l'embarras de leur situation réciproque, et avaient au moins, chacun à part soi, l'envie de savoir si l'autre n'avait rien à lui dire. Ce fut La Ville qui fit naître la première occasion, en envoyant avec empressement à Chesterfield une lettre que la marquise de Mauconseil (la dame qui était chargée de l'éducation mondaine du jeune Stanhope) lui faisait passer par l'intermédiaire de la légation de France. Dès le lendemain, Chesterfield, voyant entrer La Ville dans un salon où il était en visite, s'approcha de lui pour lui faire ses remerciements, en exprimant le regret de n'avoir pu les lui porter lui-même. « Je répondis, dit La Ville, que j'étais persuadé qu'il pouvait contribuer plus que personne à me remettre en liberté de lui rendre mes devoirs chez lui. » La glace ainsi rompue, Chesterfield, à son tour, dans une entrevue suivante, essaya de faire un pas de plus. « Il m'aborda, écrit encore La Ville, chez le prince de Nassau, et, après m'avoir questionné quelque temps sur plusieurs personnes qu'il connaît en France, il me demanda s'il était vrai que le roi dût faire la campagne et se mettre bientôt à la

tête de son armée en Flandre, et que le prince de Conti fût destiné à commander l'armée du bas Rhin. Je répondis que je n'étais en état ni d'autoriser ni de contredire ce qu'on débitait à cet égard, mais que je ne doutais pas que, puisqu'on obligeait Sa Majesté à continuer la guerre, elle n'employât toutes ses forces pour procurer à ses alliés une paix équitable ; que je ne doutais pas non plus que le roi, animé des sentiments les plus respectables de justice et de bonté, ne fût prêt à mettre fin par une telle paix aux maux de tous les peuples. Lord Chesterfield parut m'écouter avec beaucoup d'attention et de plaisir, et il me dit qu'il était à souhaiter qu'on pût parvenir à un accommodement; mais il évita d'entrer dans aucun détail sur les moyens, et il ne m'entretint plus que de son goût personnel pour la France, le seul pays où il avait trouvé des mœurs douces et aimables, une société agréable et facile, et une manière de penser et de vivre qui, à son avis, donnait aux Français une supériorité sur toutes les autres nations[1]. »

1. La Ville à d'Argenson, 23 février 1745. (*Correspondance de Hollande.* — Ministère des affaires étrangères.)

C'était aussi insignifiant qu'aimable, mais La Ville, n'ayant apporté que des compliments, devait être plus ennuyé qu'étonné de s'en retourner payé dans la même monnaie. D'Argenson n'en jugea pas de même, car il invita expressément son envoyé à remercier le ministre anglais de sa bienveillance pour la France et, comme preuve de bon vouloir, il le chargea de lui demander s'il ne pourrait pas s'employer à faire relâcher le maréchal de Belle-Isle. La Ville, charmé d'avoir un sujet (même un peu maigre) pour reprendre la conversation, ne manqua pas de s'acquitter de la commission dès sa première rencontre avec l'envoyé anglais, mais Chesterfield, qui, en le voyant s'avancer vers lui avec empressement, s'était attendu à quelque chose de mieux, fut visiblement désappointé... « Il me fut aisé de m'apercevoir, à la contenance du comte de Chesterfield, qu'il ne s'attendait pas à une pareille insinuation. Il me répondit avec beaucoup de politesse, mais froidement, que je concevais bien que cette affaire n'était pas de son ressort, que, d'ailleurs, elle avait déjà fait un grand éclat, qu'elle ne parais-

sait guère susceptible d'accommodement surtout dans les circonstances du moment présent. —Je lui répliquai, sur le même ton et en affectant la même indifférence, qu'à la vérité Sa Majesté Britannique avait mis bien de l'humeur dans cette affaire, mais qu'il devait être persuadé que l'on était plus affligé qu'affaibli de la prise de M. le maréchal de Belle-Isle, au mérite duquel pourtant on rendait toute la justice qui lui était si légitimement due. Le lord Chesterfield répondit qu'il comprenait parfaitement que la privation d'un excellent sujet ne pouvait pas causer pendant longtemps un vide réel dans un royaume où le génie était certainement plus commun qu'ailleurs, et il ajouta obligeamment qu'il regardait comme le chef-d'œuvre de la nature un Français dont l'esprit naturel était cultivé par l'éducation et les connaissances acquises. Je tâchai de n'être point en reste de politesses et de complaisance avec ce ministre, et c'est par là que notre conversation se termina. »

La nuit porte conseil, et Chesterfield se repentit sans doute d'avoir tourné si court en écartant une demande qui pouvait servir d'entrée de

jeu pour d'autres plus sérieuses. Aussi courut-il bientôt après ses paroles et remit-il lui-même, peu de jours après, l'affaire du maréchal de Belle-Isle sur le tapis: « Redites-moi donc, dit-il à La Ville, en le prenant à part, ce que vous m'avez dit hier? » Et La Ville ayant renouvelé sa demande presque dans les mêmes termes, il l'accueillit cette fois avec beaucoup plus d'*onction*, assurant qu'il se chargerait avec plaisir d'une démarche qui témoignerait à la cour de France les sentiments distingués de respect qu'il avait pour elle. — « Mais Belle-Isle, ajouta-t-il, était l'auteur de la guerre qui troublait l'Europe, et que ne pourrait-on pas craindre de son caractère entreprenant et de ses vastes desseins, si on le rendait à la liberté? Là-dessus, nouvelles protestations de La Ville, affirmant qu'un génie aussi étendu et aussi souple que celui de Belle-Isle saurait servir les desseins du roi aussi bien pour rétablir la paix que pour conduire la guerre. — Vous parlez toujours d'accommodement, dit alors Chesterfield, et tout le monde le désire, l'Angleterre plus que toute autre, mais on ne fera pas un pas si on ne joint

à ces assurances générales quelque chose de plus précis sur les conditions qui pourraient y conduire. — Le roi est prêt à tout entendre, répondit La Ville, déjà un peu gêné et se sentant serré de trop près; il écoutera toutes les propositions qui pourront donner à ses alliés la satisfaction qui leur est due. — Mais, enfin, vous n'êtes pas apparemment sur ces satisfactions aussi exigeants que du vivant de l'Empereur? »

Cette fois, l'invite était claire, et si La Ville eût eu dans son jeu une carte pour y répondre, la partie était engagée. La question par excellence, celle du choix du futur Empereur, était remise naturellement sur le tapis. Mais c'était sur ce point surtout que La Ville avait bouche close et ne le savait que trop : il se contenta de répliquer qu'en effet les objets relatifs à la dignité impériale ne subsistaient plus depuis la mort de ce prince. — « Nous en demeurâmes là, monseigneur; ce ministre me promit de me communiquer la réponse qu'il recevrait de sa cour touchant M. de Belle-Isle[1]. »

1. La Ville à d'Argenson, 30 mars 1745. (*Correspondance de Hollande.* — Ministère des affaires étrangères.)

Aucune réponse ne fut envoyée et la causerie ne fut pas même reprise. Chesterfield, ayant compris à qui il avait à faire et ce qu'il pouvait attendre de ce côté, se retourna naturellement d'un autre ; aussi n'y a-t-il pas lieu de s'étonner que, quelques années après, ayant occasion de faire, dans une lettre à son fils, allusion à un incident de sa mission à La Haye, il ait parlé de La Ville avec une bienveillance railleuse, en concluant par cette maxime de moralité mondaine à l'usage de son élève : « Quand un homme bien élevé qui a une affaire à débattre rencontre dans le monde son adversaire, il a deux manières de s'y prendre, ou de le regarder en face pour le terrasser, ou de se jouer de lui en le couvrant de fleurs. »

Ce n'était pourtant pas la faute de La Ville si l'envoyé prussien, bien moins gêné que lui dans ses allures, pourvu d'instructions plus nettes et muni d'arguments solides pour les défendre, avait pu aborder tout de suite le ministre anglais, et, au lieu de perdre le temps en passes d'armes inutiles, engager le débat et croiser le fer. Pour commencer, il avait du premier coup

nettement établi son terrain. « Le roi, dit-il, n'a ni les intentions, ni surtout *les liens avec la France* qu'on lui suppose. Il ne désire que la tranquillité de l'Empire, la libre élection du futur Empereur, la conservation de son bien, tel que le traité de Breslau le lui a assuré, et la réparation des dommages qu'il a subis. » Puis, sachant d'avance que le grand reproche fait à son maître était d'avoir violé lui-même le traité qu'il invoquait et compromis la garantie du cabinet britannique, il s'efforça, à grands renforts de sophismes et de prétextes (dont une lettre autographe de Frédéric lui avait fourni une provision), de démontrer que l'invasion de la Bohême n'avait pas été un acte d'agression véritable, mais une précaution de défense légitime prise contre les vues menaçantes et les pièges de la politique autrichienne. « J'entends, dit Chesterfield en souriant; en réalité, vous demandez tout et vous n'offrez rien, car la Silésie n'est plus à vous depuis que vous avez vous-même déchiré le traité qui vous la donnait. Je doute fort en effet (et Grotius, s'il revenait au monde, penserait, j'en suis sûr, comme moi) que

des craintes bien ou mal fondées, des rumeurs plus ou moins certaines, puissent servir de raison suffisante pour entrer à main armée chez le voisin. Les traités les plus solennels ne seraient que des chiffons de papier si de tels motifs autorisaient à les rompre. » — « Je lui dis tout cela, écrivait lord Chesterfield lui-même, en prenant soin de rester aimable et même respectueux dans mon langage, de manière à le faire parler sans crainte, et je reste convaincu que, si on garantit au roi de Prusse la Silésie, il ne demande au fond pas autre chose [1]. »

Frédéric, relevant la balle, répondit courrier par courrier : « Je laisse aux rhéteurs et aux jurisconsultes à disputer sur les mots et à décider qui a été l'agresseur, de la reine de Hongrie ou de moi. Il n'y a pas de roi de Prusse qui n'eût fait comme moi... Et dans tout contrat, quand tout l'avantage est d'un côté et rien de l'autre, la disparate rompt l'engagement. Faites donc savoir à lord Chesterfield, avec toute la politesse

1. Chesterfield à Harrington, 21 février 1745. (*Correspondance de Hollande.* — Record Office.) — Frédéric à Podewils, 21 février 1745. *Pol. Corr.*, t. IV, p. 44-47.

imaginable,... que si je trouve toutes les portes fermées en Angleterre je mettrai mes ressources dans l'alliance de la France, dans les conjonctures qui peuvent changer en ma faveur, et dans mon courage... Mais priez-le de croire que je n'en estimerais pas moins sa personne en combattant ses principes[1]. »

Voilà parler, et c'est ainsi qu'on mène une affaire quand on sait ce qu'on veut et où l'on va. Chesterfield n'eût-il été que juge des coups et spectateur désintéressé, que, recevant ainsi, en partie double, les confidences de deux alliés dont l'un était visiblement la dupe de l'autre, il eût donné la palme de l'habileté, sinon de la loyauté, au moins scrupuleux des joueurs. Mais de plus, ayant tout intérêt à rompre l'alliance de la France et de la Prusse, il était tout simple qu'il se rapprochât de celle des deux parties qui offrait elle-même de se détacher à des conditions qui n'avaient rien d'excessif. Aussi, à partir de ce moment, se fit-il, sans plus d'hésitation, non seulement l'intermédiaire, mais

1. Frédéric à Podewils, 28 février 1745. *Pol. Corr.*, t. IV, p. 67-69.

l'avocat, auprès de ses collègues, des demandes de Frédéric, et il en eût assuré le succès si le roi d'Angleterre, mal disposé, comme je l'ai dit, pour tout ce qui venait de son neveu, n'eût opposé une résistance dont Chesterfield lui-même, très mal noté dans la pensée royale, était moins que tout autre en mesure de triompher.

Un instant, cependant, on put croire que le coup était fait, et que le ministre anglais à Vienne allait être chargé de promettre à Marie-Thérèse la voix électorale de Brandebourg pour le grand-duc, en échange de l'abandon de toute idée de recouvrer la Silésie. Tout paraissait convenu, et déjà Frédéric s'inquiétait de savoir comment il *insinuerait* l'affaire au roi de France; mais à ce moment même un événement qu'on pouvait prévoir, mais qui devançait et dépassait l'attente commune, vint porter à un si haut degré la confiance déjà très exaltée de la reine qu'on ne pouvait plus lui proposer, avec une chance de succès, la plus modeste concession. « La couronne impériale sans la Silésie, avait-elle répondu à la première insinuation qui lui

fut faite dans ce sens, ne vaudrait pas la peine d'être portée [1]. » Chesterfield se borna alors à faire venir chez lui le ministre prussien et à lui déclarer que, toute sa bonne volonté devenant inutile, il ne pouvait qu'engager son maître à songer à ses propres intérêts et à se mettre promptement en défense, en attendant que ses amis de Londres trouvassent une occasion favorable pour le servir.

Cet incident, qui fermait pour le moment l'ère des négociations, c'était la capitulation du jeune électeur de Bavière, qui, en se rendant à l'Autriche à discrétion, lui livrait la suprématie sur toute l'Allemagne méridionale, et ne laissait plus même à la France un prétexte légal pour lui disputer le terrain. C'est ce que je dois maintenant exposer brièvement [2].

1. Robinson à Carteret, 12 avril 1745. (*Correspondance de Vienne.* — Record Office.)

2. Frédéric à Podewils, 2 avril 1745. *Pol. Corr.*, p. 99-101. — *Histoire de mon temps*, ch. XI. — On ne trouve pas de trace dans les correspondances du conseil donné par Chesterfield par l'intermédiaire du jeune Podewils. C'est Frédéric qui le mentionne dans son histoire. Il impute l'impuissance de Chesterfield seulement aux engagements du traité de Varsovie, mais les correspondances de Chesterfield

lui-même avec Harrington (Record Office) indiquent l'effet considérable produit à ce moment par la soumission de l'électeur de Bavière, à laquelle on ne s'attendait plus, les conditions exigées par l'Autriche ayant paru trop dures pour pouvoir être acceptées.

# CHAPITRE III

## CAPITULATION DE LA BAVIÈRE. BATAILLE DE FONTENOY.

Situation difficile du jeune électeur de Bavière Maximilien, fils de Charles VII. — Chavigny, ministre de France, lui conseille de se confier dans l'appui de Louis XV. — Marie-Thérèse lui fait offrir la paix à des conditions très rigoureuses. — Le ministre français ne lui donne pas les secours promis par Chavigny. — Marie-Thérèse fait envahir la Bavière. — Soumission de l'électorat tout entier. — Maximilien accepte les conditions imposées par Marie-Thérèse. — La soumission de la Bavière place Frédéric dans un extrême péril. — Cette position est aggravée par l'abandon de la czarine Élisabeth qui prend parti pour le roi de Pologne contre lui. — Effroi général à Berlin. — Lettre désespérée du ministre Podewils. — Réponse énergique et courageuse de Frédéric. — Il reproche vivement au ministre français son inaction et réclame impérieusement du secours. — Réponse évasive de d'Argenson. — Louis XV se prépare à partir pour rejoindre son armée en Flandre.



Belle campagne défensive par Maurice de Saxe en Flandre pendant l'hiver précédent. — Il y déploie des qualités de commandement qui n'étaient pas connues. — Caractère de cet homme illustre. — Mélange de qualités élevées et de tristes faiblesses. — Son ouvrage intitulé : *Mes Rêveries*. — Il revient à Paris au printemps. — Accueil qui lui est fait. — Fête à Paris et à Versailles pour le mariage du dauphin. — *La Princesse de Navarre*, comédie de Voltaire. — Maladie grave de Maurice. — Il n'hésite pourtant pas à partir pour prendre le commandement de son armée. — Siège de Tournay.

L'armée des alliés commandée par le duc de Cumberland s'approche de la ville pour faire lever le siège. — Préparatifs de Maurice. — Arrivée du roi et du dauphin. — Bataille de Fontenoy. — Péripéties de la journée. — La colonne d'infanterie anglaise met les régiments français en déroute. — Maurice rassemble la cavalerie et lui tient tête. — Courage du roi qui refuse de quitter le champ de bataille. — Dernière manœuvre qui décide la victoire. — Récits divers et caractère particulier de la journée.

## I

Le plus difficile pour la politique française, après la mort inopinée de Charles VII, c'était moins encore de lui trouver un successeur à la dignité impériale que de savoir quelle conduite tenir envers son fils Maximilien, le nouvel électeur de Bavière. La situation de ce jeune prince, devenu souverain à dix-huit ans,

était pénible autant que périlleuse. A part la couronne du saint-empire, à laquelle son âge ne lui permettait guère d'aspirer, il héritait de toutes les prétentions que son père avait élevées sur la succession autrichienne, mais il héritait aussi de toutes les inimitiés et de tous les dangers qui en étaient la suite. A moins de démentir toutes les théories de droit public et privé dont Charles VII avait fait retentir les chancelleries d'Allemagne et d'Europe, à moins d'infliger sur une tombe à peine ouverte un désaveu éclatant à la mémoire paternelle, il ne pouvait guère se dispenser de défier Marie-Thérèse en réclamant dès le premier jour la qualité d'archiduc d'Autriche et de roi de Bohême, de représentant, en un mot, de tous les droits de la maison de Habsbourg. Mais ces orgueilleuses qualifications ne l'empêchaient pas de se trouver seul et dénué de toutes ressources personnelles en face de ses provinces ruinées et de son trésor mis à sec, pendant que les armées autrichiennes, campées sur le sol même de son patrimoine, menaçaient sa capitale toute ouverte. Pour leur tenir tête, il ne

pouvait compter avec confiance ni sur sa propre armée en mauvais état et mal commandée, ni sur le petit corps de troupes françaises du marquis de Ségur, que la prudence obligeait à rester sur une stricte défensive. Nul espoir à fonder non plus, pour sortir de cet état précaire, ni sur la protection du cabinet de Versailles, qui était resté sourd aux derniers appels d'une voix mourante, ni sur le concours d'alliés qui avaient bien promis leur appui au chef de l'Empire, dans l'intérêt commun du corps germanique, mais nullement à l'électeur de Bavière pour le soutien de ses revendications personnelles. C'était donc l'abandon et l'indigence aujourd'hui, peut-être demain la captivité ou l'exil. Quel trouble de telles perspectives ne devaient-elles pas jeter dans l'âme d'un enfant, et quelle fermeté précoce ne lui aurait-il pas fallu pour en supporter l'angoisse sans fléchir!

Ce n'était peut-être pas dans l'étourdissement du premier jour — alors qu'à l'émotion sincère de la douleur filiale se mêlait le charme secret que cause toujours une grandeur im-

prévue — que l'orphelin pouvait sentir toute l'étendue de son malheur; mais il avait à ses côtés un confident, placé auprès de lui par son père lui-même, qui ne pouvait se faire la moindre illusion. C'était le ministre de France, Chavigny, à qui Charles, en mourant, avait remis le soin de la destinée de son fils, et qui n'ignorait pas combien il était loin d'être en mesure de répondre à cette confiance. Personne ne connaissait mieux que Chavigny à quel degré de gêne et presque de misère était réduit, sous tous les rapports, pécuniaires aussi bien que militaires, le gouvernement électoral, car il ne cessait depuis plus d'un an d'être l'intermédiaire des demandes de subsides de toute nature transmises par l'Empereur et par son épouse pour subvenir à tous leurs besoins, même personnels et domestiques, et de la nature la plus intime; et l'accueil fait à Versailles en dernier lieu à cette mendicité constante n'avait rien qui l'encourageât à en renouveler les instances.

De plus, Chavigny était l'inventeur, l'inspirateur, l'âme de l'union de Francfort ; c'était lui qui avait tenu la plume pour en rédiger l'acte

définitif. Il ne pouvait ni penser lui-même, ni faire croire à personne que l'alliance dût survivre à la cessation de l'objet qui l'avait fait naître. C'était donc son œuvre si laborieusement élevée qui s'écroulait en quelque sorte sur sa tête; le sol, en même temps, lui manquait sous les pas. Il se rendait compte, en effet (nous le savons par son propre aveu), du discrédit où était tombée en Bavière l'alliance française et du désir ardent qu'éprouvait le pays tout entier — aussi bien la cour que le peuple — de se réconcilier, à quelque prix que ce fût, avec l'Autriche. Il lisait ce sentiment dans tous les regards, et, s'il eût été assez peu clairvoyant pour ne pas s'en apercevoir, une démarche éclatante, faite par le personnage de qui, peut-être, on devait le moins attendre une initiative pacifique, aurait suffi pour lui dessiller les yeux. Dès le lendemain même de la mort de l'Empereur, c'était le commandant en chef des troupes impériales, le général Seckendorf, qui venait déposer son épée entre les mains du nouvel électeur, en déclarant qu'il ne pouvait plus porter les armes contre ses concitoyens, du

ment qu'il s'agissait non de défendre l'Empire contre des sujets rebelles, mais de commencer et de continuer une guerre civile [1].

Chavigny, homme de ressource et d'énergie, ne perdit pourtant pas contenance. Il sut user discrètement de l'autorité que lui donnaient sur le jeune prince sa réputation d'habileté, l'affection que le défunt lui avait témoignée jusqu'à la dernière heure, et le plaisir que la faiblesse et l'inexpérience éprouvent toujours à entendre une parole encourageante : — « Jetez-vous, lui dit-il avec plus de confiance qu'il n'en éprouvait peut-être lui-même au fond de l'âme, dans les bras du roi de France ; c'est lui qui va vous tenir lieu de père. » — Puis, devinant qu'il devait en coûter à l'orgueil d'un jeune homme qui avait grandi sur les marches du trône impérial d'être obligé à en descendre, il sut, sans lui faire aucune promesse précise, lui insinuer adroitement qu'on avait vu plus d'une fois dans l'histoire la vertu et le courage suppléer au nombre des années ; pour peu qu'il

1. *Graf Seckendorf und die Friede von Fuessen.* — Gotha, 1882, p. 43.

sût se conduire en homme et en prince, paraître à la tête de son armée, marcher avec elle au combat et peut-être à la victoire, aucune ambition, lui fit-il entendre, ne lui serait interdite. En attendant, pour lui faire adopter tout de suite une attitude décisive, il l'engagea à prendre, non pas le titre royal, qui aurait pu donner lieu à des difficultés d'étiquette avec les cours neutres ou même alliées, mais celui d'archiduc d'Autriche, tout aussi provocant pour Marie-Thérèse. Ému par ses conseils et écrivant presque sous sa dictée, Maximilien se décida à adresser à Louis XV une lettre d'une tendresse filiale et presque enfantine. — « Ce jeune homme est une cire molle, disait, en envoyant l'épître, Chavigny, qui croyait s'être rendu maître de son esprit ; les maximes que son père lui a laissées sont pour lui la loi et les prophètes ; il s'ouvre à moi plus qu'à tout autre, il prendra le pli qu'on lui donnera. » — Mais il ne manquait pas d'ajouter timidement qu'en récompense de ces bonnes dispositions et afin de les entretenir, quelques secours envoyés à temps pour éloigner des périls ou subvenir à des

besoins pressants ne seraient pas superflus [1].

Avec les alliés de Francfort qui accouraient tous à lui, tout émus — les uns en personne, les autres par leurs envoyés et leurs correspondances — demandant ce qu'on allait faire d'eux, il ne montra pas moins de sang-froid et de fermeté. Si le but direct de l'alliance ne subsistait plus, leur disait-il, l'intérêt qui y avait donné naissance, le besoin de défendre l'indépendance du corps germanique contre l'arrogante prépondérance de l'Autriche, était plus pressant que jamais, à la veille d'une élection que Marie-Thérèse, campée avec ses troupes au centre de l'Allemagne, et presque à la porte de Francfort, allait tenter sans doute d'enlever par la force pour en gratifier un étranger. L'union contractée pour la défense des droits de l'Empereur, ne pouvait-on pas la maintenir ou la renouveler pour le soutien de la cause tout aussi sacrée de la liberté électorale ? « Si le maintien de la dignité impériale, écrivait-il

1. Chavigny au roi, 22 janvier; — à d'Argenson, 30 janvier et 8 février 1745. (*Correspondance de Bavière.* — Ministère des affaires étrangères.)

dès le 31 janvier à l'un des confédérés, fait, il est vrai, un grand vide à la ligue de Francfort, manque-t-on d'objets aussi essentiels pour le remplir? La liberté d'élection d'un Empereur doit-elle être comptée pour rien, et verrons-nous tous, tant que nous sommes, la cour de Vienne et ses adhérents, aussi prostitués qu'ils le sont, faire un Empereur à leur mode, et l'Empire plus que jamais enchaîné dans la maison de Lorraine? Si les alliés se démanchent, la France, qui peut, Dieu merci, se soutenir de son propre poids, saura bien se démêler des fusées qu'on lui a laissées; elle verra avec douleur ses alliés s'abandonner à une oppression visible; elle n'aura pas à se reprocher de les avoir abandonnés. Ne parlons donc plus, mes chers maîtres, de dissolution. Songeons plutôt à renouveler des conseils, des mesures et de nouveaux efforts, à nous resserrer par des liens plus étroits s'il le faut. Donnez au roi et à son conseil une quinzaine de jours, et je vous promets un plan ferme et tel qu'il pourra réunir les alliés [1]. »

1. Chavigny, 31 janvier 1745. (*Correspondance de Bavière.* — Ministère des affaires étrangères.) — La minute de cette



Pendant que Chavigny, faisant tête ainsi au désarroi général, rassemblait son monde et remettait en ligne ses batteries, une manœuvre en sens contraire était tentée à Vienne avec autant d'activité et de résolution. La nouvelle de la mort de l'Empereur y était à peine connue que Marie-Thérèse, par l'intermédiaire du nonce du pape, faisait offrir la paix à sa tante l'Impératrice. La proposition fut envoyée par elle le jour même où, déjà prise des douleurs de l'enfantement, l'infatigable princesse attendait la naissance d'un sixième enfant qui devait être son second fils. La communication dut arriver à Munich avant que l'Impératrice, obligée par l'étiquette (et n'étant peut-être pas fâchée de l'être) de ne recevoir personne pendant les premiers jours de son deuil, eût pu donner audience au ministre de France. Marie-Thérèse comptait, et non sans raison, sur le désir que devait éprouver une mère d'assurer la sécurité des jours et du pouvoir de son fils, et une archiduchesse d'Au-

lettre n'indique pas à qui l'original fut adressé; peut-être était-ce une sorte de circulaire envoyée à tous les confédérés de Francfort



triche de rentrer en paix avec sa famille. Mais, quand les conditions demandées, ou plutôt imposées, furent connues, la noble veuve resta consternée et osa à peine les faire connaître au jeune prince. Renonciation à toute prétention, soit à l'Empire, soit à la moindre parcelle de la succession d'Autriche ; adhésion pure et simple à la Pragmatique sanction ; promesse de la voix électorale de Bavière pour le grand-duc ; rupture immédiate de toute alliance avec la France ou avec la Prusse ; engagement de prendre part à la défense de la liberté germanique contre l'étranger ; tel était l'ultimatum dicté par Marie-Thérèse, et dont les cours de Londres, de La Haye et même de Saxe, quand elles en eurent connaissance, cherchèrent vainement à faire adoucir la rigueur. A ce prix seulement, la reine offensée consentait à restituer les points qu'elle occupait encore dans l'électorat et à rendre à Maximilien la totalité de ses biens héréditaires, mais sans y ajouter un pouce de terre [1]. En attendant, les hostilités

1. D'Arneth. t. III, p. 8 et suiv. — *Correspondance d'Erizzo*, ambassadeur de Venise à Vienne, février et mars 1745. —

n'étaient pas suspendues, et si la soumission n'était pas faite à temps, l'envahissement de la Bavière allait continuer à s'étendre, et la conquête deviendrait définitive. En réalité, ce n'était pas offrir la paix à un adversaire, mais bien la grâce à un coupable.

Une double partie était donc engagée : ici pour séduire et là pour intimider Maximilien, placé lui-même, pour son début dans la vie royale, entre deux voies contraires, comme le héros de la fable. Il s'agissait de savoir lequel des deux sentiments, de l'ambition ou de la peur, l'emporterait dans sa jeune âme, ou plutôt, des promesses de Chavigny ou des menaces de Marie-Thérèse lesquelles passeraient le

Chesterfield à Harrington, même date. (*Correspondance de La Haye.* — Record Office.) — Chavigny à d'Argenson, 4 mars 1745. — C'est ce jour-là seulement, un mois après la mort de l'Empereur, que Chavigny obtient une audience de l'Impératrice. Il fait semblant de ne pas comprendre la cause de ce long retard; mais il est peu probable qu'il pût s'y tromper. On voit par une dépêche de l'ambassadeur de Venise, Erizzo, que dès le 29 janvier, jour où la mort de l'Empereur fut connue à Vienne, ordre était donné au général des troupes autrichiennes en Bavière de poursuivre les opérations militaires avec la dernière vigueur, malgré les rigueurs de la saison.

plus tôt à l'exécution, et de quel côté les effets répondraient le mieux aux paroles.

Mais Marie-Thérèse était reine, unique et souveraine maîtresse de ses actions ; Chavigny n'était qu'un serviteur, écho très peu fidèle d'un monarque débile et d'un ministère partagé. Les lettres suppliantes qu'il avait fait écrire à l'électeur causèrent à Louis XV un instant d'émotion et firent une impression plus vive encore sur d'Argenson, très porté à mêler la sensibilité à la politique. Disposé d'ailleurs à croire à la sincérité des autres, parce qu'il avait conscience de la sienne, et surtout à celle de la jeunesse, qui était à ses yeux l'âge de la candeur et de l'innocence, le ministre ajouta une foi entière aux assurances de fidélité et de soumission dont Maximilien était prodigue : « Ce jeune homme est la droiture même, dit-il, et sa lettre est tout ce qu'on pouvait désirer. » — Mais, cela dit, il se borna à donner en réponse quelques assurances vagues que le roi ne manquerait, de son côté, ni à ses devoirs, ni à ses promesses ; puis rien ne suivit, aucune mesure décisive ne fut adoptée, et du plan ferme que



Chavigny promettait à ses alliés on n'aperçut pas la moindre trace. Loin de là, l'idée de ressusciter sous un titre et avec un objet différent l'union de Francfort fut très mal accueillie : elle paraissait de nature à resserrer des liens qu'on était peut-être heureux de dénouer, et à créer de nouveaux engagements dont on pourrait plus tard regretter les conséquences. « Gardez-vous bien, écrivait d'Argenson, le 6 février, de vous livrer à des idées de nouvelle ligue, sous le prétexte apparent de maintenir la liberté de l'élection du futur Empereur, ou pour tout autre objet que ce puisse être. L'essentiel est de faire bonne guerre : les succès nous conduiront au but que nous nous proposons, et de faibles alliés ne feraient qu'accroître nos embarras, si les événements ne succédaient pas aussi favorablement que nous avons lieu de l'espérer. » — Par le même motif, et pour réserver toute la liberté de l'avenir, Chavigny recevait la défense d'entretenir chez l'électeur la moindre espérance de se voir promu à l'Empire, et, en fait d'accroissement de son électorat, on ne lui permettait de prétendre qu'à la con-



servation des conquêtes faites par la France, à la suite de la prise de Fribourg, sur la rive autrichienne du haut Rhin [1].

En réalité, le plan que Chavigny appelait en secret de ses vœux, et dont il faisait un peu témérairement la promesse à ses alliés, n'aurait pu être autre que celui que j'ai indiqué moi-même comme le seul qui fût de nature à conduire la France au but qu'elle s'obstinait, à tort ou à raison, à poursuivre en Allemagne ; celui, par conséquent, qui n'avait pas même été discuté ni entrevu dans le conseil des ministres : je veux dire la concentration de toutes nos ressources sur un point et vers un objet unique. Pour rétablir sur le corps germanique la domination un instant acquise à Belle-Isle, mais que tant de secousses avaient ébranlée et qu'un dernier coup venait de mortellement atteindre, il fallait la racheter, en quelque sorte, à prix d'argent et la reconquérir à la pointe de l'épée. Ce n'était pas trop de toutes nos forces pour

1. D'Argenson à Chavigny, 6 février. — Note autographe de d'Argenson, 13 février 1745. (*Correspondance de Bavière.* — Ministère des affaires étrangères.)



suffire à telle tâche. Mais, du moment que l'on persistait à disperser l'action de la France sur trois théâtres éloignés l'un de l'autre, — à recruter, à nourrir, à mettre en ligne et en campagne trois armées, toutes obligées de vivre sur un même fonds, qui n'était pas inépuisable, — il était clair que la limite imposée par cette triple entreprise à nos sacrifices nous commandait de les réduire là où il aurait été le plus nécessaire de les prodiguer. Chavigny ne songeait qu'à l'Allemagne, et effectivement, pour s'en rendre ou y rester maître, il aurait fallu ne point avoir en tête d'autre pensée; mais d'Argenson était bien obligé de songer aussi à l'Italie et surtout à la Flandre, où rien ne devait être négligé pour assurer le succès d'une prochaine expédition royale. Dès lors, quand il s'agissait d'entretenir le conseil des demandes transmises par Chavigny, en fait soit d'hommes, soit d'argent, il devait se heurter contre une impossibilité matérielle que ses collègues n'avaient pas de difficulté à lui démontrer. On lui prouvait sans peine qu'il n'était pas possible de détacher un bataillon, ni

de l'armée que le maréchal de Maillebois gardait sur les rives du Rhin pour défendre la frontière de France, ni de celle que le maréchal de Saxe rassemblait pour permettre au roi de venir en personne achever la conquête des Pays-Bas. Quant à l'argent, l'état du Trésor ne permettait pas d'augmenter les subsides fournis à la Bavière ; il convenait même, dût-on leur dire, de les diminuer, principalement ceux qu'on appelait les subsides alimentaires et qui étaient destinés à pourvoir à la dépense personnelle du souverain, car un simple électeur n'avait pas besoin d'un train de maison aussi coûteux que le chef d'un grand empire.

Contraint par là de refuser à peu près tout ce qu'à Munich on attendait et même on réclamait de lui avec impatience, le ministre, ennuyé de ce rôle maussade, finit par en concevoir une humeur qu'il avait peine à déguiser, et qu'il fit retomber tour à tour sur la tête ou du jeune électeur, trop peu soucieux, suivant lui, de se tirer d'affaire lui-même, ou de l'agent qui se faisait l'intermédiaire trop complaisant de ces exigences. — « Soyez donc, écrivait-il dans une

de ses boutades à Chavigny, plus Français et moins Bavarois, et ne laissez pas faire de notre patrie une vache à lait... Il semble, en vérité, qu'on veuille rançonner notre amitié : on nous demande tous les plus petits besoins. » — Effectivement, il venait de recevoir un mémoire où on le pressait de subvenir au renouvellement des habits et même du linge de l'électeur. — « Bientôt vous nous demanderez de vous fournir d'air et d'eau... Quand on est ainsi dans la gêne, on fourrage ses propres sujets, pour faire vivre son armée et pour soutenir son trône. Pensez-vous que notre bon Henri IV n'ait pas fait vivre la sienne aux dépens de ses bons sujets, quand il s'est agi de reconquérir son royaume, et alla-t-il demander à ses alliés de l'argent et des troupes ? On laisse pleurer ses sujets quand il s'agit de se défendre de l'ennemi... Il n'y a qu'un mot pour tout ceci : la Bavière ne s'aide pas assez, car on nous demande tout. Je vous demande sur quoi elle s'exécute elle-même ? Quand nous requérons sa fidélité, on m'en assure, à la vérité, mais on en use comme les prudes qui font enrager leur

époux et ôtent ainsi toute grâce à leur vertu. » — Puis, Chavigny essayant de revenir à la charge pour excuser son client et insinuer de nouveau quelques considérations d'intérêt général sur l'état de l'Allemagne et les moyens énergiques nécessaires pour y recouvrer l'ascendant perdu : « Où prend-il ce galimatias? écrit le ministre d'une main irritée sur son carnet de notes. Je ne trouve M. de Chavigny bon que pour brouiller les cartes, s'il est nécessaire de les brouiller; mais ce secours sera cher... Je suis persuadé qu'il y a moins à faire qu'à laisser faire. M. de Chavigny, par son expérience, devrait sentir quelle est cette politique adroite qui évite d'éteindre le feu en voulant l'attiser, qui fait naître chez les autres les discordes qu'on souhaite de voir naître, et qui les excite doucement et avec adresse [1]. »

En définitive, la seule marque d'intérêt un peu ostensible que la France se décida à donner

1. D'Argenson à Chavigny, au prince de Grimberghe, ministre de Bavière à Paris, et notes autographes, 13-16 février, 15-20 mars 1745. (*Correspondance de Bavière.* — Ministère des affaires étrangères.)

à ses alliés d'Allemagne, ce fut la substitution du jeune prince de Conti au maréchal de Maillebois dans le commandement de l'armée du Rhin. On pouvait penser, en effet, que la présence d'un prince du sang encore à la fleur de l'âge, actif, ardent et venant de s'illustrer en Italie par une campagne très bien conduite, serait de nature à rendre confiance aux esprits découragés et à imprimer une vigueur nouvelle aux opérations militaires; d'Argenson ne se faisait pas faute de donner cette espérance à Chavigny pour le consoler du peu de succès de ses réclamations. Mais ce changement de main ne pouvait avoir d'effet qu'à la condition que le nouveau général se mît en campagne tout de suite et fît sentir à temps son action sur les points menacés. Or, Conti n'obtint aucune autorisation de ce genre et dut, comme son prédécesseur, attendre, pour entrer en lice, l'époque ordinaire de la reprise des hostilités. L'instruction qui lui fut donnée, plutôt diplomatique que militaire, lui conférait seulement les pouvoirs nécessaires pour s'entendre avec les princes, qui, dégagés de l'union de Francfort, dési-

raient pourtant rester dans l'amitié de la France [1].

Pendant que Conti prenait ainsi lentement possession de son poste, et que Chavigny, accusé de servir trop chaudement la cause qu'il était chargé de défendre, perdait son temps à se justifier de n'être pas assez Français, Marie-Thérèse, sans consulter personne et sans un jour d'hésitation, marchait droit à l'accomplissement de ses desseins. D'une part, elle offrait encore d'envoyer à Augsbourg son ministre Colloredo pour entrer en négociation sur les bases qu'elle avait posées, mais de l'autre, et le même jour, elle donnait ordre au comte Bathiany de faire avancer vers le centre de l'électorat le corps autrichien, qui, maître d'Amberg et de la contrée environnante, en occupait déjà la lisière. Effectivement, le 21 mars, Batthiany passait l'Inn avec onze mille hommes de troupes, partagés en trois colonnes, et s'emparait rapidement de Landshut, de Straubing, de

1. Instruction donnée au prince de Conti, avril 1745. (*Correspondance d'Allemagne*. — Ministère des affaires étrangères.)



Landau et de Dingolfing, désarmant et emmenant prisonnières les garnisons surprises de ces cités. A Dingolfing, on n'était plus qu'à quelques lieues de Munich, et les Croates et les pandours, se livrant au pillage et à des violences que le général autrichien ne réussissait pas à réprimer, répandaient la terreur jusqu'aux portes de la ville. Mais, avant de s'avancer lui-même sur la capitale, Batthiany voulut avoir raison de Ségur et des Français qu'il commandait, et vint le chercher à Pfaffenhofen, où il était campé. Ségur fit d'abord mine d'attendre l'attaque pour y faire tête; mais, reconnaissant bientôt l'infériorité de ses forces, il ne tarda pas à se mettre en retraite, et, poursuivi de poste en poste, l'épée dans les reins, il ne s'arrêta qu'au delà de Donawerth, c'est-à-dire à l'extrême limite du territoire bavarois. Ainsi, en quinze jours, tout l'électorat était conquis [1].

On peut juger du trouble et de la stupeur que ces nouvelles désastreuses, arrivées coup sur coup et se suivant d'heure en heure, répan-

1. D'Arneth, t. III, p. 16.



daient à Munich. Le danger avait bien été prévu, mais on ne s'attendait ni à une si vive attaque, ni à un succès si prompt. Il y avait même quelque chose de si rude et de si brutal dans le procédé autrichien, dans cette manière de pousser une négociation tambour battant et mèche allumée, sans laisser aux gens le temps de respirer, qu'au premier moment le jeune prince et sa mère, froissés dans tous leurs sentiments de famille, s'en montrèrent également blessés, et pendant quelques jours, dans leur intérieur, on ne parlait que de résistance. L'électeur dut partir pour Augsbourg, accompagné du ministre de France, pour y rassembler les restes de son armée et en prendre lui-même le commandement. L'Impératrice restait à Munich pour contenir, par sa présence, l'audace des envahisseurs. — « Cette vertueuse princesse, écrivait Chavigny, m'a confié son fils, et ce ne sera pas sa faute s'il suit d'autres conseils que les miens. Il n'appartient qu'à Dieu de lire dans les cœurs ; mais, sur ce qui paraît jusqu'à cette heure, je dois rendre à l'électeur et à l'Impératrice cette justice qu'ils n'ont pas l'air d'être ébranlés. La



fermeté et la constance de l'un et de l'autre ne pourraient être mises à une plus rude épreuve : il serait à désirer que nous ne l'eussions pas faite, mais au moins leur fera-t-elle honneur, pendant qu'elle donnera à penser à nos ennemis [1]. »

Mais cette exaltation de la première heure et ces fusées d'orgueil ne tardèrent pas à se dissiper devant l'affreuse réalité des faits. Augsbourg n'était pas plus facile à défendre que Munich, et l'armée, débandée, ne voulait ni se rassembler ni combattre : généraux, courtisans, ministres, tous demandaient la paix à haute voix. Le maréchal Torring ayant émis l'idée que l'électeur, à la tête de ses troupes, pourrait aller rejoindre l'armée française sur le Rhin et combattre avec elle, comme son aïeul avait fait dans la dernière guerre de Louis XIV, le successeur de Seckendorf dans le commandement de l'armée ne lui répondit que par un éclat de rire. C'était, en un mot, un murmure général qui assourdissait les oreilles du pauvre prince. Il

1. Chavigny à d'Argenson, 7-15 avril 1745. (*Correspondance de Bavière*. — Ministère des affaires étrangères.)



lui fallait donc se rendre ou bien fuir seul, abandonné de tous les siens, sans savoir où poser sa tête et n'ayant pas même, comme son père, la ressource de chercher un asile dans les cités impériales qu'il n'avait pas le droit de se faire ouvrir. La nécessité était si cruelle et parlait si haut que Chavigny eut à peine le courage de le blâmer, lorsque, mandé chez lui le 19 avril, il le trouva la tête basse, balbutiant des excuses embarrassées, mais résigné et vaincu. Un traité de paix était sur la table, déjà revêtu de sa signature. C'était Seckendorf, sortant de sa retraite simulée, qui l'avait apporté tout rédigé d'avance par le ministre Colloredo, lequel s'était tenu lui-même en observation pendant cette rapide campagne sur la frontière du Tyrol et de la Bavière. Force fut bien alors de changer de ton et de justifier ce qu'on ne pouvait plus empêcher. — « Tant de disgrâces accumulées les unes sur les autres, écrivait tristement Chavigny, une armée en fuite, le cri des courtisans, les conseils pressants des malintentionnés, tout cela a ébranlé l'électeur... si bien que, pour le faire court, il fut décidé, hier

matin, qu'on répondrait dans la journée aux propositions du comte de Colloredo; de suite la réponse fut projetée, sous la direction du maréchal de Seckendorf. » — Le ministre autrichien n'avait donné que deux fois vingt-quatre heures pour la recevoir. Effectivement, quarante-huit heures après, Colloredo rencontrait le plénipotentiaire bavarois dans la petite ville de Fuessen, en Bavière, et la capitulation était signée[1].

Elle ne pouvait être plus complète, car toutes les exigences de Marie-Thérèse y recevaient satisfaction, sauf une seule qu'on avait consenti, non à écarter complètement, mais à laisser dans l'ombre en l'atténuant. L'électeur n'était plus tenu de passer immédiatement d'un camp dans l'autre, et d'ennemi de l'Autriche de devenir son auxiliaire. Il s'engageait seulement, par un article secret, à mettre à la disposition des puissances maritimes un corps de douze mille hommes, à la condition qu'en retour elles lui accorderaient un subside égal à celui qu'il

1. Chavigny à d'Argenson, 18 avril 1745. (*Correspondance de Bavière*. — Ministère des affaires étrangères.)



allait perdre du côté de la France. On lui épargnait ainsi le scandale de se mettre directement, du jour au lendemain, en lutte, sur le terrain même de l'Allemagne, avec ses alliés de la veille. Mais, pour que la promesse fût sérieuse et constituât de sa part une obligation véritable, l'Autriche consentait à lui avancer un acompte, sur les subsides promis, de quatre cent mille écus le jour même de la ratification du traité. L'engagement de voter à Francfort pour le grand-duc fut aussi rejeté dans un acte également secret annexé au traité public. Maximilien avait réclamé cette faveur, et ne l'obtint qu'en promettant d'employer toute son influence pour que son exemple fût suivi par ses parents de la maison de Bavière, les électeurs de Cologne et Palatin.

Ces concessions n'étaient pas considérables, mais, quelque modestes qu'elles fussent, on eut encore de la peine à les faire agréer de Marie-Thérèse. Le secret gardé en particulier sur l'objet qui lui tenait le plus au cœur lui semblait renfermer une arrière-pensée suspecte qui excitait sa méfiance. Elle laissa clairement voir ce

sentiment dans une lettre adressée de sa main à l'électeur, où des assurances affectueuses lui étaient données sur un ton de menace : « Autant j'ai été heureuse, lui disait-elle, de la signature des préliminaires qui amènent la réconciliation de nos deux maisons, autant il m'a été pénible d'apprendre que ce qui était convenu entre nous était encore mis en doute... Tout le mal est venu de la lutte de nos maisons, et rien ne peut être réparé que par leur union. J'ai toujours été disposée à me prêter à cette union, quoique bien des circonstances aient pu m'en détourner ; mais il faut que, tout à la fois, si votre électorat en profite, l'archiduché d'Autriche y trouve sa sûreté... La seule concession qui est demandée à votre Dilection, en échange de tant d'autres qui lui sont faites, ne lui coûte rien et ne peut tourner qu'au profit de votre électorat... Quiconque parle autrement à votre Dilection obéit à un intérêt étranger et oublie celui de la Bavière et de la patrie. Il faut que toute méfiance disparaisse, si vous voulez que notre union soit durable. » — Et elle ordonnait en même temps à Colloredo et à

Batthiany d'avoir l'œil ouvert, et, au cas où ils apercevraient la moindre tentative faite pour s'écarter de la lettre des préliminaires, d'arrêter au passage les ratifications et de recommencer immédiatement les hostilités. Il restait convenu d'ailleurs que, jusqu'à l'élection impériale, les places d'Ingolstadt, de Braunau et de Schœurding continueraient à être occupées par les troupes autrichiennes [1].

Chavigny n'avait pas absolument tort quand il disait, en levant les mains au ciel avec désespoir, qu'un traité ainsi commenté ne pouvait porter d'autre nom que celui d'un véritable coupe-gorge ; mais il n'en fallait pas tant pour faire fléchir tout ce qui restait encore de courage ou de fierté dans le cœur du jeune prince. Passant d'un extrême à l'autre, comme c'est l'habitude des âmes faibles, ce fut lui qui se retourna subitement avec hauteur contre le petit nombre d'amis fidèles de la France qui avaient combattu et qui, tout bas, blâmaient encore sa défection. Il chassa de son conseil et

1. D'Arneth, t. III, p. 23-27, 403.



bannit de sa présence le maréchal Torring, le principal ministre de son père, et le dernier soutien de l'alliance française. — « Tenez-vous encore heureux, lui-dit-il en le congédiant, d'en être quitte à si bon marché : pour avoir attiré tant de maux sur votre patrie, vous mériteriez la peine capitale. » — Telle était la joie causée par le retour de la paix que personne ne songea à accuser ni même à remarquer cette honteuse et cruelle défaillance. On n'était sensible qu'à la joie de voir le souverain remis, bien qu'un peu tard, à l'unisson des sentiments de son peuple. C'était ailleurs que s'adressait la malignité populaire. On jouissait de l'embarras et même des craintes de Chavigny, qui, pour retourner d'Augsbourg à Munich, fut averti de ne partir que sous bonne garde, de peur que sur la route on ne lui fît un mauvais parti [1].

Quand la Bavière applaudissait ainsi à l'humiliation de son prince, abdiquant pour jamais les prétentions séculaires de sa dynastie, on peut juger de ce qui se passait à ses portes.

1. Chavigny à d'Argenson, 24 avril 1745. (*Correspondance de Bavière*. — Ministère des affaires étrangères.)



C'était la débandade et la déroute de tout ce qui, de près ou de loin, tenait encore à la France. Le signal de la défection avait été donné par le prince de Hesse même avant la soumission de l'électeur, pendant la marche triomphale des Autrichiens. Par son ordre et à la suite d'un concert secret avec le général de Marie-Thérèse. les six mille hommes dont ce prince perfide et volage trafiquait publiquement, et qui avaient passé l'année précédente de l'Angleterre à la France, étaient rentrés chez eux, mettant bas les armes et n'attendant que l'occasion de faire une nouvelle volte-face. L'électeur Palatin et le duc de Wurtemberg, bien que moins pressés de se rallier au vainqueur, firent pourtant savoir que, menacés chez eux et obligés de pourvoir à leur sûreté personnelle, la neutralité leur était imposée et qu'on n'avait plus à compter sur leur appui. Quand les alliés devenaient neutres, les neutres ou prétendus tels ne se mettaient plus en peine de déguiser leur hostilité. Dans les petites cours des bords du Rhin, un joyeux sentiment de délivrance s'épanchait en effusions insolentes. — « Voilà tous mes

vœux exaucés », s'écriait l'électeur de Cologne ; et il se livrait à de bruyantes parties de plaisir, oubliant qu'il portait encore le deuil de son frère, et que c'était son neveu qui venait de signer l'abaissement de sa famille. « C'est un beau manteau que celui de la France, disait en raillant l'électeur de Trèves au résident français ; mais vous connaissez le proverbe allemand, c'est dommage qu'il soit trop court et qu'on voie passer les pieds. » — Quant à l'électeur de Mayence, son attitude était si provocante, que le ministre Blondel dut quitter la ville, laissant à sa place un officier détaché de l'armée du Rhin, qui était autorisé à rendre menace pour menace et appeler la force à son aide si sa sécurité était menacée. Enfin, l'électeur de Saxe, agissant en qualité de vicaire intérimaire de l'Empire, sommait par lettres impératives les troupes françaises d'avoir à évacuer le sol germanique, où rien, disait-il, ne justifiait plus leur présence, puisqu'elles cessaient d'avoir, soit à défendre un Empereur qui n'était plus, soit à secourir la Bavière qui était pacifiée.

Dans ce soulèvement général, la résidence

ou la traversée de l'Allemagne n'étaient plus sûres pour aucun Français, de quelque caractère qu'il fût revêtu : le sort de Belle-Isle les menaçait tous. L'officier général Courten, revenant de sa mission militaire à Berlin, ne put arriver à Francfort que sous le déguisement d'un voyageur de commerce et en prenant les voitures publiques. Le comte de Sade, retournant à son poste à Cologne, se vit arrêté et emmené par un parti d'Autrichiens dans une petite ville du Palatinat, et ni les magistrats du lieu où la capture avait été opérée, ni le prince auprès duquel il était accrédité ne se soucièrent ou n'eurent le courage de le réclamer. — « J'ai mis huit jours de Manheim à Eisenach, écrivait le marquis de Vaulgrenant se rendant en Saxe, sans manger, boire ni dormir ; il n'est sorte de mauvais procédés, de friponneries, de retardements que je n'aie éprouvés, même sur les terres de Saxe, malgré le passeport du roi de Pologne[1]. »

1. *Correspondances de Bavière, de Trèves, de Cologne, de Mayence, de Manheim, de Francfort, de Saxe*, etc., mars-avril 1745 *passim*. — Ministère des affaires étrangères.

## II

Mais, si l'humiliation était grande et le danger personnel menaçant pour les Français résidant ou même faisant route en Allemagne, ce n'était pourtant pas la France elle-même qui était le plus directement atteinte, puisqu'elle gardait en Flandre tous ses avantages, et qu'une de ses armées, prudemment ménagée pendant l'hiver, restait intacte et l'arme au bras sur le Rhin. Bien plus grave, bien plus périlleuse devenait la position de Frédéric, que la défection de la Bavière laissait absolument seul au milieu de l'Allemagne, en butte à toutes les attaques et en face de sa rivale triomphante. Non que l'événement le prît tout à fait par surprise, car, mieux informé ou moins enclin aux illusions que Chavigny, il n'avait jamais fait grand fond sur les promesses d'inébranlable fermeté arrachées à l'électeur ou à sa mère; mais il avait espéré que, moyennant quelques bonnes paroles



de sa part et des secours plus effectifs de la France, on pourrait maintenir le jeune prince dans une attitude de résistance, au moins pendant le temps nécessaire pour créer quelque embarras à l'Autriche, paralyser une partie de ses forces, et laisser arriver et agir les conseils pacifiques de l'Angleterre. Si une négociation s'engageait d'ailleurs (comme il voulait toujours s'en flatter), il lui importait essentiellement de garder groupés autour de lui les princes qui l'avaient secondé dans la lutte, de pouvoir porter la parole au nom de l'héritier de Charles VII et de tous ses défenseurs. — Empêchez l'électeur de céder, si c'est possible, écrivait-il à son envoyé à Munich, et, si vous le voyez mollir, tâchez au moins qu'il ne précipite rien et que nous ne tirions pas les uns sur les autres. — La rapidité de la victoire de l'Autriche et l'effondrement de la Bavière qui en était la suite, en devançant son attente, trompaient son calcul : le coup qui lui enlevait ses alliés de la veille le privait en même temps de tout espoir d'obtenir de ses ennemis une paix honorable. On a déjà vu que le ministère anglais, devant ce succès

qui dépassait ses prévisions et peut-être ses vœux, avait dû renoncer à ramener à des vues conciliantes, soit les prétentions orgueilleuses de Marie-Thérèse, soit les répugnances sourdes et obstinées de George II. Le même effet était produit à La Haye, où, à peine la paix de Fuessen fut-elle connue, que les conseils les plus belliqueux prévalurent dans l'assemblée des états généraux, et qu'on votait d'enthousiasme tous les suppléments de concours militaire et naval réclamés par Chesterfield (un peu malgré lui) pour la continuation de la guerre. Même résultat aussi à Dresde, où Auguste III et son ministre, mettant fin à leurs hésitations vraies ou simulées, se précipitaient ouvertement dans les bras et aux pieds de Marie-Thérèse. Ordre était envoyé au ministre saxon à Vienne de se déclarer prêt à exécuter le traité de Varsovie et de promettre l'aide de son maître pour l'attaque de la Silésie, sans insister davantage pour lui faire réserver d'avance une part dans la province à reconquérir. Par le même acte, Auguste s'engageait, non pas expressément, à renoncer à la couronne impériale si elle venait à lui être of-

ferte, mais à s'abstenir de toute démarche pour la rechercher et de toute opposition au choix du grand-duc. Et ces concessions n'étaient pas aussi désintéressées de sa part qu'elles en avaient l'air; car Marie-Thérèse, en échange, offrait à l'ambition d'Auguste d'autres perspectives. Il ne suffisait plus, disait-elle tout haut, d'enlever au voleur de la Silésie le bien qu'il avait dérobé. Pour venger la justice offensée et assurer le repos de l'avenir, c'était le spoliateur qui devait être dépouillé à son tour. On réduirait à d'étroites limites le domaine héréditaire de la maison de Brandebourg, et dans le butin enlevé à l'ennemi commun chacun pourrait se tailler un lot à sa convenance. Un partage des provinces prussiennes était déjà médité et une nouvelle négociation engagée sur cette base. Ainsi, de quelque côté que Frédéric jetât ses regards, il ne voyait plus que passions déchaînées contre lui. Dans le concert des princes, nulle voix ne s'élevait plus en sa faveur, tandis que les populations, le voyant seul rester en armes, l'accusaient seul aussi de la prolongation de leurs souffrances ; ses amis se taisaient ;

ses ennemis, peu contents de le vaincre, ne songeaient plus qu'à l'écraser[1].

Dans cette défection générale, une dernière espérance lui restait encore, et, comme dit son historien Droysen, une dernière corde à son arc; mais, par cette fatalité qui s'attache souvent à la mauvaise fortune, celle-là aussi vint inopinément à se rompre à la dernière heure. Il croyait pouvoir compter au moins, pour empêcher la Saxe d'agir, sur l'intervention amicale de la Russie. On sait quel soin il avait mis, dès le début de la guerre, à se ménager la bienveillance de sa puissante voisine, la tsarine Élisabeth, dont la neutralité lui était indispensable pour la sécurité de sa frontière du nord. Il se flattait d'y avoir réussi, et tout semblait l'en assurer. N'avait-il pas su habilement profiter d'un moment d'irritation d'Élisabeth contre un ambassadeur de Marie-Thérèse pour obtenir d'elle la garantie du traité de Breslau, en même temps qu'elle appelait dans sa famille, comme épouse du grand-duc héritier,

1. D'Arneth, t. III, p. 38 et suiv. — *Pol. Corr.*, t. IV, p. 106.

une princesse qui tenait de près à la maison de Prusse ? Depuis lors, que n'avait-il pas fait pour aller au-devant de ses désirs et ménager ses secrètes faiblesses! Un véritable commerce amoureux s'était établi entre les deux souverains, avec une correspondance habituelle de billets doux et l'échange classique des portraits. — « Quelle satisfaction n'est-ce pas pour moi, s'écriait Frédéric en recevant l'image grotesque de la sauvage tsarine, de paître mes yeux dans les traits de la plus grande, de la plus belle, de la plus accomplie souveraine que l'Europe ait vue naître ! »

Et de plus réels services venaient en même temps confirmer ses tendres protestations. Ainsi, quand Élisabeth, dans une boutade d'inconstance ou de jalousie, traitant un ambassadeur comme le plus vulgaire des amants, avait brusquement donné son congé au ministre de France, La Chétardie (après l'avoir honoré de bontés compromettantes), c'était Frédéric qui s'était entremis auprès de Louis XV pour empêcher cette querelle d'amoureux de dégénérer en rupture diplomatique. Il avait si bien

fait que, loin de lui en garder rancune, le roi de France, en accréditant un nouvel ambassadeur, avait consenti à donner à la fille de Pierre le Grand le titre de « majesté impériale », qu'elle convoitait depuis longtemps, et que l'orgueilleuse étiquette de la maison de Bourbon avait refusé même à son glorieux père. Tant de coquetteries et de déférences semblaient avoir produit leur effet, car Élisabeth venait d'annoncer l'intention d'offrir sa médiation aux puissances belligérantes pour terminer le conflit européen, et Frédéric, se croyant maître de son cœur, s'applaudissait d'avance du verdict, qu'en qualité d'arbitre de la paix du monde elle ne pouvait manquer de rendre en sa faveur.

La nouvelle, promptement transmise à Versailles, n'y inspirait pas moins de confiance et n'y causait pas moins de satisfaction. D'Argenson s'était empressé de faire écrire à Louis XV une lettre pleine de tendresse pour l'impératrice, une vraie lettre d'agacerie, disait-il, et, pour être plus sûr qu'elle serait bien tournée, il en avait confié la rédaction à la plume habile de Voltaire. — « La souveraine à qui je dois

le plus d'estime, faisait-on dire au roi de France dans cette épître galante, veut être la bienfaitrice des nations. Les rois ne peuvent aspirer chez eux qu'à la gloire de faire la félicité de leurs sujets : vous ferez celle des rois et des peuples... Personne d'eux ne sentira mieux que moi le prix que votre personne ajoute à ce bienfait, ni quel est le bonheur de vous devoir ce que les souverains doivent désirer le plus. » — Ajoutons, pour le dire en passant, qu'à ces douceurs royales le poète diplomate trouva moyen de joindre, par le courrier qui les emportait, un hommage délicat pour son propre compte : c'était l'offrande d'un exemplaire de la *Henriade*, accompagné d'une dédicace où il assurait qu'après avoir chanté Élisabeth d'Angleterre il ne désirait rien de plus que de célébrer une autre Élisabeth qui égalait la première par sa magnificence en la surpassant par ses autres vertus [1].

1. Note de d'Argenson à Ledran, 15 avril 1745. (*Correspondance de Russie.* — Ministère des affaires étrangères.) — Voltaire, éd. Beuchot, t. XXXVI. p. 130. — *Correspondance générale*, 3 mai 1745.



Malheureusement, quand cet envoi, si bien préparé par Frédéric et ses bons amis pour achever de tourner la tête de la tsarine, arriva à Saint-Pétersbourg, le vent y avait brusquement changé. On ne tenait, en vérité, jamais rien avec cette cour fantasque, où tout se décidait par de puériles vanités de femme et par les appétits de ministres corrompus. Subitement et coup sur coup, Frédéric apprit de son envoyé auprès d'Élisabeth d'abord que la tsarine renonçait, sans dire pour quelle cause, à toute idée de médiation, puis que, le considérant lui-même, dans la guerre présente, comme le véritable agresseur et le premier violateur de la paix de Breslau, elle déclarait n'être plus tenue de faire honneur à la garantie qu'elle avait promise. Bien plus, elle laissa même entendre que, liée à la Saxe par des conventions antérieures, si Auguste, après avoir pris part à la lutte qu'elle croyait légitime, était exposé à des représailles, elle croirait devoir étendre sur lui sa protection.

Quand cette nouvelle inopinée parvint à Frédéric, toute sa fermeté d'âme ne put le défendre



de laisser voir une douloureuse surprise. Quoi! non seulement, après tant de protestations d'amitié, on renonçait à le défendre, mais on donnait publiquement carte blanche à ses ennemis pour lui courir sus! Et d'où venait ce revirement inattendu? On se perdit en conjectures pour l'expliquer. Le seul motif allégué (et qui ne paraissait pas sérieux), ce fut que, dès que le projet de médiation russe avait été connu, une proposition du même genre avait été mise en avant, à Constantinople, par le sultan, et qu'une impératrice de Russie ne pouvait consentir à être mise en collaboration ou en concurrence avec le Grand Turc. Beaucoup pensèrent (et l'hypothèse plus simple était plus vraisemblable) que c'était le chancelier Bestuchef qui, largement payé par l'or britannique, avait su retourner à la dernière heure l'humeur mobile de sa maîtresse. Il est vrai que le même Bestuchef avait accepté 50,000 ducats du ministre de France pour opérer en sens contraire, mais l'Angleterre était bien assez riche pour surenchérir. Toutes les suppositions étaient permises, car tout était croyable de tels gens conduits

par de tels mobiles. Le fait cependant que tout changeait à Saint-Pétersbourg le même jour et presque à la même heure où Vienne était dans le triomphe, et où Munich se rendait à discrétion, permet de penser que là comme ailleurs, et même dans ces régions reculées, la voix de la fortune s'était fait entendre et obéir. Le rôle d'arbitre, d'ailleurs, ne devenait-il pas inutile et presque ridicule quand le procès semblait décidé d'avance par le sort des combats [1] ?

Quoi qu'il en soit et quelle qu'en fût la cause, l'abandon inattendu de la Russie, à un moment si critique, déguisant peut-être des desseins plus hostiles, était pour Frédéric la plus redoutable des complications ; attaqué de front par l'Autriche, pris en flanc par la Saxe, s'il venait à être menacé au Nord et sur ses derrières, il allait se trouver véritablement entouré comme par un cercle de feu. Les revers de la campagne précédente n'avaient atteint que le prestige de

1. D'Arneth, t. III, p. 41-46. — Droysen, t. II, p. 458 et suiv. D'Aillon, ministre de France en Russie, à d'Argenson, mars et avril, *passim*. (*Correspondance de Russie*. — Ministère des affaires étrangères.)

sa renommée : l'issue de la lutte qui allait s'engager mettait en cause l'existence même de sa royauté. La frontière silésienne n'étant séparée que par une petite distance et par une plaine tout ouverte de la capitale même de la Prusse, Breslau reconquis après une bataille malheureuse, c'était presque Berlin remis à la discrétion du vainqueur. Tout d'ailleurs manquait à la fois au conquérant d'hier, qui n'était même plus sûr d'être demain maître chez lui ; car, pour la première fois depuis qu'il menait ses troupes au combat, l'argent lui faisait défaut pour les payer régulièrement. La première guerre avait épuisé l'épargne laissée par son père, et un court intervalle de paix n'avait pas suffi pour remplir le Trésor mis à sec. Quand l'horreur de cette situation apparut à tous les yeux avec sa réalité poignante, ce fut dans l'entourage même le plus intime du prince un cri de douleur et d'effroi ; à Berlin, la terreur était au comble, chacun songeait déjà à fuir, et les gens riches (ils n'étaient pas nombreux dans cette capitale, jusque-là peu favorisée de la fortune) faisaient ouvertement leurs paquets, pour

emporter avec eux tous les objets de quelque valeur. Tout le mal provenant d'une agression peu motivée dont le roi était seul responsable, il pouvait lire un reproche silencieux dans tous les regards. On murmurait même assez haut que ce serait folie de sacrifier l'Etat entier et les vieilles provinces de Prusse au maintien d'une conquête improvisée par une fantaisie de la veille. — Si j'ose le dire avec un profond respect, écrivait Podewils éperdu, Votre Majesté se rendrait responsable à elle-même et à toute la postérité, si elle voulait mettre toute la fortune de son État au hasard d'être renversé de fond en comble sans pouvoir jamais s'en relever[1]. »

A ces conseils d'une prudence trop bien justifiée par l'imminence et la gravité du péril, Frédéric répondit avec un calme et une confiance qui ne provenaient d'aucune illusion. — « Je ne suis point étonné, dit-il, de l'embarras où vous êtes à Berlin. Je risque le plus de vous

1. Laurence, chargé d'affaires d'Angleterre en Prusse, à Carteret, 4 mai 1745. (*Correspondance de Prusse.* — Record Office.)

tous, et je suis tranquille et préparé à tout événement. Berlin n'est pas une ville qu'on puisse défendre, il faut l'abandonner et sauver effets, argenterie à Magdebourg et les dicastères de même. Laissez dans ce cas l'alternative dans ma famille d'aller à Magdebourg ou à Stettin. Mon intention est de tomber sur les Saxons après que leur armée et celle des Autrichiens sera entrée ici et que nous les aurons battus. Il faut des remèdes violents aux maux violents. Je veux tout conserver ou tout perdre. Ne voyez pas tout en noir, mon cher ami. Il est vrai que la trahison de la Russie, si subite et pour une raison si frivole, n'était pas un événement à prévoir; il est vrai que nous sommes dans une grande crise et qu'il peut nous arriver bien des malheurs; mais à cela je réponds que deux ans plus tôt ou plus tard ne valent pas la peine qu'on s'afflige d'un malheur prévu... et que, si les choses tournent à bien, notre situation deviendra plus sûre et plus affermie qu'elle n'a été par le passé. Continuez à travailler à mon plan en honnête homme, et pensez que, quand nous n'avons rien à nous reprocher, nous ne

devons pas nous affliger des événements et des malheurs auxquels tous les hommes sont exposés... En cas que toutes les conjonctures se déclarent contre moi, j'aime mieux périr avec honneur que d'être perdu pour toute ma vie de gloire et de réputation. Je me suis fait un point d'honneur d'avoir contribué, plus qu'aucun autre, à l'agrandissement de ma maison ; j'ai joué un rôle distingué parmi toutes les têtes couronnées d'Europe : ce sont autant d'engagements personnels que j'ai pris et que je suis tout résolu de soutenir aux dépens de ma fortune et de ma vie. Vous pensez en fort honnête homme, et, si j'étais Podewils, je serais dans les mêmes sentiments ; mais j'ai passé le Rubicon, et je veux soutenir ma puissance ou je veux que tout périsse, et jusqu'au nom prussien soit enseveli avec moi... Tranquillisez-vous, cependant, et donnez-vous patience ; si l'ennemi entreprend quelque chose, nous le vaincrons à coup sûr, ou nous serons tous massacrés pour le salut de la patrie et pour la gloire de la maison. Mon parti est pris, quoi que vous puissiez faire ; il est inutile d'entreprendre de m'en dissuader.

Quel capitaine de vaisseau est assez lâche, lorsqu'il est entouré de l'ennemi et qu'il a fait tous ses efforts pour s'en dégager, et ne voyant plus de secours, qu'il ne mette généreusement le feu aux poudres pour priver ainsi l'ennemi dans son attente? Pensez que la reine de Hongrie, cette femme, n'a pas désespéré de son sort lorsque ses ennemis étaient devant Vienne et que ses plus florissantes provinces étaient envahies, et vous n'auriez pas le courage de cette femme lorsque nous n'avons pas encore perdu de bataille, qu'il ne nous est arrivé aucun échec et que, par un heureux succès, nous pouvons remonter plus haut que nous n'avons jamais été! Adieu, mon cher Podewils; fortifiez votre courage, donnez-en aux autres, et si un malheur arrive, — dont certainement je souffrirai le plus, — soutenez-le avec magnanimité et constance; c'est tout ce que Caton et moi peuvent vous dire [1]. »

1. *Pol. Corr.*, t. IV, p. 133-134. — Frédéric à Podewils, 1er, 26, 27 avril 1745. La première de ces lettres est antérieure à la paix de Fuessen, comme le sont également plusieurs de celles que je vais avoir encore à citer; mais elles datent toutes du moment où le succès des armées autrichiennes en

Noble langage et vraiment royal! Pourquoi faut-il que celui qui le tenait eût attiré sur sa tête l'orage même qu'il mettait tant de grandeur d'âme à braver? — « Quand on n'a rien à se reprocher, » disait-il. Pouvait-il donc oublier que, s'il était réduit à jouer toutes ses destinées sur une seul carte, c'était pour avoir voulu doubler un enjeu frauduleusement gagné dans une première épreuve? Ce n'est pas la seule fois, d'ailleurs, qu'on devait le voir dans le cours de cette vie mémorable, après avoir soulevé la conscience publique par l'abus de la puissance, reconquérir l'admiration et presque l'estime par sa fermeté dans le malheur, comme s'il se fût fait un jeu de provoquer la fortune à l'abandonner, pour la contraindre ensuite de se ranger derrière lui par des coups de force et de génie.

Ce calme étonnant d'esprit, et surtout de conscience dont jouissait Frédéric, avait l'avantage

Bavière fut regardé pour assuré par tout le monde, sauf par ceux qui, comme Chavigny, avaient un intérêt personnel à en douter jusqu'à la dernière heure. A partir de la fin de mars, la capitulation de l'électeur n'était plus qu'une affaire de peu de jours à attendre, et l'effet, comme nous dirions aujourd'hui, en était escompté d'avance.



incomparable de lui permettre d'organiser d'avance dans le moindre détail, avec un sang-froid qui pensait à tout et prévoyait toutes les chances, la résistance à l'attaque qui, de tant de côtés à la fois, était prête à fondre sur lui. Un point, cependant, plus important que tout autre, et qu'il avait peine à tirer au clair, c'était la nature et l'importance du concours que, dans ce péril dont la face était nouvelle, il pouvait attendre de la France. Tout ce qui avait été médité, discuté ou arrêté à cet égard; tous les plans de campagne formés par Belle-Isle, apportés à Berlin ou remportés à Versailles par Courten, et sur lesquels d'ailleurs on n'était jamais bien tombé d'accord, devenaient sans application depuis que la Bavière, soumise, était soustraite au mouvement des armées, puisque tous ces projets avaient la défense de l'électorat pour objet principal et le Danube pour base d'opérations. Tout était donc à recommencer sur nouveaux frais, et ç'allait être là, on peut bien le penser, le sujet de nouveaux et vifs débats entre les deux gouvernements, dans lesquels Frédéric, tel qu'on le connaît, ne

devait se faire faute ni d'amers reproches ni de récriminations mordantes.

Dans une série de dépêches pressantes, il mit littéralement à la question le ministre français pour tirer de lui la promesse d'une aide immédiate et effective; et, pour commencer, il lui faisait sans pitié son procès, le déclarant seul coupable et seul responsable de tous les maux et de tous les périls de la situation. La défection de la Bavière, suivant lui, n'était imputable qu'à la France, qui n'avait pas su la secourir à temps. De même l'attitude agressive de la Saxe n'était due qu'à l'orgueil qu'on lui avait inspiré, en perdant son temps à la courtiser; et maintenant, après tant de fautes commises, qu'allait-on faire? Oubliait-on donc que, si sa personne et son royaume couraient fortune aujourd'hui, c'était parce que l'année précédente il avait, par une diversion opportune en Bohême, forcé l'Autriche à lâcher l'Alsace déjà conquise, et sauvé ainsi de la ruine la France envahie et son roi à l'agonie?

Le grief était spécieux et la réclamation fondée en apparence; mais, comme il était aisé de

prévoir l'attaque, il n'aurait tenu qu'à d'Argenson d'avoir en poche la meilleure des répliques à y opposer. Il lui aurait suffi de s'être procuré la preuve (qu'on lui avait, je l'ai dit, cent fois offerte à La Haye, à Londres et à Dresde) des négociations clandestines engagées par Frédéric avec l'Angleterre. Si ces pourparlers avaient abouti, en effet (et ce n'était pas, on l'a vu, la faute de Frédéric s'ils étaient restés en route), quel eût été le sort d'une armée française engagée en Bavière sur sa parole? Aurait-elle pu s'y défendre, seule, contre toute l'Allemagne soulevée, en présence de la Prusse devenue tout à coup neutre, inactive et presque hostile? Frédéric n'aurait-il pas lui-même engagé la Bavière à se faire comprendre dans une pacification générale des puissances allemandes, conclue à l'insu et à l'exclusion de la France? C'eût été la répétition exacte des scènes dont la Bohême avait été le témoin deux années auparavant : la France délaissée, sinon trahie, aurait vu de nouveau ses troupes bloquées dans quelque citadelle et contraintes de se rendre à discrétion ou de se faire jour, l'épée à

la main, par une retraite périlleuse. En tout cas, l'isolement auquel Frédéric se plaignait de se voir livré, ce serait lui qui l'aurait imposé à sa trop confiante alliée. Partant quitte; chacun était libre désormais de rester chez soi et de ne songer qu'à ses propres intérêts; les griefs étant au moins égaux de part et d'autre, personne n'avait le droit de rien reprocher ni de rien réclamer à l'autre. Mais d'Argenson ne s'étant pas muni à temps de la pièce de conviction qui aurait fermé la bouche aux récriminations et rétorqué l'accusation contre l'accusateur, il ne lui restait d'autre rôle à prendre dans ce dialogue que la tâche toujours ingrate de plaider les circonstances atténuantes et d'offrir, pour des torts dont il ne se disculpait qu'à moitié, des justifications et des réparations insuffisantes.

En réalité, le trouble du ministre français était très grand et presque égal à sa surprise; car, trompé par les illusions, volontaires ou non, de Chavigny, l'anéantissement de la Bavière le prenait absolument au dépourvu. — « Comment quarante mille hommes ont-ils pu

céder devant quinze mille? » répétait-il, en oubliant qu'on l'avait averti depuis longtemps que les troupes bavaroises n'existaient que sur le papier. Dans cette confusion d'esprit (dont ses notes confidentielles nous donnent le témoignage), la communication qu'il prépara pour répondre aux plaintes du roi de Prusse parut si imparfaite, si peu concluante, même au conseil des ministres, qu'il fallut la faire corriger, compléter et presque refaire par le maréchal de Noailles, aidé du diplomate Bussy. Elle n'en fut, à dire le vrai, ni meilleure ni plus forte. Tout se bornait toujours à dire qu'on n'avait pu défendre la Bavière, parce qu'on ne défend pas un peuple et un prince qui s'abandonnent eux-mêmes; et que, si la Saxe s'éloignait, c'est qu'on n'avait pas su la détacher de l'Autriche, en lui offrant de bonne grâce la candidature impériale; mais qu'il serait peut-être temps encore de réparer cette faute. D'ailleurs, on se mettait toujours à la disposition du roi de Prusse pour combiner les mesures à prendre, en vue de la campagne prochaine, en Allemagne, et en attendant, les opérations de

Flandre, poussées avec vivacité, allaient opérer la diversion la plus avantageuse. Le tout fut envoyé à Frédéric avec un petit billet flatteur de la main de Louis XV lui-même.

C'était là, il en faut convenir, une assez pauvre argumentation, qui, sans donner aucune satisfaction à Frédéric, lui laissait tous les avantages de la discussion; aussi n'y a-t-il pas lieu d'être surpris qu'il l'ait accueillie avec une impatience à peine tempérée par le mépris. Après avoir criblé la pièce française de notes amères et de coups de crayon irrités, il s'amusa à y répondre point par point, prenant exactement la même forme, celle d'un mémoire didactique mis sous le couvert d'un billet royal. — « Il semble, est-il dit dans ce mémoire, que le meilleur parti qu'on puisse prendre entre les alliés est de ne point entrer dans la discussion de certains faits qui ne peuvent causer que des reproches, et ces reproches de l'aigreur. Suffit que celui qui fait son apologie croie avoir besoin de se justifier. » — Partant de là, l'idée de rentrer en négociations avec le roi de Saxe au moment où il est déjà en armes aux portes

de la Silésie y est repoussée avec dédain. Même accueil est fait à la promesse d'une diversion en Flandre, qui ne peut rien changer à l'état des affaires en Allemagne. — « Si les Espagnols, dit toujours le mémoire, font une descente dans les Canaries, que le roi de France prenne Tournay ou que Thomas Tuli-khan (*sic*) assiège Babylone, ces faits sont tout à fait égaux, et personne dans l'État n'est d'opinion que cela apporte le moindre changement dans la guerre de Bohême et de Moravie[1]. »

Bref, cette correspondance plus qu'aigre-douce se termine par l'exigence des trois points suivants : 1° marche immédiate de l'armée française du bas Rhin sur le Hanovre, *seul moyen*, dit Frédéric, *de faire prendre une dose d'émétique à l'Angleterre;* 2° notification officielle faite à la Saxe, portant que l'entrée d'un seul de ses soldats en Silésie serait considérée par la France comme une offense personnelle, et, par

1. Observations sur les événements de Bavière, 2 mai 1745. (*Correspondance de Prusse.* — Ministère des affaires étrangères.) — Frédéric à Louis XV, 16 mai 1745. — Réponse au mémoire du roi de France. — *Pol. Corr.*, t. IV, p. 158 à 166.



conséquent, comme un cas de guerre; 3° enfin, l'octroi d'un subside de quatre millions à prendre sur les fonds qui devaient rester libres depuis qu'on n'avait plus de pension à payer à l'électeur de Bavière. Chambrier eut ordre d'obtenir sur ces divers articles une réponse par oui ou par non[1]. »

C'était une instruction que l'envoyé prussien aurait été bien embarrassé pour exécuter, car, avant que la lettre qu'il portait fût non seulement arrivée à Versailles, mais partie de Berlin, le roi de France s'était mis en campagne pour la Flandre, les opérations militaires étaient déjà très vivement engagées, et comme il emmenait avec lui plusieurs de ses ministres, notamment celui des affaires étrangères, il était clair qu'aucune résolution définitive ne pouvait être prise ni même sollicitée avant que l'issue au moins des premiers engagements fût connue.

Seulement, ce départ royal en lui-même était une réponse anticipée, et en fait, sinon

2. Frédéric à Chambrier, 16 mai 1745. (*Correspondance de Prusse*. — Ministère des affaires étrangères.)

en paroles, un refus catégorique opposé aux exigences de Frédéric. Ce que demandait Frédéric, en effet, c'était au fond tout simplement qu'on mît à sa disposition deux armées françaises, l'une immédiatement pour marcher en droiture sur le Hanovre, l'autre éventuellement pour appuyer et rendre sérieuses les menaces qui devaient être adressées à la Saxe; en d'autres termes, que le principal effort des armées françaises fût porté de nouveau au cœur de l'Allemagne et engagé au service de la Prusse. Or, du moment qu'une armée royale combattait déjà en Flandre, l'impossibilité de faire droit à une telle demande était évidente et ne souffrait même plus de discussion. Il était clair que, là où le roi de France payait de sa personne, là serait toujours et devait être la plus forte et la meilleure partie de ses troupes. Tout ce qui n'était pas mis directement sous ses ordres devait pourtant être conduit et ménagé de manière à rester toujours disponible, et à pouvoir être rallié en cas d'échec pour lui venir en aide. Par cela seul donc que le roi commandait en Flandre, toute autre opération militaire



que celle qu'il dirigeait lui-même n'était plus qu'un accessoire exposé à tout instant à être sacrifié au principal. L'incompatibilité entre le parti déjà pris à Versailles et celui que sollicitait Frédéric était manifeste.

Le ministre de Prusse ne pouvait même conserver à cet égard aucune illusion, car Louis XV, en donnant, par sa seule présence, la préférence à la campagne de Flandre sur toute autre, ne faisait que répondre à un sentiment national très vivement exprimé autour de lui. Le dégoût des expéditions allemandes, déjà si général et si profond, ne pouvait qu'être accru et passer à l'état aigu à la suite des derniers événements. De Flandre on avait déjà vu venir une fois la victoire, on courait volontiers à sa rencontre; mais d'Allemagne n'arriverait-il donc jamais que des nouvelles d'humiliation et de ruine? A tout prix on voulait bannir la pensée de ce pays néfaste et en détourner ses regards, et cet élan de l'opinion commune était secondé par des raisons politiques et militaires très solides, que développaient tout haut des juges compétents. — « Les armées du roi ne sont

pas assez fortes pour prendre l'offensive à la fois en Flandre et sur le Rhin; il faut choisir. » — Ainsi s'exprimait, dès le commencement même de l'hiver, un rapport très bien fait, attribué à un ami personnel du maréchal de Saxe, le comte de Lowendahl, et écrit sous son inspiration... « La conduite de l'armée du Bas-Rhin ne doit donc être qu'un jeu qui tienne en suspens et rende inutiles les forces détachées de l'armée ennemie. Mais l'effort doit se faire, de notre part, en Flandre. Agir autrement, ce serait perdre de vue notre objet... Quand nous nous emparerions du Hanovre (continue l'auteur anonyme, parlant ici comme s'il avait eu la confidence ou la divination des désirs que devait exprimer Frédéric), il faudrait une armée pour le garder tant que la guerre durera. Elles sont fort chères à entretenir dès qu'elles sont au delà des frontières, et la paix faite, si avantageuse qu'elle soit, il n'en restera rien, pas le moindre dédommagement. Le roi d'Angleterre n'a rien à nous offrir qui fût à notre bienséance. Du côté de la Flandre, il n'en est pas de même, nous pouvons y faire des

conquêtes : elles ne nous resteront pas toutes, mais nous pouvons espérer d'en garder quelques-unes, et ce qui nous en restera sera autant de diminué aux possessions de la maison d'Autriche. De plus, nous y vivons à ses dépens. »

Les mêmes considérations étaient développées, avec plus de force encore, par le maréchal de Noailles, dans une lettre adressée confidentiellement à Louis XV, et il les appuyait non seulement sur l'intérêt de la grandeur, mais sur les nécessités de la défense nationale. « Dans la position où nous sommes, disait-il, il est de la prudence et même presque indispensablement nécessaire de ne faire la guerre offensive que d'un seul côté à la fois. Il serait impossible de l'entreprendre en plusieurs endroits en même temps : les guerres passées fournissent assez d'exemples du peu de succès de pareilles entreprises, et l'on n'a pas de forces suffisantes pour oser seulement le tenter. Il n'y a plus de choix, Sire, sur le lieu où on doit agir offensivement. » — Et il allait jusqu'à conclure que le meilleur plan serait

de faire retirer l'armée du Rhin derrière le fleuve, avec ordre de maintenir sur la frontière française une ligne purement défensive. La conclusion était hardie, et peut-être la seule logique; seulement, pour qu'elle fût vraiment applicable, il aurait fallu, en évacuant le sol de l'Allemagne, renoncer aussi à lui dicter le choix d'un Empereur, car on ne pouvait faire le vide de toute action militaire et prétendre y conserver même l'ombre d'une influence diplomatique. C'était une inconséquence ou une contradiction dont il était peut-être un peu tard pour s'aviser [1].

Quoi qu'il en soit, Noailles et Lowendahl voyaient juste, et le Danois, si récemment devenu Français, raisonnait avec l'instinct du véritable intérêt et de la gloire de la France. Ce jour-là, comme dans tout le cours de notre histoire, c'était bien sur notre frontière septentrionale que se jouait la partie décisive et que notre patrie devait tourner ses regards, soit

1. Mémoire sur la campagne de 1745, attribué au comte de Lowendahl. (Papiers de Condé. — Ministère de la guerre.) — Noailles au roi 29 avril 1745. Rousset, t. II. p. 191.



pour défendre, soit pour accroître sa grandeur. Mais il n'est pas étonnant non plus que ces considérations d'un patriotisme exclusif et un peu jaloux ne fussent que médiocrement du goût de Frédéric. Il exagérait sans doute sa pensée quand il prétendait qu'une armée française en Flandre ne lui rendait pas plus de service qu'au Monomotapa, car une diversion qui empêche une coalition de concentrer ses forces n'est jamais sans utilité. Mais il est certain que, pour sauver Berlin en péril, soixante mille hommes, commandés par le maréchal de Saxe, auraient mieux fait son affaire sur le Danube ou sur l'Elbe que sur l'Escaut. Quand il se bornait à dire à Valori : « La Flandre est un objet pour le roi de France, elle n'en est pas un pour le roi de Prusse », il restait dans l'exacte mesure de la vérité. C'est ainsi que, des deux parts, sans s'être donné le mot, mais à la lumière des faits et par les leçons de l'expérience, on arrivait à une conviction pareille, à savoir qu'entre les deux États encore nominalement unis avait cessé d'exister cette communauté d'intérêts qui peut seule assurer la solidité et même la fidélité des

liaisons politiques. La France était lasse de se ruiner en hommes et en argent pour fonder à ses dépens, au fond de l'Allemagne, une puissance nouvelle dont la reconnaissance était plus que douteuse, et le monarque prussien, de son côté, qui s'était fait un jeu de prendre ou de laisser à son gré l'alliance française, suivant le caprice du jour ou l'humeur de son ambition, s'irritait de ne plus trouver sous sa main le jouet ou l'instrument aussi docile. Sur le seul point que les deux gouvernements poursuivissent encore en commun, l'élection impériale, leur accord tout négatif n'était qu'apparent, puisqu'ils ne pouvaient s'entendre sur le choix du candidat à opposer au grand-duc, et que Frédéric était prêt à sacrifier sa résistance au moindre profit personnel qui lui serait offert.

Ainsi, peuples, armées et princes se dégoûtaient et se détachaient insensiblement les uns des autres, et on allait avoir le spectacle singulier de deux gouvernements encore engagés dans une alliance apparente, mais travaillant et combattant chacun de leur côté, sans unir leurs efforts, sans concerter leurs desseins, se

soupçonnant à toute heure et se reprochant même l'un à l'autre l'inutilité de leurs victoires. C'est qu'une alliance, quand elle n'est pas fondée sur une confiance mutuelle et sur des intérêts communs, loin d'être une force, est une chaîne pesante qui, gênant les mouvements des deux parties, et tirée en sens contraire avec un frottement continu, ne peut tarder à se rompre.

## III

Les événements politiques et militaires devant désormais, comme je viens de le dire, suivre deux courants et se développer sur deux lignes parallèles, le récit doit habituellement se conformer à la division commandée par les faits eux-mêmes. Il faut donc laisser, pour un moment, Frédéric se démêler au fond de l'Allemagne dans son isolement, pour suivre, dans les Pays-Bas, l'heureuse agression de l'armée française.

En quittant la Flandre l'année précédente, au milieu de vives alarmes et sous la menace

d'un grand péril public, Louis XV avait dû se résigner à perdre, en partie du moins, le fruit de la campagne victorieuse à laquelle il avait pris part ; il pouvait même craindre que la sécurité de la frontière française ne fût pas à l'abri d'un retour offensif de l'ennemi qui restait en armes derrière lui. Loin que cette prévision se fût réalisée, en reparaissant dix mois plus tard sur le même théâtre, il trouvait la situation intacte, toutes les positions gardées, sans que, durant cet intervalle, nos provinces septentrionales eussent éprouvé un seul instant de sérieuses inquiétudes. Ce bienfait inespéré était dû au maréchal de Saxe, qui, laissé seul à la tête d'une armée réduite, en quelque sorte en l'air sur un territoire étranger et sans aucune réserve pour le secourir en cas d'échec, avait su maintenir son terrain par une campagne défensive dont la prudence et la vigueur enlevaient, dit avec raison un document contemporain, l'admiration de toute l'Europe.

C'était un sentiment d'autant plus général qu'à vrai dire un peu d'étonnement s'y mêlait. Maurice, dont la renommée était déjà très

grande, s'était pourtant distingué jusque-là par une fougue de tempérament et une vivacité de saillies, dons naturels habituellement regardés comme peu compatibles avec les qualités plus réfléchies qui conviennent au commandement d'une grande armée. On le regardait volontiers comme un général d'avant-garde, merveilleux pour les surprises et les coups de main, mais demandant plus à la fortune qu'au conseil, et toujours prêt à tout risquer, sans souci des périls du jour et sans prévision des chances du lendemain. C'était toujours, aux yeux des habiles du métier, la mauvaise tête qu'on accusait, la veille de l'escalade de Prague, de faire la guerre à la *Tartare*, et l'heureux coup de dé du lendemain n'avait pas fermé la bouche à ces doctes critiques. On disait aussi que, s'il visait toujours au grand, suivant la juste expression de son émule, le maréchal de Noailles, il dédaignait trop le détail, et qu'excellent à enlever sa troupe dans la mêlée d'un combat, il ne savait qu'imparfaitement au repos lui faire observer la discipline.

L'épreuve redoutable du commandement

supérieur venait de faire voir en lui un tout autre homme : une vigilance continue, l'art de tout prévoir et le souci de ne rien hasarder, la pleine possession de soi-même dans les conjonctures les plus délicates, la parfaite exactitude du service imposée sans peine, à l'officier comme aux soldats, par une autorité à la fois régulière et paternelle, tel était le spectacle qu'avait donné le général de l'armée de Flandre et qui révélait des mérites qu'on ne lui soupçonnait pas. Campé sous les remparts de Tournay, entre la Lys et l'Escaut, dans une position très bien choisie pour dominer les deux cours d'eau, il avait su s'y maintenir en résistant à tous les efforts faits par l'ennemi pour l'en déloger, comme à la tentation qu'il avait dû plusieurs fois éprouver lui-même d'en sortir dans l'espoir de combattre et de vaincre. Au bout de trois mois, le général autrichien, le duc d'Arenberg, lassé de chercher tour à tour et d'attendre en vain un adversaire qu'on ne prenait jamais au dépourvu et qui ne prêtait jamais le flanc, très mal à son aise d'ailleurs dans un pays ravagé, et gêné dans ses commu-



nications parce que l'abord des fleuves lui était interdit, donna le signal de la séparation de ses troupes avant l'époque de la station d'hiver. Ce témoignage d'impuissance était un hommage éclatant rendu à une supériorité de talents, d'autant mieux appréciée qu'on avait été plus lent à la reconnaître.

La surprise qu'éprouvaient les contemporains, la postérité ne la partage pas au même degré ; elle sait, en effet, que ce déploiement de qualités nouvelles n'était pas chez Maurice l'effet d'une illumination soudaine, mais bien le fruit d'études et de méditations sérieuses sur l'art de la guerre auxquelles il s'était livré silencieusement et qu'il avait même résumées plus de dix années auparavant en quelques pages, sous le nom modeste de *Mes Rêveries*. Dans ce petit écrit, qui fait partie aujourd'hui de l'instruction classique de nos écoles militaires, la guerre n'est nullement considérée comme un grand jeu où l'audace seule dispute le prix à la fortune ; loin de là (y est-il dit dès les premières lignes), c'est une science qui *a ses principes* et *ses règles*, malheureusement *couvertes de ténè-*

*bres*, parce que ceux qui les ont pratiquées par instinct n'ont pas pris assez de soin de les mettre en lumière. Il faut être déjà grand général pour les entendre ; et, partant de là, l'écrivain improvisé essaie lui-même d'en établir quelques-unes, au nombre desquelles figure celle-ci : — « Je ne suis point pour les batailles surtout au commencement d'une guerre ; je suis persuadé qu'un habile homme peut la faire toute sa vie sans s'y voir obligé. Rien ne réduit tant l'ennemi à l'absurde que cette méthode : rien n'avance plus les affaires. Il faut donner de fréquents combats et *fondre* pour ainsi dire l'ennemi ; après quoi il est obligé de se cacher. »

N'était-ce pas écrire par avance toute l'histoire de la campagne qu'il venait de conduire en Flandre ? Rien d'étonnant donc que, s'étant si bien tracé sa voie, il l'eût à l'épreuve si fermement suivie[1].

Pourtant, il faut bien le dire, l'explication du fait n'est guère moins étrange que le fait lui-même. Quoi! c'est au mois de décembre 1732

1. *Mes Rêveries*, ouvrage posthume du maréchal de Saxe. (Paris, Dumaine, 1872, p. 139.)



(c'est la date que porte le manuscrit), c'est-à-dire quand le bâtard d'Auguste II n'était encore qu'un royal officier de fortune, guerroyant pour l'amour de la vaillance comme un chef de bandes du moyen âge, tour à tour sous les drapeaux d'Autriche et de France — en quête à travers l'Europe d'aventures et de plaisirs — rêvant de conquérir une couronne au sortir des bras d'une comédienne, c'est au sein de cette ivresse de fêtes et de combats qu'il s'était posé à lui-même, avec une curiosité savante, et qu'il avait su résoudre avec une intelligence consommée les problèmes les plus délicats de l'art militaire! C'est pendant treize jours, nous raconte-t-il, ou plutôt pendant treize nuits, que, condamné à l'inaction par la maladie, pour charmer les veilles de l'insomnie, il avait laissé courir sa plume sur le papier, et de ce travail fébrile sont sorties des déductions raisonnées où rien ne trahit ni le désordre de la pensée, ni l'excitation du cerveau. Il n'y a pas jusqu'au style des *Rêveries*, dont le tour souvent incorrect ne manque ni de finesse ni de force, qui n'étonne chez un étranger demeuré toute sa

vie si ignorant des éléments mêmes de notre langue qu'il n'a jamais pu en écrire deux mots sans les défigurer par une orthographe vraiment fantastique.

Mais ce qu'on devrait moins encore s'attendre à rencontrer dans une œuvre de Maurice, quand on songe aux entraînements auxquels s'était abandonnée sa jeunesse, ce sont des maximes d'une véritable élévation et de cette profondeur qui semble supposer le calme d'une grande âme. Les juges compétents seuls ont le droit d'apprécier la valeur technique des innovations proposées par les *Rêveries*, et dont plusieurs, je crois, ont passé en application. Mais, quand le rêveur touche à ce qu'il appelle lui-même les *parties sublimes du métier*, il n'est pas d'ignorant qui, en l'entendant, n'ait le droit de se dire ému. Nulle part ne sont mieux appréciés les ressorts de cette force morale qui a autant de part au sort des combats que la force matérielle, qui la seconde toujours, et la supplée souvent : *force essentiellement variable*, dit Maurice, *parce qu'elle réside dans le cœur des humains*, et que c'est là qu'il faut l'aller chercher pour l'émou-

voir par quelques-uns *de ces traits de lumière qui caractérisent les grands capitaines.* Et c'est pour conserver cette force morale intacte dans l'asile du cœur de l'homme que, s'élevant au-dessus des habitudes et des préjugés de son temps, cet homme de guerre errant, qui n'était lui-même qu'un illustre volontaire, préfère pourtant, pour l'entretien des armées, au système de libre engagement alors partout en vigueur en Europe, celui des levées obligatoires, faisant du service militaire le premier des devoirs du citoyen. Non, sans doute, qu'il n'eût apprécié souvent, en les conduisant au feu, l'impétuosité héroïque des recrues de nos vieilles armées, qui, une fois qu'elles s'étaient données à la gloire, ne vivaient plus que pour elle, oubliant le toit natal, et quittant même le nom de leurs pères. Mais, par une sorte de divination, il met encore au-dessus de ce dévouement sans réserve le courage réfléchi du soldat de nos armées modernes, qui, n'obéissant qu'à la loi, voit encore dans la patrie, en mourant pour elle, la plus haute expression et l'image la plus sacrée de la famille.

Étrange problème en vérité que celui que cette figure si originale propose au moraliste qui en voudrait expliquer les contrastes ! Pourquoi faut-il que cette hauteur de pensée, cette noblesse de sentiments, qui respirent dans l'écrit de Maurice dès qu'il touche à son cher métier des armes, soient toujours restées en quelque sorte reléguées dans ce coin de son intelligence et de son cœur, et que, sauf les jours de combat, le reste de sa vie et de ses actes y ait toujours si peu répondu? Pourquoi, à part ces devoirs militaires, si largement conçus et vus de si haut, n'a-t-il jamais su s'astreindre à aucune autre obligation, je ne dis pas de conscience, mais seulement de décence et de dignité? Pourquoi faut-il qu'on ait dû le voir jusqu'à son dernier jour, et quand ses faiblesses n'avaient plus l'excuse de l'âge, livré à de grossières convoitises et ne reculant devant aucun moyen pour les satisfaire, recherchant des compagnies d'un libertinage vulgaire, et, afin de suffire aux prodigalités de ses débauches, condamné à se montrer souvent plus avide encore d'argent que d'honneurs? L'infime nature humaine comporte-

t-elle donc ce mélange de misère et presque de bassesse avec des éclairs de grandeur, et faut-il à quelques âmes, pour sentir vibrer en elles des cordes généreuses, l'émotion du péril et de la gloire ?

Ayant si bien réussi à conserver à la France ses premières conquêtes, il n'appartenait évidemment qu'au maréchal de Saxe de les continuer et de les étendre. Le commandement de l'armée de Flandre, pendant la campagne qui allait s'ouvrir, lui était donc dévolu par un consentement unanime ; et le roi lui-même, en se proposant de se joindre à lui, n'avait pas la pensée de le lui disputer. Il vint donc à Paris, aussitôt que ses troupes furent hivernées, moins pour jouir de ses succès que pour arrêter les mesures nécessaires aux efforts qu'il méditait encore. Rien n'égalait la légitime considération dont il se vit entouré. Un don de 100 000 écus lui fut octroyé pour sa bienvenue, à prendre sur les nouveaux impôts qu'on devait lever pour la continuation de la guerre. On fut même un instant tenté, l'ayant vu subitement se transformer à vue d'œil en prudent capitaine, de

compléter cette métamorphose en faisant de lui un négociateur et un personnage politique. C'était le moment où on essayait de déterminer Auguste III à se mettre en avant pour rechercher la dignité impériale. L'élévation de la maison de Saxe ne pouvant être désirée par personne plus que par celui qui en sortait et qui en portait le nom, Maurice fut engagé à faire auprès de son frère les instances les plus pressantes pour l'amener aux vues de la politique française. Il s'y prêta de bonne grâce, mais sans paraître ni espérer, ni même désirer bien vivement le succès de sa démarche : soit que, connaissant par expérience l'état intérieur de sa famille, il n'eût qu'une médiocre confiance dans l'énergie que mettrait Auguste à soutenir une si haute prétention ; soit qu'ayant lui-même en tête un grand dessein il comprît d'instinct que, si la politique française avait deux objets à poursuivre, l'effet inévitable de cette division d'attention et de forces serait de réduire les ressources dont on lui permettrait de disposer ; soit enfin que, ne pensant plus qu'à la Flandre, l'Allemagne fût



devenue le moindre de ses soucis. La lettre qu'il écrivit ou qu'on lui fit écrire à son frère eut un caractère tout officiel très différent du ton de vivacité familière qui lui était habituel. Il eut même l'art d'y intercaler cette phrase, qui n'avait rien d'engageant : — « Il me paraît, disait-il, que l'affaire de la succession de la maison d'Autriche n'est pas l'objet qui attire à présent la plus grande attention ; » — et à sa sœur, la princesse de Holstein, avec qui il entretenait une correspondance amicale, il laissait voir plus nettement sa pensée : — « Le roi de Pologne, écrivait-il, a beau jeu pour devenir Empereur, mais nous sommes Autrichiens en diable ; il paraît qu'on me destine le commandement de l'armée de Flandre, où, selon toutes les apparences, se frapperont les grands coups. »

A cela près, et sauf ces précautions diplomatiques auxquelles il ne s'associait que du bout des lèvres, l'humeur générale qu'il trouva régnante à Versailles répondait assez, avec les goûts qu'on lui connaît, à celle qu'il devait y apporter lui-même ; car, tout en pensant

et en se préparant à la guerre, on s'y livrait avec entraînement au plaisir. L'esprit public, on le sait, en France, ne peut rester longtemps sous une impression ni triste, ni même sérieuse. Si, après des jours de peine et d'inquiétude, se présente une occasion naturelle de distraction et d'oubli, elle est saisie avec avidité par une réaction qui ressemble à la détente d'un ressort trop fortement comprimé. C'est l'effet que produisaient, après les douloureux événements des années précédentes, après Prague et Dettingue, après les alarmes causées par l'invasion de l'Alsace, après les scènes pénibles de la maladie du roi et la fin sinistre de sa maîtresse, les fêtes qui durent être célébrées pour le mariage du dauphin avec l'infante d'Espagne. — « On ne parle plus ici d'aucune nouvelle, dit le chroniqueur Barbier, on n'est occupé que de l'arrivée de Madame la dauphine, du départ du roi pour aller au-devant d'elle à Étampes, et des fêtes superbes qui se préparent tant à Versailles qu'à Paris. Le Français, en général, oublie toutes les inquiétudes pour les nouveautés de marque et de plaisir. »

— Et quelques jours après, le lendemain de l'arrivée de la princesse : — « Les habitants de notre ville, de tout état, qualité et condition, ont été furieusement en mouvement. Hier, lundi matin, le chemin de Paris à Sceaux était rempli de carrosses pour voir arriver et souper la princesse, surtout de ceux qui n'avaient point de facilité pour voir les fêtes de Versailles, où une chambre, dit-on, vaut 150 livres pour les trois jours. On a beau crier misère, le public trouve toujours de l'argent pour fêtes et plaisirs. » — Et, en effet, à partir de ce jour et pendant les trois mois qui suivirent, les écrits contemporains ne sont pleins que des récits de fêtes intimes ou publiques, de l'éclat des costumes des bals parés de Versailles et du faste des décorations dans les solennités plus largement ouvertes à la foule de l'Hôtel de Ville. C'est entre la cour et la ville une rivalité de démonstrations joyeuses et une émulation de folles prodigalités[1].

On ne réussissait même pas toujours à satis-

1. Barbier et Luynes, février et mars 1745, *passim*.

faire les exigences du public : le prévôt des marchands était accusé de mettre trop d'économie dans ses illuminations, et les divertissements de Versailles n'étaient pas toujours trouvés suffisamment récréatifs. Pour ceux-là, cependant, on en avait confié le soin à un maître qui devait s'y connaître, car ce n'était autre que Voltaire lui-même, parvenu cette fois au comble de la faveur, désormais admis dans toutes les confidences, initié à la politique par d'Argenson, à toutes les intrigues de cour par Richelieu, et qui, au moment même où on le chargeait d'écrire (comme je l'ai dit), au nom de Louis XV, à la tsarine Élisabeth, recevait l'ordre de préparer une représentation de gala avec intermèdes de chants et de ballets. Ce devait être une pièce de circonstance, s'inspirant de toutes les impressions du moment, à la fois un chant de guerre et un épithalame, destiné à célébrer, avec les réjouissances présentes de la noce royale, les espérances prochaines de la victoire. Cette commission imposait à Voltaire le devoir de rester à Versailles en permanence, dans une retraite assez douce dont il peignait

pourtant en confidence les ennuis à ses amis : — « Ne plaignez-vous point, leur écrivait-il, un pauvre diable qui est bouffon du roi à cinquante ans, et qui est plus embarrassé avec les musiciens, les décorateurs, les comédiens et les comédiennes, les chanteurs et les danseurs, que ne le seront les huit ou neuf électeurs pour faire un césar allemand? Je cours de Paris à Versailles, je fais des vers en chaise de poste. Il faut louer le roi hautement, Madame la dauphine finement, la famille royale doucement, contenter la cour, ne pas déplaire à la ville... Je brave ici la fortune dans son temple, et je fais le même personnage qu'un athée dans une église. Ne m'oubliez pas, quoique je sois retiré du monde. » — Les correspondants de Voltaire savaient de reste, je pense, que Versailles n'était pas de toutes les églises celle dans laquelle il lui répugnait le plus d'entrer, et la divinité qu'on y adorait celle dont il refusait de reconnaître l'empire. Aussi ne durent-ils être que médiocrement émus de ces plaintes, d'autant plus que, comme toute peine mérite son salaire, Voltaire avait eu soin de s'assurer d'avance que

la sienne ne resterait pas sans compensation. On lui avait promis la première place de gentilhomme de la chambre qui serait vacante. — « Mais, écrivait-il à d'Argenson, la charge de gentilhomme ordinaire ne vaquant presque jamais, et cet agrément n'étant qu'un agrément, on peut y ajouter la petite place d'historiographe... et, au lieu de la pension attachée à cette historiographie, je ne demande qu'un rétablissement de 400 livres; tout cela me paraît modeste, et M. Orry en juge de même. Il consent à toutes ces guenilles. »

Pourtant, quand la représentation dut avoir lieu, devant un public de cour aussi brillant que bruyant, tout étincelant de parures et de diamants, *la Princesse de Navarre* (c'était le nom de la pièce objet de tant de soins) n'eut qu'un médiocre succès. On goûta fort la grâce des ballets et le charme de la musique, due au célèbre Rameau; mais, pour la comédie elle-même (était-ce une comédie ou un drame?), elle parut faiblement versifiée et se traînant avec longueur à travers une intrigue assez obscure. On faisait d'abord trop de bruit pour bien entendre. Vol-

taire lui-même, malgré les compliments de rigueur qu'il reçut, eut le sentiment qu'il était resté au-dessous de l'attente commune, car il écrivait assez tristement : — « Mon ouvrage est décent, il a plu sans être flatteur. Le roi m'en sait gré, les Mirepoix ne peuvent me nuire ; que me faut-il de plus? Je ne me suis mêlé que de lui plaire. » — Effectivement, le roi tint parole : la place d'historiographe fut accordée pour faire prendre patience en attendant celle de gentilhomme de la chambre, et la *guenille* même fut doublée d'une étoffe plus solide qu'on ne l'avait espéré, car une pension de 2000 livres, et non de 400 seulement, y fut attachée[1].

En relisant aujourd'hui ce morceau de poésie, qui présente effectivement peu d'intérêt, et dont le mérite devait consister dans des allusions qu'on ne saisit plus, on n'y trouve dignes d'être notés que ces vers du prologue, qui peignent assez bien les dispositions du noble et frivole auditoire qui l'écoutait :

1. Voltaire à Cideville, à Thiriot et à d'Argenson, 31 janvier, 8 février et 7 mars 1745. (*Correspondance générale.*)



Cueillez toutes les fleurs et parez-en vos têtes,
Mêlez tous les plaisirs, unissez tous les jeux,
Souffrez le plaisant même, il faut de tout aux fêtes,
Et toujours les héros ne sont pas sérieux.
Enchanté d'un loisir, hélas ! trop peu durable,
Ce peuple de guerriers, qui ne paraît qu'aimable,
Vous écoute un moment et revole aux dangers.

C'était bien là l'état d'esprit de toute la vive jeunesse qui, pendant la représentation, bourdonnait, dit encore Voltaire, comme une ruche d'abeilles autour du roi, prête à combattre demain d'aussi grand cœur qu'elle s'amusait aujourd'hui, et ne cherchant à attirer les regards du prince que pour être appelée à l'honneur de le suivre sur le champ de bataille. Un document du ministère de la guerre nous apprend que l'escorte royale se composait de seize grands officiers et de cent dix-sept de moindre rang, mais tous également attachés à la personne du prince. On juge si ces désignations étaient recherchées, et c'était à qui saurait se faire remarquer au milieu même des danses, ou à la sortie du théâtre, pour obtenir au feu la place d'honneur. Pour achever de donner à ce départ, préparé avec tant de gaieté

et d'entrain, tout à fait un air de fête, il aurait fallu, comme l'année précédente, un cortège féminin. Mais personne ne remplaçait l'altière Châteauroux dans la prétention d'accompagner et même de guider le roi dans le chemin de la renommée. Non que sa place fût restée longtemps vide, car on savait déjà quel nouvel attrait avait consolé son amant de sa perte. Tout le monde murmurait le nom d'une jeune beauté qui avait paru à l'un des bals de l'Hôtel de Ville avec un éclat inattendu, et que le roi n'avait pas quittée un instant du regard pendant toute la soirée. Mais ce nom était celui d'une famille bourgeoise, sans aucune relation avec les puissances connues de la cour. Antoinette Poisson, fille d'un intendant aux vivres et femme du fermier général Lenormand d'Étiolles, n'avait pas même une entrée de droit à Versailles, et si le bruit était déjà répandu que, grâce au valet de chambre Binet, son parent, elle y pénétrait le soir par des cabinets dérobés, personne ne croyait à la durée d'un caprice qui n'osait pas s'avouer tout haut. La nouvelle favorite, ayant encore tout à recevoir, n'avait encore

le droit de rien exiger. Il fallait donc renoncer pour cette fois à mêler l'amour à la gloire. Mais en revanche, la nouvelle dauphine, sûre de ne pas faire de rencontre gênante, sollicitait de la reine la permission de suivre son mari à l'armée : car cette fois le noble adolescent, bien qu'à peine âgé de seize ans, avait réclamé tout haut le droit d'aller combattre, ne voulant pas admettre qu'assez homme pour être époux il ne le fût pas assez pour être soldat. La princesse ne viendrait sans doute pas seule, on pouvait donc se flatter de retrouver au camp une cour plus jeune, plus libre, peut-être plus riante que celle de Versailles, et où les passe-temps de la galanterie reposeraient, par intervalles, des fatigues de la guerre [1].

Cette bonne humeur ne régnait pas seulement dans les rangs supérieurs de l'armée. Du haut en bas, chez les simples soldats mêmes tout était en liesse, et c'était une joie générale de retourner, sous un chef qui inspirait con-

1. L'idée du voyage de la dauphine, un instant adopté, fut abandonnée au dernier moment. (*Journal de Luynes*, t. VI, p. 424.)

fiance, visiter les riches plaines de Flandre, et surtout qu'il ne fût plus question de s'enfoncer dans les brumes et les neiges de l'Allemagne. On répétait dans les chambrées ce gai refrain, composé pour la circonstance par un chansonnier populaire :

> Dérouillons, dérouillons, la Ramée,
> Dérouillons nos fusils,
> Le temps est venu de s'en servir.
>
> Je n'irons plus, je n'irons plus à Prague.
> N'y a plus là maille à gagner depuis
> Que la reine de Hongrie a mis
> En gage sa couronne et ses bagues.
> Quand il n'y a plus rien dans un endroit,
> Nous et le roi y perdons nos droits.
> Galopons vers un pays moins pauvre.
> Galopons où l'on dit qu'il fait gras.

En un mot, jamais entrée de campagne n'avait plus ressemblé à une partie de plaisir ; la suite, répondant à de si heureux présages, devait conserver jusqu'au bout la même apparence, et, malgré beaucoup de sang versé et les plus sérieux faits d'armes, le souvenir de cette brillante année 1745 retentit encore à travers l'histoire comme l'écho d'une fanfare joyeuse.

Il n y avait, en réalité, que trop de divertissements à Paris et à Versailles pour le bien de Maurice, qui y prenait part sans ménagement et sans choix, et dont la santé, très éprouvée par les fatigues de la dernière campagne, aurait eu besoin d'un autre genre de délassement. Le résultat fut que, le moment venu de se mettre en route, un mal dont il avait depuis longtemps le germe se manifesta avec une intensité qui ne lui permit pas de le dissimuler. C'était une hydropisie qui épuisait ses forces et lui rendait tout mouvement pénible. Son changement fut si rapide et si visible qu'on le crut mort; on ne lui donnait pas, dit Luynes, plus de quelques mois à vivre. Pouvait-il, dans de telles conditions, aller prendre son commandement? Lui seul n'hésitait pas à le croire. Voltaire, le rencontrant qui se traînait péniblement dans une galerie de Versailles, lui demanda avec intérêt si son départ n'allait pas compromettre ses jours. — « Il ne s'agit pas de vivre, répondit-il d'un ton indifférent, mais de partir. » — Effectivement, une médication énergique lui ayant apporté quelque soulagement, il quitta

Paris dans les premiers jours d'avril, avec son état-major. Mais telles étaient ses habitudes connues, et telle aussi la contagion de ses exemples sur tout ce qui l'entourait, qu'au dernier moment, dans le convoi qui l'emmenait, on trouva, nous dit un historien allemand, mêlée avec les chariots de bagages, une voiture où se cachaient des femmes d'une compagnie douteuse; et le chirurgien qui l'accompagnait, trouvant cette société peu faite pour un malade, dut faire placer à chaque station une sentinelle de planton à la porte du général en chef, avec ordre d'arrêter toute visite suspecte [1].

Le rendez-vous des officiers chargés d'un commandement supérieur était à Valenciennes. Maurice y arriva le 15 avril; mais le mal, un instant suspendu, avait repris son cours pendant le voyage, et une ponction fut jugée nécessaire : elle fut pratiquée le 18, à cinq heures du

1. Luynes, t. VI, p. 408. — Voltaire, *Siècle de Louis XV*. — Weber, *Moritz, Graf von Sachsen*. — Le dernier détail, qui ne se trouve dans aucune biographie française, a dû être emprunté par Weber aux dépêches du comte de Loos, ministre de Saxe à Paris.

matin, et dégagea cinq pintes d'eau. Deux heures après, le patient était au travail et eut avec le maréchal-général des logis Cremille et son adjoint, le comte d'Espagnac, une conférence qui ne dura pas moins de cinq heures. Nulle trace d'altération n'était visible sur son visage : pas un mot ne fut dit de l'opération, et on ne la connut que quelques jours après, par la diminution visible de l'enflure.

L'armée, composée de cent quatre-vingt-dix bataillons de troupes régulières et dix de milice, de cent soixante escadrons, ayant un équipage d'artillerie de cent pièces de campagne et vingt-sept de siège, en tout plus de quatre vingt-dix mille hommes, fut répartie en trois corps, embrassant les deux rives de l'Escaut dans un vaste demi-cercle dont la droite était à Maubeuge, le milieu à Valenciennes et l'extrémité gauche à Warneton, sur le territoire flamand. Puis un rapide mouvement de concentration dut être imprimé à tous ces corps pour se rapprocher de Tournay, en amont et en aval du fleuve, afin d'opérer l'investissement de cette place, que sa position sur l'Escaut et les excellentes

fortifications dont Vauban l'avait munie rendaient très importante, et dont la prise était le premier objet de la campagne. Le plan fut exécuté avec rapidité et précision; en quelques jours, les trois corps eurent pris position sur les deux rives de l'Escaut, l'un au-dessous de Tournay, sur la rive gauche, les deux autres au-dessus, sur la rive droite; des ponts furent établis de part et d'autre pour assurer les communications, et, dès le 30 avril, l'investissement était presque achevé et la tranchée déjà ouverte, avant que le gouverneur de la ville fût de retour de Bruxelles, où, à peine averti du dessein des Français, il était allé en donner avis aux commandants des forces alliées coalisées contre nous.

On était loin, dans le camp ennemi, de s'attendre à être attaqué si vigoureusement et pris de si court. On s'y livrait, au contraire, sans contrainte, à la plus absolue, à la plus aveugle confiance. C'était le mot d'ordre venu de toutes les capitales de l'alliance, de Londres comme de Vienne et de La Haye. Depuis le coup de théâtre de la soumission de la Bavière, suivi

des plaintes désespérées de Frédéric abandonné ; depuis qu'on avait vu la France se laisser enlever sans combat ce terrain de l'Allemagne, si chèrement disputé par elle pendant trois années — au lieu d'expliquer cette triste résignation par un changement d'humeur naturel à l'instabilité de notre caractère national — on se plaisait à y lire un aveu publiquement constaté d'impuissance. Pour se laisser réduire à une si cruelle extrémité, il fallait, disait-on, que cette orgueilleuse nation fût à bout de vivres et de ressources, et si, faute de pouvoir étendre son bras plus loin, elle tentait encore une dernière lutte à sa porte et sur sa frontière, sa force, désormais brisée, allait expirer dans ce suprême effort. C'est en Angleterre surtout que cet abattement et cet abaissement présumés de la puissance française étaient admis comme fait acquis, avec une crédulité complaisante, et célébrés avec une exaltation présomptueuse. — « On répète ici, écrit à cette date même, le 7 mars, un correspondant français à Londres, que la France est hors d'état de se soutenir par elle-même, épuisée qu'elle est d'hommes et



d'argent, inquiète dans son sein pour ses propres sujets ; elle sera dans peu réduite à demander avec soumission la paix et à en recevoir les conditions de la Grande-Bretagne et de ses alliés... On se flatte d'exercer désormais cette influence, qui ne peut être contre-balancée par aucune puissance. On a pour soi tous les électeurs, à l'exception du roi de Prusse ; les cercles et les autres princes de l'Empire s'offrent d'eux-mêmes à l'Angleterre : elle fera un Empereur à son gré... En un mot, l'Angleterre va devenir l'arbitre de l'Europe, lui donner des lois et parvenir à cette monarchie à laquelle la France aspirait depuis longtemps ; ceci est en substance la perspective actuelle des grands et des petits [1]. »

Le cabinet britannique, tout le premier, oubliant les intentions pacifiques et modérées dont il avait été animé à son début, cédait à cet entraînement patriotique. Pour assurer à l'Angleterre la première place et le grand rôle dans la des-

1. Latouche, agent français à Londres, à La Ville, à La Haye, 7 mai 1745. (*Correspondance d'Angleterre.* — Ministère des affaires étrangères.)



truction anticipée de sa rivale, il avait réclamé et obtenu que le commandement supérieur des forces alliées fût confié à un prince anglais, le duc de Cumberland, second fils du roi George, à peine âgé de vingt-deux ans, mais déjà célèbre par sa valeureuse conduite à la bataille de Dettingue. Cette prééminence lui fut d'autant plus facilement accordée que le seul général qui aurait pu la lui disputer, parce qu'il occupait le même poste dans la campagne précédente, le duc d'Arenberg, ne devait pas prendre part à la lutte. Dans le partage des forces de la coalition, il avait été convenu que le gros des troupes autrichiennes, sous la conduite de leur meilleur chef, irait prendre position sur les bords du Rhin pour faire face à l'armée du prince de Conti, les Allemands se chargeant ainsi de défendre le sol de leur patrie. Leur place devait être prise par les contingents hollandais, que les États généraux venaient de voter sur la demande de Chesterfield. Il ne restait en fait de soldats de Marie-Thérèse que quelques milliers d'hommes, levés principalement dans les Pays-Bas autrichiens et conduits

par le vieux Königseck, trop usé par l'âge et les fatigues pour prétendre au premier rang. Quant aux troupes hollandaises, les États généraux, avec une maladresse qui ne leur était que trop ordinaire, au lieu d'en confier la direction au prince de Nassau, qui était le chef désigné, mais dont le nom seul effrayait leur jalousie bourgeoise, avaient été chercher en Allemagne un diminutif de souverain, le prince de Waldeck, personnage ridicule qui n'était connu que par des prétentions de vanité puérile. Aucun de ces noms ne pouvait soutenir un instant la comparaison avec celui d'un prince anglais. Le duc de Cumberland restait donc, malgré son âge, généralissime de fait encore plus que de droit, bien que, dans l'armée de soixante mille hommes qui allait marcher à sa suite, il ne comptât, en fait de sujets de son père, que vingt mille Anglais et trois mille Hanovriens. C'était lui qui allait rencontrer sur le champ de bataille le roi de France et le dauphin. Jamais la lutte des deux nations, qui se provoquaient depuis tant de siècles sur les deux rives de l'Océan, n'avait pris à ce point

le caractère d'un duel entre les deux royautés : on était reporté subitement à quatre cents ans en arrière, aux jours du prince Noir et du roi Jean, au lendemain de Crécy et de Poitiers.

La vigueur imprévue de l'attaque du maréchal de Saxe, tombant à Bruxelles au milieu d'un concert de prévisions flatteuses, causa bien un instant d'étonnement, mais sans ébranler ni la confiance que le jeune général avait en lui-même, ni celle qu'on plaçait en lui. Transmise promptement de Bruxelles à La Haye, où se tenait une petite conférence diplomatique en permanence autour de Chesterfield (qui ne voulait pas partir avant de connaître l'issue des événements), la nouvelle y causa plus de satisfaction que d'inquiétude. On était convaincu qu'en s'avançant sur le territoire flamand le maréchal de Saxe se mettait en prise et courait à sa perte. — « Le ministre de Sardaigne, le plus passionné de la clique, écrit le chargé d'affaires La Ville, se promenant hier dans une des salles de la cour où l'on conserve les étendards pris sur la France à Ramillies et à Malplaquet, disait hautement qu'on allait rem-

placer ces vieilles guenilles par des trophées plus modernes et plus brillants... » — L'envoyé de l'électeur de Cologne, dînant chez l'envoyé anglais, lord Chesterfield, avec une compagnie nombreuse, demanda à qui appartiendraient les prisonniers que les alliés allaient faire sur les Français. Chesterfield seul était moins exalté, et, peu confiant dans les mesures prises par ses alliés, il lui arrivait de dire à l'oreille qu'on ne savait jamais ce qui arriverait à un char attelé d'un cheval, d'un âne et d'un singe ; mais, ce soir-là, ne voulant décourager personne, il se borna à répondre cette phrase un peu ambiguë : — « Le dé est jeté, nous jouons à quitte ou double ; il n'y a communément que les coups hardis qui réussissent[1]. »

Quant à Cumberland, son plan était fait ; pendant qu'il battait Maurice et les Français sur l'Escaut, le duc d'Arenberg en ferait autant du prince de Conti sur le Rhin, et les deux armées victorieuses, entrant ensemble sur le sol fran-

1. La Ville, chargé d'affaires, à d'Argenson, 7-14 mai 1745. (*Correspondance de Hollande*. — Ministère des affaires étrangères.)



çais, se donnaient rendez-vous pour s'embrasser à Paris. — « J'y serai, dit-il, ou je mangerai mes bottes. » — Le propos fut tenu assez haut pour être rapporté au maréchal de Saxe, qui dit en souriant : — « Voilà un Anglais un peu Gascon; mais, s'il tient à manger ses bottes, nous nous chargeons de les lui apprêter. »

Ces forfanteries, tout en prêtant à rire, n'en annonçaient pas moins chez le jeune prince l'intention sérieuse de marcher droit à Tournay pour interrompre les opérations du siège. Maurice crut donc devoir donner avis à Versailles que l'action décisive pouvait s'engager plus tôt et plus vivement qu'on ne s'y attendait. — « Je n'ouvre pas moins la tranchée demain soir, écrivait-il au ministre de la guerre, le comte d'Argenson; il se peut très bien que je sois obligé de lever le siège pour aller au-devant des ennemis, mais il n'est pas possible de rester dans l'inaction l'espace de temps qu'il leur faut pour s'assembler... Quant à moi, il ne m'importe guère que je sois obligé de lever le siège, et je sacrifie toujours ma réputation au bien du service du roi. » — Il donnait en même temps

des nouvelles d'un optimisme très exagéré sur l'état de sa santé. — « J'ai été hier quatre heures à cheval, disait-il, sans que cela m'ait fatigué ; j'ai eu ensuite une indigestion, mais je me porte fort bien aujourd'hui [1]. »

Le ministre lui répondit courrier par courrier. — « Sa Majesté a fort approuvé vos vues et vos résolutions. Je ne vous répéterai pas ce que je vous ai mandé sur la confiance entière qu'Elle a dans votre zèle pour son service, et dans l'intérêt que vous prenez à sa gloire. Elle s'y livre entièrement ; Elle est impatiente de vous aller joindre, et si Elle pouvait avancer le moment, Elle le ferait avec plaisir. Mais les préparatifs d'une marche telle que la sienne ne sont presque pas possibles à changer ; c'est ce que j'ai pris la liberté de lui représenter. Elle m'a cependant ordonné de vous mander qu'au cas que les choses tournassent de façon que son arrivée, vingt-quatre heures plus tôt, lui fît avoir une part à une action qu'Elle ne voudrait pas laisser échapper, vous n'auriez qu'à

1. Maurice de Saxe, au comte d'Argenson, 29 avril 1745. (Ministère de la guerre.)

dépêcher un courrier au-devant d'Elle et qu'Elle se rendrait tout de suite de Compiègne au camp où Elle pourrait arriver vendredi dans la soirée[1]. »

Effectivement, le départ de Versailles, précipité par l'impatience de Louis XV, s'accomplit cette fois sans les lenteurs et les formalités habituelles à tous les mouvements des personnes royales, et Luynes lui-même, si exact à tenir registre de tous les détails, ne trouve à nous raconter que quelques scènes de ce drame intérieur de famille, qui se ressemblent dans tous les temps comme dans toutes les conditions sociales, et dont on devine l'émotion au travers, j'ai dit presque à la faveur de la discrète sécheresse de son récit. Les équipages étaient déjà commandés pour le lendemain, et la reine n'en avait pas encore connaissance; elle ne sut que les ordres étaient donnés que par un mot dit à l'ambassadeur d'Espagne devant elle et dans son appartement, après quoi le roi en sortit sans lui dire adieu *comme*

1. Le comte d'Argenson à Maurice, 2 mai 1745. (Ministère de la guerre.)



*les autres jours*. Le jour venu, à l'heure dite, c'est la reine qui se rend chez son époux, comme c'était son usage chaque matin, mais pour n'y rester aussi qu'un moment, *comme à son ordinaire*, et ne faire qu'entrer et sortir. A la porte, elle s'arrête et se met au guet dans un petit passage voisin que le dauphin devait traverser pour être admis à son tour chez son père. Dès qu'elle l'aperçoit, elle se jette dans ses bras tout en larmes : — « Ah! mon fils! s'écrie-t-elle, en serrant contre son cœur l'enfant dont la tendresse était la seule consolation de sa solitude, dans quatre jours vous ne songerez plus à moi. » — Quant à la jeune dauphine, à qui tant de hâte ne permettait pas d'accomplir le projet qu'elle avait formé de suivre son mari, son affliction était telle qu'elle ne put se lever pour assister à la messe célébrée pour les voyageurs.

Le trajet fut fait en deux jours, de Versailles à Douai, avec une seule station à Compiègne, remarquable célérité pour l'époque et dans l'état des routes. A Douai, le 7 mai au soir, le roi venait à peine de se coucher qu'il fallut

rentrer chez lui pour lui amener un courrier de l'armée. Le maréchal de Saxe, suivant son désir, l'avertissait que le temps pressait et qu'il n'y avait pas un instant à perdre s'il voulait prendre part aux dispositions du combat. Sa résolution fut arrêtée à l'instant, et il était parti au point du jour, en défendant qu'on éveillât le dauphin, encore livré à cette heure matinale au paisible et profond sommeil de la jeunesse.

L'arrivée du roi, le 8 mai dans l'après-midi, devançant l'attente générale, fut saluée par les acclamations de toute l'armée. La journée du 9 et la matinée du 10 furent employées par lui à reconnaître, avec Maurice, l'état des lieux et les mesures déjà prises. Réflexion faite, le maréchal s'était résolu à ne pas donner à l'ennemi qui approchait, ni à la garnison déjà captive de Tournay, la satisfaction de voir lever le siège. Mais, averti que le duc de Cumberland arrivait de Bruxelles par la route de Mons, il s'était décidé à l'attendre en force pour lui barrer le chemin avec le gros de ses troupes sur la rive droite du cours supérieur de l'Escaut, ne



laissant sur l'autre rive et en aval que ce qui était nécessaire pour défendre les tranchées ouvertes et maintenir les lignes d'investissement : le quartier général du roi devait rester aussi sur la rive gauche, au village de Calonne, mais tout à fait sur le bord du fleuve et en face d'un pont qui en assurait le libre passage.

Ces dispositions étaient l'objet de critiques très vives, exprimées presque tout haut dans l'entourage même du maréchal. La continuation du siège, disait-on, avait l'inconvénient de paralyser une partie des forces dont on pouvait avoir besoin au jour de l'action et de placer nécessairement le lieu de rencontre des deux armées dans le voisinage et presque sur le bord même de l'Escaut, les Français ayant le fleuve à dos, ce qui, en cas d'échec, accroissait les difficultés et les périls d'une retraite. On ajoutait que la route de Mons n'était pas la seule qui conduisait de Bruxelles à Tournay ; il en existait une autre par Ath, aboutissant au côté de la ville qui faisait face au cours inférieur du fleuve. La démonstration faite par l'ennemi sur celle de Mons pouvait n'être qu'une feinte des-

tinée à donner le change, tandis que la véritable attaque, suivant la direction opposée, amènerait l'ennemi devant des tranchées insuffisamment gardées et des lignes peu garnies, faciles à percer. Si un coup de main heureux le rendait maître de la place, nous serions pris à revers et coupés même de toute communication régulière avec la France. Cette inquiétude, assez généralement répandue, était accrue par l'impression sinistre que causait un douloureux incident survenu le matin même. Un baril de poudre ayant pris feu par la faute d'un soldat, le marquis de Talleyrand, officier d'une rare distinction, et quatre-vingts hommes qui l'entouraient venaient d'être enlevés d'un seul coup et leurs cadavres, portés par la force de l'explosion jusque sur les ouvrages avancés de la ville, en avaient été brutalement rejetés par les défenseurs de la citadelle pour retomber tout sanglants et tout mutilés dans la tranchée. Cette nouvelle, portée au maréchal, qui était encore au lit, paraissait lui causer une si vive douleur, qu'il était resté une heure sans dire un mot, derrière ses rideaux fermés, comme s'il n'eût

pas eu la force de se soulever. On voyait dans cet abattement inaccoutumé l'effet d'une atteinte nouvelle du mal qui ne cessait pas de le miner et l'indice que, malgré l'obstination de son courage, la fermeté de son âme cédait à l'affaiblissement de son corps. — « Le maréchal baisse », disait-on; soupçon d'autant plus naturel que, sa dernière excursion à cheval ne lui ayant pas réussi, il ne croyait pas prudent de la renouveler, et on le voyait passer dans un petit panier d'osier et ridiculement affublé d'un justaucorps de taffetas matelassé qui lui tenait lieu d'une cuirasse, comme on en portait encore alors, mais dont il n'aurait pu supporter la gêne.

Il ne fallut que peu de temps et peu de paroles au maréchal pour faire voir au roi, par la lucidité de ses explications, que, quoi qu'on en pût penser, son mal (comme le dit son biographe et son aide de camp d'Espagnac) *n'influait pas sur sa tête.* Il eût aisément démontré qu'une fois l'ennemi engagé (comme on en avait l'assurance) sur la route de Mons il ne pouvait en sortir pour se porter sur une autre voie sans faire un long détour à travers

des ravins et des obstacles qui lui feraient perdre des moments précieux et permettraient à l'armée française, placée sous les murs mêmes de Tournay, de se porter à sa rencontre en temps utile, pour le devancer sur quelque point qu'il se présentât. Le roi, pleinement convaincu, se retourna alors vers les groupes nombreux et bruyants qui le suivaient. — « Monsieur le maréchal, dit-il à haute voix, en vous confiant le commandement de mon armée, j'entends que tout le monde vous obéisse, et je suis ici pour en donner l'exemple. » — Tous les murmures cessèrent. Dans l'après-midi, d'ailleurs, des coups de feu, échangés sur la route de Mons, firent comprendre que le maréchal ne s'était pas trompé et que c'était bien de ce côté qu'allait venir l'attaque. Il n'y eut plus dès lors aucun doute ni sur le moment, ni sur le lieu où s'opérerait le choc des deux armées. Le roi acheva sa tournée, et, en rentrant à Calonne, le 10 au soir il annonça qu'il serait le lendemain, dès le matin, à côté du maréchal, à la tête de l'armée. En rentrant, il rencontra, venant au-devant de lui, le ministre des affaires étrangères,

le marquis d'Argenson, qui était parti de Paris pour le rejoindre avec plusieurs autres ministres. Le marquis ne s'attendait pas à trouver à son arrivée que la bataille fût imminente. — « Jamais, dit-il, je ne vis d'homme si gai de cette aventure qu'était le maître. Nous discutâmes ce point historique... quel de nos rois avait gagné la dernière bataille royale? Je vous assure que le courage ne faisait pas tort au jugement, ni le jugement à la mémoire. De là on alla coucher sur la paille. Il n'y a point de nuit de bal plus gaie, jamais tant de bons mots. On dormit tout le temps qui ne fut pas coupé par des courriers et des aides de camp. Le roi chanta une chanson qui a beaucoup de couplets, et qui est fort drôle [1]. » — Quant au maréchal, il passa la nuit devant le camp, dans sa petite voiture d'osier, qu'il appelait son berceau, donnant ses derniers ordres aux officiers de son état-major, qui restèrent aussi autour de lui la nuit entière, avec leurs chevaux sellés et bridés.

1. D'Argenson à Voltaire, mai 1745. (*Correspondance générale.*)

L'emplacement choisi pour cette mémorable action se trouvait être un véritable champ clos qu'on aurait pu croire dessiné tout exprès à plaisir pour le spectacle d'une guerre de parade ou d'un tournois. C'était une plaine de forme presque ovale, d'une demi-lieue de largeur sur trois quarts de lieue de profondeur, s'étendant en pente douce sur les bords de l'Escaut, à une petite distance et en vue des murs de Tournay, et bordée d'un côté par une des sinuosités du fleuve, et de l'autre par un bouquet de bois épais, connu dans le pays sous le nom de bois de Barry. L'ennemi devait nécessairement traverser cette plaine pour arriver jusqu'à la ville, qu'il se proposait de délivrer; il s'agissait donc de lui en rendre l'accès inabordable. C'est à quoi Maurice avait pourvu en élevant sur la lisière une série de redoutes échelonnées de distance en distance et garnies de canons. Entre ces bastions improvisés, il déployait sur deux lignes son infanterie et son artillerie presque tout entières, présentant ainsi d'un bout de la plaine à l'autre un front de bataille continu. Sa forme était celle d'un angle très obtus



dont une des extrémités touchait à droite au village d'Anthoin, sur le bord de l'Escaut, l'autre à gauche au bois de Barry, tandis que le sommet était placé en avant de ces deux points, au village de Fontenoy. Anthoin était protégé par de fortes batteries de canons placées des deux côtés de l'Escaut; Fontenoy et le bois de Barry par des redoutes; en outre, le village et le cimetière de Fontenoy étaient fortifiés et crénelés. Ces petits centres pouvaient faire entre eux des feux croisés qui semblaient rendre impossible le passage par l'intervalle qui les séparait. Au fond de la plaine, là où le sol s'abaissait, suivant un plan incliné, pour se rapprocher de Tournay, restaient en réserve trois régiments d'infanterie, dérobés aux regards par la pente du terrain.

La cavalerie, forte de soixante-huit escadrons, était massée derrière les lignes d'infanterie, principalement sur la droite, entre Anthoin et Fontenoy. Plus en arrière, dans un hameau qu'on appelait la Chapelle-de-Notre-Dame-aux-Bois, et autour d'une petite éminence que surmontait un moulin à vent, sta-

tionnaient les escadrons de la maison du roi, les carabiniers et la gendarmerie, arrivés de Douai le matin même. C'était là que le roi devait venir prendre place pour assister, de ce point élevé, à tous les incidents du combat. Sa retraite était assurée par le pont de Calonne, dont les deux extrémités étaient défendues par de puissantes batteries. Enfin, pour compléter l'ensemble de ces dispositions, Maurice avait placé dans le bois de Barry une compagnie franche, appelée la compagnie des Grassins, d'après le nom du partisan qui, suivant une pratique empruntée aux âges précédents (mais encore usitée, bien qu'assez rarement), l'avait levée à l'entreprise et en gardait le commandement. Puis, tout à fait à gauche et en dehors du champ de bataille, deux brigades de cavalerie étaient détachées, sous le commandement du comte de Lowendahl, avec charge de surveiller toute démonstration hostile qui serait faite du côté du cours inférieur de l'Escaut.

Dès l'aube, le roi se mit en devoir de venir prendre la place qui lui était réservée. Le maréchal doutait encore que sa résolution de se

mêler lui-même au combat persistât jusqu'au bout, et peut-être, au fond de l'âme, aurait-il préféré ne pas avoir à répondre de la sûreté d'une personne si précieuse. Aussi, feignant de croire et espérant peut-être qu'après un coup d'œil donné pour constater l'exécution des mesures convenues, de prudents conseillers décideraient le souverain à se retirer sur la rive gauche pour attendre l'événement, avait-il prescrit aux gardes du corps de ne pas se presser de le suivre de l'autre côté du pont; mais dès que le roi eut connaissance de cet ordre : — « Qu'ils passent sur-le-champ avec moi, dit-il, car, une fois le pont passé, à coup sûr je ne le repasserai pas. » — Un air de joie était toujours peint sur son visage; ses yeux brillaient d'un feu inaccoutumé. — « Jamais, se plaisait-il à répéter, depuis Poitiers, un roi de France n'a regardé les Anglais en face : il faut espérer que cette fois tout se passera mieux[1]. »

L'attaque prévue ne se fit pas longtemps

1. D'Espagnac, *Histoire du maréchal de Saxe*, t. II, p. 56-58.



attendre. Cumberland, arrivé dès la veille au soir, s'était rendu compte, avec une grande justesse de coup d'œil, des dispositions auxquelles il avait affaire, et avait arrêté les siennes en conséquence. On dit que Königseck, qui l'accompagnait, un peu effrayé d'avoir à pénétrer une si redoutable barrière de fer et de feu, lui donna le conseil de ne pas engager l'action, mais de se borner à tenir les Français en échec et sous les armes, en profitant de ce qu'ils ne pouvaient sortir de leurs lignes sans dégarnir le siège de Tournay. On pouvait, croyait-il, leur tuer assez de monde par des escarmouches et une canonnade continue pour les obliger d'emprunter des renforts à leur armée de siège, ce qui donnerait à la garnison de la ville la facilité de se débloquer elle-même. C'était, dit d'Espagnac, ce que redoutait le maréchal, parce que c'est ce qu'il aurait fait lui-même à la place du général anglais. Mais Cumberland, jeune, ardent, pressé d'agir et de vaincre, ne voulut point se prêter à un système de temporisation[1]. Distinguant très bien que

1. D'Espagnac, t. II, p. 60.



les trois points d'appui de l'armée française étaient les défenses élevées à Anthoin, à Fontenoy et au bois de Barry, il résolut de diriger une triple attaque pour les enlever tous les trois d'un seul coup. Waldeck, avec les Hollandais, dut se présenter devant Anthoin : lui-même, avec les Anglais et les Autrichiens devant Fontenoy, tandis qu'un de ses lieutenants, lord Ingoldsby, avec un corps de highlanders écossais, pénétrerait dans le bois de Barry pour s'en rendre maître.

Ces coups étaient bien portés, aucun d'eux pourtant ne réussit. Les Hollandais, les premiers à agir, furent presque immédiatement mis hors de combat; ce qui les déconcerta complètement, ce fut qu'au feu qui partait d'Anthoin même se joignit, contre leur attente, celui des batteries situées de l'autre côté de l'Escaut, dont ils ne soupçonnaient pas l'existence et dont la portée se trouva suffisante pour les atteindre ; obligés de reculer une première fois, ils revinrent à la charge une seconde, mais pour se voir tellement malmenés qu'un de leurs escadrons tout entier fut emporté et qu'il n'en

resta plus debout que quinze hommes. A partir de ce moment, complètement découragés, ils allèrent se mettre à couvert derrière un petit monticule qui leur servit d'abri et dont ils ne bougèrent plus de la journée, se sentant incapables de remplir l'ordre qu'ils avaient reçu, et attendant de nouveaux renforts qui n'arrivèrent pas. Cette première phase du combat se passant dans le voisinage de la colline où se trouvaient le roi et le dauphin, les deux princes quittèrent un instant leur poste pour la suivre de plus près. Les balles sifflaient à leurs oreilles, un boulet vint mourir à leurs pieds; le roi, le rejetant vers le dauphin : — « Renvoyez cela à ces gens-là, dit-il en riant, car je ne veux rien garder d'eux. » — Un instant après, le feu cessa; et le maréchal, averti de cet heureux début de la journée, vint lui-même pour s'assurer de son succès; mais, comme on s'empressait autour de lui pour lui en faire compliment : — « Doucement, messieurs, dit-il : tout n'est pas dit; allons maintenant aux Anglais; ils seront de plus dure digestion[1]. »

1. D'Espagnac, t. II, p. 66. — *Souvenirs du marquis de*

Effectivement, l'assaut donné au village de Fontenoy fut plus vif, plus obstiné et plus meurtrier. C'était le centre et la clef de la situation; ce point de la ligne forcé, l'armée française était coupée en deux tronçons qui ne pouvaient plus se rejoindre. C'est ce qui était senti de part et d'autre, et donna au conflit un caractère particulièrement âpre et acharné. Cumberland commandait lui-même. Maurice, toujours porté dans son petit chariot, vint se placer en face de lui, accompagné du maréchal de Noailles, qui suivait le roi en qualité de ministre, sans exercer aucun commandement, mais qui, oubliant la supériorité de son âge et de sa situation, se plaisait à se faire l'auxiliaire officieux de son ancien lieutenant. Noble désintéressement, qui venge sa mémoire de bien des calomnies! C'était entre les deux maréchaux un touchant échange d'amitié et de déférence.

*Valfons*, p. 116. — Carlyle, *Histoire de Frédéric le Grand*. t. IV, p. 116. Cet écrivain, qui, en général, ne se fait aucun scrupule, pour rendre son récit plus dramatique, d'emprunter le détail des faits à son imagination, paraît avoir eu ici des renseignements assez certains, tirés d'un document anglais inédit.



Noailles affectait de prendre les ordres de Saxe, Saxe les avis de Noailles, qu'il appelait tendrement son père. Sous leurs yeux, l'attaque fut renouvelée trois fois avec une violence inouïe. L'air était assourdi par le son des clameurs gutturales qui sortaient des poitrines anglaises, mais rien ne put tenir devant le feu des redoutes et des régiments massés autour d'elles ; un fossé assez profond, creusé en avant du village, fut littéralement rempli de cadavres. De guerre lasse, après la troisième tentative, Cumberland dut se replier. Mais, au moment où les deux maréchaux allaient rendre compte au roi de ce nouveau succès, deux pertes très sensibles vinrent les frapper au cœur l'un et l'autre. Le jeune duc de Gramont, neveu de Noailles, le même qui, par un excès d'ardeur, avait tout compromis à Dettingue, après avoir valeureusement combattu sous les yeux de son oncle, se séparait de lui en l'embrassant ; un boulet vint frapper son cheval, qui s'abattit. — « Prenez garde, monsieur, votre cheval est tué, » lui dit un officier qui le suivait. — « Et moi aussi, monsieur, » répondit-il. — Il avait la cuisse fra-



cassée, et, une heure après, il expirait. Quelques instants plus tard, c'était le commandant en chef de l'artillerie, M. du Brocard, qui était frappé au moment où, malgré les avertissements de ceux qui l'accompagnaient, il s'avançait lui-même pour faire remettre en ligne des batteries qu'il trouvait déplacées. Maurice n'avait pas de meilleur ami que ce fidèle compagnon de toutes ses campagnes, et, malgré la joie de voir jusque-là tout réussir suivant ses desseins, le coup lui sembla si cruel que des larmes parurent dans ses yeux. Ceux qui suivaient, d'ailleurs, se prenaient à tout moment à craindre que la force ne vînt à lui manquer; la contraction de ses traits trahissait une douleur intense que toute son énergie avait peine à dominer. On dit que, pendant toute la durée de l'action, il portait dans sa bouche une balle de plomb pour entretenir la salivation et empêcher que, par l'ardeur de la fièvre, le palais et la gorge ne fussent tout à fait desséchés [1].

Tout cependant marchait suivant ses sou-

1. *Vie privée de Louis XV*, t. II, p. 245. — D'Espagnac t. II, p. 63.

haits, car, à l'extrémité de gauche, la troisième attaque, conduite par les Écossais, était moins heureuse encore que les deux autres. Lord Ingoldsby, à qui la tâche en était confiée, n'osa en réalité même pas la tenter. Trouvant les deux redoutes qui gardaient l'entrée et la sortie du bois de Barry plus fortes qu'il ne s'attendait, effrayé d'ailleurs de voir se lever devant lui la compagnie des Grassins, qui s'était couchée à terre pour le laisser arriver, et dont il ne soupçonnait pas la présence, il jugea les forces dont il était muni insuffisantes et fit demander un renfort de canons. C'était mal prendre son temps. Au moment où le feu était si vivement engagé devant Fontenoy, Cumberland ne pouvait se passer de la totalité de ses moyens d'action. Ingoldsby recula alors sans coup férir. Son attitude parut si indécise et sa conduite si molle qu'il dut plus tard en rendre compte à Londres devant une cour martiale.

Ainsi, à une heure encore peu avancée du jour (il n'était que huit heures du matin), le triomphe était complet : les fortifications improvisées par Maurice avaient tenu bon contre

toutes les attaques, et le rempart vivant qui les soutenait, quelquefois entamé, mais toujours aisément réparé, n'avait cédé nulle part. Il ne restait plus à Cumberland qu'à se retirer et à reprendre (il en était temps encore) l'attitude prudente que lui avait indiquée Königseck. Mais, après une action si présomptueusement engagée et tant de sang déjà versé, l'échec eût été tel que le vieux général lui-même n'osa pas insister pour une retraite, qui aurait eu le caractère d'une déroute. Ce fut lui, dit-on, au contraire, qui imagina une manœuvre d'une incroyable hardiesse. Laissant de côté les positions retranchées qu'on n'avait pu emporter, il conseilla de s'avancer entre elles, pour faire une trouée dans l'espace qui séparait Fontenoy du bois de Barry. L'intervalle était trop étendu pour avoir pu être complètement garni de troupes ; mais, en revanche, toutes les parties que les troupes n'occupaient pas avaient paru suffisamment défendues par la nature même du terrain, dont une déchirure formait à cet endroit un ravin profond, d'un accès naturellement difficile et rendu plus impraticable encore par

de grands abatis d'arbres. C'était donc dans ce fond qu'il fallait descendre, par une pente très raide, puis marcher à travers des obstacles sans nombre, sous le feu combiné des redoutes de droite et de gauche, pour trouver ensuite, après avoir gravi la pente opposée, les troupes françaises en armes sur le rebord du ravin, et prêtes à empêcher les assaillants d'y prendre pied. Quelle entreprise! C'était un véritable coup de désespoir. Mais ce fut peut-être précisément parce que la tentative était condamnée par toutes les règles de la prudence qu'elle faillit réussir. Maurice, en effet, est convenu lui-même que, s'il avait seulement eu le soupçon de trouver en face de lui un homme assez osé pour s'engager dans ce passage, il lui eût été aisé, moyennant une redoute de plus mise en travers, de rendre l'aventure, de très périlleuse qu'elle était, tout à fait impossible. Il avait laissé dans sa ligne de défense une baie trop large, n'ayant pas le souci de prévenir ce qu'il n'avait pas songé à prévoir.

Quoi qu'il en soit, si la conception était 'une hardiesse qui touchait à l'imprudence,



l'exécution, grâce à l'impassible fermeté du soldat anglais, fut opérée avec tant de précision et de force que le coup de tête prit l'apparence d'une manœuvre tactique savamment méditée. On vit alors, avec une surprise qui fit bientôt place à l'admiration, une troupe tout à l'heure décimée, et qui paraissait ne plus pouvoir songer qu'à la retraite, se reformer d'abord régulièrement en trois colonnes serrées, puis, faisant un lent mouvement de conversion, s'engager à pas comptés sur des pentes escarpées, dans des chemins creux où on ne pouvait poser le pied sans être en danger de trébucher, et sous une pluie de boulets qui, partant de droite et de gauche, l'atteignait en flanc et à dos. La cavalerie, qui avait un instant paru se disposer à la suivre, dut reculer, la voie étant reconnue décidément impraticable pour les chevaux. Aussi fallait-il amener les canons à bras, en leur frayant un passage à travers d'étroits sentiers. Six pièces d'artillerie étaient portées ainsi en tête des colonnes, six autres gardées dans l'intérieur des lignes. Des files entières de soldats qui les portaient tombaient à chaque pas, mais

les vides étaient sur-le-champ remplis, et, rien n'arrêtant cette marche intrépide, la tête des trois colonnes, très éprouvées, mais ni débandées ni intimidées, apparut bientôt de l'autre côté du ravin.

C'était là que devaient se trouver postés, pour les recevoir, quatre bataillons de gardes françaises et deux bataillons de gardes suisses ; ces compagnies faisaient partie de la brigade que commandait le duc de Gramont, et qui venait de perdre son chef ; et bien que le duc de Biron eût pris immédiatement sa place, un peu de désordre résultait toujours de ce changement de mains. De plus, le sol s'abaissait rapidement à partir du rebord du ravin, et en dérobait le fond aux regards. Les officiers des gardes françaises et leur nouveau commandant n'avaient donc pu suivre le mouvement ni en soupçonner toute la gravité ; quand ils virent poindre les canons des batteries anglaises : — « Allons les prendre ! » dirent-ils, plus surpris qu'effrayés, et ils s'avancèrent avec une poignée d'hommes. Mais, arrivés sur la crête du fossé, « ils furent bien étonnés, dit Voltaire, de trouver une

armée devant eux. L'artillerie et la mousqueterie en couchèrent plus de soixante, et le reste fut obligé de revenir dans ses rangs. »

L'alarme une fois donnée, tous les bataillons français se serrèrent pour faire face à l'ennemi. Mais, pendant que cette réunion s'opérait, les colonnes anglaises sortaient en ligne du ravin, et elles aussi se formaient en bataille dans la plaine. Quand une première rencontre dut avoir lieu, les deux troupes n'étaient plus qu'à cinquante pas de distance. En tête s'avançait, de part et d'autre, l'élite de la noblesse des deux pays : le duc de Biron et le comte de Chabannes d'un côté ; de l'autre, le comte d'Albemarle, Robert Churchill, fils naturel du duc de Marlborough, lord Charles Hay, frère du marquis de Tweedale. En s'abordant, ces gentilshommes se saluèrent comme s'ils s'étaient rencontrés à la promenade ; puis il y eut un instant de silence et une halte comme pour un échange de politesses : — « Tirez donc, messieurs, dit alors lord Charles. — Non, monsieur, répondit à voix haute le comte d'Anterroche, lieutenant aux grenadiers de la garde, nous ne

tirons jamais les premiers ; tirez vous-mêmes. »

Dois-je avouer que cette scène fameuse de courtoisie élégante, bien qu'attestée par des témoins oculaires, m'avait toujours laissé un peu incrédule et, pour tout dire, que j'y trouvais dans un tel moment un air de frivolité un peu déplacé? Quand tant de sang coulait à flots et que le destin de deux grands États était en péril, ce n'était guère le temps des révérences. Je n'ai changé d'avis qu'en trouvant, dans les *Rêveries* du maréchal de Saxe, un paragraphe entier consacré à établir « qu'une troupe ne doit jamais se presser de faire feu la première, attendu que celle qui a tiré en présence de l'ennemi est une troupe défaite, si celle qui lui est opposée conserve son feu », et il recommande avec soin d'éviter ce qu'il appelle *l'abus de la tirerie.* Il me paraît donc très probable que les Français, en se laissant provoquer, ne faisaient qu'observer la consigne donnée par leur général et, franchement, je l'aime mieux ainsi ; d'autant plus qu'il y a toujours quelque mérite à avoir gardé le souvenir d'une instruction si prudente dans un instant si critique.

En tous cas, si la politesse régna au début des deux côtés, chez les Anglais elle ne dura guère, car lord Charles Hay a depuis raconté qu'ayant reconnu l'uniforme des gardes françaises et se souvenant de les avoir vus fuir à Dettingue : — « Attendez-nous, messieurs, leur cria-t-il ; ne vous hâtez pas de vous mettre à la nage, l'Escaut n'est pas si facile à passer que le Mein [1]. »

1. Carlyle, *loc. cit.* — Depuis que ce récit a été publié, j'ai eu le plaisir d'apprendre que mon opinion était confirmée par une autorité compétente. Voici ce qu'on lit, en effet, dans le *Bulletin de la réunion des officiers*, du 20 avril 1881, p. 370 et 371. « Nous dirons que si dans cette phrase du lieutenant d'Anterroche : — *Nous ne tirons jamais les premiers*, on a voulu voir l'expression d'une politesse ridicule et exagérée, on s'est trompé ; car ce qu'il faut y voir, contrairement au sens que l'opinion publique y a attaché, c'est plutôt l'effet d'une doctrine alors admise et sans cesse préconisée que toute infanterie qui tirait la première était indubitablement battue : et cette doctrine nous la trouvons nettement exprimée dans le passage suivant d'un ordre donné par Louis XV à ses troupes et destiné à préparer le soldat à ne point tirer : *attendu qu'un ennemi qui a tiré est assurément battu, quand on a encore son feu tout entier*... Nous trouvons cette doctrine reproduite dans la plupart des écrivains militaires du XVIII[e] siècle. Maurice de Saxe y adhéra naturellement. » — J'entends dire d'ailleurs qu'encore aujourd'hui, une des plus grandes préoccupations de ceux qui exercent les troupes est de leur enseigner à respecter la discipline du feu, c'est-à-dire à ne tirer que d'après l'ordre et de la manière que les règlements prescrivent.



L'engagement qui suivit fut de nature à confirmer cette présomption. Il semblait, en vérité, que la troupe anglaise fût sortie du ravin fortifiée par ses pertes mêmes, parce que, obligée de se resserrer, elle présentait une masse plus compacte et plus difficile à percer. C'est une singularité que je laisse à expliquer à un plus grand peintre militaire que je ne puis me flatter d'être. « Sous le feu croisé du village et des redoutes, dit Frédéric dans l'*Histoire de mon temps*, les flancs de la troupe anglaise souffrirent et se retirèrent; son centre, qui en souffrit moins, continuait à avancer, et comme ses ailes se repliaient en arrière, son corps prit une forme triangulaire, qui, par la continuation du mouvement du centre et par la confusion, se changea en colonne. » — Ce n'était pas précisément un triangle, et, sur ce point seul, l'expression de Frédéric n'est pas d'une complète justesse; l'opération, d'ailleurs, très bien caractérisée par lui, aboutit seulement à faire des trois divisions de la colonne un seul carré long, un peu rétréci sur sa face supérieure. Ce bataillon carré formait ainsi un bloc de près de quinze mille

hommes qui, à chaque pas qu'il avait à faire, commençait par vomir le feu de trois côtés à la fois. Contre cette masse impassible et impénétrable vinrent se briser, d'abord les gardes françaises et suisses, les premiers engagés, puis tous les régiments placés dans le voisinage, qui accoururent au bruit du canon. L'attaque n'ayant pas été prévue dans ces conditions, il n'y eut pas d'ensemble non plus ni de concert dans la manière de la recevoir. Les bataillons français arrivaient de droite et de gauche, par peletons isolés, pour se voir successivement repoussés, restant séparés dans leur défaite sans pouvoir parvenir ni même chercher à se joindre. Vainement, leurs officiers supérieurs payaient de leur personne avec un héroïsme impuissant. Plusieurs, déjà blessés à l'assaut de Fontenoy, vinrent succomber dans cette nouvelle lutte. L'histoire a conservé entre autres le nom du marquis de Lutteaux, qui, gravement atteint, fut averti que sa troupe était engagée, au moment où on lui posait un premier appareil, et s'échappa des mains qui le pansaient en s'écriant : — « Laissez-moi passer, le service

du roi m'est plus cher que la vie. » — Mais la formidable colonne avançait toujours ; elle avait déjà passé le village de Fontenoy, et, par un quart de conversion, elle pouvait le prendre à revers; Cumberland allait se trouver maître, par ce prodigieux détour, de la position dominante qu'il avait essayé inutilement le matin d'emporter de front.

Rien n'était perdu cependant, tant que Fontenoy tenait et tirait encore; car la colonne, malgré sa marche jusque-là victorieuse, restait toujours isolée, sans point d'appui et, à chaque pas même qu'elle faisait, plus à découvert dans la plaine, plus exposée par conséquent, en cas d'un retour offensif, à être coupée de sa retraite et enfermée dans le cercle même dont elle avait forcé l'entrée. C'est ce que Maurice, un instant surpris et alarmé, n'eut pas de peine à reconnaître, et son plan fut fait à l'instant. L'essentiel était de retarder ce qu'il ne pouvait tout de suite ni tout à fait arrêter, afin de se donner le temps de rallier et de ramener à la rescousse, par un assaut plus général et mieux combiné, ses régiments culbutés : coûte que



coûte, il lui fallait gagner ce temps précieux. C'est à quoi pouvait lui servir utilement sa cavalerie, jusque-là restée presque tout entière immobile et encore intacte. A coup sûr, là où l'infanterie succombait, la cavalerie ne pouvait se promettre un meilleur succès. Mais ses escadrons, lancés sur le passage ou sur les flancs de la colonne, pouvaient former comme autant d'obstacles qui en gêneraient et en suspendraient peut-être le progrès. Plus d'un sans doute y périrait; mais de quelques heures sauvées par ce douloureux sacrifice dépendait le sort de la journée[1].

Avant de s'y résoudre pourtant, ne méconnaissant aucun des périls de la situation, Maurice aurait voulu mettre en sûreté la personne des princes, très dangereusement exposés maintenant sur l'éminence d'où ils attiraient tous les regards. Il fit supplier le roi de se retirer de l'autre côté du pont de Calonne, qu'on aurait brûlé derrière lui : il l'assurait en même temps

1. D'Espagnac, t. II, p. 74. C'est l'explication que donne ce confident de Maurice de ces charges répétées et meurtrières de la cavalerie, qui lui furent vivement reprochées.

que rien n'était désespéré et qu'il saurait pourvoir à tout. — « Je ne doute pas, répondit le roi, qu'il fasse ce qu'il faudra, mais je reste où je suis. »

Le maréchal n'insista pas et, montant cette fois à cheval lui-même, il donna le signal, et la cavalerie s'ébranla. Son apparition (il fallait s'y attendre) ne fit au premier moment qu'accroître la confusion générale. Les escadrons s'avançaient à toute vitesse vers la colonne, mais là les chevaux, épouvantés de l'effroyable décharge qui les attendait, reculaient et ne pouvaient être ralliés qu'à cent pas de distance; ceux qui avaient perdu leurs cavaliers, échappés et errants, portaient le désordre dans tous les rangs. Ce qui coula de sang généreux, ce qui périt de noble jeunesse dans ces vaines tentatives, on aurait peine à le dire. Il y eut des escadrons qui revinrent tout meurtris huit fois à la charge. Un seul, appartenant au régiment de Noailles et que commandait le marquis de Vignacourt, réussit à approcher tout à fait des lignes anglaises, mais pour être détruit tout entier, sauf quatorze hommes qui y péné-

trèrent, dont dix furent faits prisonniers, et le marquis, percé de deux coups de baïonnette dans le ventre, resta sur la place. Cette suite de sacrifices humains ne se prolongea pas pendant moins de quatre heures. Pénétré d'admiration de tant de courage et de douleur de tant de pertes, on entendit le maréchal s'écrier : — « Se pourrait-il que des troupes si braves ne fussent pas victorieuses? » — Le résultat qu'il cherchait, bien chèrement payé, fut pourtant en partie obtenu. Dans la mêlée générale, entre les cadavres d'hommes et de bêtes, au milieu des chevaux effarés ou abattus, la colonne anglaise s'embarrassa et se ralentit. Ce n'était encore qu'un médiocre avantage, car chaque minute qui s'écoulait, en retardant l'attaque, diminuait aussi la force de résistance. Les munitions commençaient à manquer dans les redoutes de Fontenoy et leur feu s'atténuait. Le succès final des Anglais paraissait encore si certain que, du haut des remparts de Tournay, d'où l'œil pouvait saisir l'ensemble des mouvements, on poussait déjà des cris de triomphe, et toute la garnison s'apprê-

tait à s'élancer au-devant de ses libérateurs.

Le même spectacle était suivi avec une émotion pareille, et plus mêlée de trouble et d'angoisse, du lieu élevé où se trouvait le roi, et où Maurice, après avoir donné tous ses ordres pour le dernier et suprême effort qu'il préparait, était venu momentanément le rejoindre. Là, au milieu d'un tumulte inexprimable, se tenait, dit un témoin oculaire, un conseil de guerre à cheval et où chacun parlait à voix haute, tandis qu'au pied de la colline et autour des ponts de l'Escaut refluait, comme portée par la vague d'une marée qui se retire, la tourbe des fuyards et des blessés. Des messagers arrivaient de minute en minute, toujours porteurs de tristes annonces. De nouvelles et plus vives instances furent faites auprès du roi pour le décider à la retraite. Mais, cette fois, Maurice s'y opposa énergiquement. Il sentait que, dans l'ébranlement des esprits, le départ du roi serait le signal d'un découragement général, peut-être d'une panique : derrière lui toute une foule éperdue se précipiterait vers le fleuve, encombrant les ponts, qui ne seraient

suffisants ni pour la recevoir ni pour la supporter : ce serait un désastre sans nom. — « Quel est le j... f....., dit-il à haute voix, qui donne un pareil conseil? J'en étais d'avis tout à l'heure, maintenant il est trop tard. » — Au même moment, on voyait arriver, à bride abattue, l'épée à la main, les cheveux au vent, le visage enflammé, le duc de Richelieu, qui avait été envoyé pour reconnaître la situation et relever le courage des régiments refoulés à la gauche de la colonne. — « Quelle nouvelle? lui demanda-t-on avec empressement. — Ma nouvelle, dit-il, c'est que la bataille est gagnée, si on le veut. » — Il raconta alors qu'il avait trouvé à cette extrémité gauche la brigade d'infanterie irlandaise, énergiquement ralliée par le comte de Lally-Tollendal, colonel d'un de ses régiments, et entraînant par son exemple celle de Royal-Vaisseaux, très bien remise sur pied également par le comte de Guerchy, le seul de ses officiers qui n'eût été ni tué ni blessé : l'une et l'autre étaient soutenues par celle de Normandie, dont les vieilles bandes tenues en réserve n'avaient pas encore donné.

Qu'on en fît autant de l'autre côté et la colonne, dont les rangs s'éclaircissaient, assaillie ainsi de toutes parts, pour peu qu'elle fût rompue sur un point, serait obligée de céder sur tous. Il n'y avait rien là qui ne fût conforme aux prévisions et aux desseins du maréchal, et qui permette de lui en disputer l'honneur aux yeux de la postérité. La reprise signalée sur la gauche n'était même que le commencement de l'exécution de ses ordres; mais le duc a la parole vive, et dans le port, dans l'allure, dans toute sa personne, je ne sais quoi d'entraînant qui commande la confiance. A l'écouter, l'espoir renaît dans tous les cœurs.

Que se passa-t-il ensuite? Qui est-ce qui avisa en arrière du point où se tenait l'escorte royale, et sur le passage qu'elle devait suivre pour regagner le pont de Calonne, quatre pièces de canon, pourvues de leurs munitions et placées là pour la retraite des princes? A qui vint la pensée que ces pièces, portées à la rencontre de la colonne et la visant en un point où on ne s'attendait pas qu'elle pût

être atteinte, devraient y causer une surprise et y faire une trouée dont l'effet serait décisif? Fut-ce Richelieu lui-même, qui n'a pas manqué de s'attribuer à lui seul l'honneur de ce qu'il a appelé l'invention d'une botte secrète, et qui a même affirmé que, pour ordonner le déplacement des pièces de canon signalées, il lui avait fallu décider le roi, non sans peine, à violer la consigne contraire du maréchal de Saxe? Fut-ce, comme d'autres récits le disent, un simple capitaine du régiment de Toulouse, portant le nom obscur d'Isnard? J'avoue que j'attache peu d'importance à cette guerre de noms propres : l'idée, après tout, était assez simple pour venir à plus d'un esprit à la fois. Et, d'ailleurs, ne sait-on pas que, dans les foules françaises, avec la vivacité de conception qui leur est propre, règne souvent un courant électrique qui fait que la même pensée semble jaillir à la fois de tous les cerveaux? Ce qui est certain, c'est que le roi se décida sans peine à sacrifier toutes les précautions qui n'intéressaient que lui-même, et, à ceux qui lui faisaient observer que les canons lui

feraient faute en cas de retraite : « Il ne s'agit pas de se retirer, répondit-il, il s'agit de vaincre. » Il commanda au duc de Picquigny de faire avancer les canons, et le duc de Richelieu eut l'ordre de les faire suivre par les escadrons de la maison du roi, qui n'avaient pas encore bougé du poste de garde qui leur était confié. Un frémissement généreux parcourut alors tous les rangs ; parmi ceux qui lâchaient pied tout à l'heure, ce fut un élan général pour retourner au combat. Il serait vain de chercher qui en donna le signal : ce n'était personne, jusqu'à ce que ce fût tout le monde.

Au même instant, chez les Anglais, c'était un effet contraire qui se produisait : le trouble et l'incertitude paraissaient se glisser dans leurs rangs. — « Je jetai les yeux sur la colonne, dit un humble témoin, d'autant plus véridique que, ne commandant rien, il avait le temps de tout regarder. Elle restait sans mouvement au milieu de la plaine ; on aurait dit qu'elle n'était conduite par personne. » — La vérité est que Cumberland, surpris lui-même de son succès.

hésitait à frapper le dernier coup qui le lui aurait assuré, de crainte de le compromettre en ébranlant cette solide cohésion de sa troupe, à laquelle il devait ce résultat inespéré. Frédéric, raisonnant après coup dans l'*Histoire de mon temps*, critique assez sévèrement cette timidité tardive. — « Puisqu'il avait, dit ce grand maître, ouvert le centre de l'armée française, il lui était aisé de séparer sa troupe en deux, et, par un à droite et un à gauche, de prendre en flanc toute l'infanterie française qui lui était opposée ; il aurait, en même temps, fait avancer sa cavalerie pour soutenir ses colonnes ainsi divisées, et il est probable que ç'aurait été fait de l'armée française s'il avait agi ainsi. » — Avec tout le respect dû à un si bon juge, il est peut-être permis de s'étonner que Frédéric ait oublié que toute la cavalerie des alliés était restée de l'autre côté du bois de Barry, et que l'infanterie anglaise occupait seule le terrain. Grande faiblesse! surtout à cet instant suprême, car, la tâche de la cavalerie étant de poursuivre les fuyards pour achever leur déroute, c'était son absence précisément qui donnait au maréchal

de Saxe la facilité de rallier son monde. Puis, séparer la colonne comme l'indique Frédéric, n'était-ce pas faire le jeu de ses adversaires, en ouvrant devant eux les flancs de cette masse compacte qu'ils s'efforçaient vainement d'entamer? Diviser ce bloc, n'était-ce pas le détruire? Enfin, comment et par qui cette séparation aurait-elle été opérée? Frédéric a reconnu lui-même que le bataillon carré avait été formé (un peu par hasard, ou du moins par nécessité) grâce au resserrement des trois divisions, qui, au premier moment, étaient séparées. Un tel effet n'avait pu se produire sans causer quelque confusion dans les rangs, sans que les hommes de toutes armes fussent mêlés et les officiers séparés de leurs soldats. Ce désordre intérieur ne permettait guère de commander une manœuvre aussi délicate que celle que Frédéric indique. On avait, en un mot, affaire à un corps privé de ses articulations naturelles, qu'une forte impulsion pouvait encore pousser en avant, mais dépourvu de la souplesse nécessaire pour se mouvoir à droite ou à gauche à volonté. Frédéric peut-être lui-même aurait

vaincu la difficulté après l'avoir reconnue; mais le génie seul a le courage de tout braver, parce qu'il se sent en lui-même des ressources pour suffire à tout. La ténacité de Cumberland n'était pas du génie. Étonné d'avoir été heureusement téméraire un instant, il n'osait pas l'être jusqu'au bout.

Pendant qu'il balançait, le temps était passé de réfléchir, car les Français l'entouraient de toutes parts, lancés sur lui avec une impétuosité sans égale. Jamais ce qu'on a appelé la furie française n'a mieux mérité ce nom. Non qu'ils se précipitassent pêle-mêle et au hasard, ainsi que Voltaire le raconte sur la foi de Richelieu, comme un essain de *fourrageurs*. Leur ardeur n'était nullement privée de règle, et l'ordonnance commandée sur place par Maurice était au contraire si bien conçue, que la rapidité même du mouvement n'en dérangea pas le concert. Infanterie et cavalerie se murent cette fois ensemble, unies sans être mêlées, et en se prêtant mutuellement appui. Ce fut la maison du roi qui partit la première : « *Jalouse*, dit Maurice, *qu'on ne lui eût encore*

*rien dit*, elle s'élança à toutes jambes et tête baissée. Elle y allait de si grand cœur, qu'en la voyant passer devant le roi, le dauphin, gagné par l'exemple, mit le sabre à la main pour charger aussi de sa personne, et qu'il fallut lui faire violence pour le retenir. » Les carabiniers suivaient; Maurice lui-même à leur tête. C'était avec eux qu'il avait fait ses premières armes. « *L'ancienne amitié qu'ils avaient pour moi* (c'est encore lui qui parle) *dut beaucoup contribuer au fameux coup de collier qu'ils donnèrent.* De gauche accourait en même temps le comte de Lowendahl, rappelé sur le champ de bataille avec sa brigade de cuirassiers et conduisant les régiments qui s'étaient les premiers ralliés (Irlandais, Royal-Vaisseaux et Normandie); à droite, c'était le duc de Biron qui s'était chargé de ramener tout ce qui avait défendu le matin Fontenoy et Anthoin, en ayant soin pourtant de ne pas dégarnir cette dernière position, toujours menacée par la présence des Hollandais[1]. »

1. Un instant, le village d'Anthoin se trouva presque vide de troupes, les ordres de Maurice ayant été mal compris ou

Le cercle ainsi rapidement formé, on vint placer au milieu les quatre canons, dont l'effet espéré répondit à l'attente. Leurs décharges, plusieurs fois répétées, atteignirent la colonne sur sa ligne centrale, et, frappant l'axe qui servait de point d'appui à ses deux ailes, la disloquèrent visiblement. Ce fut alors seulement que la mêlée devint générale et que tout le monde y prit part à la fois : cavaliers, fantassins, officiers, soldats, jusqu'aux gens de suite et aux valets d'armée ; et, dans cette bagarre, il n'y eut qu'un seul moment de confusion : ce fut la brigade irlandaise qui fut prise un instant pour une troupe anglaise, en raison de la langue qu'on y entendait parler, et qui allait être chargée et fusillée avec la colonne, si elle n'eût crié à temps : « Vive France ! »

« Le maréchal de Saxe, dit d'Espagnac, avait commandé que la cavalerie touchât les Anglais avec le poitrail des chevaux ; il fut bien obéi :

trop absolus ; les Hollandais, qui s'aperçurent de cette faute, allaient se remettre en campagne ; Biron prit sur lui de faire rester un des corps de troupes qu'il devait emmener. Maurice l'approuva ensuite d'avoir contrevenu ou plutôt suppléé à ses ordres.



les officiers de la chambre chargeaient pêle-mêle avec la garde et les mousquetaires ; les pages du roi y étaient l'arme à la main. Il y eut une si exacte égalité de temps et de courage, un ressentiment si unanime des échecs qu'on avait reçus, un concert si parfait, la cavalerie le sabre à la main, l'infanterie la baïonnette au bout du fusil, que la colonne fut foudroyée. » — Mais, forcés de lâcher pied à pied le terrain où ils se sentaient débordés, les valeureux fantassins anglais ne laissèrent voir ni sur leur visage ni dans leur attitude aucun signe d'abattement ou d'effroi. La physionomie des combattants présenta alors un contraste singulièrement expressif : ici, c'était la fougue et la flamme ; là, une fermeté fière et vraiment stoïque ; on eût dit non deux armées aux prises, mais le génie et l'âme des deux nations. « La colonne anglaise, dit avec une juste admiration un mémoire du ministère de la guerre, était comme un rocher à miner. Il fallut toute la vivacité, toute la bravoure des troupes, toute l'intrépidité du général pour le faire sauter. » — La comparaison demeura exacte jusqu'au

bout, car l'explosion fit voler le roc, non en poussière, mais en éclats, chaque fragment gardant sa dureté propre. Les débris de cet héroïque bataillon, forcés enfin de se mettre en retraite, se retirent par bandes isolées, à pas lents et la tête haute, et leur cavalerie s'approchant à leur rencontre pour les recueillir, Maurice ne crut pas prudent de les poursuivre: il se borna à les faire suivre, et harceler par la compagnie des Grassins sur la route d'Ath, par laquelle ils se retirèrent. — « Nous en avions assez, dit-il ingénument, et je ne songeai plus qu'à remettre l'ordre dans les troupes qui avaient chargé. La bataille était gagnée : il était deux heures et demie de l'après-midi [1]. » — Les pertes étaient considé-

1. Les relations de la bataille de Fontenoy sont très nombreuses et concordent pour les faits principaux, quoique différant dans certains détails. Je les ai consultées toutes et combinées, en indiquant seulement en note, dans le cours du récit, les incidents qui ne sont rapportés que par un seul témoignage. Il existe, au ministère de la guerre, un compte rendu officiel envoyé par le comte d'Argenson, ministre de la guerre, à la reine, et trois lettres du maréchal de Saxe lui-même. Ces divers documents ont été insérés à peu près complètement en appendice au *Journal de Luynes*, t. VII, p. 161-162, — p. 179-185. — Le duc de Richelieu, dans le

rables des deux parts. Chez les Anglais, neuf mille hommes devaient manquer le lendemain à l'appel ; ils laissaient deux mille prisonniers et quarante canons. Du côté des Français, entre les tués et les blessés, il y eut six mille hommes hors de combat, et dans le nombre plus de quatre cents officiers de tout grade.

Malgré ces pertes cruelles, après une journée si féconde en péripéties et de telles angoisses suivies d'un salut inespéré, il n'y avait place dans les cœurs que pour la joie. Le roi, quittant la colline de Notre-Dame-aux-Bois avec son fils, vint passer devant le front des régiments vainqueurs, salué par un formidable cri

fragment de mémoire que m'a communiqué M. de Boislile, fait lui-même le récit (naturellement tout à fait à son avantage) de son intervention. — (*Correspondance générale de Voltaire*, le marquis d'Argenson à Voltaire, 14 mai 1745. — *Histoire de Maurice, comte de Saxe*, par le baron d'Espagnac, t. II, p. 49-80. — Voltaire, *Histoire du siècle de Louis XV*, ch. xv. — *Histoire de Maurice de Saxe*, Mittau, 1752, t. II, p. 134-148. — *Souvenirs du marquis de Valfons*, p. 138-152, — *Vie privée de Louis XV*, Londres, 1781, t. II, p. 241-253. Consulter aussi Weber, *Moritz, Graf von Sachsen*, Dresde-Leipsig, 1763, ouvrage fait d'après les dépêches des archives de Saxe. — Du Parcq. *Biographie du maréchal de Saxe*, 1851).



d'enthousiasme et de triomphe, au milieu des chapeaux portés en l'air sur les baïonnettes, des étendards et des drapeaux percés de balles qui flottaient au-dessus de sa tête, pendant que les soldats se jetaient à ses pieds pour les baiser. Un instant, arrêtant les yeux sur des monceaux de cadavres ensanglantés, un nuage passa sur son visage. — « Regardez, mon fils, dit-il au dauphin, ce que coûte une victoire ; apprenez à ménager le sang de vos sujets. » — Mais les blessés eux-mêmes qui gisaient sur le sol soulevaient la tête un instant pour crier : « Vive le roi et monsieur le dauphin ! » et retombaient pour achever de mourir.

Au milieu de cette effusion générale, il n'y avait place ni pour rivalité ni pour compétition d'aucune sorte. Le maréchal de Saxe arriva moitié mort de fatigue et d'émotion, et se précipitant aux genoux du roi : — « Voyez, Sire, dit-il, de quoi dépend le sort des batailles ! » — Et il commençait à avouer la faute qu'il avait commise en ne défendant pas suffisamment le ravin du bois de Barry, quand le roi, le relevant, lui ferma la bouche et le serra dans ses bras.

Richelieu, Lowendahl, Biron, Lally-Tollendal, vinrent tous recevoir chacun à leur tour l'accolade royale, et nul ne paraissait envier à l'autre sa part de l'honneur et de la victoire; tous d'ailleurs rendaient hommage à la fermeté d'âme déployée par le roi et par le dauphin. Ce n'étaient qu'embrassades et félicitations mutuelles ; çà et là seulement, quelque penseur solitaire faisait entendre une note plus grave, comme l'intendant Séchelle, à qui le dauphin demanda ce qu'il pensait de la journée, et qui lui répondit tout bas : — « Je pense que M. le Dauphin est heureux d'avoir vu par lui-même, à son âge, à quoi tiennent les royaumes. » — Mais ces voix isolées se perdaient dans les clameurs de la foule ravie.

Rien ne peint mieux cette unanimité de sentiments que la suite des messages envoyés à cette heure même et dans celles qui suivirent par les héros de la journée, et dont chacun, avec la même impression, garde le trait particulier du caractère de l'écrivain. C'est d'abord le roi en personne qui, tenant à envoyer de sa propre main la bonne nouvelle, l'adresse à la

reine du champ de bataille même, en écrivant sur un tambour. Le billet est sec, l'émotion même du vainqueur ne réussit pas à attendrir l'indifférence de l'époux. « Du champ de bataille de Fontenoy, 11 mai, à deux heures et demie. — Les ennemis nous ont attaqués ce matin, à cinq heures. Ils ont été bien battus. Je me porte bien et mon fils aussi. Je n'ai pas le temps de vous en dire davantage, étant bon, je crois, de rassurer Versailles et Paris. Le plus tôt que je pourrai, je vous enverrai les détails. » Pas un mot de plus, pas même ces quelques lignes que je trouve dans une autre lettre adressée peu de temps après à un jeune officier que le roi avait admis dans sa familiarité : « Je ne puis que me louer de tout ce qui a combattu sous mes yeux. J'espère qu'ils n'ont pas été mécontents de moi, ni de mon fils, qui ne m'a pas paru avoir eu peur [1]. »

La lettre du dauphin, au contraire (qui n'est

1. Cette lettre fait partie d'une collection très curieuse de lettres autographes de Louis XV au comte de Coigny, qui existe entre les mains de madame la comtesse de Manvers, fille du dernier duc de Coigny, qui a bien voulu me les communiquer.



que du lendemain), respire l'ardeur juvénile et la piété filiale :

« Ma chère maman,

» Je ne puis vous exprimer ma joie de la victoire de Fontenoy, que le roi vient de remporter. Il s'y est montré véritablement roi dans tous les moments, mais surtout dans celui où la victoire ne semblait pas devoir pencher de son côté ; car alors, sans s'ébranler du trouble où il voyait tout le monde, il donnait lui-même des ordres les plus sages avec une présence d'esprit que tout le monde n'a pu s'empêcher d'admirer ; il s'y est fait connaître plus que partout ailleurs... C'est un ouvrage de la main de Dieu à qui seul on doit la victoire [1]. »

Faut-il s'étonner qu'en recevant ces lettres du père et du fils, et en envoyant sa réponse à d'Argenson, la pauvre reine y ait joint ces touchantes paroles : « Je vous envoie une lettre pour mon fils. Qu'en pensez-vous à présent ? Et quand avec fort peu de modestie je vous

1. *Journal de Luynes*, t. VI, p. 140-141.



disais qu'il était charmant, avais-je tort? Vous me connaissez aussi. Vous ne serez point surpris du sentiment dont je vous fais part. Je suis plus flattée d'être la femme du roi et la mère de mon fils que d'être la reine. N'en dites jamais mot: *mais j'aime le premier à la folie*[1]. »

Voici maintenant le maréchal de Saxe. C'est le ton d'un commandant qui a tenu entre ses mains, sans trembler, les destinées de l'État et du roi. — « Mon cher chevalier, écrit-il à son ami Folard, la renommée, cette prompte courrière, vous aura déjà informé que nous avons remporté une victoire entière, le 11 de ce mois, sur le duc de Cumberland et l'armée alliée. Je vous envoie le récit que j'en ai fait au contrôleur général, qui est mon ami. Je crois que cet échec va rabattre un peu le caquet de la fierté anglaise. Une grande partie de leur infanterie a péri, et j'espère en être défait au moins pour une partie de la campagne... L'affaire a duré neuf heures, et, quoique je sois mourant, j'ai soutenu cette fatigue comme si je me portais

1. *Mémoires et Journal de d'Argenson*, édition Jeannet, 1858, t. IV, p. 402.

bien. Le roi et son fils unique ont absolument voulu y être, de l'autre côté d'une rivière et presque sans retraite ; mais la nation ne m'en a pas voulu, parce qu'elle a su que je m'y étais opposé de tout mon pouvoir... Je ne puis vous faire assez d'éloges de la fermeté d'âme du roi et de sa tranquillité. Il n'a troublé mes opérations par aucun ordre opposé aux miens, ce qui est le plus à redouter de la présence d'un monarque entouré d'une cour qui voit souvent les choses autrement qu'elles ne sont [1]. »

C'est encore un autre sentiment qui s'exprime dans une lettre demeurée fameuse du marquis d'Argenson à Voltaire. A l'arrivée du courrier qui apportait la nouvelle à Versailles, Voltaire, déjà chargé officiellement de célébrer les faits du règne, ne perdit pas un instant pour se mettre à l'œuvre. — « Ah ! le bel emploi pour un historien ! écrit-il sur-le-champ à d'Argenson ; depuis trois cents ans, les rois de

1. Maurice de Saxe au chevalier Folard, 2 mai 1745. (Ministère de la guerre.) — La dernière phrase est tirée d'un récit fait au contrôleur général, qui était joint à cette lettre, et qui est imprimé tout entier dans l'appendice au *Journal de Luynes*.



France n'ont rien fait de si glorieux. Je suis fou de joie. Bonsoir, monseigneur. »

« Monsieur l'historien, répond d'Argenson, vous avez dû apprendre dès mercredi au soir la nouvelle dont vous nous félicitez tant... Ce fut un beau spectacle que de voir le roi et le dauphin écrire sur un tambour, entourés de vainqueurs et de vaincus, morts, mourants et prisonniers. Le vrai, le sûr, le non flatteur, c'est que c'est le roi qui a gagné lui-même la bataille par sa volonté et par sa fermeté. Vous aurez des relations et des détails. Vous saurez qu'il y a eu une heure terrible où nous vîmes le second tome de Dettingue; nos Français humiliés devant cette fermeté anglaise ; leur feu roulant qui ressemblait à l'enfer et, j'avoue, rend stupides les spectateurs les plus oisifs ; alors on désespéra de la république... A cela, le roi se moqua de tout... Votre ami M. de Richelieu est un vrai Bayard. C'est lui qui a donné le conseil et qui l'a exécuté, de marcher à l'infanterie comme des chasseurs ou comme des fourrageurs ; pêle-mêle, la main baissée, le bras raccourci, maîtres, valets, officiers, cavalerie, in-

fanterie, tous ensemble... et à cette charge dernière dont je vous parle, n'oubliez pas une anecdote. M. le Dauphin, par un mouvement naturel, mit l'épée à la main de la plus jolie grâce du monde, et voulait absolument charger. On le pria de n'en rien faire. Après cela, pour vous dire le mal comme le bien, j'ai remarqué une habitude trop tôt acquise de voir tranquillement sur le champ de bataille des morts nus, des mourants agonisants, des plaies fumantes. Pour moi, j'avouerai que le cœur me manqua et que j'eus besoin d'un flacon. J'observai bien nos jeunes héros; je les trouvai trop indifférents sur cet article. Je craignis, pour la suite de leur longue vie, que le goût ne vînt à augmenter pour cette inhumaine curée. Le triomphe est la plus belle chose du monde, mais le plancher de tout cela est du sang humain et des lambeaux de chair humaine... J'assure de tous mes respects madame du Châtelet. Adieu, monsieur. »

Langage bien nouveau et qui étonne à cette date et dans la bouche d'un ministre de Louis XV; n'est-ce pas la philosophie nouvelle

qui déjà se fait entendre, avec cette préoccupation d'humanité qui fut son meilleur caractère et qui n'a guère réussi pourtant à arrêter ni même à diminuer l'effusion du sang dans le monde qu'elle a transformé ? Le fait est d'autant plus à remarquer que jamais peut-être ce reproche d'insensibilité, auquel se prêtait trop souvent la rudesse des habitudes militaires d'autrefois, ne fut moins fondé que ce jour-là. Si le carnage avait été grand, rien ne manqua aux soins donnés aux victimes. Les prisonniers furent traités avec des égards peu ordinaires, et quand on vint demander à Louis XV comment devaient être soignés les blessés laissés par les Anglais : — « Exactement comme les nôtres, dit-il ; dès qu'ils sont vaincus et captifs, ce ne sont plus nos ennemis. »

C'est sans doute encore à une inspiration philosophique et (si on me permet cet anachronisme de langage) philanthropique du même genre que d'Argenson dut une inspiration plus généreuse que pratique, mais empreinte de ce caractère de grandeur qui, même lorsqu'elle n'est qu'apparente, a encore son

utilité par l'effet qu'elle produit sur l'imagination populaire. Il conseilla au roi d'adresser officiellement, dès le lendemain de la victoire, une offre de paix aux états généraux de Hollande. En chargeant, dès le 13 mai, La Ville de leur transmettre la relation exacte de la journée du 11 : « Vous verrez, monsieur (disait-il dans ce langage dont le ton, toujours un peu déclamatoire, n'était cette fois qu'au niveau de la circonstance), que, par cet avantage, le roi se trouve en ce moment maître des opérations dans les Pays-Bas ; mais dans la chaleur même d'un si grand succès, l'esprit de paix et d'équité, qui a toujours animé jusqu'ici les démarches du roi, ne l'a pas abandonné, et le premier soin de Sa Majesté est de m'ordonner de faire dire à messieurs des états généraux qu'il les rendrait avec plaisir dépositaires de ses sentiments pour la paix, s'ils voulaient entrer dans des conditions conformes au temps, à l'honneur et à l'équité du roi. » Il proposait ensuite la réunion d'un congrès, dont une ville de Hollande serait le théâtre. «Et voilà, disait-il, l'esprit où est le roi et qui vous donne,

monsieur, un beau rôle à jouer et digne du maître que nous servons. Au moment d'une victoire si complète, les Pays-Bas ouverts par des conquêtes presque assurées, offrir la paix par des moyens si sincères est le trait d'un héros et d'un législateur [1]. »

Pour faire contraste avec de si hautes considérations, je puis encore citer une autre lettre, celle-là tout intime, pleine de cette sensibilité un peu romanesque qui se mêle, chez les hommes du Nord, même aux affections de famille. C'est Lowendahl qui écrit à sa femme : — « Je suis jaloux, ma chère Isabelska, du roi mon maître, de ce qu'il a pu écrire à sa femme sur un tambour, en plein champ de bataille, de la victoire que nous venons de remporter sur les ennemis. Je ne le fais qu'au retour dans ma cellule. Le bon Dieu te conserve ton Waldemar, mais que ne lui dois-je pas? La bataille était perdue, tout le monde fuyait, le bon Dieu m'a inspiré de me mettre à la tête de la brigade irlandaise et des gardes françaises que j'avais

1. D'Argenson à La Ville, 13-18 mai 1745. (*Correspondance de Hollande.* — Ministère des affaires étrangères.)

ralliés; nous avons pris l'ennemi en flanc; je le renverse et le pousse au delà du champ de bataille. Le roi et le dauphin m'ont comblé de distinctions sur le champ de bataille. Je remercie la main de Dieu; je voudrais me rendre plus digne de ma chère Isabelska. J'embrasse les enfants. — *P.-S.* Ne vante point ce que mon devoir m'a fait faire, attends que les autres le disent. » — Il cède ici la plume à son secrétaire, qui ajoute: « M. le maréchal de Saxe a dit hautement que le roi devait cette victoire au comte de Lowendahl et à la brigade des Irlandais; ce sont ses propres termes [1]. »

Voici enfin quelques lignes tracées d'une main presque enfantine et qui m'ont, je le confesse, touché plus que tout le reste. Tout le monde connaît la représentation brillante et animée faite par Horace Vernet de la bataille de Fontenoy, et qui figure dans la galerie historique de Versailles. On se rappelle quelle

1. Lowendahl à sa femme, 11 mai 1745, à huit heures du soir. — (Ministère de la guerre.) — La comtesse de Lowendahl était la seconde femme du comte. Il l'avait enlevée à son premier mari, lui-même étant déjà marié, puis divorcé dans son pays.



disposition originale le peintre a donnée à son tableau. Il ne s'est soucié de reproduire aucun des incidents dramatiques de la lutte, et n'a mis en scène aucun des personnages importants qui y prirent part. On ne voit ni Maurice porté dans son berceau d'osier, ni Richelieu pointant les quatre canons qui vont trouer la colonne anglaise. Non, la bataille est gagnée; c'est le moment où Louis XV parcourt les rangs en recevant les hommages de ses soldats. Mais sur le devant de la scène est placé un groupe charmant qui attire, plus que la personne du roi lui-même, les regards du spectateur et reste gravé dans sa mémoire : un jeune officier inconnu, portant l'uniforme de la maison du roi, se jette avec effusion dans les bras de son père. C'est que l'artiste, avec cette sagacité que donne une imagination vive, a bien compris que ce qui caractérisa cette grande journée, ce fut moins le mérite du commandant (quelque justice qu'il faille lui rendre) que l'ardeur incomparable et presque joyeuse de la troupe qui fut sous ses ordres. C'est moins le général que l'armée qui a été immortalisée par ce qu'on

peut appeler la légende de Fontenoy. Ce qui vit dans la mémoire populaire, ce ne sont pas les manœuvres savantes qui, de part et d'autre, ont assuré ou disputé la victoire : ce sont ces charges de cavalerie venant se briser, huit heures durant, contre une muraille vivante ; ce sont ces dialogues d'homme à homme et ces prises de corps à corps qui, en pleine science et civilisation modernes, semblent des pages détachées d'un roman de chevalerie. Ce sont tous ces mouvements opérés avec tant d'aisance dans l'intrépidité que, malgré les flots de sang qui coulent, on croit encore voir les passes d'armes d'une parade. C'est enfin cet élan de la maison royale, tenue toute frémissante en réserve jusqu'à la dernière heure, et débordant soudainement avec l'impétuosité d'un torrent qu'une digue jalouse a trop longtemps contenu. Ce sont là les souvenirs que Vernet a voulu évoquer dans notre pensée en projetant toute la lumière sur le visage enflammé de son jeune héros.

Il ne tiendrait qu'à moi de supposer que j'ai retrouvé les traits de l'original qui lui a servi

de modèle. Ne dirait-on pas que c'est ce valeureux enfant qui a écrit ce petit billet égaré, je ne sais comment, dans un carton du ministère de la guerre ? — « Nous couchons sur le champ de bataille ; le roi y était en personne avec M. le dauphin, auquel le roi m'a attaché à poste fixe pour la campagne. On ne peut montrer plus de présence d'esprit et de bravoure que l'un et l'autre n'en ont montré. Dites à ma mère que je me porte bien. Ah ! c'est un beau jour pour la France ! »

Oui, un beau jour, mais le dernier de l'ancienne France ! Elle était là, tout entière, encore pleine de vie et resplendissante de tous les joyaux de sa couronne ; un souverain dans la force de l'âge, animé d'une ardeur belliqueuse, qui faisait, pour une heure au moins, tout oublier et tout pardonner ; à ses côtés, comme le rejeton d'un chêne, l'héritier de cette royauté séculaire, portant dans ses regards d'une pureté presque enfantine un feu qui était le sang même de saint Louis et de Henri IV ; autour d'eux tous les fils des anciens preux dignes de leurs aïeux ; la magie des souvenirs, toutes les tradi-

tions rajeunies de la vaillance et de la gloire, l'élan unanime de tous les cœurs, ce cri national de : « Vive le roi ! » répété par des milliers de voix enthousiastes. Que manquait-il à ces moments d'ivresse ? Et cependant, celui qui doit les dépeindre se sent envahi tout d'un coup par une secrète et invincible tristesse. C'est qu'il voit dans le lointain le sinistre dénouement qui se prépare. Laissez passer un demi-siècle ! Où sera-t-elle, cette royauté, vivante incarnation de la patrie ? Où seront-ils, ceux qui font cortège autour d'elle et la couvrent de leur corps, les Noailles, les Biron, les Gramont ? On ne retrouvera plus leurs noms que défigurés dans les arrêts d'un tribunal révolutionnaire ou inscrits sur une pierre funéraire au fond de la mélancolique vallée de Bretagne où gît la dépouille des victimes de Quiberon. D'autres, je le sais, auront pris leur place et la rempliront sans déchoir. Des enfants de nos campagnes, transformés en soldats pour repousser l'invasion ennemie, arroseront de leur sang les champs déjà fertilisés par leurs sueurs. Des bataillons, disciplinés par la main de fer d'un conquérant,

traverseront au pas de charge toutes les capitales de l'Europe. Dieu nous garde de médire de ces nouvelles formes du patriotisme et de la gloire! Ne leur demandons même pas trop sévèrement compte des épreuves douloureuses dont elles n'ont pu nous préserver et que nos pères n'avaient pas connues. Convenons pourtant qu'aux triomphes les plus éclatants, aux joies les plus vives de la France moderne, s'est toujours mêlé un fonds de sentiment inquiet, provenant de l'instabilité de l'avenir, de la discorde des classes, et du souvenir des luttes civiles toujours prêtes à renaître. Rien de pareil n'attristait, le soir de Fontenoy, l'imagination d'un jeune vainqueur ; sa confiance imprévoyante ignorait tous les soucis qui, depuis lors, ont marqué d'une ride sévère les traits de notre physionomie nationale. En est-ce donc fait et sans retour? Tous les dons que la fortune nous a ravis peuvent nous être rendus; notre influence abaissée peut se relever; la frontière rétrécie peut s'étendre. Mais cette grâce qui parait le front de la France d'une beauté si originale; cette élégance qui n'ôtait rien à sa

force ; cette finesse délicate des mains qui maniaient si légèrement l'épée ; ce clairon des batailles entraînant comme la musique d'une fête ; cette gaieté qui souriait jusque dans la mort ; tout cet éclat, en un mot, qui charmait le monde et qui séduit encore l'histoire, qui jamais pourra nous le rendre ? Vous qui lirez ces pages, enfants de la famille française, saluez d'un dernier adieu l'image déjà fugitive d'un passé qui a fait le prestige de votre nom ; avant de s'enfoncer dans les brumes de la haute mer, le navigateur jette un regard attendri sur les rives de la terre natale, illuminée des feux du soleil couchant !

FIN DU TOME PREMIER

# TABLE DU TOME PREMIER

## CHAPITRE PREMIER

### MORT DE LA DUCHESSE DE CHATEAUROUX
### ARRESTATION DE BELLE-ISLE
### MORT DE CHARLES VII





## CHAPITRE II

### VACANCE DE L'EMPIRE. — MINISTÈRE DU MARQUIS D'ARGENSON

## CHAPITRE III

### CAPITULATION DE LA BAVIÈRE
### BATAILLE DE FONTENOY

FIN DE LA TABLE DU TOME PREMIER

PARIS. — IMP. DE LA SOC. ANON. DE PUBL. PÉRIOD. — P. MOUILLOT. — 80356.

CALMANN LÉVY, ÉDITEUR

## DU MÊME AUTEUR

Format in-8°

| | |
|---|---|
| LE SECRET DU ROI, correspondances secrètes de Louis XV avec ses agents diplomatiques . | 2 vol. |
| FRÉDÉRIC II ET LOUIS XV. . . . . . . . . . . . . . . | 2 — |
| FRÉDÉRIC II ET MARIE-THÉRÈSE. . . . . . . . . . . | 2 — |
| QUESTIONS DE RELIGION ET D'HISTOIRE. . . . . . | 2 — |

Format in-18

| | |
|---|---|
| LE SECRET DU ROI . . . . . . . . . . . . . . . . . . . . | 2 vol. |
| FRÉDÉRIC II ET LOUIS XV. . . . . . . . . . . . . . | 2 — |
| FRÉDÉRIC II ET MARIE-THÉRÈSE. . . . . . . . . . | 2 — |
| LA DIPLOMATIE ET LE DROIT NOUVEAU . . . . . . | 1 — |
| QUESTIONS DE RELIGION ET D'HISTOIRE. . . . . | 2 — |

Paris. — Imprimerie J. CATHY, 3, rue Auber.



